

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

REGION DU LITTORAL

DEPARTEMENT DU MOUNGO

COMMUNE DE DIBOMBARI



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

LITTORAL REGION

MOUNGO DIVISION

DIBOMBARI COUNCIL

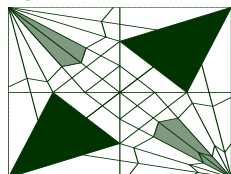
PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE DE DIBOMBARI



Réalisé avec l'appui :

Technique de

CIETADEL



Centre d'Information, d'Etude et
d'Appui au Développement Local

Financier du



Programme National de
Développement Participatif (PNDP)



Ministère de la Planification et de
l'Amenagement du Territoire

SEPTEMBRE 2018

PAGE DE VALIDATION DU PCD DE DIBOMBARI

Le présent Plan Communal de Développement a été approuvé par le Conseil Municipal élargi aux Sectoriels en sa session duet validé par les administrations compétentes ci-après :

MAIRE DE LA COMMUNE DE DIBOMBARI

DELEGUE DEPARTEMENTAL DU MINEPAT DU MOUNGO

PREFET DU DEPARTEMENT DU MOUNGO

SOMMAIRE

PAGE DE VALIDATION DU PCD DE DIBOMBARI.....	2
SOMMAIRE.....	2
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	5
FICHE SIGNALETIQUE	8
LISTE DES ABREVIATIONS	11
LISTE DES TABLEAUX	13
LISTE DES PHOTOS	14
LISTE DES CARTES	14
LISTE DES GRAPHIQUES	15
LISTE DES ANNEXES	15
I. INTRODUCTION	16
I.1. Contexte et justification.....	17
I.2. Objectifs	19
I.3. Structure du document	19
II. METHODOLOGIE	21
II.1. Préparation de l'ensemble du processus.....	22
II.1.1. Mise en place du Comité de Pilotage	22
II.1.2. Prise de contact.....	22
II.1.3. Information et sensibilisation des autorités traditionnelles et administratives	22
II.1.4. Préparation pédagogique	23
II.2. Collecte des informations et traitement.....	23
II.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie.....	26
II.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation	27
II.4.1. réparation et tenue de l'atelier de planification.....	27
II.4.2. Restitution des données consolidées du diagnostic	27
II.4.3. Mobilisation des ressources.....	28
II.4.4. Planification	28
II.4.5. Programmation	28
II.5. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif.....	29
III. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE.....	30
III.1. Localisation de la commune.....	31
III.2. Milieu biophysique	35
III.2.1. Climat	35
III.2.2. Sols.....	36
III.2.3. Relief.....	36
III.2.4. Hydrographie.....	36
III.2.5. Flore et faune.....	36
III.3. Milieu humain	39
III.3.1. Quelques repères historiques de la Commune de Dibombari	39
III.3.2. Population.....	40
III.3.2.1. Ethnies	40
III.3.2.2. Religions.....	40
III.4. Milieu socio-économique	45
III.4.1. L'agriculture	45
III.4.2. La pêche	46
III.4.3. La chasse	46
III.4.4. Le petit commerce	47
III.4.5. L'exploitation des ressources minières.....	47
IV. RESULTAT DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF.....	48
IV.1. Synthèse du DIC.....	49
IV.2. Principaux services de l'espace communal.....	52
IV.3. Principales potentialités (ressources) de la Commune :	65
IV.4. Synthèse des données collectées sur la petite enfance.....	71
IV.5. Économie locale	77
IV.6. Synthèse des données sur les changements climatiques	82
IV.7. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur :	84

IV.8.	<i>Esquisse du Plan d'Utilisation et de Gestion des Terres de l'espace communal</i>	99
IV.9.	<i>Cadres logiques par secteur</i>	103
IV.10.	<i>Coût estimatif du PCD : faire ressortir le coût estimatif pour chaque secteur y compris l'Institution communale</i>	180
V.	PLANIFICATION	181
V.1.	<i>Vision et objectifs du PCD</i>	182
V.1.1.	vision du pcd de la commune de dibombari	182
V.1.2.	Objectifs du PCD.....	182
V.1.3.	- Objectif général :	182
V.1.4.	Objectifs spécifiques	182
V.1.5.	Objectifs spécifiques de la stratégie de la croissance économique	183
V.1.6.	objectifs spécifiques de la stratégie d'amélioration des infrastructures sociales, sanitaires	183
V.1.7.	objectifs spécifiques de l'amélioration des conditions de travail et d'hébergement	184
V.2.	<i>Éléments de cadrage</i>	185
V.2.1.	Tableau consolidé des projets prioritaires.....	185
V.2.2.	SYNTHESE DES 08 PROJETS PRIORITAIRES PAR VILLAGE	187
	<i>Tableau additif des projets prioritaires par village, Secteurs Ecologie, Jeunesse, Sport et Culture</i>	203
V.2.3.	Cadrage budgétaire sur la base des CA (sur trois ans)	215
V.2.4.	Ranking des villages/Ordre de financement des villages	216
V.2.5.	Validation des données de base par secteur	216
V.2.6.	Détermination du niveau d'accès aux services sociaux de base	218
V.3.	PLANIFICATION STRATÉGIQUE	226
V.3.1.	Elaboration des programmes techniques (sur 05 ans).....	226
V.3.1.1.	Programme Technique d'amélioration des offres des services sociaux de base	236
V.3.1.1.1.	action Eau	236
V.3.1.1.2.	action Education	237
V.3.1.2.	Programme Technique économique DE LA PROMOTION DU DEVELOPPEMENT ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE	237
V.3.1.2.1.	ACTION Agriculture.....	237
V.3.1.2.2.	Action énergie.....	238
V.3.1.2.3.	Action PECHE.....	238
V.3.1.2.4.	Action TRAVAUX PUBLICS.....	239
V.3.1.2.5.	Action ECOLOGIE	239
V.3.1.3.	PROGRAMME TECHNIQUE DE LA CULTURE DU SPORT ET APPUI A LA JEUNESSE	241
V.3.1.3.1.	action CULTURE	241
V.3.1.3.2.	ACTION SPORT.....	242
V.3.1.3.3.	Action Jeunesse	242
V.3.1.4.	PROGRAMME DE GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION LOCALE.....	243
V.3.1.4.1.	ACTION Maturation des projets	244
V.4.	<i>Analyse évaluative des programmes par rapport à l'atteinte des ODD (Résultats de l'outil GADD)</i>	250
V.5.	<i>Dimension écologique</i>	256
V.6.	PLANIFICATION OPERATIONNELLE	259
V.6.1.	Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires	259
V.7.	<i>Cadre sommaire de gestion environnementale et social du CDMT :</i>	265
V.7.1.	Plan d'investissement annuel (PIA) :	279
V.7.2.	Coût estimatif du PIA	286
V.7.3.	Plan de Passation des marchés du PIA	286
V.7.4.	. Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables (Type de vulnérabilité, Activités Indicateurs de résultats, période (subdivisée en mois pour l'année, responsable et collaborateurs, coût estimatif, Source de financement)	291
VI.	MECANISME DE SUIVI EVALUATION	299
VI.1.	<i>Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD</i>	300
VI.1.1.	Composition du comité de suivi-évaluation	300
VI.1.2.	Attributions des membres du comité de suivi-évaluation	300
VI.1.3.	Noms et attributs des membres du CCSE du PCD (résultats de la constitution du CCSE).....	301
VI.2.	<i>Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)</i>	303
VI.3.	<i>Dispositifs, outils et fréquences du reporting</i>	306
VI.4.	<i>Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD</i>	307
VII.	PLAN DE COMMUNICATION	310
VII.1.	<i>Stratégie et esquisse de plan de communication</i>	311
	CONCLUSION	314
	ANNEXES	314

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Dans le cadre de la mise en œuvre de la décentralisation et pour atteindre les objectifs de la stratégie de développement du Cameroun contenus dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), les communes doivent disposer d'une feuille de route pouvant les aider à mener à bien leurs missions. Dans le souci d'harmoniser les efforts de développement local, le gouvernement camerounais accompagne les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) à travers le Programme National de Développement participatif (PNDP) qui a pour mission de contribuer à l'amélioration durable des conditions de vie des populations en milieu rural, et notamment les plus défavorisées. Il procède par le cofinancement des actions de développement identifiées à la base par les bénéficiaires eux-mêmes.

A cet effet, le PNDP dans sa nouvelle démarche, procède à l'appui et à la mise en œuvre du processus d'élaboration des plans de développement des communes du Cameroun. L'actualisation du plan communal de développement de Dibombari s'est inscrit dans ce sillage d'amélioration des conditions socio-économiques des populations tant urbaines que rurales. Pour ce faire, la méthodologie préconisée implique un diagnostic au niveau de l'institution communale, de l'espace urbain et des villages de la Commune.

L'Organisation d'Appui Local (OAL) Centre d'Information et d'Appui au Développement Local (CIETADEL) à qui ces tâches ont été confiées a mis en application les directives consignées dans les supports de formation et du guide méthodologique de planification régionale et locale élaboré par le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT). C'est ainsi que les outils de la Méthode Accélérée de Recherche Participative (MARP) ont été déployés au niveau des diverses instances.

Objectif du PCD

L'objectif global de ce Plan Communal de Développement est de mettre à la disposition de la Commune de DIBOMBARI un document de référence, véritable feuille de route de l'autorité communale qui oriente les actions à mettre en œuvre à court, à moyen et à long termes dans les différents secteurs retenus à l'issue du diagnostic participatif.

Méthodologie utilisée

Le processus d'élaboration du PCD de la Commune de DIBOMBARI s'est réalisé suivant les sept étapes de la planification :

- La préparation
- Le diagnostic participatif
- La mobilisation des ressources
- La planification
- La programmation
- La mise en œuvre
- Le suivi évaluation

Il a donc été procédé trois diagnostics au niveau de : l'institution communale, l'espace urbain et dans les villages. L'ensemble de ces diagnostics a été conduit

dans les 28 secteurs connus et pris en compte dans l'élaboration du PCD. A l'issu de ce diagnostic, nous avons pu élaborer 32 cadres logiques dont ceux des 28 secteurs traditionnels plus l'institution communale, la prise en compte de la petite enfance, les changements climatiques et le VIH/SIDA.

La commune de DIBOMBARI dispose d'un potentiel important pour se développer, on peut citer entre autres, un potentiel agricole avec des vastes terres favorables à la pratique de l'agriculture à grande échelle, un potentiel touristique énorme, la possibilité de développer son tissu économique formel ou informel, un potentiel humain important. Ce développement serait également stimulé par le dynamisme de l'exécutif municipal et de la population. Seulement, certains facteurs ne permettent pas d'atteindre un développement escompté des ces différentes ressources. Il s'agit entre autre de l'enclavement des localités (les routes fortement dégradées) du réseau hydrographique constamment en panne, de l'insuffisance des infrastructures socio-économiques, sportives et de loisirs, de la faible capacité de recouvrement des taxes communales, de la difficulté d'accès à un élevage, une pêche et une industrie animale et une agriculture rentable, la faible possibilité d'accès à un emploi et une formation professionnelle, la faible valorisation du potentiel touristique et la faible protection de la forêt et la faune dans la commune de Dibombari. A l'issu de l'identification de ces problèmes, les solutions suivantes ont été proposées : la Création des champs communautaires, l'acquisition des intrants aux agriculteurs et éleveurs, la création, la Construction et l'équipement des CSI, des écoles, des lycées et collèges ainsi que des plaidoyers pour l'affectation des personnels, l'aménagement des pistes agricoles, la prise en charge des personnes vulnérables. Dans le secteur de l'eau et de l'énergie, il a été envisagé la réhabilitation du transformateur de pompage d'eau, l'entretien et le suivi des équipements électriques. Les autres solutions qui émergent de ce diagnostic sont aussi la création des mutuelles de santé, des sites touristiques, la mise en place des comités de vigilance des forêts, la Construction et l'aménagement des marchés, l'aménagement des stades de foot et des plaidoyers pour la rétrocession des terres à certains villages de la commune.

Il est important de signaler que les programmes d'amélioration de l'offre en services sociaux de base, promotion du développement économique et protection de l'environnement et promotion de la culture, sport et appui à la jeunesse découlent des 28 secteurs traditionnels pris en compte dans le PCD.

Le plan quinquenal (2020-2024) se chiffre à **1 290 560 000 F CFA** ; plus de 20% est alloué à l'investissement dans l'amélioration de l'offre en service sociaux de base ; plus de 33% pour les travaux relevant du développement économique et la protection de la nature et, 45 % pour la culture, le sport et la culture, 2 % pour la gouvernance et l'administration locale.

Le cadre de dépense à moyen terme qui présente les projets précis pour la période 2020 – 2022 soit le CDMT est évalué à **1 170 500 000 F CFA**.

Un Plan d'Investissement Annuel pour l'année 2019 a été élaboré il est évalué à **3 954 206 589 F CFA**. Il compte 34 projets dont le financement est réparti entre plusieurs bailleurs dont la Commune, l'allocation du PNDP, le FEICOM, le BIP et le MINDEVEL.

Le cadre de gestion environnementale précise les mesures à prendre avant, pendant et après la réalisation des projets pour réduire ou atténuer les impacts potentiels négatifs, et bonifier les impacts positifs. Un Comité Communal de Suivi Evaluation a été mis en place pour veiller à la mise en œuvre et au suivi du PCD, ainsi qu'un plan de communication.

Le cadre de gestion environnementale précise les mesures à prendre avant, pendant et après la réalisation des projets pour réduire ou atténuer les impacts potentiels négatifs, et bonifier les impacts positifs. Un Comité Communal de Suivi Evaluation a été mis en place pour veiller à la mise en œuvre et au suivi du PCD, ainsi qu'un plan de communication.

La réalisation des différents projets retenus à l'issu des différents diagnostics passe aussi par la vision du maire. A cet effet, l'exécutif communal voudrait faire de l'espace communal de Dibombari un pôle de développement durable à travers l'aménagement des infrastructures de communications et routières, l'amélioration du cadre de travail du personnel communal pour un meilleur rendement, la construction et la réhabilitation des infrastructures sociales d'encadrement pour le bien être des populations de la communes et une gestion rationnelle des ressources naturelles et la mise en place des site touristiques en vue de son émergence à l'horizon 2035.

FICHE SIGNALÉTIQUE

Date de création	11 Novembre 1955 par la loi N° 1484
Localisation	La commune de Dibombari est située dans la région du Littoral, Département du Moungo, à 18 km de Douala. Elle est limitée : • Au Nord par la commune de Bonaléa ; • Au Sud par la commune de Douala IV^{ème} ; • A l'Est par L'île de Djébalé ; • A l'Ouest par Manoka
Superficie :	1500 Km ²
Population	23 876 habitants en 2017 soit 12 401 hommes (52%) et 11 475 femmes (48%).
Ethnies	Deux (02) principaux groupes ethnies : • Pongo, avec une chefferie de 1^{er} degré. • Bakoko, avec une chefferie de 2^{ème} degré. • Autres groupes : Bamiléké, Bamoun, Biafra
Nombre de villages	L'arrondissement de Dibombari a 38 villages repartis dans deux cantons : • Canton Pongo : 20 villages • Canton Bakoko : 18 villages
Activités économiques	- L'Agriculture représente la principale activité économique majeure de la Commune. l'on retrouve ainsi la culture de rente avec le Palmier à huile, l'hévéa comme produits phares; la culture vivrière est beaucoup plus diversifiée à travers : le manioc, la banane-plantain, le maïs, les arachides. La culture maraîchère : le Ndolè, la Morelle Noire et les épinards. - Comme autre activité économique, nous notons la forte présence des entreprises agroalimentaires et celles des produits d'hydrocarbures et de ses dérivés. Non loin de cette activité, on peut citer le petit commerce représenté par quelques échoppes et débits de boissons, quelques restauratrices. - On peut également citer le transport par moto-taxis comme autre activité économique présente dans la commune.
Infrastructures sociales	• Infrastructures scolaires : - 7 écoles maternelles publiques - 9 écoles maternelles privées - 12 écoles primaires privées - 12 écoles publiques francophones primaires - 5 écoles publiques anglophones - 02 Lycées - 02 CES - 01 CETIC - 01 SAAR / SM - 01 E.T.A

	● Infrastructures sanitaires : - 08 Centre de Santé Intégré (CSI) ● Infrastructures hydrauliques : - 31 Bornes fontaines - 36 Forages - 04 Puits d'eau - 04 Châteaux d'eau ● Infrastructures commerciales : - 06 marchés ● Infrastructures routières : 175 Km de routes en terre
Conseil Municipal	35 membres, (un décédé et non remplacé) donc 12 femmes et 22 hommes
Personnel communal	- Total : 44 - 38 permanents (29 Hommes et 9 Femmes) - 6 temporaires dont 5 hommes et 1 femme - 8 cadres - 5 agents de maîtrise ; - 27 agents décisionnaires - 4 chauffeurs
Réseau de relations	- PNDP : Actualisation du PCD et cofinancement de plusieurs projets de BOADIBO, Usine à Glace de MOLANGA, 01 Salle au CETIC, etc. - Communes et Villes Unies du Cameroun (CVUC): promotion de l'intercommunalité - FEICOM : Construction de la maison de culture, de l'hôtel de ville (En cours)
Principales forces	- Existence d'un organigramme formel définissant les services de l'institution communale et décrivant les attributions liées à chaque poste de travail ; - Unicité politique du Conseil Municipal (CM); - Amélioration de la gestion administrative et du suivi des projets par le Cadre Chargé du Développement (CCD) - Forte implication du Cadre Chargé des Finances (CCF) dans l'amélioration des recettes propres de la commune - Faible endettement de la commune - Présence d'immeubles en propriété (maison de culture, marchés et boutiques) - Présence d'un important parc automobile en bon état - Existence d'un sommier du patrimoine communal
Principales faiblesses	- Absence de mutuelle du personnel - Fichier des contribuables non actualisé

	- Irrégularité des réunions du personnel pour la planification et le suivi des activités - Faible implication du CM dans le fonctionnement et la gestion de la commune - Absentéisme des agents communaux - Faible recouvrement des recettes propres - Faible communication interne et externe - Sommier du patrimoine communal non actualisé - Absence d'un plan de renforcement des capacités du PERSONNEL - Absence d'un plan de recouvrement
Opportunités	- Fort potentiel agricole (disponibilité des terres arables, forte production, diversité des cultures) - Existence de potentielles sources de recettes non recouvrées (permis de bâtir, exploitation des carrières de sable et terre) - Existence réseau de partenaires assez dense : PNDP, FEICOM, Etat du Cameroun, etc. - Existence d'une réserve foncière - Présence de potentiels sites touristiques - Existence d'un important parc automobile (véhicules affectés aux personnels, Caterpillar pelle chargeuse et niveleuse, compacteur, etc.)
Obstacles	- Réticence des contribuables à payer leurs impôts - Absence de locaux pour les SDE (Service déconcentré de l'ETAT) présents dans la commune - Faible densité de la population urbaine

LISTE DES ABREVIATIONS

ACEFA : Programme d'Amélioration de la Compétitivité et des Exploitations Familiales Agropastorales

AGR : Activités Génératrices de Revenu

APEE : Association des Parents d'Elèves et Enseignants

BIP : Budget d'investissement public

CCD : Cadre communal de Développement

CCF : Cadre communal des Finances

CETIC: Collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial

CES : Collège d'Enseignement Secondaire

CDQ : Comités De Quartier

CDMT : Cadre de Dépense à Moyen Terme

CIETADEL: Centre d'Information, d'Etudes et d'Appui au Développement Local

CM : Conseil Municipal

CNJC:Conseil National de la Jeunesse du Cameroun

CNPS: Caisse Nationale de Prévoyance Sociale

CPFF: Centre de Promotion de la Femme et de la Famille

CSI: Centre de Santé Intégré

COPIL : Comité de Pilotage

CTD : Collectivités Territoriales Décentralisées

CVUC: Communes et Villes Unies du Cameroun

DEUC : Diagnostic de l'Espace urbain Communal

DIC : Diagnostic de l'Institution Communale

DPNV: Diagnostic Participatif Niveau Village

DSCE: Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi

ENEO: Energy of Cameroon.

EP: Ecole Publique

EPI : Équipement de protection individuelle

FEICOM : Fond Spécial d'Équipement Inter communal

FFOM : Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces

GIC : Groupe d'Initiative Commune

HUPJEFI : Halte Utile Pour Jeunes Filles

IDE: Infirmier Diplôme d'Etat

IRAD: Institut de Recherche Agricole pour le Développement.

ISS: Interviews Semi-Structurées

KSA: Kadji Sport Academy

MARP: Méthode Accélérée de Recherche Participative
MINAS: Ministère des Affaires Sociales
MILDA : Moustiquaires Imprégnées à Longue Durée d'Action
MINEPAT: Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPIA: Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries animales
MINEPDED : Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et Développement Durable
MINFOF: Ministère des Forêts et Faunes
NTIC : Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OAL : Organisme d'Appui Local
PCD : Plan Communal de Développement
PIA : Plan d'investissement annuel.
PIDMA : Programme d'Investissement et de développement des Marchés Agricoles
PME : Petite et Moyenne Entreprise
P N D P : Programme National de Développement participatif
PNDRT : Programme National de Développement des Racines etTubercules
PNVRA : Programme National de Vulgarisation et de Recherches Agricole
PACA : Programme d'Amélioration de la compétitivité Agricole
PPM, Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables,
POS : Plan d'Occupation des Sols
SAR / SM : Section Artisanale Rurale/Section Ménagère
SEPO : Succès, Echechs, Potentialités, Obstacles
SITRABCAM : Société Industrielle de Transformation du Blé au Cameroun
SOCAPALM : Société Camerounaise des Palmeraies
TDR : Termes de Référence
UEBC : Union des Eglises Baptistes du Cameroun

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : COMPOSITION DES VILLAGES ET DES QUARTIERS DE L'ESPACE URBAIN COMMUNAL.....	32
TABLEAU 2: REPARTITION DE LA POPULATION DES VILLAGES/QUARTIERS DE LA COMMUNE SELON LES GROUPES SPECIFIQUES	42
TABLEAU 3 : CULTURES VIVRIERES CULTIVEES	45
TABLEAU 4: PRINCIPALES INFRASTRUCTURES PAR SECTEUR.....	53
TABLEAU 5 : POTENTIALITES ET RESSOURCES.....	65
TABLEAU 6 : IDENTIFICATION DES PROBLEMES/CONTRAINTES ATOUTS/POTENTIALITES DE LA PETITE ENFANCE.....	75
TABLEAU7 : IDENTIFICATION DES PROBLEMES DE LA PETITE ENFANCE.....	76
TABLEAU 8: SITUATION DE L'ECONOMIE LOCALE.....	77
TABLEAU 9:IDENTIFICATION DES PROBLEMES/CONTRAINTES ATOUTS/POTENTIALITES SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE	81
TABLEAU 10:MATRICE DES RESSOURCES NATURELLES.....	99
TABLEAU 11: CADRAGE BUDGETAIRE COMMUNE DE DIBOMBARI	215
TABLEAU 12 :SYNTHESE DE L'ETAT DES LIEUX ET SITUATION SOUHAITEE	216
TABLEAU 13 : EAU.....	253
TABLEAU 14: SANTE.....	253
TABLEAU 15:ÉDUCATION.....	255
TABLEAU16: PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX DES PROJETS DE CONSTRUCTION DU CDMT	270
TABLEAU 17 : PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX SUR LES PROJETS DE CONSTRUCTION DU CDMT	271
TABLEAU 18: PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX DES PROJETS D'HYDRAULIQUE (PUITS, FORAGE, SOURCES AMENAGEES) DU CDMT	272
TABLEAU 19: PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX SUR LES PROJETS D'HYDRAULIQUE	274
TABLEAU 20: PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX DES PROJETS STRUCTURANTS	275
TABLEAU 21: PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DES PROJETS STRUCTURANTS	276
TABLEAU 22: PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX DES PROJETS DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES.....	277
TABLEAU 23: PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DES PROJETS DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	278
TABLEAU 24 : MATRICE A DEUX COLONNES RESSORTANT SECTEUR ET COUT Y AFFECTE	286
TABLEAU 25: INTITULE DES PROJETS, LES ACTIVITES DE PASSATION DU MARCHE (SAISINE CPM, EXAMEN DAO, EN CPM, LANCEMENT DAO, DEPOUILLEMENT DES OFFRES, ANALYSE DES OFFRES TECHNIQUES, OUVERTURE DES OFFRES FINANCIERES, ANALYSE DES OFFRES FINANCIERE ET SYNTHESE, PROPOSITIONS ATTRIBUTION CPM), PERIODE.	287
TABLEAU 26 :PLAN OPERATIONNEL EN FAVEUR DES POPULATIONS VULNERABLES DE LA COMMUNE DE DIBOMBARI	291
TABLEAU 27 : LE PLAN SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE.	292

TABEAU 28: COMPOSITION DU COMITE DE SUIVI EVALUATION ET DE MISE EN ŒUVRE DU PCD	300
TABEAU 29 : PLAN DE COMMUNICATION.....	311
TABEAU 30: ACTIVITES DU PLAN DE COMMUNICATION.....	313

LISTE DES PHOTOS

PHOTO 1 : ELABORATION DE LA CARTE PARTICIPATIVE DES JEUNES A BOMONO BA JEDU	25
PHOTO 2: CONSOLIDATION DES DONNEES DU DPNV	26
PHOTO 4: UNE AUTRE EQUIPE DE TRAVAIL SUR LA VALIDATION DES CADRES LOGIQUES	28
PHOTO 3 : TRAVAUX EN GROUPES POUR LA VALIDATION DES CADRES LOGIQUES.....	28
PHOTO 6 : INSTALLATION DE L'EQUIPE DE SUIVI.....	300
PHOTO 5 : MEMBRES DU COMITE DE SUIVI.....	300
PHOTO 7: LECTURE DE L'ARETE PORTANT NOMINATION DE L'EQUIPE DE SUIVI PAR LE MAIRE.....	300
PHOTO 8 : STUDIO DE LA RADIO COMMUNAUTAIRE	312

LISTE DES CARTES

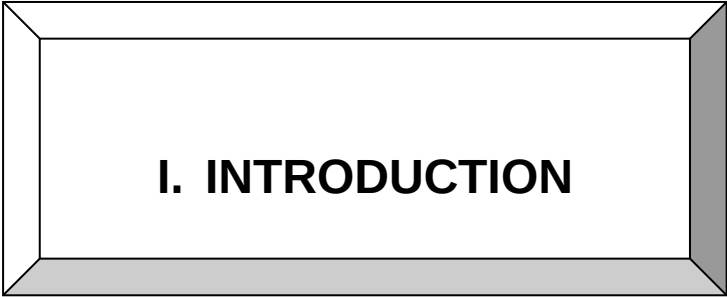
CARTE 1 : CARTE LOCALISATION DE LA COMMUNE PAR RAPPORT AU CHEF-LIEU DE DEPARTEMENT ET AU CAMEROUN.....	34
CARTE 2 :CARTE DES RESSOURCES NATURELLES	38
CARTE 3 : CARTE DE REPARTITION SPATIALE DE LA POPULATION.....	44
CARTE 4 : CARTE DE L'ESPACE URBAIN COMMUNAL	59
CARTE 5 : CARTE ROUTIERE	60
CARTE 6 :CARTE SANITAIRE	61
CARTE 7 :CARTE HYDRAULIQUE	62
CARTE 8 : CARTE SCOLAIRE.....	63
CARTE 9 : CARTE D'ELECTRIFICATION	64
CARTE 10 : CARTE DES RESSOURCES NATURELLES	70
CARTES 11 : PRESENTANT L'UTILISATION ENVISAGEE DES TERRES	102

LISTE DES GRAPHIQUES

FIGURE N°1: COURBE D'EVOLUTION DE LA HAUTEUR DES EAUX DE PLUIE EN MM³ (DONNEES AGRISTAT-MINADER 2010)	35
FIGURE N°2: POIDS DES PROGRAMMES	235
FIGURE N°3: POIDS DES SOUS-PROGRAMMES	249

LISTE DES ANNEXES

- Arrêté de mise en place du Comité de pilotage (COPIL)
- Arrêté constatant la composition du Comité de suivi
- Délibération municipale approuvant le PCD
- Arrêté préfectoral rendant exécutoire le PCD
- Volume 2 : DIC
- Volume 3 : Rapport consolidé du Diagnostic participatif



I. INTRODUCTION

I.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Gouvernement Camerounais a entrepris au cours de la décennie 1990, en participation avec la société civile, le secteur privé et les partenaires au développement la formulation d'une vision à long terme pour le développement du Cameroun dans un horizon de 25 – 30 ans. Cette opération signale une réorientation qualitative majeure dans l'histoire économique du Cameroun au cours de ces vingt dernières années. La vision 2035 du Cameroun s'appuie à cet effet sur les résultats des études rétrospectives, le recensement des besoins et aspirations des populations et les ambitions des politiques. Elle retient comme objectif global devenir un pays émergent à l'horizon de 25-30 ans, qui est aussi celui nécessaire à l'avènement d'une génération nouvelle. Celui-ci intègre un ensemble d'objectifs intermédiaires qui sont : la réduction de la pauvreté, l'atteinte du stade de pays à revenus intermédiaires et ensuite, l'atteinte du stade de Nouveau Pays Industrialisé et la consolidation du processus démocratique et de l'unité nationale dans le respect de la diversité qui caractérise le pays.

Le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) va réaffirmer la volonté du Gouvernement du Cameroun de poursuivre la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dans leur ensemble. "Ce Document est une stratégie cohérente et intégrée, qui s'articule, comme son nom l'indique, sur l'amélioration de la croissance, la création d'emplois décents et l'amélioration de la gouvernance et de la gestion stratégique de l'Etat. Il vise globalement l'amélioration des conditions de vie du plus grand nombre de Camerounais. Il est ainsi le cadre de référence de l'action gouvernementale pour la période 2010 - 2020". Dans le DSCE, il est donc principalement question de s'employer dans la perspective du développement global du Cameroun. Ainsi, pour les dix prochaines années (horizon 2020), la mise en œuvre de ce document pourrait déboucher, espère-t-on au MINEPAT, sur le relèvement de la croissance annuelle du pays à 5,5 % en moyenne ; le rabaissement du sous-emploi de 76 % à moins de 50 % ; la création de quelque 495.000 à 700.000 emplois par an ; la réduction du taux de pauvreté monétaire de 40 % (2007) à moins de 28 % en 2020...

En septembre 2015, les États membres de l'ONU à l'instar du Cameroun ont souscrit à l'accord de l'«Agenda 2030 pour le Développement durable». De nouveaux objectifs de développement durable (ODD) ont été fixés. Les ODD sont alors par par cet accord l'affaire de tous les pays et de chaque citoyen. Ainsi, par les ODD, l'ONU entend rendre le monde meilleur d'ici à 2030. Cela signifie entre autres un monde exempt de «pauvreté, de faim et de maladie», où chaque individu peut mener une vie satisfaisante. C'est le propos du document «Transformer notre monde : le programme de développement durable à l'horizon 2030». L'Agenda 2030 repose sur 5 piliers : l'humain (vivre dans la dignité), la planète (protéger la planète), la prospérité (une vie riche et épanouissante), la paix (plus d'angoisse et de violence) et le partenariat (une nouvelle solidarité mondiale dans laquelle chacun fait en sorte de ne laisser personne à la traîne). Les 17 ODD sont déclinés en 169 objectifs.

15 années d'objectifs du millénaire ont été salutaires. Mais les besoins restent considérables. D'autant plus que la planète dans son ensemble doit relever de sérieux défis, comme le changement climatique et la dégradation de l'environnement. C'est parce que ces préoccupations sont mondiales que les ODD sont valables pour tous les pays et tous les hommes. Les ODD ont servi de fil conducteur pour le Sud (pauvre), soutenu par le Nord

(riche), via les réductions de dettes, le commerce et l'aide. La relation Nord-Sud classique n'est plus de mise. 'Nous sommes tous sur le même bateau.' En outre, les ODD sont plus ambitieux. Ils n'entendent pas réduire de moitié la pauvreté, mais bien l'éradiquer. Et ils mettent l'accent sur la durabilité: il faut veiller à ce que nos descendants puissent vivre sur une planète saine. L'atteinte de ces objectifs va nécessiter d'importants changements et réaménagements dans certains pays, car nécessitant d'importantes ressources humaines et financières. Le gouvernement Camerounais va à cet effet opérer des changements structurels au niveau de ses organes de gestion gouvernementaux et territoriaux.

C'est ainsi que le 18 janvier 1996 : la loi n°96/06 portant révision de la constitution du 02 juin 1972, en son article 10 consacre le Cameroun comme État unitaire décentralisé. En sus de la commune, la même loi consacre la région comme second échelon de la décentralisation et crée le Sénat comme Chambre du Parlement représentant les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD).

Le 22 septembre 2004 : les Lois n°2004/017 d'orientation de la décentralisation, n°2004/018 fixant les règles applicables aux Communes et la loi n° 2004/019 fixant les règles applicables aux régions, établissent les règles générales en matière de décentralisation, révisent le statut du maire et réhabilitent les Syndicats des communes. Le problème du nouveau dispositif de la tutelle est ici réglé entraînant entre autres la suppression des anciennes appellations de communes urbaines et de communes rurales.

L'article 4 de cette loi du 22 septembre 2004 stipule que:

- (1) Les collectivités territoriales sont des personnes morales de droit public. Elles jouissent de l'autonomie administrative et financière pour la gestion des intérêts régionaux et locaux. A ce titre, les conseils des collectivités territoriales ont pour mission de promouvoir le développement économique, social, sanitaire, éducatif, culturel et sportif de ces collectivités.
- (2) Les collectivités territoriales s'administrent librement par des conseils élus, dans les conditions fixées par la loi.
- (3) Elles disposent d'exécutifs élus au sein des conseils visés à l'alinéa (2), sous réserve de dérogation fixée par la loi.
- (4) La région et la commune règlent, par délibérations, les affaires de leur compétence.

L'article 5 par contre stipule que : Les collectivités territoriales peuvent, dans le cadre des missions définies à l'article 4 (1) ci-dessus, exécuter des projets en partenariat entre elles, avec l'Etat, les établissements publics, les entreprises du secteur public et para-public, les organisations non gouvernementales, des partenaires de la société civile ou des partenaires extérieurs dans les conditions et modalités fixées par leurs règles spécifiques. C'est dans cette perspective qu'il va se créer un partenariat entre les communes et le PNDP.

En effet, le Programme National de Développement Participatif (PNDP) créé en 2004, est un des cadres opérationnels de la mise en œuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) adopté par le Gouvernement du Cameroun afin de Garantir l'émergence du pays en 2035. Les deux premières phases du Programme se sont déroulées à la

satisfaction des populations bénéficiaires, des bailleurs de fonds et du gouvernement. Parmi les acquis du Programme à ce jour, se compte l'élaboration du Plan Communal de Développement (PCD). Il est un outil de planification locale, d'aide aux transferts des compétences aux Communes, reconnu et utilisé depuis 2012 pour la préparation du Budget d'Investissement Public (BIP) au niveau national. Ainsi, 328 PCD ont déjà été élaborés et approuvés au niveau local par l'Autorité de tutelle.

Seulement sur les 328 PCD, 178 PCD y compris celui de Dibombari, ne comportent pas certaines informations relatives aux changements climatiques, à la petite enfance, à l'afflux des réfugiés ainsi que les déplacements internes des populations, et surtout la liste des projets prioritaires sociaux et économiques par village, les solutions endogènes et leur arrimage au Budget Programme tel que prescrit par le Gouvernement. L'actualisation des PCD satisfait à ce besoin en informations.

L'Opérateur d'Appui Local (OAL) dénommée CIETADEL, recruté pour apporter une assistance technique appropriée à la commune de DIBOMBARI dans l'actualisation de son PCD, devra dans le cadre de son contrat, en collaboration avec l'ensemble des acteurs de développement de la commune de Dibombari, effectuer :

- L'actualisation du Diagnostic Institutionnel Communal (DIC) ;
- L'actualisation du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC) ;
- Le Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV) ;
- La consolidation de l'ensemble des informations collectées ;
- La planification et la programmation communale.

I.2. OBJECTIFS

• Objectif global

L'objectif de ce Plan Communal de Développement est de doter la Commune de DIBOMBARI d'une vision de développement élaborée à l'issue d'un processus participatif, véritable feuille de route de l'autorité communale qui oriente les actions à mettre en œuvre à court, à moyen et à long termes dans les différents secteurs retenus.

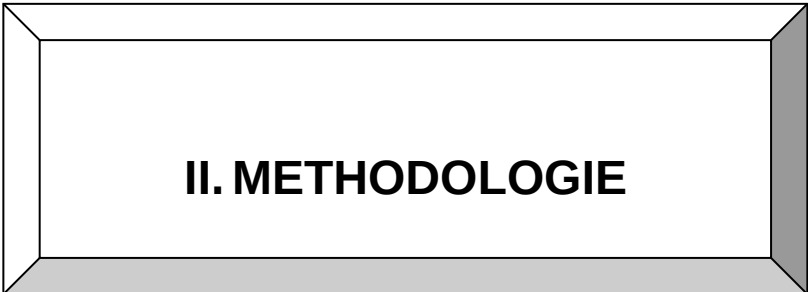
• Objectifs spécifiques

- Réaliser la monographie de la Commune
- Mener un diagnostic participatif
- Élaborer une planification stratégique
- Présenter les ressources mobilisables par la Commune
- Élaborer les programmes techniques sur cinq ans
- Programmer les investissements
- Elaborer le cadre socio-environnemental sommaire des investissements du CDMT et du PIA
- Mettre en place un dispositif de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PCD et un mécanisme de promotion du PCD

I.3. STRUCTURE DU DOCUMENT

- Résumé
- Introduction
- Méthodologie
- Résultats du Diagnostic (les trois diagnostics y compris les Cadres logiques par secteur)

- Planification :
 - Éléments de cadrage
 - Liste des projets prioritaires
 - Ranking des villages
 - Ressources mobilisables
 - Planification stratégique (Elaboration des différents programmes techniques sur cinq ans : Amélioration des services sociaux de base –Développement économique et protection de la nature-promotion de la culture, sport et appui à la jeunesse)
 - Planification opérationnelle : CDMT, PIA et autres (PPM, Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables, Cadre Sommaire de Gestion Socio environnementale)
- Mécanisme de suivi-évaluation
- Plan de communication
- Conclusion
- Annexes



II. METHODOLOGIE

Le processus d'élaboration du PCD de la Commune de DIBOMBARI s'est réalisé en cinq

phases essentielles :

- la préparation de l'ensemble du processus,
- la collecte des informations et le traitement,
- la consolidation des données des diagnostics et cartographie,
- l'atelier de planification et de programmation,
- la mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif,
- la rédaction du document final

II.1. PREPARATION DE L'ENSEMBLE DU PROCESSUS

La préparation du processus avait pour but d'amener toutes les parties prenantes bénéficiaires à comprendre l'importance du processus et à y adhérer de manière à assurer son succès. Elle a consisté en plusieurs activités.

II.1.1. MISE EN PLACE DU COMITE DE PILOTAGE

La première activité essentielle a été la mise en place et l'opérationnalisation du Comité de pilotage au mois de Mars 2017 par une décision du Maire de la commune de Dibombari. Ses membres ont été choisis en fonction de leurs qualités spécifiques et du rôle qu'ils auront à jouer au sein de cette entité. Le Comité a pour missions d'appuyer le processus de planification communale. De ce fait, il était chargé de définir les orientations et la stratégie d'élaboration du PCD, de veiller au bon déroulement du processus de planification et de s'assurer de la participation effective des populations à tous les stades du processus.

II.1.2. PRISE DE CONTACT

La prise de contact avec l'exécutif municipal s'est tenue le 18 mars 2017. Elle a donné lieu à la présentation l'équipe complète de l'OAL CIETADEL. La vérification de la conformité du personnel avec les CV présentés dans l'offre a été faite. Le cahier de charge de l'OAL CIETADEL, la méthodologie et le projet de chronogramme détaillé ont été présentés et discutés avec les membres de l'exécutif communal. Ils ont ensuite été sensibilisés à l'identification des sources de financement potentielles à présenter lors de l'atelier de planification.

II.1.3. INFORMATION ET SENSIBILISATION DES AUTORITES TRADITIONNELLES ET ADMINISTRATIVES

L'information et la sensibilisation des autorités administratives et traditionnelles locales s'est faite le 18 mars 2017 à travers une réunion de prise de contact avec le Préfet du

Département du MOUNGO représenté par le Sous-préfet de l'arrondissement de DIBOMBARI, ponctuée par la présentation du contrat et du cahier de charges. La prise de contact avec les conseillers municipaux, les sectoriels et les chefs traditionnels s'est faite à travers l'atelier de lancement du processus. Au cours de cet atelier, l'OAL CIETADEL a présenté la méthodologie d'intervention et le programme de travail arrêté avec l'Exécutif municipal. Les conseillers municipaux et les chefs traditionnels ont été sensibilisés à assurer la réception des équipes de planificateurs dans les villages et surtout la mobilisation de la population pour les trois (03) jours de diagnostic dans chaque village.

II.1.4. PREPARATION PEDAGOGIQUE

En ce qui concerne la préparation pédagogique, il s'est agi pour l'équipe du CIETADEL, de s'assurer que chaque membre a la maîtrise de la méthodologie du processus. Cet exercice s'est réalisé en passant en revue les objectifs, les outils et les différentes étapes d'exécution sur le terrain. Ainsi, les membres de l'équipe ont procédé à une harmonisation des connaissances en conformité avec les informations reçues lors de la séance de renforcement des capacités préalablement organisée par le PNDP à Edéa, du 06 au 15 Mars 2017.

II.2. COLLECTE DES INFORMATIONS ET TRAITEMENT

La collecte des données proprement dite a commencé après l'atelier de lancement du processus qui s'est tenue le 17 AVRIL 2017 dans la salle de la maison de culture de la commune de DIBOMBARI. Cette collecte des données s'est déroulée à travers la réalisation de trois types de diagnostics : le diagnostic institutionnel communal (DIC), le diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC) et le diagnostic participatif niveau village (DPNV).

✓ Au niveau de l'Institution communale et de l'espace urbain

L'atelier de restitution s'est tenu le 17 août 2017 dans la maison de culture de la Mairie de Dibombari. Il a été présidé par le Président du COPIL et facilité par le CIETADEL. Il s'est déroulé en deux principales phases : l'identification et la validation des forces et des faiblesses de la Commune (1), et l'enrichissement et la validation des axes de renforcement de l'institution (2). Après la présentation des résultats du diagnostic, l'identification et la validation des forces et faiblesses ont été réalisées à travers deux (02) outils : la matrice FFOM (Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces) et les

fenêtres SEPO (Succès, Echechs, Potentialités, Obstacles). Elaborées sur la base des informations recueillies au cours de la phase de collecte des données, elles ont été présentées par l'équipe de facilitation, puis amendées et validées par l'assistance. Tout cela a débouché sur la validation d'un plan de renforcement de l'institution communale tenant compte des faiblesses constatées.

La collecte des informations s'est faite du 18 au 28 Mars 2017 à travers des entretiens dans l'espace urbain communal de Dibombari et à Nkongsamba auprès des sectoriels, des Comités De Quartier(CDQ) et leurs populations, des corps de métiers, des couches vulnérables, des conseillers municipaux, des associations etc. Quatre (04) techniques ont été adoptées dans la collecte des données à savoir l'observation, les Interviews Semi-Structurées (ISS), le diagnostic participatif et l'analyse documentaire. L'observation directe a permis de collecter les données sur les infrastructures communales, le matériel et le mobilier de bureau communal, le climat de travail, la qualité de l'accueil, les relations entre les concernés et la mairie, etc. Toutes les informations collectées nous ont permis d'effectuer une triangulation avec les données obtenues pendant notre descente. Les Interviews Semi-Structurées ont été réalisées avec les cibles disponibles.

La validation des données restituées s'est faite lors de la restitution du diagnostic devant toutes les parties prenantes impliquées dans le processus. Cette séance plénière, s'est tenue dans la maison de culture de la Mairie de Dibombari le 18 août 2017. Elle a consisté à présenter les résultats de l'étude au cours d'un atelier regroupant quarante (40) personnes et plus dont les membres de l'Exécutif communal, les membres du Comité de Pilotage, les Planificateurs, les corps de métiers et quelques sectoriels. Au cours de cet atelier, les informations nécessaires pour la validation du document ont été recueillies puis, les projets prioritaires ont été identifiés après une concertation entre le président du COPIL, les conseillers municipaux, l'OAL et les chefs de quartier.

✓ **Au niveau des villages**

Le DPNV s'est tenu en deux phases : du 02 Décembre au 22 décembre 2017 et du 4 au 28 Janvier 2018 à travers des équipes de planificateurs constituées pour la circonstance accompagnés chacune d'un facilitateur endogène.

✓ Identification des problèmes et potentialités par secteur

Cette identification s'est faite au cours du diagnostic en s'appuyant sur une démarche d'animation participative, qui consiste à accompagner et faciliter les réflexions des populations à travers les questionnements, les travaux en groupes socioprofessionnels, les restitutions en plénière et les synthèses et validations.

Durant le diagnostic participatif dans chaque village, les activités suivantes ont été déroulées :

- L'introduction de l'activité
- L'identification des problèmes et potentialités dans les 28 secteurs de développement à travers les outils d'identification tels que la carte villageoise, les interviews, le SEPO etc.

✓ Analyse des problèmes par secteur et recherche des solutions

L'analyse des différents problèmes par secteur et la recherche des solutions a été faite à travers l'utilisation des outils d'analyse adaptés tels que l'arbre à problème, les tableaux d'analyse qui ont permis d'analyser les causes et les effets. Les tableaux de recherche des solutions endogènes ont permis de trouver des solutions sur lesquelles les populations peuvent agir et le diagramme de VENN a permis de connaître les acteurs qui interagissent avec le village.

PHOTO 1 : ELABORATION DE LA CARTE PARTICIPATIVE DES JEUNES A BOMONO BA JEDU



Source : Clichet CIETADEL

II.3. CONSOLIDATION DES DONNEES DU DIAGNOSTIC ET CARTOGRAPHIE

Elle s'est déroulée du 30 Janvier au 10 Février 2018 à l'Ecole Technique d'Agriculture de Dibombari. Après les DPNV et l'exploitation des données collectées auprès des sectoriels, les problèmes de tous les villages de la Commune ont été regroupés par secteur. Dans un premier temps, les problèmes communs pour tous les villages ont été regroupés. Puis, tous les problèmes nouveaux apparaissant dans un seul village ont été recensés pour chaque secteur. Les données relatives à la gestion des ressources naturelles collectées au sein des villages ont par la suite été consolidées. Les données obtenues du DEUC y ont également été intégrées. En effet, les problèmes des différents corps de métier et couches vulnérables ont au préalable été regroupés par secteur. Puis, les problèmes de l'espace urbain et ceux des villages ont été consolidés par secteur. La consolidation des données du DIC a consisté à faire une synthèse des forces et faiblesses de la Commune dans les différents domaines (ressources humaines, financière, gestion du patrimoine communal, et des relations) et à recenser des axes de renforcement des capacités de la Commune.

Les résultats des deux diagnostics ainsi consolidés ont été utilisés pour l'atelier de planification, mobilisation des ressources et de programmation. Mais auparavant, une étape importante a été l'élaboration des documents synthèses des diagnostics par secteur (incluant la présentation de l'existant, les contraintes et les potentialités, l'analyse du problème sectoriel, les besoins, les idées de projets et les cadres logiques). Ils ont été amendés par l'Exécutif Communal, les conseillers municipaux et les sectoriels du département du Moungo au cours de l'atelier de planification.

PHOTO 2: CONSOLIDATION DES DONNEES DU DPNV



Source : Clichet CIETADEL

II.4. ATELIER DE PLANIFICATION, DE MOBILISATION DES RESSOURCES ET DE PROGRAMMATION

II.4.1. REPARATION ET TENUE DE L'ATELIER DE PLANIFICATION

La préparation de l'atelier de planification a été faite par le Maire de la Commune et l'OAL CIETADEL. Les TDR de l'activité ont été élaborés. Les personnes ressources et acteurs clés ont été identifiés et les invitations transmises. La préparation pédagogique et technique a été réalisée au niveau de l'OAL et les différents discours rédigés.

L'atelier s'est tenu les 18, 19 et 20 Avril 2018 dans la salle de la maison de la culture de la Commune de DIBOMBARI. Il a connu les principales articulations suivantes : la restitution des données consolidées des diagnostics, le recensement des ressources mobilisables à court et à moyen terme, la planification et la programmation des actions de développement et la mise en place du Comité communal de suivi-évaluation du PCD.

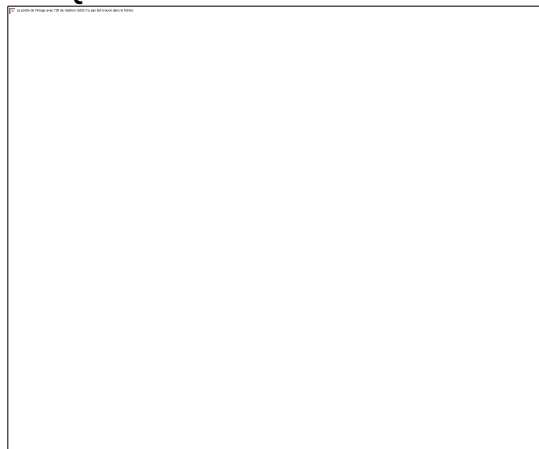
II.4.2. RESTITUTION DES DONNEES CONSOLIDEES DU DIAGNOSTIC

A la suite de la restitution des données consolidées, les sectoriels et les Conseillers municipaux ont parcouru les cadres logiques par secteur. Les observations faites par les participants ont ainsi permis de bien circonscrire pour chaque secteur, les problèmes, les besoins exprimés, les objectifs, les activités à entreprendre, les solutions et les indicateurs de résultat.

PHOTO 3 : TRAVAUX EN GROUPE POUR LA VALIDATION DES CADRES LOGIQUES



PHOTO 4: UNE AUTRE EQUIPE DE TRAVAIL SUR LA VALIDATION DES CADRES LOGIQUES



II.4.3. MOBILISATION DES RESSOURCES

Un tableau des ressources de la Commune a été élaboré à travers les différentes sources de financement. Le montant global de l'exécutif municipal a été estimé, ainsi que les ressources attendues du BIP (Budget d'investissement public), du FEICOM, de l'allocation PNDP. C'est sur la base de la somme estimative totale disponible pour la première année de mise œuvre du PCD que PIA 2018 a été réalisé.

II.4.4. PLANIFICATION

La planification s'est tenue durant le deuxième jour de l'atelier. Elle a principalement consisté en l'élaboration du PIA (Plan d'investissement annuel). Elle a largement été facilitée par l'estimation préalable des ressources mobilisables identifiées. Pour chaque projet identifié, il fallait amener les participants à indiquer le lieu d'implantation, l'indicateur de résultat, la période de réalisation et le coût estimatif.

II.4.5. PROGRAMMATION

La programmation s'est effectuée tout au long de la troisième journée de l'atelier. Elle a consisté en l'élaboration du CDMT (Cadre des Dépenses à Moyen Terme étalé sur la période allant de 2019 à 2021), sur la base des ressources mobilisables par la Commune. Ces ressources mobilisables ont été mises en évidence à partir de toutes les ressources potentiellement disponibles en 2018. Les idées de projet identifiées dans les cadres logiques ont été tour à tour revisitées et priorisées par les

participants. Pour chaque projet choisi, des indicateurs de résultats, des responsables, une période de réalisation (étalée sur au plus trois ans), le coût estimatif et les sources de financement étaient précisés.

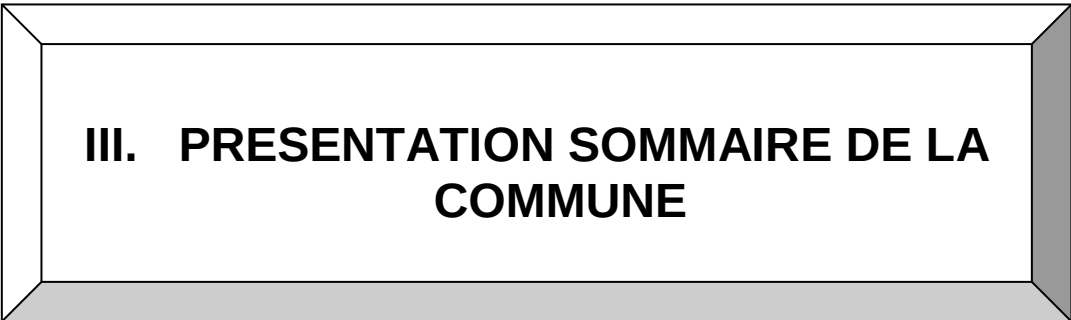
Une fois le CDMT élaboré, l'assistance a été accompagnée par les Délégués départementaux du MINAS et du MINEPDED à l'élaboration du plan opérationnel en faveur des populations vulnérables et du cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT. Ce cadre de gestion socio environnementale a été conçu sur la base des principaux impacts de chaque type de projet et des mesures de mitigation afférentes. Un Plan de passation des marchés a également été élaboré, de manière à faciliter le début de la mise en œuvre du PCD par l'Exécutif communal.

II.5. MISE EN PLACE DU MECANISME DE SUIVI EVALUATION PARTICIPATIF

En vue du suivi de l'exécution des actions de développement retenues dans le cadre du Plan Communal de Développement de DIBOMBARI, un Comité de suivi évaluation de la mise en œuvre du PCD a été mis en place au terme de l'atelier de planification le 27 Juillet 2018. Il a pour mission de :

- Veiller à la réalisation des activités contenues dans le PCD ;
- Présenter l'état de mise en œuvre du PCD au cours des sessions du Conseil municipal.

Il est constitué d'un (01) président, d'un (01) rapporteur et de quatre (08) membres.



III. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

III.1. LOCALISATION DE LA COMMUNE

La commune de DIBOMBARI créée en 1955 par loi N°1489 du 11 novembre 1955 est située à 18 km de la ville de Douala, chef-lieu de la Région du Littoral dont elle fait partie. Elle est située entre les Régions du Littoral, du Sud-ouest et de l'Ouest. C'est l'un des 13 Arrondissements que compte le Département du Moungo. Sa superficie est de 1500 Km². Elle compte 38 villages dont 09 sont situés dans l'espace urbain. Sa population est estimée selon les derniers sondages démographiques à 17141 habitants. Les 02 Chefferies constitutives de la commune de DIBOMBARI sont celle du canton Pongo (1^{er} degré) avec 20 villages et celle du canton BAKOKO (2^{ème} degré) avec 18 villages.

Elle est localisée à l'entrée Sud du Département du Moungo relevant de la Région du Littoral et est limitée:

- Au Nord par la commune de Bonaléa ;
- Au Sud par la commune de douala IV^{ème} et la rivière Bépélé;
- A l'Est par L'île de Djébalè ;
- A l'Ouest par Manoka

Ses limites géographiques s'étendent du 9° 39' de Latitude Nord et du 4° 1' de Longitude Est.

Liste des 09 villages de l'espace urbain : bossedi 1, bwelelo, bossedi 2, bwajumba, njobwele, mabanga, ngodi, dibombari beach, bonabweng.

Coordonnées GPS des villages de l'espace urbain communal (09 Villages)

N°	Désignation des villages	Coordonnées X/N	Coordonnées Y/E	Z (m)
01	BWAJUMBA	009.64599	04.17458	43
02	BWELELO	009.65491	04.17729	58
03	BOSSEDI 1	009.66131	04.17662	57
04	BONABWENG	009.67994	04.19590	64
05	DIBOMBARI BEACH (WASSADIBONG)	009.65850	04.17505	52
06	NGODI	009.65249	04.16839	42
7	NJOBWELE	009.65112	04.19870	57
08	MABANGA	009.65757	04.21012	63
09	BOSSEDI 2	009.67035	04.20043	68

Coordonnées de Tous les villages (38 villages)

N°	Désignation des villages	Coordonnées X/N	Coordonnées Y/E	Z (m)
1	BWAJUMBA	09,64599	4,17458	43
2	NGODI	09,65249	4,16839	42
3	DIBOMBARI BEACH	09,65850	4,17505	52
4	BWELELO	09,65491	4,17729	58
5	NJOBWELE	09,65112	4,19870	57
6	MABANGA	09,65757	4,21012	63
7	BOSEDI 1	09,66131	4,17662	57
8	BOSEDI 2	09,67035	04,20043	68
9	BONABWENG	09,67994	4,19590	64
10	BWADIBO	09,58275	4,09077	21
11	BABENGA	09,57653	4,11307	8
12	YAPAKI	09,58784	04,12711	29
13	BEKOKO	09,57596	4,11824	9
14	BOMONO BA MBENGUE 1	09,59199	4,13699	36
15	BOMONO BA MBENGUE 2	09,58956	4,14707	43
16	NKENDE	09,60467	4,19970	76
17	NKAPA	09,60952	4,21219	78
18	BOMONO GARE	09,60363	4,16428	57
19	BWASSALO	09,61839	4,16167	46
20	BOMONO BA JEDU	09,61471	4,15686	38
21	NJOUKI	09,62216	4,14310	34
22	BONADINDE	09,62681	4,14732	33
23	BIENDENDE	09,64050	4,15598	36
24	YANDOM	09,67056	4,17818	55
25	YAMIKOKI	09,68214	4,17787	54
26	BALI	09,68356	4,18577	56
27	MINYOUNGOU	09,69302	4,16360	43
28	YANDOUNGOU	09,4138	4,1016	54
29	MBANGUE 1	09,70256	4,16654	36
30	MBANGUE 2	09,70527	4,18288	45
31	YAMIDJANG	09,70393	4,18344	44
32	YABONA	09,76328	4,18645	70
33	YABEA	09,71721	4,20265	62
34	BONGO	9,4331	4,1321	15
35	YANGONANG	09,71904	4,20716	55
36	YASSOUKA	09,72789	4,19412	54
37	YASSEM	09,75126	4,18853	49
38	YABWADIBE	09,69601	4,20456	33

Source : Cietadel

✓ LES DIFFERENTS QUARTIERS ET LEUR CARACTERISATION

Les villages et quartiers de l'espace urbain de la Commune de Dibombari sont repartis comme suit:

TABEAU 1 : COMPOSITION DES VILLAGES ET DES QUARTIERS DE L'ESPACE URBAIN COMMUNAL

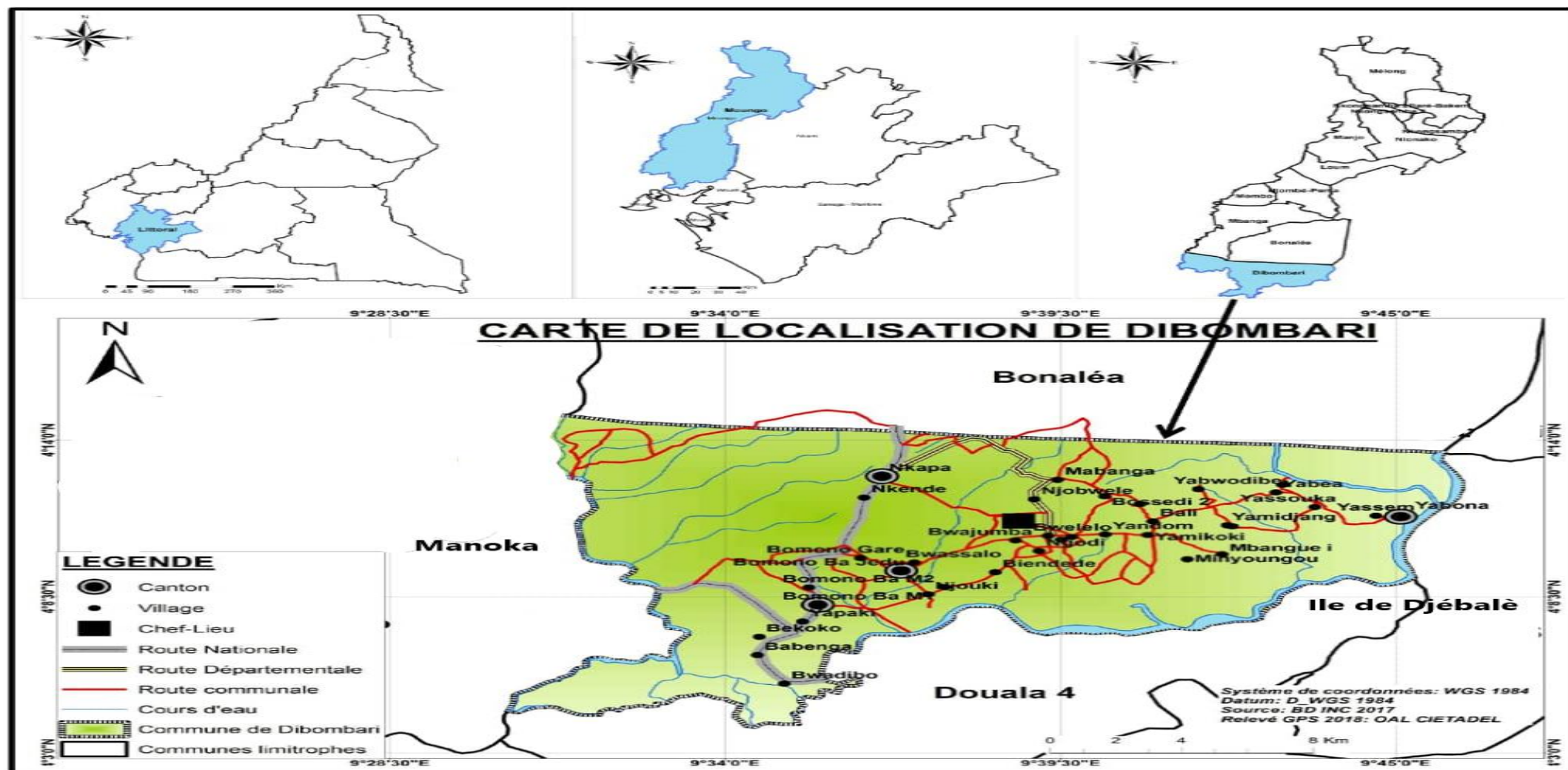
	<i>Désignation des villages</i>	<i>Quartiers</i>
01	BWAJUMBA	Mundimwebele
		Bonabetome
		Bonamanga
		Bonakwa

	Désignation des villages	Quartiers
		Ngodi Bwajumba
		Ngueyapenya
		Bonanguele
		Bonamassouka
		Moudibe
O2	BWELELO	Bwataka
		Bonamalolo
		Bonanjanga
		Bonakule
		Bonatakwa
		Bonabenga
03	BOSSEDI 1	Bonangongo
		Bonelesso
		Bonamukudi
		Ngodi Bossedi
		Bonamukolo
04	NJOBWELE	Njobwelle 1
		Njobwelle 2

Source : Commune de Dibombari

Ces 04 villages de l'espace urbain communal par rapport aux autres sont situés non loin du siège de la commune. Raison pour laquelle ils dénombrent plusieurs quartiers, contrairement aux autres quartiers de l'espace urbain que sont Bonabweng, Mabanga, Dibombari Beach, Ngodiet Bossédi 2.

CARTE 1 : CARTE LOCALISATION DE LA COMMUNE PAR RAPPORT AU CHEF-LIEU DE DEPARTEMENT ET AU CAMEROUN



III.2. MILIEU BIOPHYSIQUE

III.2.1. CLIMAT

Le climat est la distribution statistique des conditions de l'atmosphère terrestre dans une région donnée pendant une période donnée. Elle se distingue de la météorologie qui désigne l'étude du temps à court terme et dans des zones ponctuelles. Dibombari possède un climat de savane avec hiver sec (Aw) selon la classification de Köppen-Geiger. Les précipitations à Dibombari sont beaucoup plus importantes en été qu'elles ne le sont en hiver. Sur l'année, la température moyenne à Dibombari est de 26.5°C et les précipitations sont en moyenne de 2402.8 mm.

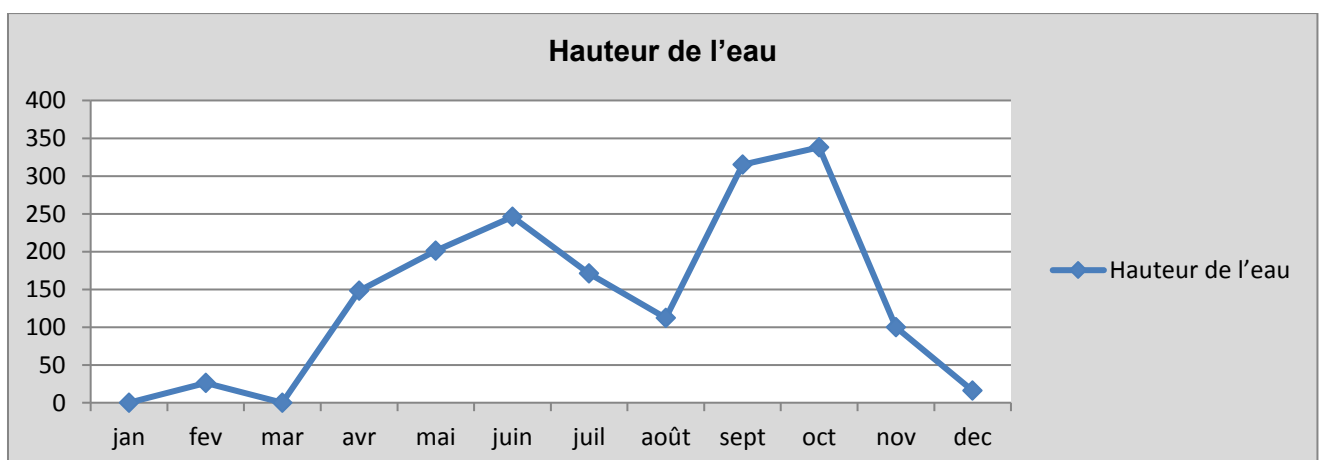
Des précipitations moyennes de 30.2 mm font du mois de décembre le mois le plus sec. En août, les précipitations sont les plus importantes de l'année avec une moyenne de 468.1 mm.

Au mois de février, la température moyenne est de 27.9°C. Février est de ce fait le mois le plus chaud de l'année. Août est le mois le plus froid de l'année. La température moyenne est de 24.8°C à cette période.

Le record de chaleur est de 45°C enregistré le vendredi 1 janvier 1982 et le record de froid de 9°C enregistré le vendredi 10 octobre 2003.

Les précipitations varient de 437.9 mm entre le mois le plus sec et le mois le plus humide. L'amplitude des températures tout au long de l'année est de 3.1°C

Figure N°1: courbe d'évolution de la hauteur des eaux de pluie en mm³ (données agristat-minader 2010)



Source : données AGRISTAT-MINADER 2010)

III.2.2. SOLS

Les sols sont de nature hydromorphes aux abords des cours d'eau comme c'est le cas des villages Yassem, Njouki, Bwassalo, Bongo et Bwadibo entre autre. Ils sont ferralitiques detexture argilo-sableux sur les plaines à l'instar de Bali, Babnega, Bekoko, Yamikoki, Yandom Yabéa Yapaki. Ils sont propices à la pratique de l'agriculture avec notamment des spéculations telles que le manic, le mas en ce qui concerne les sols de nature hydromorphes et le concombre, le macabo pour les solsferralitiques detexture argilo-sableux.

III.2.3. RELIEF

La Commune de Dibombari est une zone de plaines et de plateaux nuancée par des petites montées de pente très douce. Les altitudes par rapport au niveau de la mer oscillent entre 02 et 92 mètres. De Békoko à Nkapa , on constate que tous les villages qui traversent cet axe sont les zones de basse altitude y compris ceux de la zone Bakoko que sont Bali, Ymikoki, Yandom, Bossédi 1 et 2 entre autre. Par contre, les villages tels que Njouki, Ndjowele, Bwajumba et bwassalo sont les zones de hautes altitude où on retriouve de petites montées avec des pentes douces.

III.2.4. HYDROGRAPHIE

L'hydrographie de la Commune de Dibombari est abondante. Les petits cours d'eau à savoir Kengue et Essake (vers Njobwele), Ewoulo à Bwelelo, Dipo à Bossedi et Bépélé vers Bwadibo sont à l'actif de l'alimentation du bassin du Wouri. La Commune est arrosée en outre dans sa partie Est (villages Bongo, Yabwadibé et Yassem) par les fleuves Nkam, Wouri et la rivière Abo et, à sa limite Sud-ouest (village Bwadibo) par le Mounjo. Ces cours d'eau regorgent d'importantes potentialités halieutiques naturelles exploitées à l'échelle artisanale et notamment, les espèces très variées de poissons, les crocodiles, les tortues marines, les crustacées, et bien d'autres ressources.

III.2.5. FLORE ET FAUNE

La végétation est constituée :

- des forêts secondaires aux abords des cours d'eau avec quelques champs de cultures vivrières (manioc, macabo, pistaches, plantain) clairsemés d'arbres fruitiers.
- des forêts secondaires naturelles dans la plupart des villages ;
- des plantations de palmiers à huile *i)* industrielles (SOCAPALM) situées dans les abords et au-delà de la Route Nationale N°5 et *ii)* villageoises localisées dans les villages ;
- des jeunes plantations industrielles d'hévéa qui sont la propriété de la SOCAPALM ;
- des arbres fruitiers avec un accent particulier sur les cocotiers sur toute l'étendue communale et des haies de fleurs aux alentours de la plupart des habitations modernes ;
- des cultures vivrières et maraîchères dans l'ensemble de la Commune ;
- des strates herbacées avec des jachères (espaces cultivés et laissés en repos pour permettre la reconstitution de l'humus du sol) ;
- d'un espace vert (jardin public) bien entretenu dans les parvis de la Mairie et,
- de la jacinthe qui envahit les cours d'eau, entravant de ce fait, d'une part, les déplacements à destination de certains villages et d'autre part, la pratique de la pêche. Cependant, elle pourrait constituer une ressource naturelle utilitaire en cas d'études concluantes pour l'alimentation du bétail, la production des engrais organiques, la production de la pâte à papier, etc.
- d'un espace forestier constitué de mangroves à Bwadibo.

La faune est en cours de disparition et ne comprend plus que quelques espèces mineures qui deviennent rares de jour en jour

- (reptiles (Reptilia, de l'embranchement : Chordata, du règne : Animalia dont la classification supérieure est celle des Sauropsides),
- varants (Varanus),
- singes (Les singes sont un groupe de mammifères qui appartiennent à l'ordre des primates. Il en existe plusieurs genres, comme par exemple le ouistiti, le babouin, l'orang-outan, le gorille ou le macaque, et plus de 260 espèces. Le nom scientifique de ce groupe, en latin est Simiiformes,
- biches, (Cervidae)
- écureuils, ou Sciurusetc.).

CARTE 2 : CARTE DES RESSOURCES NATURELLES



III.3. MILIEU HUMAIN

III.3.1. QUELQUES REPERES HISTORIQUES DE LA COMMUNE DE DIBOMBARI

De sources concordantes, l'histoire de la Commune de Dibombari depuis le protectorat allemand a été marquée par la culture du palmier à huile. Elle se décline en 06 temps forts :

Sous le protectorat allemand : certaines populations Pongo et Abo avaient été déplacées de leur terroir dans le cadre de la mise en place des plantations de palmier à huile. Des réserves domaniales avaient été mises à la disposition des indigènes et de leurs descendances. Cette époque a été particulièrement marquée par la construction du tronçon de chemin de fer Douala-Mbanga avec les gares de Maka, Bomono Gare et Nkapa. Sous la tutelle de la France (1935-1950) : les plantations laissées par les allemands ont été exploitées d'une part, par Monsieur SAUVANT à Bomono Ba Mbengue, Bomono Gare et Nkapa et d'autre part, par Monsieur DACONET à Bomono Ba Mbengue et Bomono Gare. Avec l'avènement de la société SOCFINOL (1951): Dibombari devient l'un des Arrondissements phares de le département du Moungo avec à son actif la réalisation des projets socioéconomiques d'envergure : routes, pistes, points d'eau, plantations villageoises de palmier à huile bénéficiant d'un encadrement soutenu. Par la loi N°1489 du 11 novembre 1955 : la Commune de Dibombari a été créée. Avec l'implantation de la SOCAPALM (1967-1973) : on enregistre 02 expropriations des populations locales de grande envergure pour l'implantation de cette entreprise :

- l'une, par décret N°67-56 du 13 février 1967 porte sur 6 250 hectares,

- et l'autre, objet du décret N°73-253 du 13 août 1973 porte sur 23 509 hectares

- Par décret N°95/082 du 24 avril 1995 :l'Arrondissement de Dibombari créé en 1955 a connu une scission en deux unités administratives distinctes, à savoir:

- l'Arrondissement de Dibombari étendu sur les chefferies Pongo et Bakoko. il correspond à la Commune de Dibombari.

- l'Arrondissement de Bonaléa étendu sur la chefferie Abo. Il correspond à la Commune de Bonaléa. Depuis sa nouvelle configuration par Décret N°95/082 du 24 avril 1995, la Commune de Dibombari a eu à sa tête 02 Maires.

Formule pour estimer la population de Dibombari en 2017 (au niveau communal ou du village)

OPU
LATI

ON

III.3.2.1. ETHNIES

La Commune de Dibombari correspond à l'Arrondissement qui porte le même nom et comprend 02 groupes ethnico-linguistiques à savoir, les Pongo localisés dans la partie Ouest de la Commune qui parlent le pongo et les Bakoko dans la partie Est qui parlent le Bakoko. A côté de ces groupes majeurs vivent les populations de toutes origines (nationales et issues des pays voisins et notamment le Nigéria). Une importante frange de cette population est de culture anglophone en raison de la proximité de la Région du Sud-ouest et du Nigéria.

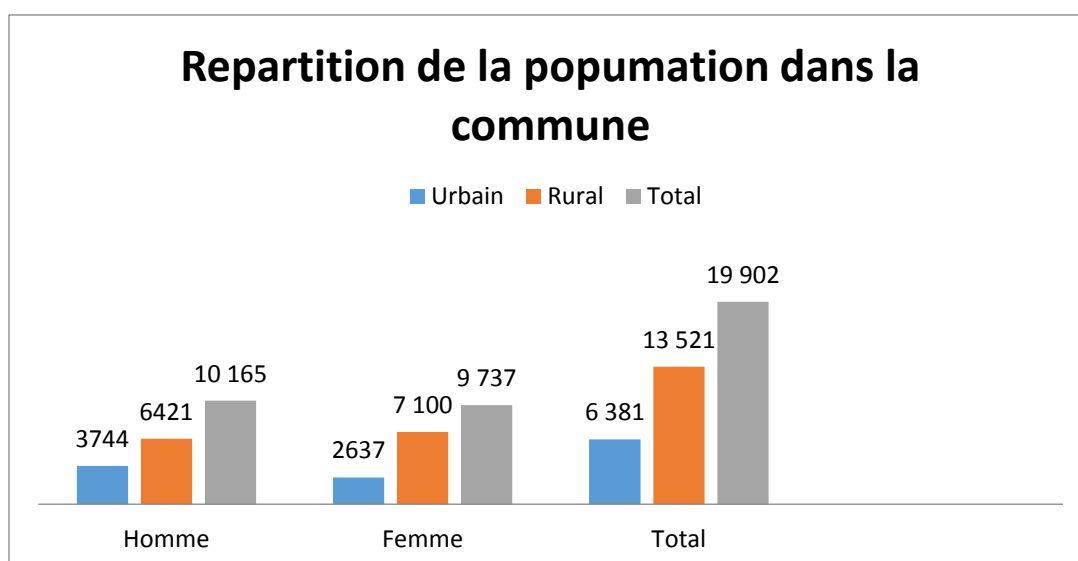
III.3.2.2. RELIGIONS

Les principales pratiques religieuses sont l'Eglise Evangélique, l'Eglise Catholique, l'Eglise Adventiste, les Témoins de Jéhovah et l'Union des Eglises Baptistes du Cameroun.

Répartition de la population dans la commune de Dibombari

	Urbain	Rural	Total
Homme	3744	6421	10 165
Femme	2637	7 100	9 737
Total	6 381	13 521	19 902

Source : RGPH 2005



Source : DIC, DEUC,DPNV

Taux d'évolution annuel moyen de la population : 2,8%	
P ₂₀₀₅ : Population de l'année 2005	P ₂₀₁₇ : Population estimée de l'année 2017
P₂₀₁₇ = (1,032)¹² x P₂₀₀₅ habitants	

TABEAU 2: REPARTITION DE LA POPULATION DES VILLAGES/QUARTIERS DE LA COMMUNE SELON LES GROUPES SPECIFIQUES

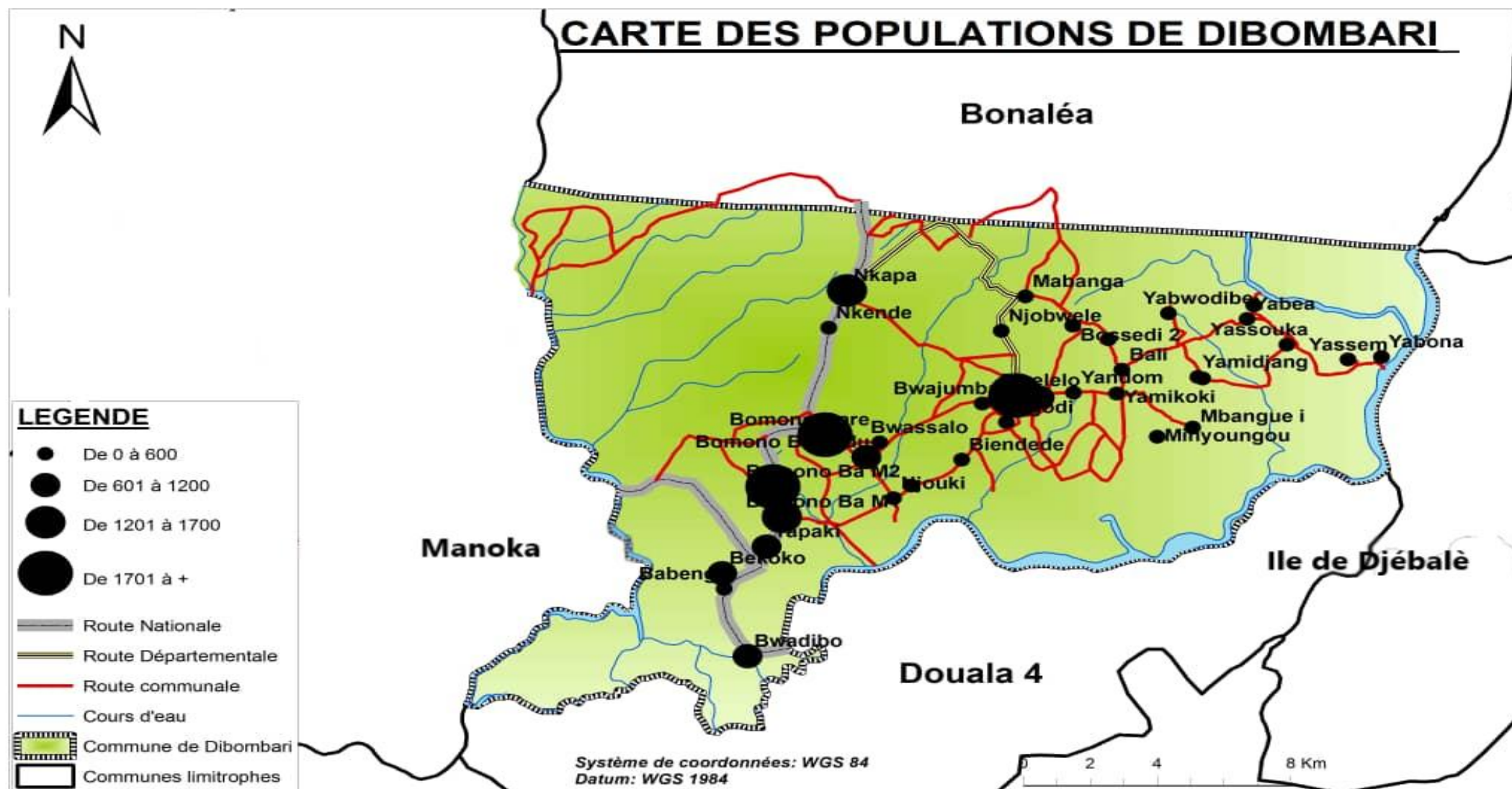
N°	Village/quartier	Ensemble de la population			Groupe spécifique ⁽¹⁾					
		Hommes	Femmes	Total	Nourrissons (0-35 mois) (10,7%)	Population cible du PEV (0-59 mois) (16,9%)	Population d'âge préscolaire (4-5 ans) (6,3%)	Population d'âge scolaire dans le primaire (6-14 ans) (23,4%)	Adolescents (12-19 ans) (18,5%)	Population des jeunes (15-34 ans) (34,7%)
	QUARTIERS DE L'ESPACE URBAIN									
1.	BWAJUMBA	93	90	183	20	17	7	13	59	54
2.	NGODI	254	177	431	10	17	6	42	192	128
3.	DIBOMBARI BEACH	82	62	144	25	17	8	8	54	36
4.	BWELELO	2510	1742	4252	40	120	175	100	210	1 560
5.	NJOBWELE	62	42	104	7	17	18	17	25	17
6.	MABANGA	28	20	48	5	6	5	0	25	17
7.	BOSEDI 1	571	396	967	25	52	67	61	155	301
8.	BOSEDI 2	53	42	95	17	6	54	11	33	21
9.	BONABWENG	91	66	157	9	10	8	17	61	42
	Sous total espace urbain	3 155	2 093	5 247	158	260	348	260	814	2 176
	VILLAGES									
10.	BWADIBO	460	543	1 003	100	150	150	350	200	306
11.	BABENGA	355	230	585	50	100	100	150	300	153
12.	YAPAKI	307	349	656	125	150	100	150	300	500
13.	BEKOKO	432	390	975	70	100	180	150	650	800
14.	BOMONO BA MBENGUE 1	809	474	1283	150	202	208	367	200	1000
15.	BOMONO BA MBENGUE 2	1149	1065	2214	75	28	30	90	250	543
16.	NKENDE	70	139	209	50	40	50	100	300	103
17.	NKAPA	696	982	1 678	100	200	100	100	313	418
18.	BOMONO GARE	976	1532	2 508	50	64	70	200	200	500
19.	BWASSALO	70	69	139	10	7	8	25	43	42
20.	BOMONO BA JEDU	279	420	864	35	77	60	375	181	508
21.	NJOUKI	100	140	240	1	7	7	20	38	56
22.	BONADINDE	8	1	9	2	5	5	14	26	1
23.	BIENDENDE	77	21	98	3	4	6	18	56	18

⁽¹⁾ D'après les résultats du recensement général de la population de 2005

N°	Village/quartier	Ensemble de la population			Groupe spécifique ⁽¹⁾					
		Hommes	Femmes	Total	Nourrissons (0-35 mois) (10,7%)	Population cible du PEV (0-59 mois) (16,9%)	Population d'âge préscolaire (4-5 ans) (6,3%)	Population d'âge scolaire dans le primaire (6-14 ans) (23,4%)	Adolescents (12-19 ans) (18,5%)	Population des jeunes (15-34 ans) (34,7%)
24.	YANDOM	112	120	280	3	8	7	15	33	70
25.	YAMIKOKI	137	314	451	7	13	20	32	72	272
26.	BALI	102	77	179	3	9	8	17	37	64
27.	MINYOUNGOU	24	11	35	1	3	1	6	3	4
28.	YANDOUNGOU	12	4	16	2	0	2	1	5	3
29.	MBANGUE 1	21	21	63	1	4	4	4	4	21
30.	MBANGUE 2	14	3	17	1	2	2	3	3	3
31.	YAMIDJANG	4	7	14	0	0	0	0	3	0
32.	YABONA	0	3	3	1	1	1	4	0	0
33.	YABEA	20	15	35	2	7	4	6	15	7
34.	BONGO	22	4	26	0	0	2	0	0	13
35.	YANGONANG	9	10	19	0	0	0	0	0	10
36.	YASSOUKA	18	20	38	2	3	1	10	16	13
37.	YASSEM	112	117	229	0	2	2	7	16	70
38.	YABWADIBE	26	18	44	10	08	15	35	68	15
	Sous total espace rurale	9 010	9 617	18 628	859	1 454	1 665	2 718	3 933	5 510
	TOTAL POPULATION DE LA COMMUNE	12165	11710	23 875	1 017	1 714	2 008	2 978	4 747	7 686

Source : CIETADEL à partir des enquêtes terrains et du BUCREP

CARTE 3 : CARTE DE REPARTITION SPATIALE DE LA POPULATION



III.4. MILIEU SOCIO-ECONOMIQUE

Les principales activités économiques menées par les populations de la commune de DIBOMBARI sont : l'agriculture, la pêche, le commerce, l'exploitation artisanale des produits de carrières (sable, latérites, argile, gravier, terres) etc.

III.4.1. L'AGRICULTURE

Les cultures pérennes dominantes pratiquées sont le palmier à huile et le manioc. En dehors de ces spéculations, c'est une agriculture de subsistance et les produits sont destinés à la consommation familiale. Le surplus des productions est vendu sur les marchés de BOMONO GARE, BOMONO BA MBENGUE I, dibombari centre, moulanga, Bwadibo, Nkapa et dans les marchés des villes voisines que sont Douala et Souza.

Les cultures vivrières, essentiellement pratiquées par les femmes sont : le manioc (10 000 sac/an) sur des surfaces allant jusqu'à 3 000 hectares, le macabo (500 sacs/an), le taro produit en quantité moyenne, le plantain (4 000 000 de régimes/an), la banane douce avec pratiquement plus 20 000 régimes par an, l'igname (700 sacs/an), le maïs (2000 sacs/an), l'arachide etc.

TABEAU 3 : CULTURES VIVRIERES CULTIVEES

N°	Spéculations	Quantité produite/an
1	manioc	10 000 sac/an
2	macabo	500 sacs/an
3	plantain	4 000 000 de régimes/an
4	banane	20 000
5	igname	700 sacs/an
6	maïs	2000 sacs/an

Le mode de culture est l'agriculture itinérante sur brûlis et la jachère. Certaines productions agricoles sont transformées sur place. C'est le cas de l'huile de palme qui est produite à travers de nombreuses huileries artisanales et du manioc qui est transformé en, en « miondo », en cossettes, en farine de manioc et « mintoumba ». Le secteur agricole est encadré par quelques programmes et projets du Ministère de l'Agriculture notamment : le Programme de Vulgarisation et de Recherches

Agricole(PNVRA), le Programme National de Développement des Racines et Tubercules (PNDRT),le Programme d'Amélioration de la compétitivité Agricole (PACA) du Programme d'Investissement et de développement des Marchés Agricoles (PIDMA), (ACEFA). Les agriculteurs sont regroupés dans certains en GIC (JAGRAM,), ADA, JECDIBO, les riverains etc) ; et coopérative AGRIPRENEUR, TERACOP ; ...etc. les populations de la commune de DIBOMBARI pratique pour la pluaprt ces cultures sur des surfaces allant d'au moins 1 hectar à plus de 2 hectars pour que le rendement soit satisfaisant. Les GIC et les coopératives vont au-delà de 2 ha de surfaces cultivables.

III.4.2. LA PECHE

La pêche constitue l'une des activités lucratives pour les populations de la commune des villages riverainsdu fleuve Wouri est ses affluents que sont les fleuves Yassem, Abo, Moungo, etc.Il s'agit d'une pêche artisanale.

Les techniques de pêche utilisées comprennent le filet, les nasses, les lignes et les produits chimiques (néfaste pour l'environnement et la santé humaine). La pirogue est par conséquent l'outil le plus utilisé pour faciliter le déplacement des pêcheurs le long du fleuve.Cette activité connaît unralentissement pendant la saison de pluies qui va du mois de septembre au mois d'octobre,puis connaît des périodes d'intenses activités au courant des mois de Février à Avril et deNovembre à Décembre. Les espèces de poissons les plus pêchées sont entre autres leTilapia du Nil (*Oréochromis niloticus*), les silures (*Clarias gariepinus*), le poisson serpent(*Chana chana*), le machoiron, la carpe. Ces produits de pêche constituent plus de 20 % des produits halieutiques consommés dans la commune déhors du maquéréaux et autres produits connexes produits par des grandes compagnies.On y retrouve dans certains villages comme Bwadibo des débarcaderres où installés des petits frigots pour la conservation du poisson avant sa vente par les pecheurs.

III.4.3. LA CHASSE

La Commune DIBOMBARI regorge d'une faune diversifiée et abondante. Cette faune joue un rôle important dans l'économie locale et la fourniture en protéines animales des populations des villages et des villes environnantes. Cette activité est l'apanage des hommes et des jeunes garçons. Les principales techniques cynégétiques utilisées sont le piège à câble, la chasse à l'arme ou avec des chiens. Les produits issus de cette chasse sont entre autre le lièvre, le singe, et les rats. Les quantités chassées ne sont plus trop importantes à cause des activités du à l'exploitation forestière comme le sciage qui envoi les animaux au plus profond de la forêt. Les principaux clients de ces derniers sont les vendeuses de denrées alimentaires, les automobilistes et certains particuliers de passage dans ces villages.

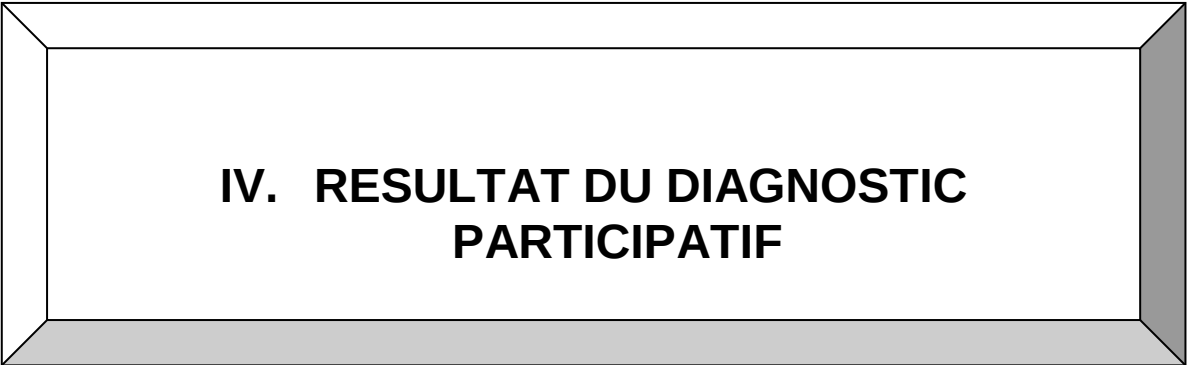
III.4.4. LE PETIT COMMERCE

La Commune de la DIBOMBARI dispose des villages situées à la fois sur la nationale N°4 et N° 5 c'est-à-dire entre Douala-Buea (Bekoko et Babenga et Bwadibo) et Douala-Bafoussam (Bomono ba mbengue 1 et 2, Bomono gare et Nkapa entre autre et même Buéa-Bafoussam. Cette position géographique des villages de la commune favorise les échanges commerciaux. La commune de Dibombari compte environ 06 marchés (BOMONO GARE, BOMONO BA MBENGUE I, dibombari centre, moulanga, Bwadibo, Nkapa). Néanmoins dans certains villages qui n'ont pas de marchés, on retrouve des grandes boutiques qui permettent d'alimenter les populations en produit de première nécessité.

III.4.5. L'EXPLOITATION DES RESSOURCES MINIERES

La Commune de la DIBOMBARI est assez riche en ressources minières tels que : le sable, la latérite, l'argile, le gravier, la terre. Les villages comme Yassem, Bwadibo, Bwassalo, Bongo regorgent d'importante quantité de sable, alors que à Bomono BA MBENGUE on retrouve des carrières de terre rouge et le gravier dans les villages comme Yandom, Minyoungou. Les différentes ressources minières sont exploitées par certaines sociétés d'exploitation et par les différents acteurs de la communauté à diverses fins. Le sable, est exploité par les populations à des fins de construction, vendu sur place et souvent livré dans des camions dans les grands

chantiers. Plusieurs carrières d'exploitation des pierres, de la latérite et de terre rouge existent dans la commune et sont l'apanage des grandes sociétés .comme RAZEL, Route d'AF...etc.



IV. RESULTAT DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF

IV.1. SYNTHÈSE DU DIC

L'analyse des problèmes au sein de l'institution Communale a permis d'identifier les forces et les faiblesses en fonction des axes qui sont les ressources humaines, les ressources financières, le patrimoine Communal et la gestion des relations comme l'illustre le tableau suivant :

AXES	FORCES	FAIBLESSES
RESSOURCES HUMAINES	- Existence d'un fichier du personnel avec un effectif de 50 personnels - Existence d'un organigramme - Présence du personnel cadre - présence des conseillers municipaux -	- Inexistence d'un cahier de charges pour le personnel; - irrégularité des réunions de personnel; -Inexistence d'un plan de formation du personnel; - Insuffisance du personnel -Insuffisance du personnel qualifié; -Conseillers municipaux peu informés de leurs rôles dans la gestion de la Commune; --Inexistence de formation pour l'exécutif municipal dans la gestion communale - Irrégularité des salaires; - Insuffisance du matériel de bureau; (Ordinateurs) -Cadre de travail actuel peu descend
RESSOURCES FINANCIÈRES	- Forte implication du maire à l'élaboration du budget - transmission du projet de budget au Conseil municipal - Existence d'une recette municipale autonome - Production et vote du budget depuis le début de ce mandat - production et validation du compte administratif chaque exercice -Disponibilité des documents comptables (Les certificats de dépenses et de recettes, La balance mensuelle des comptes, Le PV de la situation de la Caisse, l'état d'exécution des crédits transférés, etc. -Bonne traçabilité dans la gestion financière	- éloignement de la recette municipale par rapport au siège de la commune - Insuffisance de personnel à la recette municipale - Dépassement des délais d'élaboration - projet du budget pas toujours déposés auprès des conseillers municipaux dans les délais prévus par la réglementation en vigueur (15 jours avant la tenue du C M)
PATRIMOINE COMMUNAL	-Disponibilité d'un inventaire de base du patrimoine - Patrimoine de la Commune assez fourni - existence d'un parc du matériel de génie civil - matériel roulant disponible -construction en cours de l'hôtel de ville	- absence du plan d'amortissement des biens - existence de plus de chauffeur que de véhicule -inexistence des véhicules d'utilité publique -Vétusté du bâtiment abritant les services communaux -Abandon d'une benne en panne -Évaluation partielle du patrimoine communal -inexistence d'un plan d'amortissement
GESTION DES RELATIONS	- Existence de plusieurs partenaires au développement (PNDP, FEICOM, GIZ, développement) - Bonne collaboration avec la tutelle -La Commune est membre des CVUC - Présence d'un babillard pour la publication des informations - Très bonne collaboration avec la tutelle - Publication du journal périodique d'informations sur l'ensemble de la commune (mukeng	- Absence de jumelage avec des Communes et villes étrangères dans le cadre de la Coopération décentralisée -Non affiliation dans un syndicat des Communes - Faible collaboration avec les sectoriels - Faible utilisation des notes de service - faible Collaboration avec les Sectoriels

Axes de renforcement de la commune

Aspects d'analyse	Point d'attention	Axes de renforcement / Axes de capitalisation
Gestion des ressources humaines	Gratification diverses aux agents communaux pour les motiver davantage	Systématisation des gratifications en fin d'année Instauration d'une prime au rendement pour améliorer la performance des agents
	organigramme schématique	Déconcentration des postes de responsabilités
	Irrégularité des réunions du personnel	Systématisation des réunions hebdomadaires pour le bilan des activités et la planification des activités à venir
	Faible implication du conseil municipal dans l'élaboration du budget	Renforcement des capacités du conseil municipal en budgétisation et en approbation des états financiers Formation des conseillers municipaux sur leur rôle au sein du CM Organisation de voyages d'études dans des Communes sœurs pour s'imprégner de leurs fonctionnements
Gestion des ressources financières	Fichier des contribuables disponibles et non à jour	Actualisation régulière du fichier des contribuables à travers des descentes systématiques sur le terrain
	Incivisme de certains contribuables	Sensibiliser les populations sur l'importance du paiement des impôts Recourir aux forces de l'ordre pour les contribuables véreux
Gestion du patrimoine	Existence d'un sommier du patrimoine	Actualiser le sommier en tant que de besoin et y inclure un plan d'amortissement de chaque bien
	Absence de système d'entretien des biens communaux	Mise en place d'un comité de gestion et d'entretien du patrimoine communal
	Présence de nombreuses boutiques et magasin de stockage non fonctionnels	Redynamiser les populations et les associations de producteurs pour faire vivre les marchés
Gestion des relations	Collaboration faible avec les sectoriels	Initier l'organisation d'un séminaire d'imprégnation sur les compétences transférées pour une meilleure appréhension des rapports avec les SDE
	Très bonne relation avec les organismes d'appui (PNDP, FEICOM)	Elaborer une stratégie permettant d'optimiser les relations avec les organismes d'appui
	Existence de relation formelle avec les acteurs de la société civile	Mise en place d'un cadre d'échanges avec les acteurs de la société civile pour définir les modalités de leur apport dans le développement de la Commune
	Bonnes relations avec les autorités traditionnelles et religieuses	Optimiser les relations avec les autorités religieuses et traditionnelles pour une meilleure communication en direction de la population

Aspects d'analyse	Point d'attention	Axes de renforcement / Axes de capitalisation
	Non diversification des partenariats	Elaborer une stratégie d'internationalisation pour attirer des partenaires étrangers
		Mise en place d'un cadre de travail pour renforcer l'intercommunalité
		Création d'un site internet
	Absence d'une amicale du personnel	Appui aux employés pour la création d'une amicale dans le but de renforcer les liens entre tout le personnel
	Faible communication en direction des populations	Acquérir un babillard pour la publication des informations essentielles
		Systématiser des campagnes de communication des conseillers municipaux pour rendre compte du fonctionnement de la Commune

Source : CIETADEL à partir des données du DIC

IV.2. PRINCIPAUX SERVICES DE L'ESPACE COMMUNAL

➤ Situation de référence

♣ Situation de référence de l'agriculture

Spécifications	Superficie	Production	Conservation	Transformation	Commercialisation	Organisation des acteurs
Manioc	Environ 3000 ha	10 000 sac/an		-machine à écraser -traditionnelle (manuelle)	-bâtons de manioc -couscous -tubercules Miondo	- GIC -individuellement
Banane plantain	Environ 2 500 ha	4 000 000 régimes/an	Ras	Ras	-régimes (gros et détaille)	- GIC -individuellement
Palmier à huile	Environ 6000 ha	10 000000 régimes/an	Ras	-machine à écraser -traditionnelle -Industrielle	-huile de palme -noix de palme	- Société d'Etat SOCAPALM - GIC -individuellement
Macabo	Environ 200 ha	(5 00sacs/an	Ras	Ras	-vente en gros et détaille	-individuellement
Mais	Environ 1000ha	2000 sacs/an	Séchage et stockage dans les greniers et les magasins de stokage	-machine à écraser	-vente en gros et détaille	-individuellement
Cacao	Environ 2 000 ha	2000sacs/an	Séchage et stockage dans les greniers et dans les magasins de stockage	Ras	Vente en gros par kg	- GIC -individuellement
Pistache	Environ 500 ha	150 sacs/an	Séchage et stockage dans les greniers	-machine à écraser	-vente en gros et détaille -mets de pistache	-individuellement
Igname	Environ 200 ha	7 00sacs/an	Ras	Ras	-vente en gros et détaille	-individuellement

♣ **Situation de référence de l'élevage**

Filière	Taille du cheptel	commercialisation	Organisation des acteurs
Volaille	Environ 10 000 têtes	Vente en gros	- GIC -individuellement
Caprines	Environ 500 têtes	Vente en gros	- GIC -individuellement
Porcines	Environ 2000 têtes	Vente en gros	- GIC -individuellement

Source : CIETADEL

TABLEAU 4: PRINCIPALES INFRASTRUCTURES PAR SECTEUR.

Secteur	Principales infrastructures	Localisation	Etat	Obs.
Agriculture	-Bâtiments de DAADER	Bwélelo	Passable	
	-01 école technique d'agriculture (ETA)	Bwelelo	Bon	
	-05 postes agricoles ACEFA -Usine de transformation (non fonctionnel)	BOMONO GARE, BOMONO BA MBENGUE I, Bekoko, Yato , Ngodi	Passable	
Elevage	-Bâtiments de DAEPIA -01 centre zootechnique	BWELELO	passable	
	-ACEFA -SPRP (sous programme de réduction et de la pauvreté) GIC « Collins Muto mussombo	BWELELO, Bomono ba jedu	passable	
1.-Santé	Hôpital de District	Njobwele	Bon	01
	hopital privé cardiologique	Yapaki	Bon	01
	Centre de Santé Communautaire	Bwadibo	Bon	01
	Centre de Santé	Bomono gare, Bwadibo,	05	01 par

Secteur	Principales infrastructures	Localisation	Etat	Obs.
	Intégré	Bonamateke, Nkapa, Bekoko Village, Yabea, Yassem, Nkende	Fonctionnels, 02 non fonctionnels 01 sinistré	village
	Case de Santé Publique	Yamikoki et Nkapa	Constructions achevées mais non fonctionnelles	02
		Yato, Bomono Ba Mbengué et Bwadibo	En chantier.	03
	Centre de Santé Privé	Nkapa	Bon	02
		Bomono-Gare	Fonctionnel	01
		Bomono Ba Mbengue 2	Fonctionnel	02
		Bomono Ba Mbengue 1	Fonctionnel	01
		Bwassalo	Fonctionnel	01
2.-Education de Base	Ecoles Maternelles publiques	Bekoko	Fonctionnel	01
		Bwelelo	Fonctionnel	01
		Bomono gare	Fonctionnel	01
		Bomono Ba Mbengué 1	Fonctionnel	01
		Yabéa	Fonctionnel	01
		KENDE	Fonctionnel	01
		Bomono Ba Jedu	en chantier	01
		Bonamatéké	Fonctionnel	01
		Nkapa	Fonctionnel	01
				-/-
		Békoko	Fonctionnel	01
		Tillo	Fonctionnel	01
		Bwelelo	Fonctionnel	02
		Bomono Gare	Fonctionnel	01
		Nkapa	Fonctionnel	03
		Bomono Ba Mbengué 1	Fonctionnel	01
		Yabéa	Fonctionnel	01
		Nkoumé	Fonctionnel	01
		Bomono Ba Jedu	Fonctionnel	01
		Bonamatéké	Fonctionnel	01
			Fonctionnel	
	Ecoles maternelles privées	Bwadibo	Fonctionnel	02
		Yapaki	Fonctionnel	04
		Bossédi 1	Fonctionnel	01
		Bassa	Fonctionnel	01
	Ecoles primaires privées	Bwelelo	Fonctionnel	01
		Yapaki	Fonctionnel	05
		Yato	Fonctionnel	02
		Bwadibo	Fonctionnel	03
		Bossédi1	Fonctionnel	01
3.-Enseignements Secondaires	Lycée d'Enseign. Général	Njobwele	Fonctionnel	01
		Békoko	Fonctionnel	01
	CES et établissement 1 ^{er} Cycle	Bomono Ba Jedu	Fonctionnel	01
		Yamikoki	Fonctionnel	01
		Bomono Ba Mbengue 1	Fonctionnel	01
	CETIC	Njobwele	Fonctionnel	01
4.-Enseignement Supérieur	Institution Privée	Bwadibo	Fonctionnel	Cycle BTS
5.-Emploi et Formation Professionnelle	ETA	Bwelelo	Fonctionnel	01
	SAR/SM	Njobwele	Fonctionnel	01
	Centre SOCAPALM	Nkapa	Fonctionnel	01
6.-Eau et Energie (Eau)	Château d'eau	Yabwadibe	Fonctionnel	01
		Bomono-Gare	Fonctionnel	02
		Nkapa	Fonctionnel	01

Secteur	Principales infrastructures	Localisation	Etat	Obs.
		Bwelelo	Fonctionnel	01
	Bornes Fontaines	Bali	fonctionnelle	01
		Minyoungou	fonctionnelle	01
		Yandom	fonctionnelle	01
		Yamikoki	fonctionnelles	03
		Bomono Ba Jedu	fonctionnelles	07
		Bonadinde	fonctionnelle	01
		Yabwadibe	05 en panne	06
		Njobwele	01 en panne	05
		Ngodi	01 en panne	05
		Bonabweng	fonctionnelle	01
		Bwajumba	fonctionnelles	05
		Bossedi 1	fonctionnelles	05
		Bwelelo	01 en panne	08
		Bomono-Gare	fonctionnelles	02
		Nkapa	fonctionnelle	01
		Bomono Ba Mbengue 1	fonctionnelles	04
		Yapaki	fonctionnelle	01
		Bomono Ba Mbengue 2	fonctionnelles	08
	Forages	Bwadibo	fonctionnels	02
		Bekoko	fonctionnel	01
		Babenga	fonctionnel	01
		Mbangue 1	fonctionnel	01
		Njouki	fonctionnel	01
		Bonadinde	fonctionnel	01
		Yamidjang	fonctionnel	01
		Yassouka	fonctionnels	02
		Yassem	fonctionnel	01
		Yangonang	01 en panne	02
		Yabéa	01 en panne	02
		Bossedi 2	Fonctionnels	02
		Dibombari Beach	Fonctionnels	02
		Bwassalo	En chantier	01
		Bwelelo	Fonctionnel	01
	Puits	Bwassalo	Fonctionnel	01
		Yassouka	Fonctionnel	non aménagé
		Yabwadibe (Diwongo)	Fonctionnels	01
	Sources	Yassouka	Fonctionnel	01
		Yabwadibe	Fonctionnel	01
		Bomono-Gare	Fonctionnel	01
6.-Eau et Energie (Electrification)	Pylône Haute Tension	Mbangue 2	Fonctionnel	01
	Transformateurs	Minyoungou	Fonctionnel	01
		Yamikoki	Fonctionnel	01
		Mbangue 1	Fonctionnel	01
		Njouki	Fonctionnel	01
		Bienbdende	Fonctionnel	01
		Bonadinde	Fonctionnel	01
		Yamidjang	Fonctionnel	01
		Yassouka	fonctionnels	02
		Yassem	Fonctionnel	01
		Yangonang	Fonctionnel	01
		Bomono Ba Mbengue 2	fonctionnels	02
		Bomono Ba Mbengue 1	fonctionnels	03
		Bwassalo	fonctionnels	02
		Nkapa	fonctionnels	02
		Nkende	fonctionnels	02
		Bomono Gare	Fonctionnel	01
		Bwelelo	fonctionnels	02
		Bossedi 1	Fonctionnel	01
		Bwajumba	Fonctionnel	01

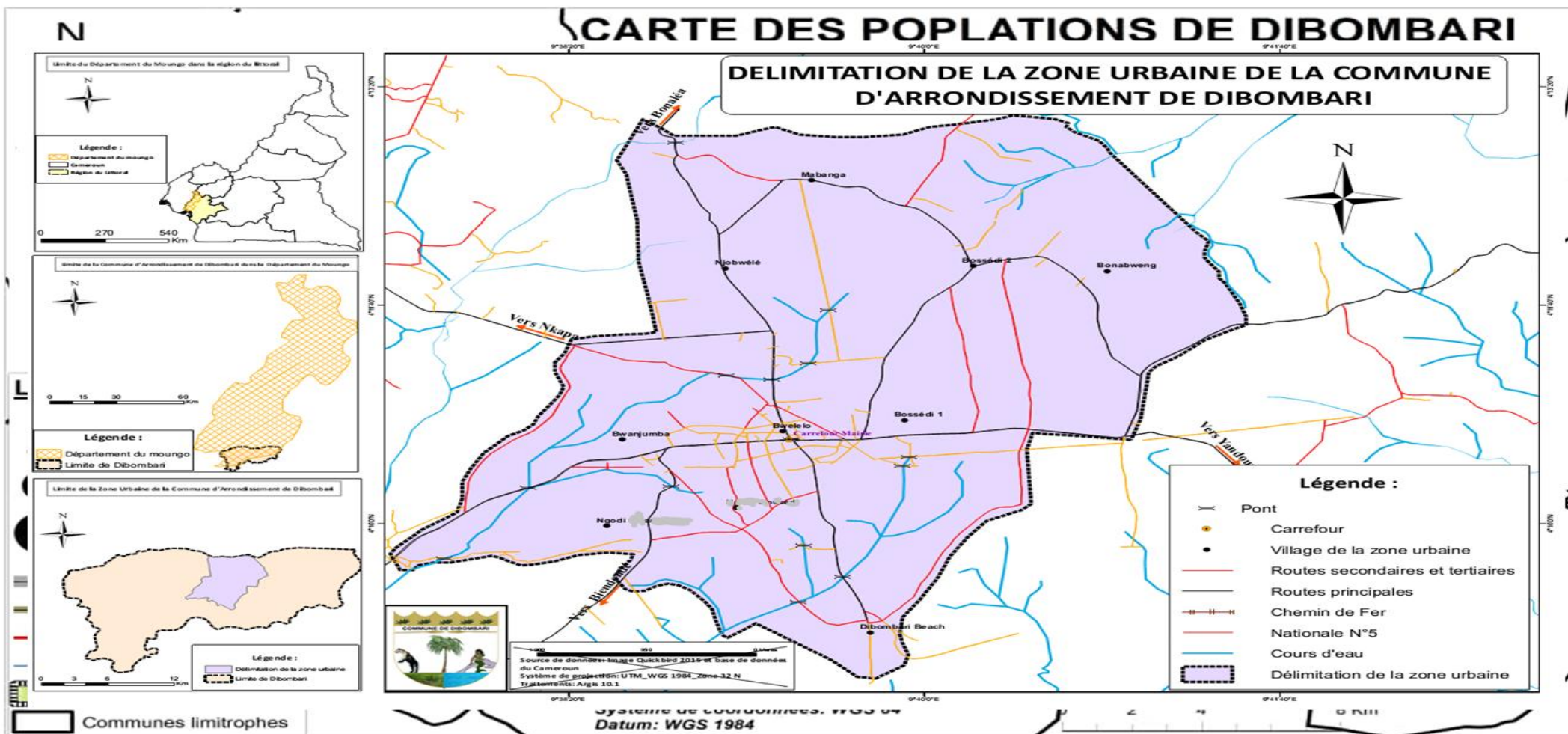
Secteur	Principales infrastructures	Localisation	Etat	Obs.
		Babenga	Fonctionnel	01
		Bonabweng	Fonctionnel	01
		Dibombari Beach	Fonctionnel	01
		Ngodi	fonctionnels	02
		Njobwele	fonctionnels	02
		Yabéa	Fonctionnel	01
		Yabwadibe	Fonctionnel	01
7.-Travaux Publics	Routes	RN N°5 : tronçon Yapaki-Nkapa	Bitumée	13 kms
		RN N°3 : tronçon Yapaki-Békoko	Bitumée	08 kms
		Bomono Gare-Bwelelo	En terre	07 kms
		Bomono Ba Mbengue2-Bwelelo par Njouki	En terre	26 kms
		Yapaki- Bwadibo par Békoko	En terre	09 kms
		Bwelelo-Yassem	En terre	19 kms
		Bali-Yamidjang	En terre	15 kms
		Yamikoki-Mbangue 1	En terre	12 kms
		Bwelelo-Nkapa	En terre	08 kms
	Echangeur	Békoko	Bon	
	Ponts	Yamidjang	effondré	
		Njouki	Bon	
		Njobwele	Bon	
		Bwanjumba	Bon	
		Dibombari Beach	Bon	
		Bwassalo	Bon	
8.-Commerce	Infrastructures marchandes	Bomono Ba Mbengue 1	Mauvais	
		Bwadibo	Mauvais	
		Nkapa	Mauvais	
		Bwanjumba	Bon	
		Bomono Gare	Mauvais	
		Yabéa	Non fonctionnel	
9.-Arts et Culture	Bibliothèque	Bwelelo	Bon	01
	01 grande salle et des salles annexes à la maison de culture			
	Maison de culture			
10.-Affaires Sociales	Orphelinat privé	Bossedi 1	Fonctionnel	01
	Case communautaire	Bomono Ba Jedu, Bomono Ba Mbenguè, Yangonang	Fonctionnelles	03
	Foyer communautaire	Bwelelo, Bomono Ba Mbengue1	Fonctionnels	02
11.-Postes et Télécommunications	Antennes téléphonie mobile	Bwelelo	Opérationnelle	01
		Bossedi 1	Opérationnelle	01
		Bomono Gare	Opérationnel	01
		Babengua	Opérationnel	01
	Bureaux de Poste	Bwelelo	Opérationnel	01
		Nkapa		01
- 12.-Transports	Gare routière	Echangeur de Bekoko	Fonctionnelle, mais à aménager	02
	Gare ferroviaire	Bomono Gare, Njouki	Inactive	
13-Développement Urbain et Habitat	Cités d'habitation privées	Bomono Ba Mbengue 2	Fonctionnelle	
		Bomono Gare	Fonctionnelle	
14.-Administration Territoriale, Maintien de l'Ordre et Décentralisation	Sous-préfecture	Bwelelo	Vétuste	
	Mairie	Bwelelo	Vétuste et Exigu	
	Gendarmerie	Bwelelo	Fonctionnel	
		Nkapa	Fonctionnel	
	Commissariat Spécial	Bwelelo	Fonctionnel	
	Perception	Bwelelo	Fonctionnel	

Secteur	Principales infrastructures	Localisation	Etat	Obs.
	Salle audiences de Justice	Bwelelo	Fonctionnel	
	Chefferies Supérieures de 1 ^{er} Degré	Bwelelo	Fonctionnel	
		Yassem	Fonctionnel	
	Chefferies de 3 ^{ème} Degré	Les 38 villages	fonctionnelles	
15.-Agriculture et Développement Rural	DA/ MINADER	Njobwele	Bon	
	Postes Agricoles	Bekoko	fonctionnel	
		Ngodi	Fonctionnel	
		Njobwele	Fonctionnel	
		Bomono Gare	Fonctionnel	
	-Usine de transformation (non fonctionnel)	BOMONO GARE, BOMONO BA MBENGUE I, Bekoko, Yato , Ngodi	Fonctionnel	
16.-Elevage, Pêche et Industries Animales	ACEFA	Bwelelo	Fonctionnel	
	01 école technique d'agriculture (ETA)	Bwelelo	Fonctionnel	
	Centre Zootechnique et Vétérinaire	Njobwele	Fonctionnel	
	ACEFA	Bwelelo	Fonctionnel	
17.-Sports et Education Physique	-SPRP (sous programme de réduction et de la pauvreté)	BWELELO, Bomono ba jedu	Fonctionnel	
	GIC « Collins Muto mussombo	BWELELO, Bomono ba jedu	Fonctionnel	
	Stade Municipal de Bwelelo	Bwelelo	fonctionnel	
18.-Tourisme et Loisirs	Auberge	Bomono Gare	fonctionnel	02
	Auberge et bar	Bwelelo et Bwadibo	fonctionnel	01
	château abandonné	Njouki, Nkapa, Yapaki		
	étang piscicole			
	source d'eau naturelle, sous-bois	Bomono ba mbengeu 1 et 2, Bwadibo		
	la chefferie de Bwassalo			
	Foret sacrée	Yamidjang, Yandoungou, Bwassalo, Minyungu, Bongo, Yamikoki, Yabona, Bekoko, Mbangue1, Bomono gare, Bomono ba jedu, Bwelelo Yandom		
19.-Jeunesse et Education Civique	CNJC	Bwelelo	fonctionnel	01
	CMPJ	Bwelelo	fonctionnel	01
20.-PME, Economie Sociale et Artisanat	Exploitation artisanale du sable près des cours d'eau	Bwadibo, Moulanga et Bwassalo.	Fonctionnels	RAS
21.-Domaines, Affaires Foncières et Cadastre	RAS	RAS	RAS	RAS
22.-Indust, Mines et Dévelop.Technologique	RAS	RAS	RAS	RAS

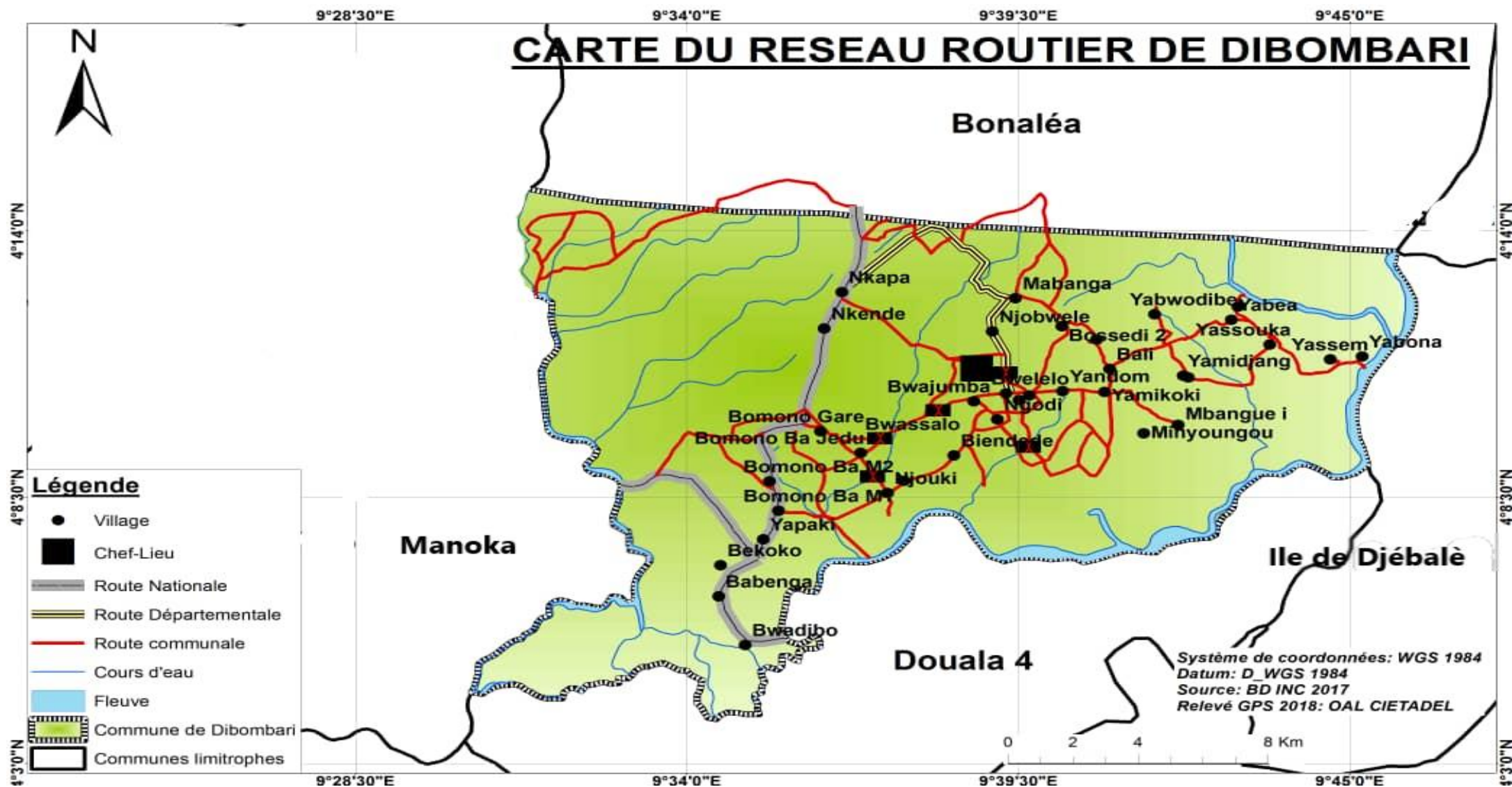
Secteur	Principales infrastructures	Localisation	Etat	Obs.
23.-Communication	Présence de la fibre optique	Nkapa,		
	Prencence d'un systeme de communication loocal	yapaki, kende		
24.-TSS	Une mutuelle de santé	Bomono gare	fonctionnel	01
	Une agence d'assurance	Bomono gare	fonctionnel	01
25.- Forêt et Faune	RAS	RAS	RAS	RAS
26.- Environ., Protection de la Nature et Dév.Durable	Usine d'incinération de déchets industriels à Bwadibo	Bwadibo (Garage Marine Cameroun)	Fonctionnelle	01
27.-RESI	RAS	RAS	RAS	RAS
28.-PROFF	Délégation d'Arrondissement du MINPROFF	Bwelelo	fonctionnelle	01

Source : Résultats des diagnostics DIC, DEUC, DPNV

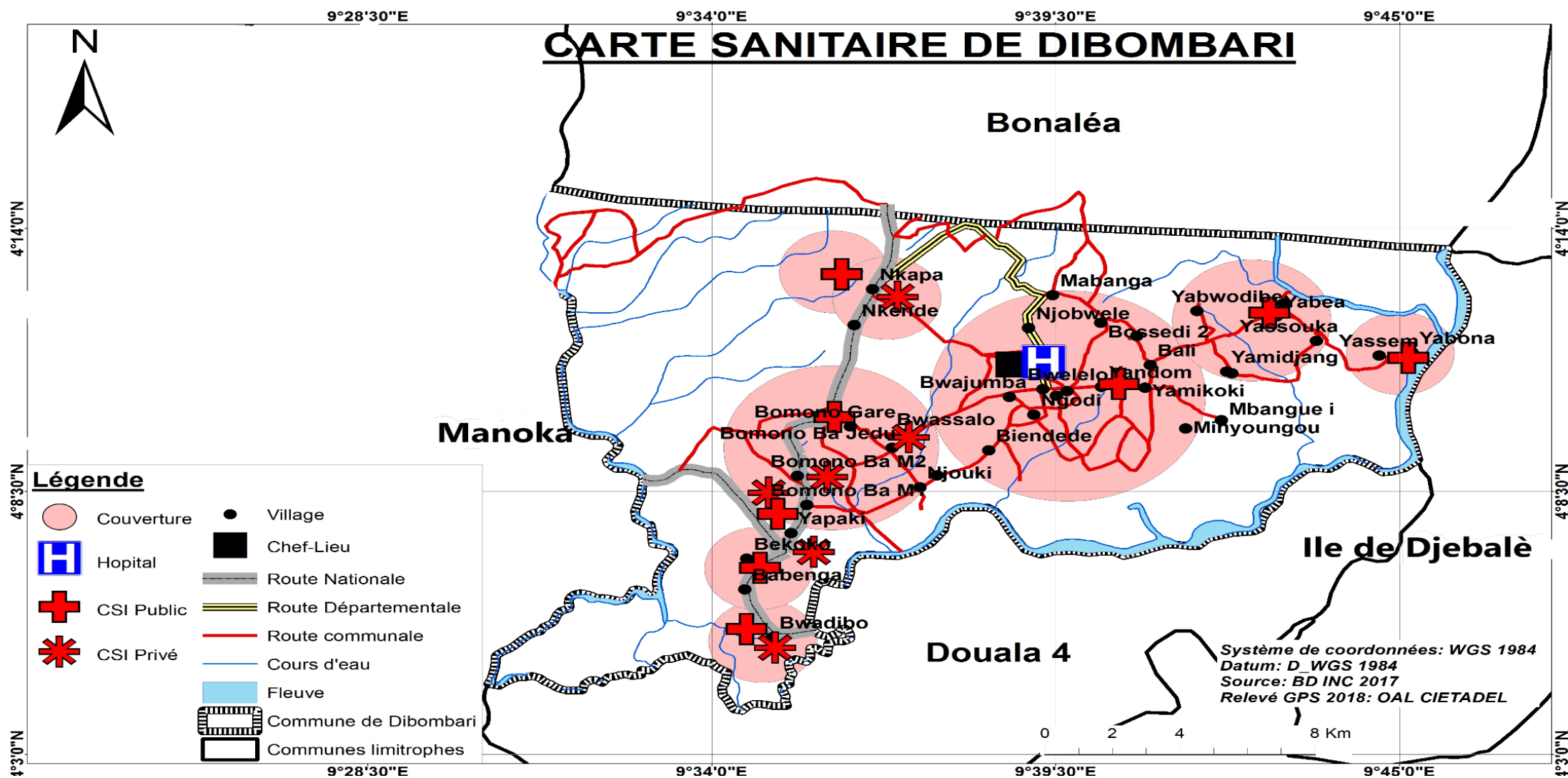
CARTE 4 : CARTE DE L'ESPACE URBAIN COMMUNAL



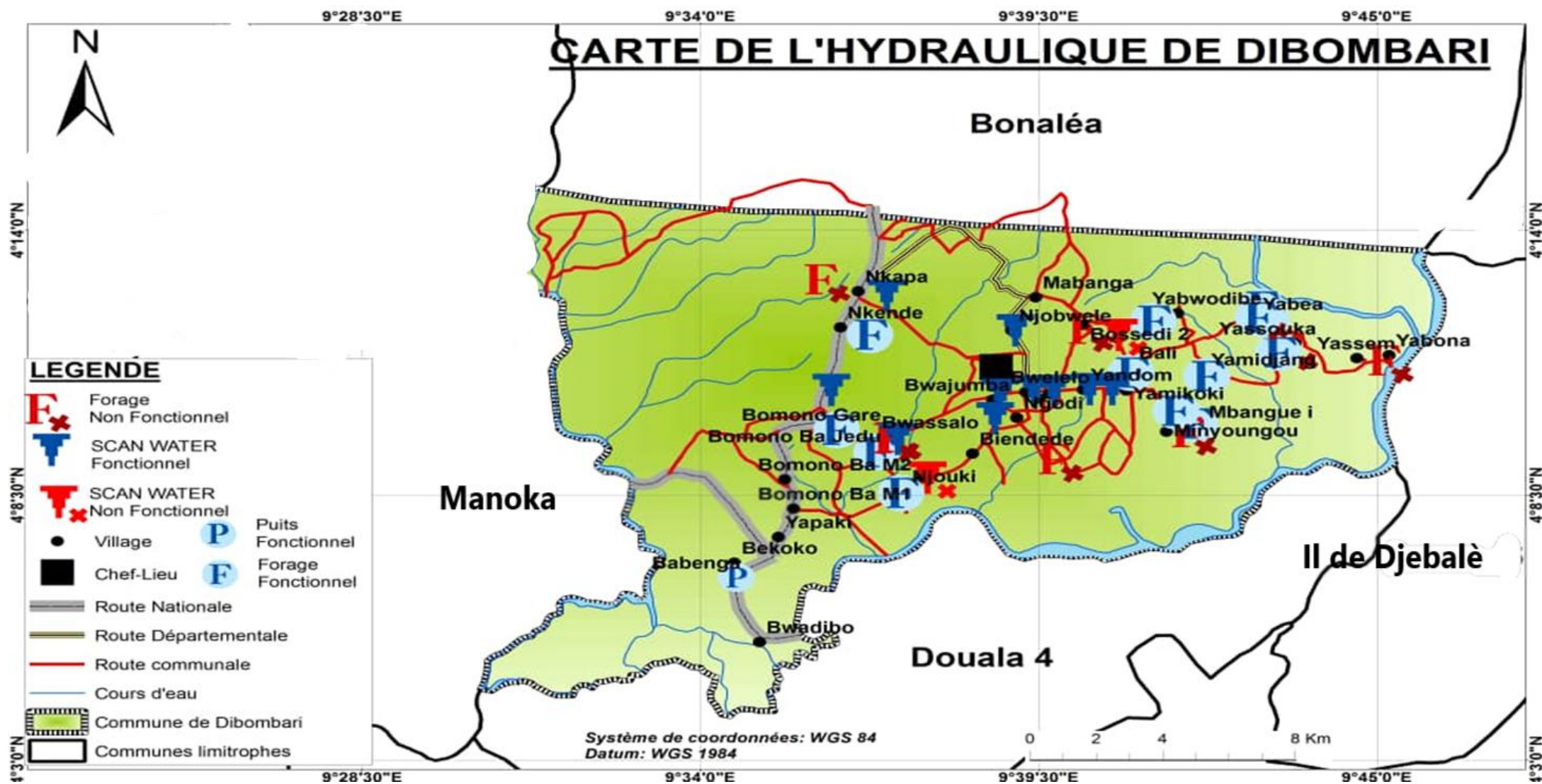
CARTE 5 : CARTE ROUTIERE



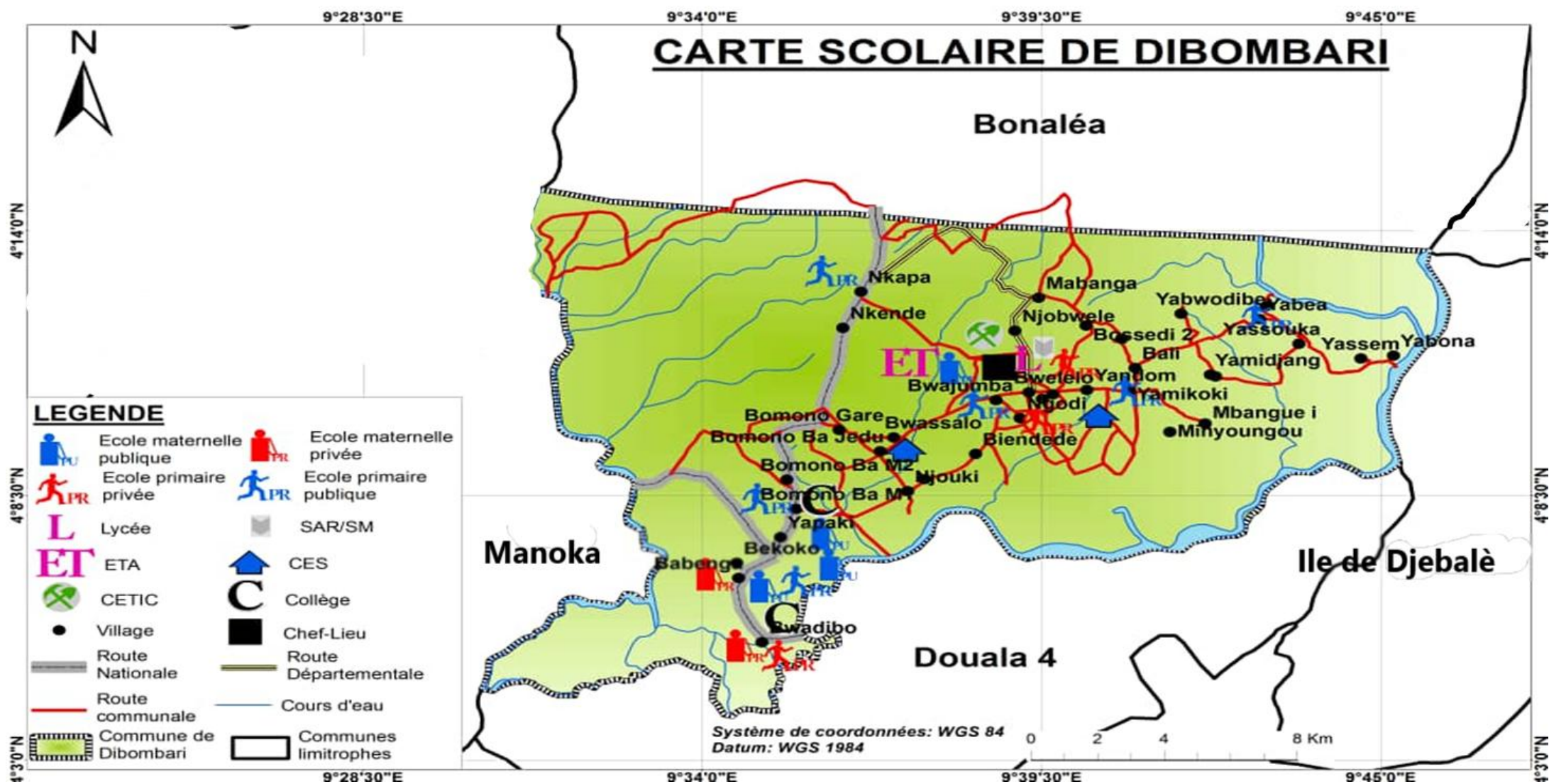
CARTE 6 : CARTE SANITAIRE



CARTE 7 :CARTE HYDRAULIQUE



CARTE 8 :CARTE SCOLAIRE



CARTE 9 : CARTE D'ELECTRIFICATION



IV.3. PRINCIPALES POTENTIALITES (RESSOURCES) DE LA COMMUNE :

TABLEAU 5 : POTENTIALITES ET RESSOURCES

N°	SECTEURS	RESSOURCES NATURELLES	LOCALISATION	POTENTIALITES	UTILISATEURS	CONTROLEURS	MODE DE GESTION	TENDANCES	PROBLEME S/CONTRAINTES	SOLUTIONS ENVISAGEES
01	Eau et énergie	-Existence des plusieurs cours d'eaux (Kengue, Essake, Ewouko, Dipo, Yassem,Abo...) - Existence de plusieurs chutes	Bwajumba, Njobwele, Bossedi, Bwelelo, Yassem Bwadibo, Babenga, Biendende, Bongo, Minyugou,	-Existence de plusieurs points d'eau et d'un réseau hydro. -Existence de 03 châteaux d'eau fonctionnelle ainsi que des comités de gestion desdits réseaux -existence du réseau électrique dans 80% des villages.	Populations riveraines et exploitants de sable, utile pour la lessive et l'Hygiène corporelle	Populations riveraines	Accès libre	Faible utilisation du potentiel	Assèchement en saison sèche	Incitation des riverains à la pratique des cultures maraîchères
02	Agriculture	-vastes terres fertiles -bas- fonds -mangroves -marécage (300ha)		-Fertilités des terres -fertilité des bas-fonds -existence des sociétés agro industrielles -existence d'une DDADER et des postes agricoles Présence de plusieurs spéculations agricoles : Manioc, Igname, macabo, plantain, pistage, maïs, patate, etc.	Populations riveraines, SOCAPALM, GIC, Coopératives	Populations riveraines	Accès libre	Insuffisance du potentiel dans de nombreux villages	Occupation d'une grande partie des terres par la SOCAPALM ; l'urbanisation	Retrocession des terres par la SOCAPALM aux riverains
03	Industries, Mines	Existence des carrières de sables et graviers, pierres et terres rouges	Babenga, Bwadibo, Biendende, Kende, yapaki, Nkapa, Bomno ba mbengue 2 et 1, Njouki, Bomno gare, yabéa,	- Présence des petites quicalleries - Présence de carrières de sable	Populations riveraines et certaines sociétés de travaux publics	Populations riveraines, Commune	Accès contrôlé	Insuffisance du potentiel dans de nombreux villages	Exploitation abusive	Réorganiser le secteur

N°	SECTEURS	RESSOURCES NATURELLES	LOCALISATION	POTENTIALITES	UTILISATEURS	CONTROLEURS	MODE DE GESTION	TENDANCES	PROBLEME S/CONTRAI NTES	SOLUTIONS ENVISAGEES
			Bongo	- Présence des menuiseries métalliques - Présence des briqueteries - Présence d'artisans à (panier) - Présence du secteur informel						
05	Forêt et faune	110 Km2, soit 37% de l'espace communal	Tous les villages	Existence des postes forestiers et de chasse Existence d'une forêt sacrée - Existence des espèces ligneuses et fauniques - Présence d'une réserve forestière de 102 ha à Minyungu - Exploitation traditionnelle du charbon - Présence des espèces fauniques (Hérisson, singe et floristique (padouc.), (azobé), (rat, porc épïc...), - Présence de marécage - Présence d'une forêt secondaire - Existence d'une forêt	Populations riveraines et certaines sociétés de travaux publics	Populations riveraines, Commune, MINF OF	Accès contrôlé	Insuffisance du potentiel dans de nombreux villages	Exploitation anarchique et braconnage	Mettre en place des dispositifs de contrôle efficaces dans les villages

N°	SECTEURS	RESSOURCES NATURELLES	LOCALISATION	POTENTIALITES	UTILISATEURS	CONTROLEURS	MODE DE GESTION	TENDANCES	PROBLEME S/CONTRAI NTES	SOLUTIONS ENVISAGEES
				communautaire - Existence d'un comité de surveillance des forêts Présence d'une délégation du MINFOF						
06	PMEESA	Bambou de chine 10 ha	Babenga, à Kende, yapaki, Nkapa, Bomno ba mbengue 2 et 1, Njouki, Bomno gare, yabéa, Bongo, Yassouka, yabwadibe		Populations riveraines e	Populations riveraines	Accès libre	Faible utilisation du potentiel	Faible connaissance de l'utilité de ce potentiel par les populations	Organiser des séances de sensibilisation pour la valorisation de ce potentiel
07	Elevage et Pêche	Cours d'eaux très poissonneux	Tous les villages	Existence de plus de 20 éleveurs moderne - Présence des programmes (PACA) ; - Présence d'un centre zootzchnique ; - Présence des GIC d'éleveurs ; - Présence des pêcheurs ; - Pratique de la pêche artisanale ; - Présence des pirogues ; - Existence d'un débarcadère ; - Présence des fermes avicoles dans les villages; - Population dynamique ; - Claustration des	Populations riveraines e	Populations riveraines	-absence d'appui dans les villages dans le secteur de l'élevage -utilisation des méthodes archaïques de pêche -	Faible connaissance des techniques modernes	Faible accompagnement des pêcheurs et éleveurs	Création des GIC et associations pour l'accompagnement des éleveurs et pecheurs

N°	SECTEURS	RESSOURCES NATURELLES	LOCALISATION	POTENTIALITES	UTILISATEURS	CONTROLEURS	MODE DE GESTION	TENDANCES	PROBLEME S/CONTRAINTES	SOLUTIONS ENVISAGEES
				bêtes ; - Disponibilité d'une main d'œuvre enthousiaste ; - Présence d'espaces pastoraux disponibles ; - Présence des techniciens d'élevage au sein du GIC « Collins Muto mussombo » (Bomono ba jedu) ; Maitrise de la composition d'aliments pour porc ;						

Ressources naturelles	Localisation	Potentiel	Utilisateurs/ Utilisations	Contrôleurs	Mode de gestion (Accès)	Tendances	Problèmes /contraintes	Actions à entreprendre
Cours d'eau Kengue, Essake, Ewouko, Dipo	Bwajumba, Njobwele, Bossedi, Bwelelo	Ressources en eau	Populations riveraines et exploitants de sable, utile pour la lessive et l'Hygiène corporelle	Populations riveraines	Accès libre	Faible utilisation du potentiel	Assèchement en saison sèche	Incitation des riverains à la pratique des cultures maraîchères

Sable	Tous les villages de l'espace urbain :	Importantes réserves de sable	-Exploitation à des fins commerciales par les populations locales et voisines -Exploitation par les populations locales pour la construction de l'habitat	Commune	Accès libre	Exploitation non intense des réserves apparentes de sable	Insuffisance des initiatives visant l'exploitation à grande échelle du sable	Incitation à l'exploitation à grande échelle
Forêt secondaire	Aux abords du cours d'eau Kéngué Njobwele	04 hectares	Coupe de bois de chauffage par les populations riveraines	Propriétaires terriens	Gestion privée (accès contrôlé par les propriétaires)	Conservation pour exploitation future	Insuffisance de mise en valeur	Mise en valeur
Sols fertiles	Bwajumba (espace non bâti aux abords du cours d'eau Kéngué)	07 hectares	Agriculteurs	Propriétaires terriens	Domaine privé (accès contrôlé par les propriétaires)	Faible exploitation		

Source : Résultats du DIC, DEUC, DPNV

CARTE 10 :CARTE DES RESSOURCES NATURELLES



IV.4. SYNTHESE DES DONNEES COLLECTEES SUR LA PETITE ENFANCE

La petite enfance désigne une étape du développement humain. On parle de petite enfance pour les enfants, de leur naissance à l'âge de 6 ans. En médecine ou pour certains organismes sociaux, la petite enfance ne représente qu'une partie de ces 6 années. La petite enfance est une période qui se distingue des autres puisqu'elle influence de nombreux facteurs comme l'économie, la démographie, la médecine, la politique et dans certains pays, le facteur humanitaire.

Étymologiquement, le terme « enfant » vient des latins infans qui signifient « celui qui ne parle pas ». Chez les romains, ce terme désignait l'enfant dès sa naissance, jusqu'à l'âge de 7 ans. Cette notion a beaucoup évolué à travers les siècles et les cultures pour finalement désigner l'être humain de sa naissance jusqu'à l'âge adulte. Mais cette conception de l'enfant était large et l'âge de la majorité variait d'une culture à une autre.

La Convention Internationale relative aux Droits de l'Enfant de 1989 définit de manière plus précise le terme « enfant » : « [...] tout être humain âgé de moins de dix-huit ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable »

TRANCHE D'AGE	BESOIN	DIAGNOSTIC (ETAT DES LIEUX)				ANALYSE JUSTIFICATION	OBJECTIFS GENERAUX	PLANIFICATION RESPONSABLES /	
		POPULATION TOTALE	POPULATION COUVERTE	ÉCART	ACTEURS			Principales activités à mener	Responsables Partenaires d'exécution
0-5 ans	Vaccination	426	255	171	-Parents CSI	- Irrégularité des campagnes de vaccination - Eloignement de certains CSI - Négligence de certains parents	Assurer à la circonscription communale une meilleure couverture vaccinale et réduire la mortalité infantile	- Organisation des campagnes de vaccination de proximité - Sensibilisation des parents Négligents sur l'importance de la vaccination	- MINSANTE - UNICEF - UNESCO
0-5 ans	Vaccination	426	255	171	-CSI -Parents -Croix rouge camerounaise	-Les parents n'achèvent pas systématiquement le cycle des vaccinations	-prévenir les maladies infantiles - s'assurer de la couverture efficiente de la période	-Renforcer les campagnes de vaccination sur le plan de la logistique	-MINSANTE -Croix Rouge camerounaise -CSI -Mairie

TRANCHE D'AGE	BESOIN	DIAGNOSTIC (ETAT DES LIEUX)				ANALYSE	OBJECTIFS GENERAUX	PLANIFICATION RESPONSABLES /	
		POPULATION TOTALE	POPULATION COUVERTE	ÉCART	ACTEURS	JUSTIFICATION		<i>Principales activités à mener</i>	<i>Responsables Partenaires d'exécution</i>
						- les parents en période de récolte oublie les rendez vous	vaccinale	-Sensibiliser les parents	-Partenaires
4-5 ans	Education préscolaire	118	118	/	EM GBPS IAEB Parents	- Insuffisance des écoles maternelles - Eloignement des écoles maternelles existantes	Promouvoir l'accès a l'éducation préscolaire	-Construction et équipement d'un bloc administratif, de 3 salles de classes et de latrine pour EP à Yato.	IAEB Mairie Partenaires
6-14 ans	Education scolaire	635	584	51	-IAEB -Parents -Pouvoirs Publiques	-Frais d'APE élevés -Abandon précoce scolaire	-Assurer l'accès à l'éducation scolaire	- créer et construire davantage des Etablissements scolaires publiques -Construire et équiper de nouvelles salles de classe -Réhabiliter l'ensemble des salles de classe -Fournir l'école en tables bancs -Aménager une aire de jeu, construire des latrines et un forage	-IAEB -Mairie -Parents -APEE
6-14 ans	Actes de naissance	635	440	195	CSI Parents	- Négligence de certains parents ; - Eloignements des centres d'états civils - Faible	Etablir la citoyenneté des enfants et améliorer les conditions de leur scolarisation	Sensibilisation des parents sur la nécessité d'établir les actes de naissance aux enfants	- MINATD - Mairie - Centres d'état civil

TRANCHE D'AGE	BESOIN	DIAGNOSTIC (ETAT DES LIEUX)				ANALYSE	OBJECTIFS GENERAUX	PLANIFICATION RESPONSABLES /	
		POPULATION TOTALE	POPULATION COUVERTE	ÉCART	ACTEURS	JUSTIFICATION		<i>Principales activités à mener</i>	<i>Responsables Partenaires d'exécution</i>
						déclaration des naissances			
6-14 ans	Nutrition	635	46	589	-CSI -Parents - Les Enseignants	- Faible variation de l'alimentation des enfants - Insuffisance des moyens financiers	- Éviter la transmission de l'infection de la future mère a l'enfant - connaître le statut sérologique et éviter de soit tombé malade ou de contaminer les personnes saines. -Assurer la protection et la prise en charge des OEV	-Organiser des campagnes de sensibilisation de masse et le porte à porte, ainsi que les campagnes de dépistage volontaires et gratuits de l'infection au VIH/Sida -former les pairs Éducateurs en matière des maladies infectieuses notamment du VIH/Sida -Réhabiliter le CLS et construire un CMPJ -Encourager les personnes séropositives à s'organiser en association pour une prise en charge et une sensibilisation efficiente.	MINSANTE MINAS CAMNAFAW ACMS CSI Psychologue Partenaires
6-14 ans	Protection contre le paludisme	635	287	348	Mairie Populations	- Négligence des parents à utiliser les MILDA - Irrégularité des campagnes de	Réduire la charge palustre parmi les enfants dans la commune	- organisation des campagnes régulières de distribution des MILDA	MINSANTE MINAS CAMNAFAW ACMS CSI Psychologue

TRANCHE D'AGE	BESOIN	DIAGNOSTIC (ETAT DES LIEUX)				ANALYSE	OBJECTIFS GENERAUX	PLANIFICATION RESPONSABLES /	
		POPULATION TOTALE	POPULATION COUVERTE	ÉCART	ACTEURS	JUSTIFICATION			
						distribution des MILDA		sensibilisation des populations à l'utilisation des MILDA	Partenaires
0-14 ans	Protection contre le VIH/SIDA	1061	264	797	-Mairie -CSI -Parents	-Non retrait des actes de naissance à la mairie -Négligence des parents	Responsabiliser davantage les jeunes	Sensibiliser les parents et les jeunes sur l'importance de la procréation et le retrait des actes de naissance	Mairie
	Eau, hygiène et assainissement				- Mairie -Parents	Insuffisance ou absence des points d'eau potable -Insuffisance de latrines aménagées - latrines et caveau familiaux construits près de points d'approvisionnement en eau (puits)	Sensibiliser les populations sur les normes de construction des points d'eau potable et sur les méthodes de traitement des eaux -Créer un environnement social salubre avec des infrastructures fiables	Construire de nouveaux forages - Sensibiliser les populations sur la construction des latrines et des caveaux familiaux respectant les normes	Mairie Populations Partenaires

Source : Résultats du DIC, DEUC, DPNV

TABLEAU 6 : IDENTIFICATION DES PROBLEMES/CONTRAINTES ATOUTS/POTENTIALITES DE LA PETITE ENFANCE

N°	PROBLEMES/CONTRAINTES	ATOUTS/POTENTIALITES	OBSERVATIONS
	- Ignorance des parents sur la qualité d'alimentation des enfants de 0 à 3 ans - Inachèvement du cycle de vaccination des enfants de 0 à 5 ans - Déperdition et abandon scolaire des enfants de 6 à 14 ans - Ignorance du statut sérologique des enfants - Insuffisance des points d'eaux potables - Non retrait des actes de naissances des enfants de 0 à 14ans	- Existence d'un Hopital de District - Existence des écoles - Disponibilité du personnel sanitaire pour vaccination des enfants	

Source : CIETADEL

TABEAU7 : IDENTIFICATION DES PROBLEMES DE LA PETITE ENFANCE

PROBLEME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	SOLUTIONS ENVISAGEES		IDEES DE PROJETS (Préciser dans la formulation le site et la quantité)
			ENDOGENES		
Faible suivi et encadrement de la petite enfance	Ignorance des parents sur la qualité d'alimentation des enfants de 0 à 3 ans	Mal nutrition	Sensibilisation de la population sur l'utilisation des mets traditionnels pour la nutrition des enfants		Sensibilisation de la population sur l'utilisation des mets traditionnels pour la nutrition des enfants dans la localité
	Inachèvement du cycle de vaccination des enfants de 0 à 5 ans	Étalage aux maladies d'enfants (poliomyélite, carence en vitamine...)	promotion d'une meilleure couverture vaccinale		promotion d'une meilleure couverture vaccinale à tous les enfants de l'espace urbain
	Déperdition et abandon scolaire des enfants de 6 à 14 ans	Sous scolarisation	Assurance de l'accès à l'éducation scolaire		Assurance de l'accès à l'éducation scolaire de tous les enfants des villages et quartiers de BONALEA
	Ignorance du statut sérologique des enfants	Mort infantile	protection et prise en charge des OEV		protection et prise en charge des OEV dans toute la commune
	Insuffisance des points d'eaux potables	Recrudescence des épidémies hydriques	Création d'un environnement social salubre avec des infrastructures fiables		Création d'un environnement social salubre avec des infrastructures fiables dans la commune de BONALEA
	Non retrait des actes de naissances des enfants de 0 à 14ans	Admission difficile des enfants dans les établissements scolaires	Etablissement de la citoyenneté à tous les enfants		Etablissement de la citoyenneté à tous les enfants de l'espace urbain communal

Source : Résultats du DIC, DEUC, DPNV

IV.5. ÉCONOMIE LOCALE

TABEAU 8: SITUATION DE L'ÉCONOMIE LOCALE

Activités économiques	Secteurs	Institutions	Atouts/potentialités	Acteurs	Infrastructures existantes	Contraintes du milieu socio-économiques	Actions à entreprendre par secteur
Petites unités de transformation du manioc et d'extraction d'huile de palme	Agriculture	La délégation d'agriculture	-Modernisation de l'usine; - existence de plusieurs activités dans le domaine; - main d'œuvre disponible	-le délégué d'arrondissement -les chefs de poste - les agriculteurs	-Bâtiments de DAADER -01 école technique d'agriculture (ETA) -05 postes agricoles ACEFA -Usine de transformation (non fonctionnel)	-Vente d'huile : le prix est non homologué, c'est le client qui fixe le prix; - Utilisation du matériel rudimentaire et précaire; -problème de conditionnement; -équipement insuffisant ; - pas d'adduction d'eau; -Problème de gestion des déchets et de recasement; -mauvaise organisation des producteurs. -insuffisance de route pour acheminement des matières premières et produits; -coupure régulière d'électricité.	-organisation des ventes groupées -Appui en matériel et intrant agricole -construction des forages pour desservir la population en eau -organisation des producteurs en GIC

Activités économiques	Secteurs	Institutions	Atouts/potentialités	Acteurs	Infrastructures existantes	Contraintes du milieu socio-économiques	Actions à entreprendre par secteur
erVendeuse de macabo	Agriculture					-absence de gardien -Problème d'insécurité des biens et personnes -problème d'insalubrité (indisposition des personnes par l'abattoir)	
Mototaxi	Transport	La délégation des transports	-la solidarité entre les conducteurs des mototaxi	-le délégué des transports -les taximens Le syndicat des transporteurs par moto	- 02 Gares routières - Routes bitumés - Echangeur - 01 Gare ferroviaire Chemmin de fer	-mauvais état des routes -Indélicatesse des passagers; -Problème d'eau	-Création et construction d'unen gare routière à Bwadibo, Kende , yapaki, nkapa - Sensibilisation des chauffeurs sur l'importance d'arborer les équipements d'identification à Bwadibo
Taxi interurbain	Transport	La délégation des transports	-la solidarité entre les conducteurs des mototaxi	-le délégué des transports -les taximens Le syndicat des transporteurs par moto	- 02 Gares routières - Routes bitumés - Echangeur - 01 Gare ferroviaire Chemmin de fer	-Non-respect de la loi par les nouveaux chauffeurs; -Désordre entre les collaborateurs	Mise en place d'une association des transporteurs inter urbain
Musicien (Artisanat et culture)	Culture	Délégation de la culture	-Promotion de l'album et du maxi single ; - Appui technique et financier par la Mairie	-délégué de la culture -artistes musiciens	- Maison culturelle - Bibliothèque 01 garande salle et des salles annexes à la maison de culture	- Inexistence d'espace de dffusion culturelle - Faible collaboration concrète avec la commune - absence de matériels adéquats (places assises, sonorisations, ...)	-Organisation des espaces de difusion pour la promotion des activités culurelles
Call box Orange Money	Poste & Telecom	-bureau de poste -délégué de poste et télécommunication	-forte présence des réseaux	- Le maire -les promoteurs de call box	-Bureau de poste et télécommunication -antenne orange et MTN	-Ouverture tardive les jours de nettoyage; -absence de financement des banques	Appui financier ux opérateurs de call box
Salon de coiffure	PME		Présence d'électricité	- Le maire DDMINCOM		-absence de clients -Gestion des déchets - Existence des concurrents	Mise en place des bacs à ordures dans les salons de coiffure

Activités économiques	Secteurs	Institutions	Atouts/potentialités	Acteurs	Infrastructures existantes	Contraintes du milieu socio-économiques	Actions à entreprendre par secteur
Vente de vin de palme	commerce		Forte implication de la population	- Le maire DDMINCOM	-Présence d'un marché -Existence d'un marché périodique -Existence des ventes groupées -Existence de petits commerces -Présence d'un magasin de stockage marchand	-Difficultés d'approvisionnement en saison pluvieuse, -Conservation du vin dans des récipients usés -Malhonnêteté des clients (usurpation) -absence d'éclairage (quartier ancien poste)	-aménagement des pistes agricoles -Mise en place de l'éclairage public
Moulin à écraser	PME		Présence de l'électricité	- Le maire -les GIC -Les meuniers		-coupure intempestible d'électricité, -Absence d'un bac à ordures, -pénurie d'eau potable, forage non traité -Tracasserie des agents de la Mairie,	-mise en place des bacs à ordures -réhabilitation des forages dans la localité
Pharmacie	santé	-Délégation de la santé -hopital de district -centre de santé -pharmacie	- Régularité des campagnes de vaccination, - Présence des pros pharmacies dans les cliniques - Locaux du CSI de bomno gare bien aménagés ; - Consulation des femmes enceintes au CSI de bomono gare tous les jeudis et vaccination tous les mardis - Un district de santé - Un hôpital de district - 02 CSI non fonctionnels - 05 CSI fonctionnels - 05 centres de	-Médecins -Maire -Infirmiers Diplômés d'État -Sage-femme -Pharmaciens -Infirmiers accoucheurs -Les aides-soignants	Un district de santé -Un hôpital de district - 01 hopital privé cardiologique -02 CSI non fonctionnels -01 CSI sinistré -05 CSI fonctionnels -01 CS en construction -09 centres de santé privés -01Morgue -01Église	-Destruction par les clandestins (actes de vandalisme) -Coupure régulière d'électricité ce qui impacte la conservation des produits	-mise en place des comités de vigilance dans les villages

Activités économiques	Secteurs	Institutions	Atouts/potentialités	Acteurs	Infrastructures existantes	Contraintes du milieu socio-économiques	Actions à entreprendre par secteur
			santé				
Quincaillerie	commerce		Bonne gestion	- Le maire DDMINCOM - les quicailés		-clientèle assez rare vu les prix révisés	Accompagnement des quicailés pour la promotion des activités auprès des populations
Débit de boisson	commerce	-les sociétés de distribution des boissons	- Proximité de la route bitumée - Existence des ventes groupées - Existence d'un fichier des contribuables	- Le maire DDMINCOM -les vendeurs de débits de boissons	-Bar -snack	-Capital insuffisant, -Facture d'électricité énorme, -livraison tardive	-création d'une association des vendeurs de débits de boisson
Soya (brochettes de viande)	commerce	-les abattoirs	Forte population	- Le maire DDMINCOM -les vendeurs de soya	-Marchés	-Hausse du prix de viande -Coupure d'électricité et difficultés de conservation	Organisation des vendeurs en association pour une meilleure promotion de leurs activités

Source : Résultats du DIC, DEUC, DPNV

La commune de DIBOMBARI connaît de nombreuses activités industrielles, semi- industrielles et des activités génératrices de revenu. Seulement l'économie dans les villages reste encore faiblement développée à cause de nombreuses contraintes infrastructurelles, matériels, technique et voire financières.

TABLEAU 9:IDENTIFICATION DES PROBLEMES/CONTRAINTES ATOUTS/POTENTIALITES SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes	
- Présence des petites quicalleries à Babenga - Présence de carrières de sable à Bwadibo - Présence des menuiseries métalliques à Bwadibo - Présence des briqueteries à Bwadibo - Présence d'artisans à Biendende (panier) - Présence du secteur informel à Kende, yapaki, Nkapa, Bomno ba mbengue 2 et 1, Njouki, Bomno gare, yabéa, Bongo	- Inexistence d'activités artisanales à Bonandinde, Yandom, Yamikoki, Yamidjang, Bekoko, Mbangué 1, et 2, Yassouka, Yabwadibe, bomono ba mbengue 2 et 1, Njouki - Absence d'artisans dans le village à Bonandinde - Absence et d'appui au secteur informel de Yamikoki, Yandom, Biendende, Yamidjang, bekoko, MBANGUE 2, Bomno ba mbengue 2, Yabéa, Yangonnang, Bongo - Faible intérêt du secteur informel - Mauvais état des routes de Bwadibo - Absence d'unrépertoire de PME et d'artisans dans les villages de la commune - Difficulté pour les artisans de se procurer la matière première à Biendende - Faible formation des PME - Sous information des populations - Faible formation des artisans de Nkapa, yapaki	- Aménagement de la route qui mène vers la carrière de sable - Vulgarisation de l'importance socio-économique de l'artisanat - Appui pour l'acquisition des moteurs à pirogues - Appui financier et techniques aux artisans - Sensibilisation des populations sur la création des PME - Identification des programmes qui apportent des appuis aux PME

IV.6. SYNTHÈSE DES DONNÉES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

SECTEUR	Tendances des CC	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Niveau de risque	Solutions envisagées	Villages/zones concernés	Potentiel local pour résoudre/Capacité d'adaptation
Agriculture	- Hausse des températures - Abondance des pluies	- Perturbation du calendrier agricole - Assèchement des sols - Modification des propriétés physico-chimiques et microbiologiques des sols	- Flétrissement des semences - Baisse des récoltes et des revenus	Moyen	- Encadrement des agriculteurs pour une meilleure adaptation au calendrier agricole - Formation des paysans sur les techniques culturales et les cultures adaptées aux changements climatiques - Utilisation de motopompes pour l'irrigation	Bomono gare, Bwassalao	- Disponibilité des terres - Sols relativement fertiles - Présence de l'École Technique d'Agriculture
Élevage		- Récurrence des épizooties - Disponibilité insuffisante de la nourriture pour le bétail	Vulnérabilité des bêtes	Faible	- Renforcer les capacités des paysans pour une meilleure prise en charge de leurs élevages	Tous les villages	- Présence d'un centre zootechnique et vétérinaire
Pêche et aquaculture		- Diminution des quantités de poisson	Non diversification des sources de revenus	moyen	- Créer des étangs et des bassins piscicoles	Bwadibo, Yassem, Njouki, Yamikoki, /	
Agriculture, Forêt et faune		- Diminution des arbres dans les champs	- Diminution de la biodiversité ; - Exposition et appauvrissement des sols ; - Exposition des champs de culture aux différentes menaces climatiques - Vents violents - Dégradation des terres de culture - Ruissellement - Ravinement	Moyen	- Reboisement - Limiter les feux de brousse - Réglementation de l'exploitation forestière - Pratique de la régénération naturelle assistée (RNA) - Réalisation de pépinière et de plantation	Tous les villages	- Disponibilité main d'œuvre - Dynamisme des paysans

SECTEUR	Tendances des CC	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Niveau de risque	Solutions envisagées	Villages/zones concernés	Potentiel local pour résoudre/Capacité d'adaptation
Eau		- Baisse du débit des cours d'eau - Assèchement récurrent des puits et des châteaux d'eau	- Abaissement du niveau des cours d'eau - Assèchement des nappes phréatiques	Moyen	- Construction des forages - Reboisement des abords des cours d'eau - Mise en place d'un programme de protection des bas-fonds	Bwadibo, Yassem, Njouki, Yamikoki, Bongo	- Disponibilité d'espace de création de forages d'eau.

Source : Résultats du DIC, DEUC, DPNV

IV.7. PRINCIPAUX PROBLEMES ET BESOINS IDENTIFIES ET CONSOLIDES PAR SECTEUR :

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
1	AGRICULTURE	Difficulté d'accès à une agriculture rentable	Existence des maladies et ravageurs de plantes	- Faible productivité agricole Destruction des produits	Appui en produits phytosanitaire	- Tous les villages -Bomono ba jedu
			Non approvisionnement en semences	- Faible usages des intrants agricoles	- Appui en semences améliorées	- Yabona, Yabea, Bongo, Yangonang, Yabwadibé, Yassouka,
			Faible organisation des populations (GIC/Coopératives agricoles)	- Faible maîtrise des techniques modernes d'agriculture	- Création d'une coopérative agricole	- Njouki, Yabona, Yabea, Bongo, Yangonang,
			Absence de collaboration entre le service	- Faiblesse du secteur agricole	- Redynamisation du service agricole à travers un cadre de concertation entre le sectoriel et les agriculteurs	Tous les villages
			Faible encadrement des agriculteurs et les populations	- Dispersion des producteurs	Plaidoyer pour l'encadrement des agriculteurs	Yabwadibé, Yassouka, Njouki, Bomono Ba Mbenguè 2, Mbangue 1, yapaki
			Insuffisance de magasin de stockage	- pratique de l'agriculture de subsistance	Construction et équipement d'un magasin de stockage	Yabona, Yabéa, Njouki, Mbangue 1, yapaki -
2	ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIE ANIMALE	Difficulté d'accès à un élevage, une pêche et une industrie animale rentables	Non encadrement des pêcheurs et des éleveurs ;	- Faible production piscicole	Formation des éleveurs sur les nouvelles techniques d'élevage et de pêche (2 fois/an)	Bomono ba jedu, Yabea, Bongo, Yangonang, Yabwadibé, Yassouka, Njouki, Bomono Gare, Bomono Ba Mbenguè 1, Bomono Ba Mbenguè 2
			- Absence de structure d'encadrement des éleveurs	Baisse de la production du cheptel	Création d'un centre vétérinaire	- Bongo, Bwadibo
			Insécurité des produits de pêche et d'élevages;	- Vol de bêtes - Découragement ;	Construction des enclos pour les bêtes et Aménagement d'un étang piscicole	Bongo, Yangonang, Yassem

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
			Difficulté à commercialiser et à conserver les produits de la pêche ;	Vente anarchique des produits issus de la pêche et de l'élevage	Création d'une coopérative des éleveurs	Bongo, Yangonang, Yassem, Bwadibo
			Absence d'un marché à bestiaux	- Commercialisation difficile des produits d'élevage ;	Création et construction d'un marché à bétail	Yabona, Yabea, Bongo, Yangonang, Yabwadibé, Yassouka, Njouki, Bomono Gare, Bomono Ba Mbenguè 1, Bomono Ba Mbenguè 2, Mbangué 1, yapaki
3	SANTÉ	Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	Absence de centre de santé	- Décès ;	Construction et équipement d'un centre de santé	Yandom, Bali, Minyungu, Biendende, Babenga, Bomono ba jedu, Yapaki, Nkende, Yandougou, Mbangué I ; Mbangué II ; Yabona, yamidjang, bongo, yangonang, yabwadibé, yassouka, yassem, Bomon ba mbengué II ; Njouki, bomono ba mbengué I, Bonandinde
			Absence de pharmacie	- Difficulté à se procurer les médicaments ;	Plaidoyer auprès du sectoriel pour la création et l'équipement des pharmacies des centres de santé	Yandom, Bali, Minyungu, Biendende, Babenga, Bomono ba jedu Nkende, Yandougou, Mbangué I ; Mbangué II ; Yabona, yamidjang, bongo, yangonang, yabwadibé, yassouka, yassem; Njouki, , Bonandinde
			Eloignement des structures de santé	- Recours à la médecine traditionnelle	Création d'un centre de relai	Yandougou, Mbangué I ; Mbangué II ; Yabona, yamidjang, bongo, yangonang, yabwadibé, yassouka, yassem, Njouki, Minyungu, Biendende, Bali, Bonandinde
			Faible équipement des structures sanitaires	- Faible suivi des malades Automédication	Plaidoyer auprès du sectoriel pour l'équipement des structures sanitaires	bekoko ; Nkapa
			Insuffisance du personnel médical	- Mauvaise qualité des soins Déplacement difficile des malades vers les structures de santé compétentes	Plaidoyer auprès du sectoriel pour l'affectation du personnel au centre de santé	bekoko ; Nkapa ; yabéa, yapaki, Bwassalo, bekoko ; Nkapa, hôpital de district de Dibmbari ;
			Mauvais état des routes	- Découragement des malades ;	Reprofilage des routes sur une distance de plus de 15 km	Yandom, Bali, Minyungu, Biendende, Babenga, Bomono ba jedu, Yandougou, Mbangué I ; Mbangué II ; Yabona, yamidjang, bongo, yangonang, yabwadibé, yassouka, yassem, ; Njouki, Bonandinde

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
			Coût élevé des médicaments au centre de santé privé	- Faible possibilité de prise en charge des malades ;	Création et équipement d'une pharmacie communautaire	Bwassalo, Bomono ba jedu, Bwadiibo, Babenga
4	TRAVAUX PUBLICS	Difficulté d'accès aux infrastructures du secteur des travaux publics	Mauvais état des routes	- Cout élevé du ransport ; - Insuffisance du matériel d'entretien des routes	Gravionnages des axes routier reliant les villages bakoko aux villages pongo sur une distance de puls de 20 km	Yandom, Bali, Minyungu, Biendende, Babenga, Bomono ba jedu, Yapaki, Nkende, Yandougnou, Mbangue I ; Mbangue II ; Yabona, yamidjang, bongo, yangonang, yabwadibé, yassouka, yassem, Bomon ba mbengue II ; Njouki, bomono ba mbengue I, Bonandinde
			Absence et insuffisance des comités d'entretien des routes	- Baisse des activités économiques ;	Création d'un comité de gestion des routes	bongo, yabéa, yamikoki, bonadindé
			Non acquisition du matériel et équipements d'entretien des routes	- Perturbation du trafic routier à bekoko;	Appui en matériel d'entretien des routes	Yandom, Bali, Minyungu, Biendende, Babenga, Bomono ba jedu, Yapaki, Nkende, Yandougnou, Mbangue I ; Mbangue II ; Yabona, yamidjang, bongo, yangonang, yabwadibé, yassouka, yassem, Bomon ba mbengue II ; Njouki, bomono ba mbengue I, Bonandinde
			Mauvais état des routes	- faible capacité de déplacement	Aménagement des routes rurales sur une distance de plus de 15 km	Yandom, Bali, Minyungu, Biendende, Babenga, Bomono ba jedu, Yapaki, Nkende, Yandougnou, Mbangue I ; Mbangue II ; Yabona, yamidjang, bongo, yangonang, yabwadibé, yassouka, yassem, Bomon ba mbengue II ; Njouki, bomono ba mbengue I, Bonandinde
			faible intérêt des pouvoirs publics	- Faible développement des villages	Redynamisation des pouvoirs publics et Aménagement des ouvrages de franchissement	Yandom, Bali, Minyungu, Biendende, Babenga, Bomono ba jedu, Yapaki, Nkende, Yandougnou, Mbangue I ; Mbangue II ; Yabona, yamidjang, bongo, yangonang, yabwadibé, yassouka, yassem, Bomon ba mbengue II ; Njouki, bomono ba mbengue I, Bonandinde
			irrégularité dans les travaux d'entretien des routes	- Accidents de circulation	Entretien régulière de la route	bongo, yabéa, yamikoki, bonadindé
5	EDUCATION DE BASE	Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité	Insuffisance d'écoles primaires et maternelles	- Exode scolaire - Sous scolarisation - Mauvais confort des élèves	Construction et équipement de nouvelles écoles maternelles	Biendende, Bwassalo, biendende, Bwadiibo Yandom, Bali, Minyungu, Babenga, Bongo, Yassem; Yangonang, yabwadibe, Yassouka, Njouki, Yamidjang, Yabona, Yandoungou, Mbangue 1, Mbangue 2, Nkende, Yapaki

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
				- Faible épanouissement des élèves		
			Insuffisance du personnel enseignant de qualité	Surcharge des enseignants	Plaidoyer pour l'affectation du personnel enseignant	Yamikoki, Bomono ba jedu
			Insuffisance d'infrastructures et équipements au sein des écoles	- Jumelage des salles de classe	Construction et équipement de deux bâtiments a l'école publique	Bongo, Yassem; Yangonang, yabwadibe, Yassouka, Njouki, Yamidjang, Yabona, Yandoungou, Mbangué 1, Mbangué 2, Nkende, Yapaki
			Insuffisance des points d'eau	- Prolifération des maladies hydriques	Construction d'un point d'eau dans les écoles	Yamikoki, Yabéa;
			Dégradation des batiments	- Elèves exposés aux intemperies	Réhabilitation des bâtiments de l'école publique	Yamikoki, Bomono ba jedu
			Faible fonctionnement de l'APEE	- Faible couverture des programmes scolaires	Redynamisation de l'association des parents d'élève	de Nkapa
6	CULTURE	Difficulté à promouvoir la culture locale	Insuffisance de foyers communautaires	Perte d'identité culturelle	Construction et « quipement d'un foyer culturel	Nkapa, Yapaki, Nkende, Yandoungou, Mbangué 2, Mbangué 1, Yabona, Yamidjang, Bomono gare, Njouki, Bomono ba mbengue 2, Yassouka, Yabwadibe, bongo, Babenga, Yamikoki, Minyungu, Bali, Yandom, Bwadiibo, Biendende, Bwassalo, Bonandindé
			Non équipement des foyers communautaires	- Manque d'épanouissement de la population	Création d'une association culturelle	Bomono ba jedu, Yamikoki, yandom
			Absence de bibliothèques culturelles	- Dispersion des documents culturels	Création d'une bibliothèque culturelle	bekoko, Bomono gare, Njouki, Bomono ba Mbengue 2, Yassouka ; Yabwadibe, yangonang, Bongo, Yabéa
			Insuffisance de festivals culturels	- Ignorance des cultures locales	Organisation d'un festival culturel annuel et Mise sur pied d'un comité pour la transmission de la culture locale	yandoungou
			Vol et destruction des installations dans les foyers communautaires	Frein du développement	Appui en matériels et équipements aux associations culturelles	Bomono ba jedu, Yamikoki, yandom
7	PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	Faible promotion de la femme et de	insuffisance des actions d'appui et d'assistance	- Découragement de la femme	Organisation des causeries éducatives sur les thèmes liés aux femmes	Biendende, Bwadiibo,

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
		la famille	Insuffisance des associations des femmes	- Non imprégnation des femmes de leurs droits	Création d'une association de femme	Yamidjang, Mbangue 1 et 2, Yandoungou, Bonandinde
			Absence d'un CPF	- Faible formation de la femme	Création d'un CPF	Bongo Yangonnang, bomono gare, bomono ba mbengue 2 et 1, Njouki, Yabéa, Mbangue 1, Mbangue 2, Yandoungou, Kende, Nkapa, Bonandinde, Bwassalo, Bwadiibo, Yandom, Bali, Minyungu, Yamikoki, Babenga, Babenga
			absence de sensibilisation de la promotion de la femme et de la famille	- faible promotion de la femme	Sensibilisation de la population sur les droits des femmes	Bongo, Yabéa, Kende, yapaki, Bonandinde, Bwassalo, Bwadiibo, Biendende, Yandom, Minyungu, Babenga, Babenga
			Non-assistance aux familles vulnérables	- faible implication des familles vulnérables dans le développement	Appui et accompagnement des familles vulnérables	Bonandindé
8	AFFAIRES SOCIALES	Faible encadrement des personnes vulnérables	Inexistence des structures d'encadrement des personnes vulnérables	- Découragement des personnes vulnérables	Création d'une association des personnes vulnérables	Nkende, Yandoungou, Mbangue 2, Mbangue 1, Yabona, yamidjang, Bekoko, Babenga
			Absence de rampes d'accès dans les infrastructures sociales	- Accès difficile des handicapés aux infrastructures	Construction des rampes d'accès dans les services publics	Bomono ba jedu, Babenga, bwadiibo
			Non assistance des personnes vulnérables	- Faible regroupement des personnes vulnérables	Plaidoyer pour l'appui en matériaux et en équipements aux personnes vulnérables	Tous les villages de la commune
			Marginalisation des handicapés	- Faible prise en compte des personnes vulnérables	Etablissement d'un répertoire des personnes vulnérables	Nkende, Yabéa ;
			Sous scolarisation des orphelins	- Abandon des personnes vulnérables	Appui et accompagnement des personnes vulnérables	Bonandindé
9	EAU ET L'ENERGIE	Difficulté d'accès à une eau et une énergie de qualité	Forage non fonctionnel	- Présence des maladies hydriques	Réhabilitation des forages	Yabwadiibe, Yabéa (02), Nkapa, Bonadindé, Bwassalo (03), Bomono ba jedu (02 en pannes et 01 non livré Bonadindé, Bwadiibo, Bali, Babenga,
			Faible capacité d'approvisionnement du château par rapport à la	- Faible alimentations en eau	Réhabilitation de l'adduction d'eau	Yandom, Bali, Minyungu, Biendende, Babenga, Bomono ba jedu, Yapaki, Nkende, Yandoungou, Mbangue I ; Mbangue II ; Yabona, yamidjang, bongo, yangonang,

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
			population			yabwadibé, yassouka, yassem, Bomon ba mbengue II ; Njouki, bomono ba mbengue I, Bonandinde
			Inexistence de forages	Ralentissement des activités	Identification des sites pour la construction des forages	Yabona, Mbangue 2, Yandoungou ; Bekoko, Bendende, Yamikoki
			Inexistence d'un comité de gestion d'eau communautaire	- Mauvaise qualité de l'eau consommée	Création d'un comité de gestion de point d'eau	Bomono gare, Mbangue 1, Yandom
			Coupures intempestives	- Décomposition des aliments	Elaboration d'un plaidoyer auprès d' ENEO pour limite les délestages	Yandom, Bali, Minyungu, Biendende, Babenga, Bomono ba jedu, Yapaki, Nkende, Yandougnou, Mbangue I ; Mbangue II ; Yabona, yamidjang, bongo, yangonang, yabwadibé, yassouka, yassem, Bomon ba mbengue II ; Njouki, bomono ba mbengue I, Bonandinde
			Faible capacité du transformateur	- Faible intensité du courant	Construction d'une centrale solaire	Bomono ba jedu
			Vieillessement des installations électriques	- Mauvaise qualité du courant insécurité	Réhabilitations des infrastructures électriques	Yandom, Bali, Minyungu, Biendende, Babenga, Bomono ba jedu, Yapaki, Nkende, Yandougnou, Mbangue I ; Mbangue II ; Yabona, yamidjang, bongo, yangonang, yabwadibé, yassouka, yassem, Bomon ba mbengue II ; Njouki, bomono ba mbengue I, Bonandinde
			Faible éclairage public	- endommagement des appareils électroménagers	Installation de la ligne électrique	Kende, Békoko, Biendende, Bonadindé Njouki, Bomono ba jedu, yandom, Bali, Yandom, Bomono ba jedu
10	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	Difficulté d'accès à un enseignement secondaire de qualité	Insuffisance d'établissement d'enseignement secondaire	- Exode scolaire - Sous-scolarisation des élèves	Création, construction et équipement des établissements secondaires (CES)	Yandoungou, Mbangue 2 et 1 ; Yabona, Yamidjang, Nkapa, Yapaki, Kende, Babenga, Minyungu, Bali, yandom, Bwadiibo, Biendende, Bwassalo, Bonadindé, Yabéa, Bomono gare, Bomono ba mbengue 1 et 2, Njouki ; Yassouka, yabwadibe, Yangonnang, Bongo
			Insuffisance de personnel enseignants	- Faible suivi des élèves	Plaidoyer pour l'affectation des enseignants (et préciser le nombre et les qualifications)	Bekoko, Yamikoki

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
			Insuffisance d'équipements multimédia et équipements divers	- Non maîtrise des outils informatiques	Construction et équipement d'une salle d'informatique	Bomono ba jedu, yamikoki
			Insuffisance de bâtiments	- Jumelage des salles de classe	Plaidoyer pour l'équipement des enseignements secondaire	Bekoko, Yamikoki
			Insuffisance de tables bancs	- Mauvais confort des élèves	Appui en 500 tables à l'école publique	Bekoko
11	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	Faible possibilité d'accès à un emploi et une formation de professionnelle	Insuffisance d'opportunité d'emploi	- Oisiveté - Chômage	Création et promotion des AGR à Yangonnang, Yabéa	Yangonnang, Yabéa
			Non insertion des jeunes formés	- Délinquance - Découragement	- Mise sur pied des projets structurants d'emploi	Yandom, Bali, Biendende, Babenga, Bomono ba jedu, Yapaki, Nkende, Yandougou, Mbangue I ; Mbangue II ; Yabona, yamidjang, bongo, yangonang, yabwadibé, yassouka, yassem, Bomon ba mbengue II ; Njouki, bomono ba mbengue I, Bonandinde
			Insuffisance de centres de formation professionnelle	- Analphabétisme	- Création, construction et équipement d'une SAR/SM	Yabéa, Mbangue 1, Bali, Yandom, Minyunngu, Yamikoki, Bomono ba jedu, Biendende
			Instabilité des jeunes dans certains services	- Départ ou limogeage délinquance	- organisation de 22 séminaires annuels de formation sur les techniques de montage de projets et de recherche des financements	bomono ba mbengue I
12	TARVAIL ET LA SECURITE SOCIALE	Difficulté d'accès à un travail décent et à une sécurité sociale	Insuffisance de mutuelle de santé	- Insécurité sociale des travailleurs	création d'une mutuelle de santé	Yangonnang, Yabéa
			- Inexistence de la pension retraite	Vulnérabilité des retraités	Plaidoyer pour l'affiliation des travailleurs à la CNPS	Yandom, Bali, Biendende, Babenga, Bomono ba jedu, Yapaki, Nkende, Yandougou, Mbangue I ; Mbangue II ; Yabona, yamidjang, bongo, yangonang, yabwadibé, yassouka, yassem, Bomon ba mbengue II ; Njouki, bomono ba mbengue I, Bonandinde
			Non utilisation des EPI	- Risque d'accidents de travail	amélioration des conditions de travail des producteurs à travers la mise à disposition	Yabéa, Mbangue 1, Bali, Yandom, Minyunngu, Yamikoki, Bomono ba jedu, Biendende

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
					des EPI aux travailleurs	
			Précarité des conditions de travail	Délaissement des travailleurs à eux-mêmes	mise sur pied d'un service d'encadrement des travailleurs	bomono ba mbengue I
			Non-respect du cahier de charges par les entreprises qui exerce dans le village	faible prise en charge des travailleurs	Regroupement des travailleurs en syndicat	Tous les villages
13	TOURISME	Faible valorisation du potentiel touristique	Absence des sites touristiques	- Difficulté d'accès aux avantages liés au tourisme	Création d'un centre touristique dans le village	Yangonnang, Yabéa, Yapaki, Yabona, Mbangue 2, Yandoungou, Kende, Biendende, Yandom, Bali, Babenga, Bonadinde
			Ignorance de l'importance socio-économique du tourisme	- Faible promotion du tourisme	Sensibiliser la population sur l'importance socio-économique du tourisme	Yabwadibe, Yassouka, Bomono ba mbengue 2 et 1, Njouki ?, Bomono gare, Nkapa, Yamidjang, Biendende, Bwadibo, Yamikoki, Bonandinde
			Manque de moyens financiers	Difficulté à créer les sites touristiques	construction d'une case de passage	Yabéa, Mbangue 1, Bali, Yandom, Minyunngu, Yamikoki, Bomono ba jedu, Biendende, Yapaki
			Inexistence d'un comité de gestion du potentiel touristique à	- Faible développement des activités génératrices de revenus touristiques	Mise en place d'un comité de gestion du potentiel touristique à	Yandoungou, Bekoko
14	FORET ET FAUNE	Faible protection de la forêt et la faune	Exploitation anarchique des produits forestiers et fauniques	- Disparition des espèces forestières et fauniques -	Mise en place d'un comité de vigilance de la forêt	Bonandinde, Yamikoki, Minyungu, Bali, Yassem, Yandom, Bwadibo, Yabona, Yamidjang, yapaki, bekoko, Yandoungou, Mbangue 2 et 1, Bwassalo, bali, Bomono gare
			Feux de brousse	- Appauvrissement des sols Rareté des espèces forestières et fauniques	création d'un poste de contrôle forestier a proximité des villages	Yabona, yamidjang, Yapaki, Mbangue 2
			Inexistence des comités de vigilance des forêts	- Déforestation	Sensibilisation des populations sur la coupe abusive de bois et les feux de brousse à Babenga, Minyungu, Bali, Bwadibo, Yabona, Yamidjang, Yapaki, Bomono gare, Bomono ba mbengue 1 et 2, Njouki	Bonadinde, Bali, Yandom
			Manque	perte de la biodiversité	Création d'une forêt	Bomono ba jedu, Bali, Yabéa Yamikoki,

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
			d'encadrement du poste de contrôle forestier		communautaire à Yamikoki, Minyungu, Yapaki, Kende, Bongo, Yassouka, Yabwadibe, Yangonnang	Minyungu, Yapaki, Kende, Bongo, Yassouka, Yabwadibe, Yangonnang
15	ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	Faible initiative en matière de protection de l'environnement de la nature	Inexistence des espaces verts ;	- Pollution	Création des espaces verts	Yangonnang, Yabéa, Bongo, Mbangue 1, yandoungou, kende, Biendende, Bali, Yamikoki ; Babenga,
			Absence des services d'encadrement ;	- Défécation dans la nature	- Organisation de 9 séminaires de formation des populations sur les techniques de recyclage des déchets plastique et ménagers	Mbangue 1, Kende, Yapaki, yamidjang, biendende, Bwadibo, Bali, yamikoki, Bomono ba jedu
			Pratique des feux de brousse ;	- Infertilité des sols	- Organisation 14 des séminaires des formations des populations sur les techniques de protection de la nature	Yabéa, Mbangue 1et 2, Yandoungou, bekoko, yapaki, Yamidjang, yabona, Bwassalo, yandom, bali, Yamikoki, Bomono ba jedu, Bonandinde
			Absence de mode de gestion des déchets ;	Prolifération des déchets plastiques	- - Formation des populations sur la fabrication du compost à base des déchets ménagers	Yangonnang bekoko, yandom Kende, yapaki, Bwassalo, Bomono ba jedu, Bonandinde
			Inexistence du club des amis de la nature	- Prolifération des maladies	création d'un club des amis de la nature	Bwassalo, bwadibo, yandom, Minyungu, Yamikoki
16	DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	Faible promotion du secteur de l'habitat et l'urbanisation non maîtrisée	Inexistence d'un plan d'urbanisation	- Développement anarchique des infrastructures urbaines	Mise sur pied d'un plan d'urbanisation	Yamidajag, Yapaki, Kende, Bekoko, yandoungou, Mbangue 2 et 1 Bongo, Yabéa
			Inexistence d'un POS	- Conflits des terres	Accompagnement des populations pour la mise sur pied d'un POS	Yamidjang, yandoungou Mbangue 2 et 1, Babenga, Bwadibo
			Inexistence d'un schéma directeur d'urbanisme	- Village mal tracé	Mise sur pied d'un schéma directeur urbanisme	Yandoungou, Mbangue 2 et 1

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
17	DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	Difficulté de contrôle et de gestion des terres	Existence des conflits fonciers	- Découragement des propriétaires terriens	- Sensibilisation des populations à faire des transactions devant le notaire	Bwadibo, Bali, Yamikoki, Babenga, Bonondinde, Bongo, Yabéa, Bekoko, Bwassalo
			Inexistence d'un plan cadastral	- Faible urbanisation	- Mise sur pied d'un plan cadastral	bawadibo, Yandom, Bali, Babenga, Yamidjang, Nkapa, bekoko, Yandougou Mbangue 1
			Inexistence des cartes d'utilisation des terres	- Occupation anarchique	- Mise sur pied d'une carte d'utilisation des terres	Yamikoki, bali, bwadibo, Bonandinde, Yamidjang, Yapaki, Yaudougou, Mbangue 1
			Expropriation des terres des populations par la SOCAPALM	- Insuffisance de terres	Plaidoyer pour la rétrocession des terres par la CDC à la population	Bomono ba jedu
			Cout élevé de la procédure et la durée d'immatriculation des terres	- Faible immatriculation des terres	- Simplification de la procédure d'immatriculation	Bomono ba jedu
			Absence des titres fonciers	- Existence des litiges fonciers	- Sensibilisation des populations à l'acquisition des titres fonciers	Bongo, Yabéa
18	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	Faible développement du secteur de la recherche scientifique et technique	Inexistence des structures de recherche scientifique	- Utilisation continue des semences de faible rendement	- Organisation de 06 séminaires de formation des populations sur les techniques d'amélioration de la fertilité des sols	Yabona, Bekoko, kende, Yamidjang, Bomono ba jedu, Bali
			Faible utilisation des résultats de la recherche	- Sous-développement	- Organisation de 9 campagnes de vulgarisation des résultats de la recherche	Mbangue 1, kende, Nkapa, Yamidjang, Bonadinde, Babenga, Yamikoki, Yandom
			Inexistence d'encadrement sur les thématiques spécifiques	- Ignorance des populations sur les thématiques spécifiques	- Organisation de 7 séminaires formation des populations sur les techniques de transformation et de conservation des produits agricoles	Yandougou, Yamidjang, Bonadinde, Bali, Yandom, Bwadibo, Biendende

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
19	COMMERCE	Difficulté à commercialiser les biens et services	Dépôt des déchets près des marchés	Pollution de l'environnement, enlaidissement du marché	Sensibilisation de la population sur l'utilisation des bacs à ordures	Bwadibo, Bomono gare
			Incivisme des commerçants	Trouble de l'ordre public	Création d'associations pour les commerçants du village	Bwadibo, Bomono gare
			Absence d'un comité chargé de l'hygiène et de la salubrité du marché	Contamination des produits, odeurs nausées abondantes	Mise en place d'un comité chargé de l'hygiène et de la salubrité du marché	Tous les villages
			Absence d'un comité de surveillance de la qualité des produits vendus sur le marché	Présence des produits de contre bande sur le marché	Mise en place d'un comité de surveillance de la qualité des produits vendus sur le marché	Tous les villages
			Envahissement de la rivière par la jacinthe d'eau	Voie fluviale inaccessible	Aménagement des voies fluviales	BONGO
			Mauvais état de la route	Ecoulement difficile des produits	Aménagement des routes	Biendende, Bonandinde
			Non fonctionnalité de certains marchés	Approvisionnement difficile de la population	Prise de contact avec la MIRAP en vue de l'organisation des ventes promotionnelles des denrées alimentaires	yabéa
			Insuffisance d'infrastructures	Coût élevé des produits	Aménagement des pistes agricoles pour faciliter l'écoulement des produits agricoles	Bwadibo
20	JEUNESSE	faible développement du secteur de la jeunesse	Inexistence de centre de promotion des jeunes	- Exode rural poussé des jeunes	Création d'un centre multi fonctionnel de promotion des jeunes	Mbangue1, Bekoko, Kende, Yapaki, Yandoungou, Bonadinde, Bomono ba jedu, Yamikoki, Bali, Bwadibo, Bwassalo
			Inexistence d'un centre d'alphabétisation	Analphabétisme	Création des structures d'épanouissement/centres d'animation des jeunes	Mbangue 1, bekoko, yapaki, Yandoungou, Yamikoki, Bali, Yandom, Bwadibo
			Non encadrement des jeunes par les programmes, gouvernementaux	- Chomage des jeunes	Sensibilisation et encadrement des jeunes sur les projets et programmes gouvernementaux destinés aux jeunes	Mbangue 1, Yabwadibe, yassouka, Babenga, Bwadibo, Mbangue 1, Yandom Bwassalo, bekoko
			Inexistence d'association des	- Faible organisation des jeunes	Création des associations des jeunes	Bali, Biendende

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
			jeunes			
21	SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE	faible développement des activités sportives et physiques	Inexistence d'infrastructures sportives	- Inexistence des championnats de vacances	Aménagement des aires de jeu dans les villages	Bongo, Yangonnang, Yabéa, Mbangue 2et 1, Bekoko, Yabona, yamidjang, Nkapa, Kende, Bwassalo, Biendende, Bwadibo, Yandom, Bali, Bomono ba jedu, Bonandinde
			Inexistence d'associations sportives	- Faible épanouissement des jeunes	Création des associations sportives dans le village	Yabéa, Njouki, Mbangue 2, Bekoko, Bali Yandoungou, yamidjang, Biendende, Bwadibo, Yandom, babenga, Bonandinde
			Faible pratique des activités sportives	- Découragement des jeunes	Sponsoring des activités sportives	Bomono gare, Njouki, Bomono ba mbengue 2 et 1 et 1, Yabwdibe, Yassouka, Mbangue 2 et 1, Bekoko, Yandoungou, yamidjang Biendende, Yandom
			Inexistence de centre de formation en discipline sportives	- Potentialités sportives non valorisées	Création d'un centre de formation sportif multidisciplinaire dans l'arrondissement	Mbangue 2 et 1, Yandoungou, Nkapa, Yapaki, Kende, Bwadibo, Bali, yamikoki, babenga, Bonandinde
22	PETITES ET MOYENES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT	faible développement des petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanale	Absence de GIC et association d'artisans	- Faible essor des activités artisanales génératrices de revenus - Non organisation des artisans	Organisation des artisans en GIC, coopération	Bonandinde, Yandom, Yamikoki, Yamidjang, Bekoko, Mbangue 1, et 2, Yassouka, Yabwadibe, bomono ba mbengue 2 et 1, Njouki
			Manque d'appui aux artisans	Faible développement des activités artisanales	Appui financier et technique aux artisans	Yamikoki, Yandom, Biendende, Yamidjang, bekoko, MBANGUE 2, Bomno ba mbengue 2, Yabéa, Yangonnang, Bongo
			Non encadrement dans le secteur	- Baisse de la production artisanale - Faible valorisation de l'artisan	Mise sur pied d'une structure de crédit et d'encadrement des artisanats	Bonandinde, Yandom, Yamikoki, Yamidjang, Bekoko, Mbangue 1, et 2, Yassouka, Yabwadibe, bomono ba mbengue 2 et 1, Njouki
			Insuffisance des PME	- Faible rendement	Promotion de l'entrepreneuriat	Bonandinde, Yandom, Yamikoki, Yamidjang, Bekoko, Mbangue 1, et 2, Yassouka, Yabwadibe, bomono ba mbengue 2 et 1, Njouki
23	INDUSTRIES MINES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	faible développement du secteur de l'industrie, mine et	Non maîtrise des techniques d'exploitation	exploitation clandestine des ressources minières	Organisation d'une campagne de sensibilisation des exploitants de sable sur les lois minières et les techniques de sécurisation	Babenga, Bongo, babenga

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
	E	développement technologique			de travail	
			Absence de communication	Faible valorisation du potentiel minier	Mise en place d'une transparence entre les différents exploitants	Tous les villages
			Absence d'un agent communal chargé des mines, industries et développement technologique	Pas de suivi dans le secteur des mines	Inciter la commune à se charger des mines, industries et développement technologique de la localité	Tous les villages
			Insuffisance d'infrastructures et d'équipements	Sous-exploitation des minerais	Acquisition du matériel de travail aux exploitants (pelle, pioche, brouette)	Tous les villages
			Mauvaise qualité de l'énergie électrique	Risques d'accidents de travail	Plaidoyer auprès d'ENEO pour l'amélioration de la qualité d'énergie	Tous les villages
24	TRANSPORT	difficulté dans le déplacement des personnes et des biens	Cout élevé du transport	Faible mobilité des personnes et des biens Surcharge des véhicules de transport	Bitumage de la route Bwajumba-Bomono gare en passant par Biendende sur une distance de plus de 7 km et la route yandoungou-Bwélolo sur une distance de plus de 8 km	Bonadinde, babenga, Bwadibo, Biendende, yapaki, yandoungou, yabona, Mbangué 1
			Mauvais état de la route	Accidents	Reprofilage de la route la route Bonandinde-Bomono gare en passant sur une distance de plus de 5 km et la route Bwadibo-yapaki (4 km) et yamidjang-Mbangué 1 (9 km)	bonadinde, babenga, Bwadibo, Biendende, Kende, yapaki, Nkapa, yamidjang, yandoungou, yabona, Mbangué1
			Faible présence de moyens de transports	Longue attente pour avoir un moyen de transport	Mise sur pied d'un moyen de transport en commun	Bonadinde, babenga, Biendende
			Inexistence de syndicats de transporteurs	Faible organisation du secteur de transport	Création d'une association des transporteurs du village	yapaki, bekoko, Mbangué 1
			Absence d'équipements et infrastructures de transport	Chargement en bordure de la route Anarchie dans le secteur	Construction d'un stationnement public des moyens de transports	(gare routière, débacadère ;;) yamikoki, Nkapa, yandoungou, bekoko
25	POSTE ET TELECOMMUNIC	Difficulté d'accès aux	Forte instabilité du réseau mobile	- Communication entrecoupée	Faciliter l'accès aux services de la poste	Bwassalo, Biendende, Bwadibo, Yandom, Yamikoki, Babenga, Bonandinde,

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
	ATION	services de poste et télécommunication				Yandoungou, Mbangue 1, Yassouka, Yabwadibe, Bomono ba mbengue 1et 2, Njouki, Bomono gare, Yabéa, Yangonnang, Bongo
			Absence d'une antenne de relais	Difficulté dans la transmission des informations	Construction d'une antenne de relais à proximité en vue de l'amélioration des réseaux de téléphonie mobil	Yabona, yamidjang, Yapaki, Mbangue 2
			Inexistence d'une télé centre communautaire	- Faible Couverture duréseau	Construction d'un télé centre-communautaire	bonadinde, Mbangue 2, Kende, yapaki, nkapa, Yamidjang, Yandoungou, Bekoko, Mbangue 1
26	COMMUNICATION	Difficulté d'accéder à une communication de qualité	Absence d'une radio communautaire	Sous informations des populations	Construction d'une radio communautaire au niveau de l'arrondissement	Bwelelo
			Inexistence d'un centre multimédia	- difficulté de captage du signal audio-visuel	Construction d'un centre multimédia	Tous les villages
			Absence d'un kiosque à journaux	Faible culture de la population	Mise sur pied d'un point de vente de presse écrite	Babenga, Bwadiibo
			Faible couverture du village par les ondes radio télé	- difficulté de captage du signal audio-visuel	- Amélioration du signal audiovisuel : CRTV	Babenga, Yamikoki, Bwadiibo, Bonadinde
27	ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION, SECURITE, MAINTIEN DE L'ORDRE	Difficulté dans l'administration et le maintien de l'ordre	Insuffisance des centres spéciaux /secondaire d'état civil	- Faible possibilité d'établissement des actes	Construction d'un centre d'état civil	Bonadinde, Bwadiibo, Babenga, Mbangue 2, kende, Yapaki, yamidjang, Yandoungou, Yabona, Bomono ba mbengue 1
			Chefferies traditionnelles vacantes	- Mauvaise administration des villages - Conflits de leadership	Construction des plaques de signalisation des chefferies	Yabéa, Bongo
			Inexistence des postes de sécurité	- incivisme des populations	Mise sur pied d'un comité de vigilance du village	Biendende, Bali, Minyungu, Ymikoki, Babeng, Mbangue 1, Mbangue 2, Yapaki, Nkapa, yamidjang, Yandoungou, Bekoko
			Présence des zones à risque	- Insécurité des populations	Installation des plaques signalétiques des zones à risques	Bomono ba jedu, Bali, Yabéa
28	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	Difficulté d'accès à un enseignement	Absence d'établissement d'enseignement	- Exode des jeunes bacheliers et étudiants	Elargir le champ d'offre d'emploi pour les étudiants	Bekoko, Yandoungou, Yamidjang, Nkapa, Yapaki, Nkende, Mbangue 2, Babenga, Minyungu, Yamikoki, Bomono ba jedu, Bali,

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
		supérieur dans la commune de Dibombari	supérieur			Yandom, Bwadibo, Biendende, Bwassalo, Bonandinde
			Eloignement d'établissement d'enseignement supérieur	- Abandon des études	Mise sur pied d'un fond d'appui aux bacheliers	Bekoko, Nkapa, Yapaki, Kende, Mbangue 2, Bali, Bali, Bwassalo
			Manque d'encadrement des jeunes bacheliers et étudiants	Faible orientation des jeunes bacheliers à l'enseignement supérieur	Octroie des bourses aux bacheliers et étudiants	Bekoko, Yandoungou, Yamidjang, Nkapa, Yapaki, Nkende, Mbangue 2, Babenga, Minyungu, Yamikoki, Bomono ba jedu, Bali, Yandom, Bwadibo, Biendende, Bwassalo, Bonandinde

Source : Résultats du DIC, DEUC, DPNV

IV.8. ESQUISSE DU PLAN D'UTILISATION ET DE GESTION DES TERRES DE L'ESPACE COMMUNAL

TABEAU 10:MATRICE DES RESSOURCES NATURELLES

Ressources Naturelles	Localisation	Potentiel	Utilisateur/ Utilisations	Contrôleurs	Mode de Gestion (Accès)	Tendances	Problèmes/ Contraintes	Actions à entreprendre
Sols fertiles	Tous les villages	75% de l'espace communal soit 112.5 km2	Populations allogènes, autochtones et entreprises pour l'agriculture, l'industrie, le petit commerce et les maisons d'habitation	-Chefs traditionnels -propriétaires -familles -riverains -SOCAPALM -parfois absence de contrôleurs	-accès libre et contrôlé selon le cas	-Utilisation élevée	-techniques agricoles rudimentaires -Forte teneur du sol en eau -Déforestation - Difficulté d'accès -pratique de l'écobuage	-renforcement des capacités techniques et financières des agriculteurs - Création des GIC -aménagement des voies d'accès
Carrières de sable	Clairsemé dans tous les villages	30% du périmètre communal	Populations autochtones et riverains pour travaux des BTP	-/-	-/-	-faible exploitation	-Mauvais état des voies d'accès -Extraction artisanale	-Aménagement des voies d'accès -modernisation de l'exploitation - organisation de l'exploitation
Carrière de gravier	Yamindjang, Bali, Bongo, yamidjang, yandom	10% du périmètre communal	Populations autochtones et riverains pour travaux des BTP	-/-	-/-	-faible exploitation	-Mauvais état des voies d'accès -Extraction artisanale	-Aménagement des voies d'accès -modernisation de l'exploitation - organisation de l'exploitation
Carrière de terres rouge	Bomono ba mbengue 2	30% du périmètre communal	Populations autochtones et riverains pour travaux des BTP	-/-	-/-	-Utilisation élevée	-Mauvais état des voies d'accès	-Aménagement des voies d'accès
Carrières de latérite	YABWADIBE YANGONANG YASSEM YASSOUKA YABEA	2% du périmètre communal	Commune de Dibombari pour travaux routiers	Chef de villages	Accès contrôlé	En cours d'exploitation	-Erosion	- Création des comités de gestion -Réglementation de l'exploitation
Petrole	yandougou	2% du périmètre communal		Commune de Dibombari	Accès contrôlé	En cours d'exploitation	-Non délimitation de l'espace d'exploitation -Nom autorisation d'exploitattion	Détermination de la quantité disponible -organisation d'une étude impact en vu d'une exploitation
Forêts et faune	Toute la Commune	110 Km2, soit 73% de l'espace	-propriétaires -familles	-Chefs traditionnels	-accès libre	-Utilisation à la baisse	- Exploitation illicite et anarchique des	-opérationnalité de postes forestiers

Ressources Naturelles	Localisation	Potentiel	Utilisateur/ Utilisations	Contrôleurs	Mode de Gestion (Accès)	Tendances	Problèmes/ Contraintes	Actions à entreprendre
		communal	-riverains Pour les constructions -bois de chauffage -menuiserie			-exploitation anarchique	essences et des espèces -Déboisement ; -Disparition de la faune -Feux de brousse - Non immatriculation des forêts	-contrôle de la coupe de bois - reboisement -immatriculation des forêts
Cours d'eau (ruisseaux)	Bwassalo Yassouka	05	Riverains/ Pêche, taches domestiques	Autochtones Riverains	Non contrôlé (libre)	Grandes étendues	Insuffisance des moyens d'accès	Création des voies d'accès
Cours d'eau (petits cours d'eau permanents)	-Ewondo à Bekoko -Kengue, Essake (Njobwele) -Ewoulo à Bwelelo -Dipo et Bépélé à Bossedi et Yabéa -Nongo 1 à MBANGUE II, YABONA, YABEA -Diko à YABEA	04	Riverains/ Pêche, taches domestiques	Autochtones Riverains	Non contrôlé (libre)	Grandes étendues	-insuffisance des voies et moyens d'accès -Pêche artisanale -Diminution des espèces halieutiques - Pollution industrielle -envahissement par la jacinthe	Création des voies d'accès -acquisition des embarcations
Cours d'eau (fleuves)	YABWADIBE (ABO à Bonambongue et WOURI à Ngog) YANGONANG (ABO) YASSEM (ABO et EYANG) BONGO (Abo et Nkam) Bwadibo (Moungo)	04	Riverains Allogènes Autochtones pour Pêche, tâches domestiques	Autochtones Riverains	Non contrôlé (libre)	Grandes étendues	-Insuffisance des moyens d'accès -Pêche artisanale -Diminution des espèces halieutiques - Pollution industrielle -présence de jacinthe -Utilisation du GAMARIC	-Création des voies d'accès -Opérationnalité des moyens et techniques de pêche moderne -Réglementation de l'exploitation des fleuves
Lac	BONGO	04	Population pour pêche	/	Accès libre	A la baisse	Rétrécissement dû à la jacinthe	Draguer et entretenir le lac
Marigots	BONABWENG (05)	02 ha	Population pour cultures	Pas de contrôle	Accès libre	A la baisse	Enclavement	Aménager les marigots
Sources d'eau	BOMONO GARE	04	Populations résidentes pour consommation et	Chef des Villages concernés	-Accès libre pour la	-Débit faible en saison	- source d'eau naturelle située dans une zone à	- Réhabilitation de la station de captage

Ressources Naturelles	Localisation	Potentiel	Utilisateur/ Utilisations	Contrôleurs	Mode de Gestion (Accès)	Tendances	Problèmes/ Contraintes	Actions à entreprendre
	YABWADIBE YASSOUKA		tâches ménagères		population, - Accès contrôlé pour les étrangers	pluvieuse et forte en saison sèche -Exploité	risque (glissement de terrain) -Débit inconstant -Erosion intense	des eaux -Aménagement de la source naturelle
Marécages	YAPAKI YABWADIBE YASSEM BWANJUMBA BOMONO BA MBENGUE II	300 ha	Population résidentes pour Cultures maraichères	Chefferies	Accès libre	Mise en valeur à la hausse	Accès difficile	Aménagement des voies d'accès
Bas fonds	YANGONANG	02 ha	/	/	Accès libre	Non valorisation	/	Mise en valeur des bas fonds
Raphia	YANGONANG	10 ha	Allogènes/ Vignes	/	Accès libre	Exploitation artisanale	/	Exploitation du raphia
Mangroves	BOMONO BA MBENGUE I BABENGA, BWADIBO	280 ha	Riverains/ Bois de chauffage	Pas de contrôle	Accès libre	Stable (très faible valorisation)	Exploitation anarchique	Pratique cultures maraichères
Bambous de Chine	YABEA	10 ha	/	/	Accès libre	/	/	Exploitation pour artisanat

Source : Résultats du DIC, DEUC, DPN

CARTES 11 : REPRESENTATION DE LA CARTE DE L'UTILISATION ENVISAGEE DES TERRE

11 - Carte de l'usage des terres envisagée 2021 à 2030



IV.9. CADRES LOGIQUES PAR SECTEUR

IV.9.1. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR “AGRICULTURE”

Problème sectoriel : Difficulté d'accès à une agriculture rentable

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur	Assurer la production agricole durable en quantité et en qualité dans les filières agricoles	Part de la production agricole dans le PIB	-Enquête INS, -ECAM	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricoles
Objectif global : Améliorer l'accès à une agriculture rentable	Faciliter l'accès à une agriculture rentable dans la commune de Dibombari d'ici 2024	-Taux global de la production	-Rapport du sectoriel MINADER -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population
Objectifs spécifiques	O₁ : structurer et former les populations de Dibombari en organisations de producteurs	-5000 producteurs formés en technique de productions et de commercialisation et transformation des produits agricoles - 50 organisations de producteurs structurés en GIC, coopératives etc.....	-Rapport du sectoriel MINADER -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O₂ : améliorer 80% de la production agricole dans la commune de Dibombari d'ici 2024	-augmentation de 25% les rendements de chaque spéculation dans la commune Dibombari	-Rapport du sectoriel MINADER -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O₃ : Faciliter la commercialisation des produits agricoles de la commune de Dibombari d'ici 2024	-commercialisation de 70% des produits agricoles	-Rapport du sectoriel MINADER -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
Résultats attendus	R₁ : -5000 producteurs formés -50 organisations de producteurs structurés en GIC, coopératives etc.....	-5000 producteurs formés en technique de production et de commercialisation	-Rapport du sectoriel MINADER -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	R₂ : Production agricole de la commune de Dibombari accrue de 80% d'ici 2024	Appui aux agriculteurs : - 10t de semences améliorées - 500L et 3000Kg de produits phytosanitaires - 10 000 équipements de protection individuels - 200 brouettes - 200 portes tout - 200 perles - 200 pulvérisateurs	-Rapport du sectoriel MINADER -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes

		- 200 machines de transformation du manioc				
	R ₃ : Commercialisation des produits agricoles facilitée de 60%	-Taux de produits agricoles de la commune de Dibombari commercialisés d'ici 2024			-Rapport du sectoriel MINADER -Rapport du sectoriel MINCOM -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
ACTIVITES		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A1.1. Organisation de deux formations aux producteurs de : Bomono ba jedu, Yabea, Bongo, Yangonang, Yabwadibé, Yassouka, Njouki, Bomono Gare, Bomono Ba Mbenguè 1, Bomono Ba Mbenguè 2 sur les nouvelles techniques culturales	X	X	X	3.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A1.2. Création et construction d'un bureau de poste agricole à Bomono ba jedu	X	X	X	22.500.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.1. Appui en semences améliorées aux GIC et coopératives de la commune de Dibombari	X	X	X	12.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.2. Appui en engrais et produits phytosanitaires aux GIC et coopératives de la commune de Dibombari	X	X	X	12.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.3. Distribution des EPI et outils agricoles (brouettes, pousses, arrosoirs, pelles...) aux GIC et coopératives de la commune de Dibombari	X	X	X	15.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.4. Appui en matériel de transformation de manioc en amidon et des moulins à écraser aux producteurs de Dibombari	X	X	X	10.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A.2.5. Création des unités de production agropastorales (fruits séchés et jus de fruits, pisciculture, cultures maraîchères, etc.) dans les grands bassins de production de la commune:	X	X	X	1 200 000 000 F CFA	Fonds disponibles
	A3.1. Création de 50Km de pistes de collecte dans la commune de Dibombari	X	X	X	100.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A3.2. Construction de 12 magasins de stockage aux organisations de producteurs de la commune (Yabona, Yabea, Bongo, Yangonang, Yabwadibé, Yassouka, Njouki, Bomono Gare, Bomono Ba Mbenguè 1, Bomono Ba Mbenguè 2, Mbangué 1, yapaki)	X	X	X	20.000.000 F x 12 = 240 000 000 F CFA	Fonds disponibles
	A3.3. Ouverture de la voie fluviale Bongo - Yassem-Yangonang	X	X	X	50.000.000 F CFA	Fonds disponibles
Total				1 664 500 000 F CFA		

IV.9.2. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR “ ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIE ANIMALE”

Problème sectoriel : *Difficulté d'accès à un élevage, une pêche et une industrie animale rentables*

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur	-Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières animales et halieutiques	- Part de la production animale dans le PIB - Part de la production halieutique dans le PIB		
Objectif global : <i>Faciliter l'accès à un élevage, une pêche et une industrie animale rentables</i>	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières animales et halieutiques	-Part de la production animale dans le PIB -Part de la production halieutique dans le PIB	-Enquête INS, -ECAM	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières animales et halieutiques
	Faciliter l'accès à un élevage, pêche et industrie animale rentables dans la commune de Dibombari d'ici 2024	-Taux global de la production	-Rapport du sectoriel MINEPIA -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population
Objectifs spécifiques	O₁ : Assurer à 80% la formation et l'encadrement des éleveurs de Dibombari en 3 ans	-Taux d'éleveurs de Dibombari formés et encadrés en 3 ans	-Rapport du sectoriel MINEPIA -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O₂ : Assurer à 80% la promotion de la pisciculture dans la commune de Dibombari d'ici 2024	-Taux de la promotion de la pisciculture dans la commune de Dibombari d'ici 2024	-Rapport du sectoriel MINEPIA -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O₃ : Créer et construire un centre zootechnique et vétérinaire dans la commune de Dibombari d'ici 2024	-Nombre de centre zootechnique et vétérinaire dans la commune de Dibombari d'ici 2024	-Rapport du sectoriel MINEPIA -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O₄ : éradiquer la jacinthe d'eau dans la commune de Dibombari d'ici 2024	Augmentation de 20% de la pisciculture dans la commune	Rapport du sectoriel MINEPIA -ECAM -Rapport de la commune	Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
Résultats attendus	R₁ : Formation et encadrement des éleveurs de Dibombari assurés à 80% en 3 ans	- Taux d'éleveurs de Dibombari formés et encadrés en 3 ans	-Rapport du sectoriel MINEPIA -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	R₂ : Promotion de la pisciculture dans la commune de Dibombari assurée à 80% d'ici 2024	- Taux de la promotion de la pisciculture dans la commune de Dibombari d'ici 2024	-Rapport du sectoriel MINEPIA -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes

	R3 : Un centre zootechnique et vétérinaire crée et construit dans la commune de Dibombari d'ici 2024	- Nombre de centre zootechnique et vétérinaire dans la commune de Dibombari d'ici 2024			-Rapport du sectoriel MINEPIA -ECAM -Rapport de la commune -Photos	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	R4 : jacinthe d'eau éradiqué et augmentation du taux de pisciculture	Augmentation de 20% de la pisciculture dans la commune			-Rapport du sectoriel MINEPIA -ECAM -Rapport de la commune -Photos	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A1.1. Organisation de 2 séances de formation aux éleveurs de la commune de Dibombari sur les techniques modernes d'élevage	X	X	X	3.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A1.2. Appui en intrants d'élevage aux coopératives d'éleveurs de la commune de Dibombari	X	X	X	12.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A1.3. Appui en EPI aux coopératives d'éleveurs de la commune de Dibombari	X	X	X	12.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A1.4. Accompagnement des coopératives d'éleveurs de Dibombari dans le financement de leurs activités	X	X	X	3.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.1. Organisation de 3 séances de formation annuelle aux pêcheurs de la commune de Dibombari sur la pisciculture et les techniques modernes de pêche	X	X	X	3.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.2. Appui en EPI et intrants (filets...) aux coopératives de pêcheurs de la commune de Dibombari	X	X	X	12.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.3. Appui à l'aménagement et à la multiplication des étangs piscicoles (Bongo, Njouki, Bomono Ba Mbengué 1 et 2)	X	X	X	20.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.3. Acquisition de 8 pirogues à moteurs (7 chevaux) (2 à Bongo, 2 à Yangonang, 2 à Yabwadibe, 2 à Yassouka, 2 à Njouki)	X	X	X	2 000.000 x 8 = 16.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.4. Construction et équipement d'un magasin de stockage des produits issus de la pêche à (Yangonang, Yabwadibe, Bongo, Yassouka, Njouki)	X	X	X	1.000.000 x 5= 5.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.5. Equipement des magasins de stockage des	X	X	X	500.000 x 5= 2.500.000	Fonds disponibles

	produits de la pêche en congélateur				F CFA	
	A3.1. Création, construction et équipement centre zootechnique et vétérinaire à Dibombari	X	X	X	20.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A4.1. éradication de la jacinthe d'eau dans la commune de Dibombari	X	X	X	30.000.000 F CFA	Fonds disponibles
Total					138 0 000 FCFA	

IV.9.3. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE LA SANTE

LOGIQUE D'INTERVENTION		INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION
Objectif supérieur (DSCE)	Améliorer l'offre et garantir l'accès de la majorité aux services de santé	-Eradication des maladies épidémiques -Existence des structures sanitaires de qualité - Un personnel suffisant qualifié et bien formé	Rapport annuel MINSANTE	
Objectif Global : Faciliter l'accès aux soins de santé de qualité	Améliorer l'accès aux soins de santé de qualité	Les populations de la commune de Dibombari sont désormais couvertes par les soins de santé de qualité	-Rapport d'activité du district de santé -rapport DRMINSANTE	Ressources disponibles
Objectifs spécifiquesⁱ	1 : Augmenter 03 forages dans l'hôpital de district de DIBOMBARI	Le nombre de nouveaux centres de santé construits, équipés et mis en fonction dans les villages de la commune	- Rapport d'activité du district de santé de Dibombari - Rapport DRMINSANTE - P.V. de réception des infrastructures - Observation	Ressources disponibles
	2 : équiper les différents services de l'hôpital de district (bloc opératoire complet, radiographie, gynécologie, maternité complète, service dentiste et laboratoire	L'écart entre le niveau du nouveau et de l'ancien plateau technique et des infrastructures de l'hôpital et les centres de santé	P.V. de réception des équipements	- Implication du MINSANTE - Implication de la mairie

	3: Renforcer et payer le personnel de santé recruté par la MAIRIE pour la prise en charge des malades dans les CSI	-Nombre du personnel de santé qualifié augmenté à l'hôpital de Dibombari dans et centre de santé - Pourcentage de personnes atteintes par le PEV -50% de prise en charge des enfants malnutris - Taux de couverture vaccinale élevé (80%) Taux de fréquentation élevé (80 %) -Taux de consultations prénatales accrues	Rapport d'activité du district de santé - Rapport du PEV -Rapport d'activité du district de santé - -Registre de consultation des centres de santé	Ressources disponibles
	4 : Réduire la distance entre les centres de santé	Nombre d'infrastructures de santé accrues dans la localité	Rapport d'exécution du suivi du BIP, rapport annuel des activités	Volonté politique des acteurs, Ressources disponibles
	5 : Améliorer l'état des routes dans les villages de l'arrondissement de Dibombari	Les populations de la commune de Dibombari peuvent désormais se déplacer vers les centres hospitaliers sans difficulté	-Rapport d'activité du DRMINTP -Rapport annuel de la commune de Dibombari	-Volonté des populations, - Ressources disponibles -Implication de la mairie de Dibombari
Résultats (Axes stratégiques)²	R1.1.forage augmentés de manière suffisante	Nombre de centre de santé crée et fonctionnel	- Rapport d'activité du district de santé de Dibimbari - Rapport DRMINSANTE - P.V. de réception des infrastructures - Observation	Volonté politique des acteurs
	R.1.2.Les différents services techniques sont équipés	Le bloc opératoire, la radiographie, la gynécologie, la maternité, le service dentiste et le laboratoire sont dotés es équipements nécessaires	- PV de livraison des batimenst des centres de santé - Cérémonie solennel d'ouverture - Observation	Volonté politique des acteurs
	R.1.3.: le personnel de santé recruté par la MAIRIE pour la prise en charge des malades dans les CSI est renforcé et payé	Nombre des infrastructures réhabilités	Rapport d'activité du district de santé	Volonté politique

	R.2.1 : Les latrines sont construites	Nombre de latrines	Rapport d'activité du district de santé	Volonté politique des acteurs, Volonté du personnel sanitaire
	R.2.3 :Disponibilité des stocks dans les CS	Etat des stocks des produits pharmaceutiques	Rapport d'enquête	Volonté politique des acteurs
	R.2.4 :Baisse du prix des produits pharmaceutiques	Coût moyen des produits pharmaceutiques	Fiche du personnel du district de santé	Volonté politique des acteurs
	R.3.1 : Personnel qualifié augmenté de manière suffisante	Nombre de personnel qualifié affecté dans le centre de santé	Fiches de présence de participation aux séminaires	Volonté politique des acteurs
	R.3.2 : Personnel recyclé	Nombre de séminaire de recyclage organisé dans la commune	Rapport d'activité du district de santé	Ressources disponibles
	R.3.3 : Personnels de la santé motivés	Taux de présence en poste	Rapport d'activité du district de santé	Volonté du personnel sanitaire
	R.3.4. : Respect du calendrier de vaccination infantile	Taux de mortalité infantile	Rapport d'activité du district de santé	Volonté des populations
	R.3.5 :Participation aux consultations prénatale	Nombre de consultations prénatales	Rapport d'activité du district de santé	Volonté des populations
	R.3.6. : Accouchement à domicile réduit	Taux d'accouchement à domicile	Rapport d'exécution du suivi du BIP, rapport annuel des activités	Volonté politique des acteurs, Ressources disponibles
	R.4.1 : la distance entre les centres de santé est considérablement réduite	Nombre d'infrastructures de santé accrues dans la localité	Rapport annuel de la commune de Dibombari	-Volonté des populations, Ressources disponibles -Implication de la mairie de Dibombari

Activités :		Ressource humaine	Ressource matérielle	Ressource financière	Coûts estimatifs	Conditions préalables
A.1.1.1.	Construction et équipement des nouveaux centres de santé dans la commune de Dibombari : 05	X	X	X	375 000 000	Fonds disponibles

	équipement des différents services de l'hôpital de district : ➤ Service de radiologie - Dépannage de l'appareil de radiologie et achat du matériel de démarrage de service - Achat d'un échographe fonctionnel flambant neuf avec accessoire de démarrage ➤ Service de maternité - Achat de 03 lits d'accouchements - Achat des boîtes d'accoucherettes et curettes(02) - Stérilisateur électrique - Table radiant pour nouveau né - Aspirateur électrique pour nouveau né - Circuit oxygénique ➤ Bloc opératoire - Une table d'opération - Circuit d'oxygène - Autoclave - Boîte à pinces - Carissoles (05) - Autres accessoires de dépannage ➤ Laboratoire - Une centrifugeuse - Une spectrophotométrie - Un compteur d'hémoglobine - Un stérilisateur - Une table de prélèvement - Un frigot ➤ Service dentaire - Chaise dentaire - Pinces (5 boîtes) ➤ Tous l'hôpital - Un groupe électrogène - Electricité - Forage à motricité				5 000 000 8 000 000 1 500 000 1 500 000 2 000 000 3 000 000 1 200 000 2 500 000 4 000 000 4 500 000 8 000 000 5 000 000 1 000 000 1 000 000 250 000 4 500 000 6 000 000 2 000 000 800 000 500 000 3 000 000 1 000 000 5 000 000 2 000 000	
--	---	--	--	--	--	--

A.1.1.2	➤ pharmacie - un frigot - 10 trousse d'urgence - Fond d'indigence Plaidoyer pour la mise en fonctionnement des centres de santé : Yamikoki	X	X	X	200 000	Fonds disponibles
A.1.1.3.	Réfection et réhabilitation des Infrastructures sanitaires : Yassem	X	X	X	30 000 000	Fonds disponibles
A.1.1.4.	Création d'une boîte à pharmacie communautaire :	X	X	X	1 000 000	Fonds disponibles
	Aménagement et équipement du CSI de Nkapa	X	X	X	5 000 000	Fonds disponibles
	Sous-Total Activités 1.1.1.				411 200 000	Fonds disponibles
A.2.2.1.	Equipeement des Centres de santé de a commune de Dibombari : 03	X	X	X	45 000 000	Fonds disponibles
A.2.2.2.	Approvisionnement des CSI des villages de la commune en médicaments : 02	X	X	X	1 000 000	Fonds disponibles
A.2.2.3.	Plaidoyer pour la baisse du prix des produits pharmaceutiques dans la commune de Dibombari :	X	X	X	/	Fonds disponibles
	Sous-Total Activités 2.2.1.				46 000 000	
A.3.3.1.	Plaidoyer pour l'affectation du personnel qualifié (6 infirmiers et 5 aides soignants dans les centres de santé de la Commune :	X	X	X	100 000	Fonds disponibles
A.3.3.2.	Organisation périodique de 03 séminaires de recyclage sur les avancées de la médecine	X	X	X	3 000 000	Fonds disponibles
A.3.3.3.	Plaidoyer pour l'amélioration des conditions de vie des personnels	X	X	X	100 000	Fonds disponibles
A.3.3.4	Sensibilisation des populations sur les dangers de l'automédication	X	X	X	100 000	Fonds disponibles

A.3.3.5	Organisation d'une campagne de redistribution du MILDA à la population :	X	X	X	2 000 000	Fonds disponibles
	Sous-Total Activités 3.3.1.				5 300 000	
	Sous-Total Activités 4.4.1.				462 500 000	
A.4.4.1	Reprofilage des routes (20 km) dans les villages de l'arrondissement de Dibombari : Yandom, Bali, Minyungu, Biendende, Babenga, Bomono ba jedu, Yandougou, Mbangue I ; Mbangue II ; Yabona, yamidjang, bongo, yangonang, yabwadibé, yassouka, yassem, Njouki, Bonandinde	X	X	X		Fonds disponibles
Sous-Total Activités 5.5.1.						
	Sous-Total Activités 4.4					
TOTAL GENERAL DU SECTEUR					467 800 000 FACF	

IV.9.4. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR “DES TRAVAUX PUBLICS

Problème sectoriel : *Difficulté d'accès aux infrastructures publics de qualité*

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur(DSCE)	-Assurer la pérennité du patrimoine infrastructurel de l'Etat	-Niveau de service (indicateur composite) par type d'infrastructures incluant ouvrages et services de gestion.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	
Objectif global :	Faciliter l'accès aux infrastructures publiques de qualité	-Le nombre de routes réhabilité est accru de 50% sur 05 ans -Les infrastructures routières et publiques sont améliorées	-Rapports techniques du DP/MINTP -Comptes administratifs de la commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Les infrastructures publiques sont par l'Etat, la mairie et les partenaires au développement au développement -Les projets de réalisation des infrastructures sont inscrits dans le BIP
Objectifs spécifiques	O ₁ Améliorer le nombre de route réhabilité	-Au moins 60% des routes des routes bitumées y compris la nationale No3 sont bitumées -	-Rapports techniques du DP/MINTP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les projets de réalisation des routes sont inscrits dans le BIP Ressources disponibles
	O2 : Mettre en place et augmenter les comités d'entretien	Les comités d'entretien des routes sont créés et mis en place dans tous les villages de la commune	-Rapports techniques du DD/MINTP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD Observation	-Les projets de réalisation et d'équipement des écoles sont inscrits dans le BIP
	O3 : Acquérir le matériel et équipements d'entretien	Le nombre de matériel et équipement d'entretien accru dans les villages de la commune	PV de mise en place des comités d'entretien Rapport d'activité des comités d'entretien	Volonté politiques des acteurs en place
	R₁ : l'état des routes de la commune de Dibombari est convenablement amélioré	Le nombre d'accidents de circulation ont considérablement réduit dans la commune -les déplacements des personnes et des biens sont devenus moins pénibles -les activités économiques est grandement repris du poil de la belle -le cout du transport des personnes et des biens à légèrement diminué Les perturbations du trafic ont fortement diminués dans la commune	Bon de livraison du matériel et équipement	Volonté politiques des acteurs
Résultats attendus			Observation	Volonté politiques des

	R₂ : Les comités d'entretien des routes sont en totalité créées et mis en place dans tous les villages de la commune	-Tous les villages de la commune peuvent désormais briller par la propreté et connaissent un développement conséquent			-rapport technique du MINTP	acteurs
	R₃ : les populations des villages de la commune ont majoritairement acquis le matériel et les équipements d'entretien des routes	Le matériel et les équipements d'entretien sont disponibles dans les villages			PV de création et de mise en place des comités d'entretien	Volonté politiques des acteurs
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A1.1.installation des panneaux de signalisation sur les routes	X	X	X	120 000x 10= 2 000 000	Fonds disponibles
	A.2.1. Redynamisation du comité d'entretien de la route à Yabéa	X	X	X	100 000	Fonds disponibles
	A.1.2 .Aménagement des pistes agricoles sur 5 km	X	X	X	4 000 000 x 5= 20 000 000	Fonds disponibles
	A.1.3.Reprofilage de la route Njouki Bomono gare sur une distance de 3 km	X	X	X	1 200 000 x3= 3 600 000	
	A.1.4.Construction d'un pont en béton de 2,5 m d'hauteur reliant Njouki à Bomono ba mbengeu 1	X	X	X	50 000 000	Fonds disponibles
	A.1.5.Mis en place des ralentisseurs sur l'axe Dibombari –Bomono gare	X	X	X	450 000 x10= 4 500 000	Fonds disponibles
	A.1.6.Bitumage de la route Yabéa- Bwélélo 10 Km	X	X	X	800 000 000	Fonds disponibles
	A.2.2.Redynamisation des comités de gestion des routes ;	X	X	X	1 000 000	Fonds disponibles
	A.1.7.Création des voies d'écoulement des eaux	X	X	X	2 000 000	
	A.1.8.Construction de 10 barrières de pluie sur les voies secondaires	X	X	X	550 000x 10 = 5 500 000	Fonds disponibles
	A.3.1. Appui de 280 machettes, 145 pelles, 145 pioches, 145 brouettes, 104 râtaux ;	X	X	X	5 423 500	Fonds disponibles

	A.3.2.Mise à disposition des moyens financiers pour l'entretien des routes	X	X	X	10 000 000	Fonds disponibles
	A.3.3.Curage et création des caniveaux maçonnés de la route	X	X	X	5 000 000	Fonds disponibles
	A.3.4. Plaidoyer pour le traçage des routes secondaires	X	X	X	1 000 000	Fonds disponibles
	A.3.5. Appui en deux (02) débroussailleuses aux populations de Biendende -	X	X	X	300 000x 2 = 600 000	Fonds disponibles
	A.3.6. Construction d'un Atelier de travaux de voirie municipale, acquisition d'équipements nouveaux et remise en état d'équipements existants	x	x	x	350 000 000	Fonds disponibles
Total					1 260 723 500 FCAF	

IV.9.5. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE L'EDUCATION DE BASE

Problème sectoriel : *Accès difficile à l'éducation de base*

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (DSCE)	-Améliorer l'accès et l'équité dans l'éducation de base	-Taux d'admission (au moins 50% d'augmentation) ; -Taux Brut de scolarisation (TBS); -Indice de parité (fille /garçon) au moins 5% d'augmentation) ; -Taux de couverture.	Enquête INS (EDS, ECAM	
Objectif global : Faciliter à l'accès à l'éducation de base:	Faciliter l'accès à une l'éducation de base de qualité	-Le nombre d'enfants scolarisés est en nette et progressive augmentation -Le nombre d'enfants scolarisés de moins de 05 ans est en nette et progressive augmentation -Le taux de déperdition scolaire est en nette et progressive réduction	-Rapports techniques de l'IAEDUB -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les écoles demandées sont créées par l'Etat -Les projets de réalisation des écoles sont inscrits dans le BIP -Les enseignants affectés dans les écoles remplissent pleinement leurs tâches
Objectifs spécifiques	O₁ : Améliorer la capacité d'accueil des élèves dans la commune de Dibombari	-Le nombre d'enfants scolarisés est accru de 45 % sur 05 ans -Le nombre d'enfants scolarisés de moins de 05 ans est accru de 60% sur 05 ans -Les écoles de l'espace communal ne comptent aucune classe jumelée	-Rapports techniques de l'IAEDUB -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les écoles demandées sont créées par l'Etat -Les projets de réalisation des écoles sont inscrits dans le BIP -Les enseignants affectés dans les écoles remplissent pleinement leurs tâches
	O₂ : Améliorer la qualité de l'enseignement primaire et maternel	-Au moins 90% des postes d'enseignants sont occupés par des instituteurs professionnels -Toutes les écoles disposent chaque année de matériel didactique suffisant	-Rapports techniques de l'IAEDUB -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les écoles demandées sont créées par l'Etat -Les projets de réalisation des écoles sont inscrits dans le BIP -Les enseignants affectés dans les écoles remplissent pleinement leurs tâches
	O₃ : Redynamiser le fonctionnement de l'APEE et des conseils d'écoles	certaines APEE des écoles fonctionnent et réalise des projets dans les écoles	-Rapports techniques de l'IAEDUB -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les projets de réalisation et d'équipement des écoles sont inscrits dans le BIP
Résultats attendus	R₁ : Les parents envoient un plus grand nombre d'enfants	-18 écoles maternelles sont opérationnelles -18 écoles primaires supplémentaires sont	-Rapports techniques de l'IAEDUB -Comptes administratifs	Les parents d'élève réalisent les projets et y mette des moyens

	à l'école	opérationnelles -40 salles de classe supplémentaires sont construites et équipées -350 tables bancs supplémentaires sont installées dans les écoles			de la Commune -Rapport des réalisations des APEE	financiers
	R₂ : Exode scolaire est durablement réduite au niveau primaire et maternel	-Toutes les écoles sont dotées de latrines et de points d'eau modernes -Au moins 100 instituteurs professionnels supplémentaires font partie du personnel enseignant permanent des écoles primaires et maternelles -14 salles de classe sont dotées de toitures -Toutes les écoles disposent chaque année de matériel didactique suffisant			-Rapports techniques de l'IAEDUB -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les écoles demandées sont créées par l'Etat
	R₃ : Les conditions d'enseignement dans les écoles sont durablement améliorées					
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.Construction et équipement de 18 nouvelles écoles maternelles	X	X	X	50 000 000 F x 18 écoles = 900 000 000 F CFA	-Les écoles demandées sont créées par l'Etat
	A.2. Construction et équipement de 07nouvelles salles de classe dans 18 écoles primaires	X	X	X	100 000 000 F x 18écoles x 07 salles = 700 000 000 F CFA	-Les écoles demandées sont créées par l'Etat
	A.3. Construction et équipement de 40 nouvelles salles de classe dans certaines écoles de la commune	X	X	X	8 500 000 F x 40 salles = 400 000 000 F CFA	-Les projets d'extension sont validés par l'Etat
	A.4. Acquisition de 350 table-bancs supplémentaires dans les écoles primaires de la commune	X	X	X	350 bancs x 30 000 F CFA =10 500 000 F CFA	
	A.5. Renforcement du paquet minimum dans les écoles primaires de la commune	X	X	X	500 000 F x 5 ans = 2 500 000 F CFA	-Les projets d'équipement des écoles sont inscrits dans le BIP
	A.7. Plaidoyer pour l'affectation des enseignants dans les établissements secondaires de la commune	X	X	X	500 000 F CFA	
	A.8. Construction de 20 points d'eau dans les écoles de la commune	X	X	X	8 500 000 F x 20 points = 170 000 000 F CFA	+ le projet de construction de forages dans les écoles sont

						inscrits dans le BIP
Total					2 183 500 000 F CFA	

IV.9.6. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE

Problème sectoriel : Faible promotion de la femme et de la famille

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (DSCE)	Promouvoir l'épanouissement de la cellule familiale et la participation communautaire	- Nombre des familles ayant reçu une bonne éducation sociale. -Niveau de sensibilité genre dans l'éducation familiale	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	
Objectif global	Revigorer la promotion de la femme et de la famille	-Le nombre de femmes actives est en nette et progressive augmentation -Le nombre de familles vulnérables assistées est en nette et progressive augmentation -Le taux de marginalisation de la femme est en nette et progressive réduction	-Rapports techniques de la DAPFF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les projets d'assistance aux familles vulnérables sont inscrits dans le BIP -Les infrastructures demandées soient construites par l'état -Les formations demandées sont faites par l'Etat
Objectifs spécifiques	O₁ : augmenter les actions d'appuis et d'assistance	-Le nombre de femmes appuyées et assistées est accru de 30% sur 05 ans -Le nombre de familles vulnérables assistées est en nette et progressive augmentation de 60% sur 05 ans	-Rapports techniques de la DAPFF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les projets d'assistance aux familles vulnérables sont inscrits dans le BIP -Les infrastructures demandées soient construites par l'état -Les formations demandées sont faites par l'Etat

	O₂ : construire un CPFF	-un CPFF est construit	-Rapports techniques de la DAPFF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD		-Les projets d'assistance aux familles vulnérables sont inscrits dans le BIP -Les infrastructures demandées soient construites par l'état -Les formations demandées sont faites par l'Etat	
	O₃ : construire des centres secondaires d'état civil	-Le nombre de centres secondaires d'états civil est en nette et progressive augmentation	-Rapports techniques de la DAPFF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD		-Les projets d'assistance aux familles vulnérables sont inscrits dans le BIP -Les infrastructures demandées soient construites par l'état	
Résultats attendus	R₁ : Les actions d'appuis et d'assistance sont augmentées	-Le nombre de femmes et de familles bénéficiant des appuis et de l'assistance est en nette et progressive augmentation -Existence d'un fichier des familles vulnérables -un CPFF est opérationnel -femmes sont formées au CPFF	-Rapports techniques de la DAPFF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD		-Les projets d'assistance aux familles vulnérables sont inscrits dans le BIP -Les infrastructures demandées soient construites par l'état -Les formations demandées sont faites par l'Etat	
	R₂ : Un CPFF est construit	-11 centres secondaires d'état civil sont opérationnels	-Rapports techniques de la DAPFF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD		-Le CPFF est créé par l'Etat	
	R₃ : des centres secondaires d'état civil sont construits	-Le nombre de femmes appuyées et assistées est accru de 30% sur 05 ans -Le nombre de familles vulnérables assistées est en nette et progressive augmentation de 60% sur 05 ans	-Rapports techniques de la DAPFF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD		-Les projets d'assistance aux familles vulnérables sont inscrits dans le BIP -Les infrastructures demandées soient construites par l'état -Les formations demandées sont faites par l'Etat	
Activités		Ressources humaines	Ressources matéri	Ressources financières	Coût	Conditions préalables

			elles			
	A.1. Mise en place d'un fichier de personnes et des familles vulnérables	X	X	X	3 000 000 FCFA	
	A.2. Appui ou assistance aux familles vulnérables en denrée alimentaire	X	X	X	300 000 000 FCFA	
	A.3. Construction et équipement d'un CPFF à Bomono gare	X	X	X	35 000 000 FCFA	
	A.4. Plaidoyer pour l'affectation du personnel au CPFF DE Dibombari	X	X	X		Ressources disponibles
	A.5. Construction et équipement De 4 centres secondaires d'état civil	X	X	X	35 000 000 X 4 = 150 000 000 FCFA	
	A.6. Sensibilisation sur l'organisation des mariages collectifs dans la commune de DIBOMBARI	X	X	X	1 000 000	Ressources disponibles
Total			489 000 000 FCFA			

IV.9.7. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DES AFFAIRES SOCIALES

Problème sectoriel : *Faible encadrement des personnes vulnérables*

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur(DSCE)	-Promouvoir la solidarité nationale et résorber les décalages les plus flagrants entre les femmes et les hommes dans les groupes sociaux afin de préserver la paix sociale	-Taux d'implication et de réinsertion de chaque groupe de populations vulnérables ; -Indice de satisfaction de la réduction des discriminations envers certains groupes vulnérables,	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	
Objectif global	Faciliter l'encadrement des personnes vulnérables selon le type de vulnérabilité	-Inactivités des personnes vulnérables est durablement réduit -les taux de personnes vulnérables bénéficiant des appuis en chaises roulantes ; béquilles ; formation et encadrement est de 70 % d'ici 5 ans -les nombre de personnes vulnérables bénéficiant des bourses d'études a accru - les personnes vulnérables ont accès aux infrastructures Financer les AGR des personnes socialement vulnérables	-Rapports techniques de l'IA MINAS -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-L'école ; centres de réhabilitation et de formation des handicapés ; orphelinats ; service des affaires sociales ; demandées sont créées par l'Etat -Les projets de réalisation d'école pour déficients auditifs et visuels ; construction des centres de réhabilitation et de formation des handicapés ; construction des orphelinats ; construction du service des affaires sociales ; construction des rampes d'accès pour handicapés ; appui aux personnes vulnérables ; octroi des bourses d'études sont inscrits dans le BIP -Les personnes vulnérables sont regroupées en associations
Objectifs spécifiques	O1 : Améliorer le déplacement des personnes vulnérable	- plus de 70% de personnes vulnérables bénéficient des chaises roulantes et des béquilles - plus de 70% des personnes vulnérables bénéficient des bourses d'études chaque année -plus de 70% des infrastructures ont des rampes d'accès pour personnes vulnérable d'ici 5 ans	Rapports techniques de l'IA MINAS -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-L'école ; centres de réhabilitation et de formation des handicapés ; orphelinats ; service des affaires sociales ; demandées sont créées par l'Etat -Les projets de réalisation d'école pour déficients auditifs et visuels ; construction des centres de réhabilitation et de formation des handicapés ;

				construction des orphelinats ; construction du service des affaires sociales ; construction des rampes d'accès pour handicapés ; appui aux personnes vulnérables ; octroi des bourses d'études sont inscrits dans le BIP -Les personnes vulnérables sont regroupées en associations
	O2 : Faciliter la formation et la réinsertion des personnes vulnérables	- l'école primaire pour déficients auditif et visuel est créée et construite -un centre de réhabilitation et d'éducation des handicapés est créé et construit d'ici 5 ans - un orphelinat est créé et construit d'ici 5 ans - le service des affaires sociales est créé et construit	Rapports techniques de l'IA MINAS -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-L'école ; centres de réhabilitation et de formation des handicapés ; orphelinats ; service des affaires sociales ; demandées sont créées par l'Etat -Les projets de réalisation d'école pour déficients auditifs et visuels ; construction des centres de réhabilitation et de formation des handicapés ; construction des orphelinats ; construction du service des affaires sociales ; construction des rampes d'accès pour handicapés ; appui aux personnes vulnérables ; octroi des bourses d'études sont inscrits dans le BIP -Les personnes vulnérables sont regroupées en associations
	O3 : Faciliter l'organisation et l'accompagnement des handicapés dans l'établissement des actes de naissance	-Plus de 10 associations des personnes vulnérables sont créées et légalisées -les personnes vulnérables ont tous les actes de naissances	Rapports techniques de l'IA MINAS	
Résultats attendus	R1 : Le déplacement des personnes vulnérables est en nette amélioration	-50 chaises roulantes sont dotées aux personnes vulnérables -50 béquilles sont distribuées aux personnes vulnérables	Rapports techniques de l'IA MINAS -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-L'école ; centres de réhabilitation et de formation des handicapés ; orphelinats ; service des affaires sociales ; demandées sont créées par l'Etat -Les projets de réalisation d'école pour déficients auditifs et visuels ; construction des
	R2 : la réinsertion des personnes vulnérables est améliorée	-01 école pour déficient auditif et visuel est fonctionnel -01 centre de réhabilitation formation des handicapés sont		

		fonctionnel -01 orphelinat est fonctionnel -01 service des affaires sociales est construit et fonctionnel			centres de réhabilitation et de formation des handicapés ; construction des orphelinats ; construction du service des affaires sociales ; construction des rampes d'accès pour handicapés ; appui aux personnes vulnérables ; octroi des bourses d'études sont inscrits dans le BIP -Les personnes vulnérables sont regroupées en associations	
	R3 : l'organisation et l'accompagnement des handicapés dans l'établissement des actes de naissance est rendu facile	- Plus de 10 associations sont créées et légalisées dans la commune de DIBOMBARI		Rapports techniques de l'IA MINAS	-Les personnes vulnérables sont regroupées en associations	
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1. Appui de 50 chaises roulantes	X	X	X	300 000 F X 50 = 15 000 000F	
	A.2. Appui de 50 béquilles	X	X	X	80 000F X 50 = 4 000 000F	
	A.3. Création, Construction et équipement d'une école primaire pour déficients auditif et visuel	X	X	X	60 000 000F	l'école demandée est créée par l'état
	A.4. Aménagement du centre de formation multi discipline existant dans la commune	X	X	X	20 000 000F X 2 = 40 000 000F	les centres demandés sont créés par l'état
	A.5. Construction et équipement D'un orphelinat dans la commune	X	X	X	20 000 000F X 4 = 80 000 000F	+ les orphelinats demandés sont créés par l'état
	A.6. Création et construction d'Un service des affaires sociales dans la commune	X	X	X	12 000 000F	
	A.7. Octroi des bourses d'étude aux personnes vulnérables	X	X	X	500 000 X 5 ANS = 2 500 000F	
	A.8. Encadrement des personnes vulnérables sur l'établissement des actes de naissances	X	X	X	500 000 F	
Total					214 000 000	

					FCFA	
--	--	--	--	--	------	--

IV.9.8. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR EAU ET ASSAINISSEMENT

Problème sectoriel : Difficulté d'accès à une eau de qualité

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur(DSCE)	Assurer le ravitaillement et l'accès à l'eau potable à tous les ménages	- % des ménages ayant accès à l'eau potable		
Objectif global	faciliter l'accès a une eau de qualite dans la commune de dibombari	Le nombre d'infrastructures hydrauliques construites et réhabilitées est en nette augmentation	-Rapports techniques du DP/MINEE, -Comptes administratifs de la commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Les infrastructures hydroliques sont réalisées par l'Etat, la mairie et les partenaires au développement au développement -Les projets de réalisation des infrastructures hydroliques sont inscrits dans le BIP
Objectifs spécifiques	O₁ : construire et réhabiliter les forages dans le village	-Le nombre de d'ouvrages construits et réhabilités est accru de 80% sur 05 ans	-Rapports techniques du DP/MINEE -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les projets de réalisation des routes sont inscrits dans le BIP Ressources disponibles
	O₂ : Améliorer la capacité d'approvisionnement du château d'eau	- le château d'eau a désormais une grande capacité d'approvisionnement d'eau en plus -	-Rapports techniques du DD/MINEE -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD Observation	-Les projets de réalisation et d'équipement des écoles sont inscrits dans le BIP
	O₃ : Créer les comités de gestionde	Les comités de gestion d'eau sont créés et mis	PV de mise en place	Volonté politiques des

	l'eau dans les villages	en place dans tous les villages de la commune			des comités de gestion Rapport d'activité des comités de gestion	acteurs en place
Résultats attendus	R ₁ : Les forages sont construits et réhabilités dans les villages	Plusieurs forages sont construits et réhabilités dans les villages de Dibombari			Observation -rapport technique du MINTP -PV de réception des forages	Volonté politiques des acteurs
	R ₂ :La capacité d'approvisionnement du château d'eau d'eau est améliorée	La capacité d'approvisionnement du château d'eau est améliorée à 80 %			Observation	
	R ₃ : Les comités de gestion d'eau sont en totalité créés et mis en place dans tous les villages de la commune	-Les comités de gestion d'eau sont créés et installés dans tous les villages de l'arrondissement de Dibombari			PV de création et de mise en place des comités de gestion	Volonté politiques des acteurs
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1Construction de 25 forages équipés de PMH à Bongo, Bona mbongue (Yabwadibe), Yanloute (Yassouka), Bomono ba mbengue 2, Njouki, Bomono ba mbengue 1 (02), Bomono gare (02), Yabéa, Nkende (02), Yapaki, Nkapa, Yabona chefferie, Bekoko, Bonadindé, Bwadibo(03), Yandom (03), Bali, Babenga (3) (25 forages)	X	X	X	212 500 000	Fonds disponibles
	A.5.1. Réhabilitation du transformateur de pompage d'eau de Yandom	X	X	X	10 000 000	Fonds disponibles
	A.1.2. Réhabilitation de 14 forageset borne fontaines à motricité humaine de Yabwadibe, Yaloka (Yassouka) , Yabéa (02), Mbangue 1 et 2, Yandoungou,Bonadindé, Bwassalo (03), Bali, Minyungu, Bomono ba jedu (14 forages)	X	X	X	28 000 000	Fonds disponibles
	A.1.3. Formation de 04 habitants sur la maintenance et la gestion des forages ;	X	X	X	200 000	Fonds disponibles

	A.1.4. Elaboration d'un calendrier d'utilisation et d'entretien de forage existant à kende	X	X	X	/	Fonds disponibles
	A.1.5. Sensibilisation des populations de yapaki, Mbangue 2, Bekoko sur les techniques de potabilisation	X	X	X	100 000	Fonds disponibles
	A.1.6. Réhabilitation du forage de l'EP de Nkapa	X	X	X	500 000	Fonds disponibles
	A.2.1. Racordement des villages Bomono ba mbengue 2 et 1, Yapaki au réseau CAMWATER ;	X	X	X	10 000 000	Fonds disponibles
	A.2.2. Construction d'un château d'eau à Njouki , Bwadibo, Babenga, Bomono ba jedu	X	X	X	30 000 000	Fonds disponibles
	A.2.3. Entretien de la SCANWATER	X	X	X	1 500 000	Fonds disponibles
	A.2.4. Augmentation de la capacité de production d'eau de la SCANWATER	X	X	X	2.500 000	Fonds disponibles
	A.2.5. Construction de bornes fontaines à Bwadibo (03), Yamikoki (03) ; Babenga (06)	X	X	X	12 000 000	Fonds disponibles
	A.2. 6. Distribution d'eau potable selon les normes de l'OMS dans tous les villages de la commune de Dibombari	X	X	X	250 000 000	Fonds disponibles
	A.3.1 Création d'un comité de gestion des forages à Yassouka, Njouki, Yamidjang, Mbangue 1, Yandoungou, Yandom	X	X	X	100 000	Fonds disponibles
	A.3.2. Sensibilisation des populations sur la nécessité d'avoir des latrines modernes ;	X	X	X	100 000	Fonds disponibles
	A.3.3. Aménagement du marigot et des sources d'eau de Bwassalo, Minyungu (02)	X	X	X	200 000	Fonds disponibles
	A.3.4.. Construction de deux puits d'eau à Minyungu	X	X	X	3 000 000	Fonds disponibles
Total					962 100 000	

IV.9.9. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE L'ENERGIE

Problème sectoriel : *Difficulté d'accès à une énergie de qualité*

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur(DSCE)	Assurer le ravitaillement et l'accès de l'énergie à tous les ménages	-% des ménages ayant accès à l'eau potable		
Objectif global	faciliter l'accès a une energie de qualite dans la commune de dibombari	-Le développement des infrastructures électriques est en progression -Le taux de réduction des agressions, des poteaux et des incendies dues à l'électricité est en progression	-Rapports techniques du DP/MINEE, -Comptes administratifs de la commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Les infrastructures électriques sont réalisées par l'Etat, la mairie et les partenaires au développement -Les projets de réalisation des infrastructures électriques sont inscrits dans le BIP
	O₁ : réduire les coupures intempestives de courant	-L'énergie électrique est désormais stable dans les villages de la commune -Les activités économiques sont régulières et effectives dans les villages ; -les ménages connaissent une augmentation de leurs revenus	Rapport d'activité du DD/MINEE	Volonté politiques des acteurs
	O₂ : Améliorer la capacité des transformateurs	-on observe une amélioration de l'intensité du courant et une bonne qualité du courant -	Observation	Volonté politiques des acteurs
	O₃ : Renouveler les installations électriques	-le nombre des poteaux tombé et endommagés est réduit dans les villages -les incendies sont désormais réduits	Observation du -Rapport DD/MINEE	Volonté politiques des acteurs
	O₄ : Améliorer l'éclairage public	L'insécurité est réduite à 80 % dans les villages et l'espace urbain de Dibombari	-Rapport de commissariat de sécurité public	Volonté politiques des acteurs

					Dibombari -Observation	
	R₁ : les coupures intempestives de courants sont réduites dans les villages de Dibombari	Les coupures intempestives sont réduites à 90 % dans la commune de Dibombari			Observation	Volonté politiques des acteurs
	R₂ : la capacité des transformateurs est améliorée	90 % des transformateurs à forte capacité de la commune de Dibombari sont installés			Observation Rapport du DDMINEE Rapport d'activité d'ENEO	Volonté politiques des acteurs
	R₃ : les installations électriques sont renouvelées	80 % des installations électriques sont renouvelées dans la commune de Dibombari			Observation Rapport du DDMINEE Rapport d'activité d'ENEO	Volonté politiques des acteurs
	R₄ : L'éclairage public est amélioré	L'éclairage public est amélioré de 90 % dans la commune de Dibombari			Observation Rapport du DDMINEE Rapport d'activité d'ENEO	Volonté politiques des acteurs
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1. Raccordement des villages Bongo, Yangonnang et des quartiers de Bomono ba mbengue 2 au réseau électrique	X	X	X	15 000 000	Fonds disponibles
	A.1.2. Appui en un groupe électrogène à Yangonnang, Yassouka (350 magawatt), Bomono gare (12 KVA) ;	X	X	X	17 000 000	Fonds disponibles
	A.1.3. Plaidoyer pour le remplacement de tous les poteaux électriques en panne à Bomono ba mbengue 1, Bwassalo, Bwadibo, Bali, Bomono ba jedu	X	X	X	150 000	Fonds disponibles
	A.1.4. Recensement des ménages qui désirent s'abonner aux services d'ENEO	X	X	X	2 000 000	Fonds disponibles
	A.2.1. Entretien et suivi des équipements électriques	X	X	X	5 000 000	Fonds disponibles

	A.2.2. Mise en place d'01 comité de vigilance local du réseau électrique à Yabona	X	X	X	100 000	Fonds disponibles
	A.2.3. Installation de 30 nouveaux poteaux électriques dans le réseau de la commune	X	X	X	10 000 000	Fonds disponibles
	A.3.1. Plaidoyer auprès d'ENEO pour l'amélioration de la fourniture en énergie électrique à Yangonnang, Yabéa	X	X	X	50 000	Fonds disponibles
	A.3.2. Extension du réseau électrique dans tous les sites de Yabwadibe, les quartiers des routes secondaires de Bomono ba mbengue 1, Babenga	X	X	X	10 000 000	Fonds disponibles
	A.4.1. Installation des lampadaires à Yassouka (15), Njouki (05), Bomono gare (10), Kende, Bekoko, Bonadindé, Biendende, Yandom	X	X	X	10 000 000	Fonds disponibles
Total					69 300 000	

IV.9.10. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Probleme Central : Difficulté d'accès à un enseignement secondaire de qualité

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur(DSCE)	-Améliorer l'accès et l'équité dans l'enseignement secondaire	-Taux d'admission (au moins 50% d'augmentation ; -Taux Brut de scolarisation (TBS); -Indice de parité (fille /garçon) au moins 5% d'augmentation) ; -Taux de couverture.	Enquête INS	
Objectif global	Faciliter l'accès a un enseignement secondaire de qualité	-Plus de 20 NOUVEAUX établissements d'enseignement secondaire ont été créés et construit d'ici 5 ans -Tous les établissements de la commune de DIBOMBARI ne jumelle plus de salles de classe d'ici 5 ans - Tout les établissements d'enseignement secondaire disposent des points d'eau potable - Tous les établissements d'enseignement secondaire disposent d'un personnel enseignant qualifié d'ici 5 ans	-Rapports techniques du DD MINSEC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Les nouveaux établissements d'enseignement secondaires ; demandes sont créées par l'Etat -Les projets de construction des établissements d'enseignement ; des forages ; des blocs administratifs ; octroi des table bancs ; de latrines ; de clôtures ; d'extension de salles de classe sont inscrits dans le BIP -Les enseignants affectes remplissent pleinement leurs devoirs d'enseignants
Objectifs spécifiques	O1 : Faciliter la création et la construction de nouveaux établissements d'enseignement secondaire	-Création et construction de 02 lycées techniques -Création et construction de 16 lycées d'enseignement secondaire général - Création et construction de 04 CETIC	-Rapports techniques du DD MINSEC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Les nouveaux établissements d'enseignement secondaires ; demandes sont créées par l'Etat -Les projets de construction des établissements d'enseignement ; des forages ; des blocs administratif ; octroi des table bancs ; de latrines ; de clôtures ; d'extension de salles de classe sont inscrits dans le BIP
	O2 : Faciliter le développement infrastructurel scolaire d'enseignement secondaire	-Construction de 36 nouvelles salles de classes dans la commune de DIBOMBARI - Dotation de 500 tables bancs dans les établissements de la commune - Construction d'un bloc administratif -constructions d'une clôture -Construction d'un bloc de latrine -Construction de 02 forages	-Rapports techniques du DD MINSEC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Les nouveaux établissements d'enseignement secondaires ; demandes sont créées par l'Etat -Les projets de construction des établissements d'enseignement ; des forages ; des blocs administratif ; octroi des table bancs ; de latrines ; de clôtures ; d'extension de salles de classe sont inscrits dans le BIP
	O3 : Faciliter l'affectation du	-Affectation du personnel enseignant dans	Rapports techniques du	-Les enseignants affectes

	personnel qualifié dans les établissements d'enseignement secondaire	les établissements d'enseignement secondaire			DD MINSEC	remplissent pleinement leurs devoirs d'enseignants
Résultats attendus	R1 : les établissements d'enseignements sont durablement créés et construits	- 36 nouvelles salles de classes sont opérationnelles - 500 tables bancs sont dotées dans les établissements - un bloc administratif est construit - une clôture est opérationnelle - un bloc de latrine est opérationnel - 02 forages sont opérationnels - 02 lycées techniques sont opérationnels - 16 lycées d'enseignement secondaire général sont créés - 04 CETIC sont opérationnels			- Rapports techniques du DD MINSEC - Comptes administratifs de la Commune - Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Les nouveaux établissements d'enseignement secondaires ; demandes sont créées par l'Etat - Les projets de construction des établissements d'enseignement ; des forages ; des blocs administratifs ; octroi des tables bancs ; de latrines ; de clôtures ; d'extension de salles de classe sont inscrits dans le BIP
	R2 : Le développement infrastructurel est en nette amélioration					
	R3 : Les enseignants affectés remplissent leurs devoirs d'enseignants	- Le personnel enseignant est affecté			Rapports techniques du DD MINSEC	- Les enseignants affectés remplissent pleinement leurs devoirs d'enseignants
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1. 1. Construction et équipement de 02 lycées techniques à Dibombari Bwadibo	X	X	X	200 000 000 FCFA	Fonds disponibles
	A.1.2. Construction et équipement de 04 CETIC dans la commune	X	X	X	91 000 000 X 4 = 364 000 000 FCFA	Fonds disponibles
	A.1..3. Construction et équipement de 36 nouvelles salles de classes certains établissements primaires de la commune	X	X	X	10 000 000 X 36 = 360 000 000 FCFA	Fonds disponibles
	A.1.4. Construction et équipement d'un bloc administratif au CES de Yamikoki	X	X	X	13 000 000 FCFA	Fonds disponibles
	A.1..5. Construction d'un bloc de latrine dans les écoles de Bekoko, Bomono ba jedu	X	X	X	500 000 FCFA	Fonds disponibles

	A.1.6. Construction de 02 forages à l'école publique de Bekoko et Bomono ba jedu	X	X	X	8 500 000 X 2 = 17 000 000 FCFA	Fonds disponibles
	A.2.1. Appui de 500 tables bancs dans les écoles de Bekoko, Bomono ba jedu	X	X	X	30 000 X 500 = 15 000 000 FCFA	Fonds disponibles
	A.2.2. Construction d'une clôture à l'école publique de Bomono gare	X	X	X	500 000 FCFA	Fonds disponibles
Total					970 000 000FCFA	

IV.9.11. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE L'EMPLOI ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Problème sectoriel : *Faible possibilité d'accès à un emploi et à une formation professionnelle*

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur(DSCE)	Promouvoir des emplois décents durables et accroître l'employabilité de la population active par une formation professionnelle adaptée	-Nombre de structures de formation professionnelle créées et fonctionnelles sur l'ensemble du territoire ; -Nombre d'emplois créés ; -Taux de chômage.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	
Objectif global	faciliter l'accès à un emploi formel et une formation professionnelle dans la commune de Dibombari	Le nombre de structures de formation professionnelle est en nette augmentation -Le nombre de jeunes employés dans les structures publiques et para publiques a considérablement évolué	-Rapports du DP/MINEFOP, -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Les infrastructures d'encadrement des structures de formation sont réalisées par l'Etat, la mairie et les partenaires au développement au développement -Les projets de réalisation des infrastructures sont inscrits dans le BIP
Objectifs spécifiques	O₁ : Faciliter une formation professionnelle qualifiante aux réalités locales (électricité, mécanique automobile et réparation des machines agricoles)	-Le nombre de jeunes formés et ayant trouvé un emploi stable est accru de 80% sur 05 ans	-Rapports techniques du DP/MINEFOP -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Volonté politique des acteurs
	O₂ : réhabiliter les centres de formation professionnelle et équiper et construire un point d'eau	- le nombre de structures de formation professionnelle de l'arrondissement de Dibombari est passé de 02 à 06 -Les infrastructures d'accueil sont construites et équipées à la hauteur du nombre important des apprenants	-Rapports techniques du DD/MINEFOP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD Observation	-Les projets de réalisation et d'équipement sont inscrits dans le BIP
	O₃ : Stabiliser les jeunes dans certains services à acquérir une formation professionnelle	Le nombre de jeunes employés dans certaines structures connaît un taux de stabilité de 85 %.	Rapport d'activité des structures concernées -Observation	Volonté politiques des acteurs en place
Résultats attendus	R₁ :L'insertion des jeunes formés est rendu possible	Le chômage est réduit 80 % dans la commune -Le phénomène de l'oisiveté connaît une diminution considérable dans la commune de Dibombari	Observation du -Rapport DD/MINEFOP	
	R₂ : Les centres de formation ont considérablement augmentés	L'arrondissement de Dibombari connaît une variété de centres de formation professionnelle -L'analphabétisme est réduit de 80 % dans la commune de Dibombari La commune de Dibombari connaît de moins en	PV de création et de	Volonté politiques des

		moins la délinquance juvénile				
	R₃ : Les jeunes sont devenus stables dans leurs services respectifs	Les limogeages ont baissé 60 % dans la commune de Dibombari -Les jeunes de la commune ne cèdent plus au découragement			mise en service des différentes structures	acteurs
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1. Plaidoyer pour le recrutement des populations dans les entreprises en services dans le village	X	X	X	50 000 x7= 3 500 000	Fonds disponibles
	A.1.2. Accompagnement des jeunes à l'insertion socio professionnelle	X	X	X	500 000	Fonds disponibles
	A.1.3. Aménagement des carrières de sable et de gravier à Biendende	X	X	X	300 000 000	Fonds disponibles
	A.2.1. Construction d'un pont de moins de 1 km reliant Bongo à Yabwadibepermettant aux apprenants de Bongo de se rendre dans les établissements d'enseignement professionnels	X	X	X	500 000 000	Fonds disponibles
	A.2.2. Création, construction et équipement d'un centre de formation Professionnelle	X	X	X	20 000 000 x3 = 60 000 000	Fonds disponibles
	A.2.3. Sensibilisation des jeunes filles de se faire inscrire à HUPJEFI	X	X	X	100 000	Fonds disponibles
	A.2.4. Sensibilisation des parents sur l'importance de la formation professionnelle	X	X	X	50 000 x 3=150 000	Fonds disponibles
	A.2.5. Renforcement des capacités des agriculteurs et des pêcheurs	X	X	X	1 000 000	Fonds disponibles
	A.3.1. Création et promotion des AGR	X	X	X	/	Fonds disponibles
	A.3.2. Accompagnement des musiciens par l'octroi de financement pour leur album	X	X	X	/	Fonds disponibles
Total					600 000 000	

IV.9.12. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DU TRAVAIL ET LA SECURITE SOCIALE

Problème sectoriel : *Difficulté d'accès à un travail décent et une sécurité sociale*

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (DSCE)	Sensibiliser les populations sur les risques sociaux et promouvoir la sécurité sociale	- Augmentation du taux de couverture en matière de sécurité sociale ; -Taux d'accroissement de 50% de la sécurité sociale		
Objectif global	améliorer l'accès à un travail décent et à une sécurité sociale dans la commune de Dibombari	Le nombre de structures d'encadrement des travailleurs a considérablement augmenté dans la commune -Le nombre de personnes assurées à la CNPS a considérablement évolué	-rapports du dp/min travail et securite sociale, -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Les structures d'encadrement des travailleurs sont réalisées par l'Etat, la mairie et les partenaires au développement -Les projets de réalisation des infrastructures sont inscrits dans le BIP
Objectifs spécifiques	O₁ : Accroître les mutuelles de santé dans la commune de Dibombari	-augmentation de 50% du tau de couverture en matière de sécurité sociale	- Rapports du DP/MIN TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE, -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Volonté politique des acteurs
	O₂ : Améliorer la couverture sociale dans la commune de Dibombari	- le nombre de pensionné dans la commune a augmenté de 50 %	- Rapports du DP/MIN TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE, -Rapport d'activité du responsable régional de la CNPS -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD Observation	Volonté politiques des acteurs en place
	O₃ : Réduire la précarité des conditions de travail dans la commune de Dibombari	Le taux d'accidents de travail dans la commune a diminué de 40 %.	Rapport d'activité des structures concernées -Observation	Volonté politiques des acteurs en place
	O₄ : Assurer le suivi du respect des cahiers de charge par les entreprises	Les populations bénéficient du matériel de travail et des équipements de protection individuelle et commune		Volonté politiques des acteurs en place
Résultats attendus	R₁ :Les mutuelles de santé accrues dans l'arrondissement de Dibombari	La sécurité sociale des travailleurs est assurée à 80 %	Observation - Rapports du DP/MIN TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE, -	Volonté politiques des acteurs en place

	R₂ : la couverture sociale améliorée dans la commune de Dibombari	Les travailleurs vivent paisiblement leur retraite et bénéficient de leur pension retraite			-Rapport de la CNPS -Les bulletins de paie	Volonté politiques des acteurs
	R₃ : la précarité des conditions des travailleurs est réduite dans la commune Dibombari	Les travailleurs bénéficient du matériel de sécurité et de protection pendant le travail			Observation	Volonté politiques des acteurs
	R₄ : le respect du cahier de charge par les entreprises assurée	Les entreprises connaissent un rendement important que par le passé			Rapport d'activité des entreprises	Volonté politiques des acteurs
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1.Création d'une mutuelle de santé	X	X	X	6 000 000	Fonds disponibles
	A.2.1. Acquisition des EPI pour les travailleurs	X	X	X	10 000 x 150= 1 500 000	Fonds disponibles
	A.2.2. Appui en matériel et 'équipement de travail pour les riverains	X	X	X	1 000 0000	Fonds disponibles
	A.3.1. Création d'une association des travailleurs	X	X	X	50 000 x 3 = 150 000	Fonds disponibles
	A.3.2. Sensibilisation des travailleurs de l'informel pour leur affiliation à l'assurance volontaire auprès de la CNPS :	X	X	X	1 000 000	Fonds disponibles
	A.4.1. Respect et application du cahier de charge par les entreprises pour le recrutement des riverains à Babenga,	X	X	X	/	Fonds disponibles
	A.4.2. Elaboration d'un cahier de charge par les entreprises et les riverains de Bwadibo	X	X	X	100 000	Fonds disponibles
	Total				9750 000	

IV.9.13. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DU TOURISME ET LOISIRS

Problème sectoriel : Faible valorisation du potentiel touristique dans la commune de Dibombari

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (DSCE)	-Développer les produits touristiques camerounais pour faire du Cameroun une destination touristique	-Nombre de touristes internationaux par an (au moins 1000 000) ; -Nombre de touristes internes ; -Nombre de sites touristiques aménagés et normalisés ; -VA touristique / VA totale ;			Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	
Objectif global	valoriser le potentiel touristique de la commune de dibombari	Le nombre de site et établissement touristique a considérablement augmenté dans la commune			-Rapports du DD/MINTOUL -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD Observation	-Les projets de réalisation des infrastructures sont inscrits dans le BIP
Objectifs spécifiques	O₁ : Créer les sites touristiques	-Le nombre de site touristique de la commune est accru de 50% sur 05 ans			- Rapports du DD/MINTOUL -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD Observation	Volonté politiques des acteurs en place
	O₂ : Accroître les sites et les établissements touristiques	- le nom de site et établissements touristique est passé de 20 % à 50 % dans la commune			Rapport d'activité des structures concernées -Observation	Volonté politiques des acteurs en place
	O₃ : Résoudre le manque de moyens financiers	Les particuliers investissent des montants importants dans le secteur touristique			Rapports du DD/MINTOUL -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD Observation	Volonté politiques des acteurs en place
Résultats attendus	R₁: les sites touristiques sont créés dans l'arrondissement de Dibombari	Le niveau d'aménagement des sites touristiques est passé à 80 %			-Observation - Rapports du DD/MINTOUL -Rapport du DD/MINCOM	Volonté politiques des acteurs
	R₂ : les sites et les établissements touristiques ont accrus dans la commune de Dibombari	-L'exode rural a diminué dans la commune -Les activités économiques connaissent un essor important dans la commune			-Observation -Rapport d'activité des établissements touristiques	Volonté politiques des acteurs
	R₃: Le manque de moyens financier est résolu dans la commune Dibombari	Les promoteurs des sites et établissements touristiques font d'énormes bénéfices au cours de leurs activités			-Observation -Rapport d'activité des établissements touristiques	Volonté politiques des acteurs
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables

A.1. 1.Création d'un site touristique à Yassouka, Bomono ba mbengue 2 et 1, Njouki, Bomono gare, Yabéa, Yapaki, Yapaki, Nkapa, Yamidjang, Yabona, Mbangue 2,	X	X	X	50 000 000 x 10= 500 000 000	Implication de la Commune MINTOUL Etudes de faisabilité concluante Respect de l'environnement
A.1. 2.Recrutement et formation de cinq guides de touristes	X	X	X	500 000	implication de la Commune MINTOUL
A.1.3. Identification & Aménagement de sites à haut potentiel de tourisme générateur de revenus	X	X	X	10 000 000	
A.2.1.Réhabilitation du vieux château abandonné à maka (Njouki)	X	X	X	50 000 000	Implication de la Commune
A.2.2. Aménagement d'un étang piscicole à Bongo	X	X	X	20 000 000	Implication de la Commune
A.2.3. Création d'un office communal de tourisme	X	X	X	100 000 x2= 200 000	Implication de la Commune et du MINTOUL
A.2.4. Sensibilisation des populations sur la vulgarisation des activités touristiques	X	X	X	100 000 x 7= 700 000	Implication de la Commune
A.2.5. Création d'01 parc de loisirs communautaire à Yamidjang (400 m2), Mbangue 2 (200 m2)	X	X	X	20 000 000 x 2= 40 000 000	Implication de la Commune MINTOUL
A.2.6. Développement des activités artisanales susceptible de favoriser la curiosité touristique à Bwadibo	X	X	X	10 000 000 x2 = 20 000 000	Implication de la Commune MINTOUL
A.2.7. Vulgarisation de la population sur l'aspect socio-économique du tourisme à Yamikoki	X	X	X	5 000 000	Implication de la Commune
A.2.8. Promotion du festival ATAN	X	X	X	1 000 000	mplication de la Commune MINTOUL
A.2.9. Construction et équipement d'un hotel communal de 2 étoiles à DIDOMBARI (centre de 30 chambres et un restaurant-bar de 100 places)	X	X	X	350 000 000	implication de la Commune MINTOUL
A.2.10. Construction d'une auberge municipale à DIBOMBARI BEACH de 15 chambres, 01 bar restaurant de 50 places	X	X	X	50 000 000	implication de la Commune MINTOUL

Total	1 047 400 000	
-------	---------------	--

IV.9.14. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE LA FORET ET LA FAUNE

Problème sectoriel : *Faible protection de la forêt et de la faune dans la commune de Dibombari*

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer une gestion durable des ressources forestières et fauniques	- Part de la production forestière dans le PIB - Proportion d'écosystèmes réhabilités - Niveau d'augmentation des surfaces reboisées	Enquête INS	
Objectif global	renforcer la protection de la forêt et de la faune dans la commune de dibombari	Les activités forestières et fauniques connaissent une réglementation et un suivi permanent dans la commune	-Rapports du DD/MINFOF -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Rapport de la mairie	- Implication du DDFOF
Objectifs spécifiques	O₁ : Réduire l'exploitation abusive des produits forestiers et fauniques	- Taux de réduction de l'exploitation abusive de la forêt et de la faune en 2020 (60%)	- Rapports du DD/ MINFOF -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Observation	Volonté politique des acteurs
	O₂ : réduire les feux de brousse	- le taux de réduction des feux est de 30 % dans la commune	- Rapports du DD/ MINFOF -Observation	Volonté politiques des acteurs en place
	O₃ : créer les comités de vigilance des forêts	Le taux de création des comités de vigilance des forêts dans la commune est de 60 %	-PV de mise en place des comités de vigilance -Observation	Volonté politiques des acteurs en place
	O₄ : Renforcer l'encadrement du poste de contrôle forestier	Le poste de contrôle forestier de la commune est renforcer des éléments de plus pour l'encadrement et la gestion des forêts et faunes	-Note d'affectation -PV de prise de service	-Implication du DDFOF
	O₅ : soumissionner aux conventions de reboisement	Augmentation de 20% du taux de reboisement dans la commune	-Rapports du DD/ MINFOF -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Observation	-Implication du DDFOF - Implication de la mairie et des populations
Résultats attendus	R₁ : l'exploitation abusive des produits forestiers et fauniques est réduite dans la commune de Dibombari	Les espèces forestières et fauniques sont sauvegardées à 80 %	-Rapports du DD/ MINFOF -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Observation	-Implication du DDFOF - Implication de la mairie et des populations

	R₂ : les feux de brousses sont réduits dans la commune de Dibombari	-Le couvert végétal dispose d'une protection grâce à un dispositif mise en place par la mairie, les populations et les autorités			-Observation - Rapports du DD/MINFOF -Rapport de la Mairie	- Implication de la mairie et des populations - Implication du DDFOF
	R₃ : les comités de vigilances des forêts sont créés dans la commune Dibombari	80 % des forêts des villages bénéficient d'une exploitation des produits réglementés			-Observation -Rapport d'activité des comités de vigilance	Volonté politiques des acteurs
	R₄ : l'encadrement du poste de contrôle forestier est renforcé dans la commune de Dibombari	Les populations bénéficient d'un encadrement suffisant du poste de contrôle et maîtrise désormais les méthodes et les normes de protection de la forêt et la faune			Observation - Rapports du DD/MINFOF -Rapport de la Mairie	Implication de la mairie et des populations - Implication du DDFOF
	R₅ : la commune est bénéficiaire d'une covention de reboisement	Augmentation de 20% du taux de reboisement dans la commune			-Rapports du DD/ MINFOF -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Observation	-Implication du DDFOF - Implication de la mairie et des populations
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1Sensibilisation des populations sur la coupe abusive de bois à Babenga, Minyungu, Bali,Bwadibo, Yabona, Yamidjang, Yapaki, Bomono gare, Bomono ba mbengue 1 et 2, Njouki	X	X	X	1000 000	Implication de la Commune
	A.1.2. Céation d'une forêt communautaire (Yamikoki, Minyungu, Yapaki, Kende, Bongo, Yassouka, Yabwadibe, Yangonnang)	X	X	X	15 000 000	Implication de la Commune
	A.2.1. Sensibilisation des populations sur l'impact des feux de brousse à Yapaki, Kende, Bekoko, Mbangue 2 et 1, Yassouka, Yabwadibe, Yangonnang	X	X	X	100 000	Implication de la Commune . MINFOF
	A.3.1. Mise en place d'un comité de vigilance de la forêt à Bomono ba jedu, Bali, Yandom, Bongo, Bomono gare, Bomono ba mbengue 1 et 2, Njouki, Yassouka, Yabwadibe	X	X	X	1 200 000	Implication de la Commune
	A.5.1. Reboisement des forêts de Bomono ba jedu, Nkapa, Yandougou	X	X	X	6 000 000	Implication de la Commune

Total					23 400 000 CFA	
-------	--	--	--	--	-------------------	--

IV.9.15. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DES DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES

Problème sectoriel : *Difficulté de contrôle et de gestion des terres*

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur(DSCE)	Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	- % de la population sensibilisée sur la sécurité foncière - Nombre total de titre fonciers délivrés - Nombre de permis de bâtir délivrés	-Enquête INS, -ECAM	Les populations respectent les directives et procédures du MINDAF
Objectif global	Faciliter le contrôle et la gestion des terres dans la commune de Dibombari d'ici 2024	-Niveau de qualité de l'habitat et de maîtrise de l'urbanisation dans la commune de Dibombari d'ici 2024	-Rapport du sectoriel MINDAF -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population
Objectifs spécifiques	O₁ : Maîtriser et sécuriser à 80% le patrimoine foncier de la commune de Dibombari d'ici 2024	-Taux de maîtrise et de sécurisation du patrimoine foncier de la commune de Dibombari d'ici 2024	-Rapport du sectoriel MINDAF -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune -Titres fonciers	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O₂ : Etablir les plans cadastraux dans les villages de la commune de Dibombari ne l'ayant pas encore d'ici 2024	-Nombre de plans cadastraux établis dans la commune Dibombari d'ici 2024	-Rapport du sectoriel MINDAF -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O₃ : Aménager des lotissements préalables avant l'occupation des espaces dans la commune de Dibombari d'ici 2024	-Nombre de lotissements préalables aménagés avant l'occupation des espaces dans la commune de Dibombari d'ici 2024	-Rapport du sectoriel MINDAF -ECAM -Rapport de la commune	
Résultats attendus	R₁ : Le patrimoine foncier de la commune de Dibombari est maîtrisé et sécurisé à 80% d'ici 2024	-Taux de maîtrise et de sécurisation du patrimoine foncier de la commune de Dibombari d'ici 2024	-Rapport du sectoriel MINDAF -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune -Titres fonciers	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	R₂ : L'accès aux matériaux et matériels de construction dans la	-Taux d'accessibilité des matériaux et matériels de construction dans la commune Dibombari d'ici 2024	-Rapport du sectoriel MINDAF -ECAM -Rapport de la commune -Photos	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des

	commune de Dibombari est facilité de 70% d'ici 2024					parties prenantes
	R₃ : Les lotissements préalables avant l'occupation des espaces sont aménagés dans la commune de Dibombari d'ici 2024	-Nombre de lotissements préalables aménagés avant l'occupation des espaces dans la commune de Dibombari d'ici 2024			-Rapport du sectoriel MINDAF -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A1.1. Organisation de 4 ateliers de sensibilisation et d'éducation des populations de la commune de Dibombari sur les procédés d'obtention des titres fonciers	X	X	X	1.000.000 x 4= 4.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.1. Etablissement d'un plan cadastral à Bali, Yamikoki, Bonandinde, Yamidjang	X	X	X	6.000.000 x 4= 24.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.2. Aménagement d'un lotissement à Yandom	X	X	X	5.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A.2.3. Constitution et valorisation des réserves foncières de la commune de Dibombari	X	X	X	200 000 000 F CFA	
Total					233 000 000 CFA	

IV.9.16. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION

Problème sectoriel : Faible développement du secteur de la recherche scientifique et technique

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
------------------------	---------------------------------------	-------------------------	------------

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur	Améliorer la recherche dans le secteur de l'industrie et des services	-Nombre d'application des résultats de a recherche -Taux d'amélioration de la productivité agropastorale			-Enquête INS, -ECAM	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la recherche
Objectif global	Promouvoir la recherche scientifique et de l'innovation dans la commune de Dibombari d'ici 2024	-Nombre de recherche scientifique et d'innovation dans la commune de Dibombari d'ici 2024			-Rapport du sectoriel MINRESI -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population
Objectifs spécifiques	O₁ : Créer et construire un centre de promotion de la recherche en plantes médicinales dans la commune de Dibombari d'ici 2024	-Nombre de centre de promotion de la recherche en plantes médicinales dans la commune de Dibombari d'ici 2024			-Rapport du sectoriel MINRESI -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune -Photos	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O₂ : Créer et construire un centre de recherche agronomique dans la commune de Dibombari d'ici 2024	-Nombre de centre de recherche agronomique dans la commune Dibombari d'ici 2024			-Rapport du sectoriel MINDAF -ECAM -Rapport de la commune -Photos	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
Résultats attendus	R₁ : 01 centre de promotion de la recherche en plantes médicinales est crée et construit dans la commune de Dibombari d'ici 2024	-Nombre de centre de promotion de la recherche en plantes médicinales dans la commune de Dibombari d'ici 2024			-Rapport du sectoriel MINRESI -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune -Photos	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	R₂ : 01 centre de recherche agronomique est crée et construit dans la commune de Dibombari d'ici 2024	-Nombre de centre de recherche agronomique dans la commune Dibombari d'ici 2024			-Rapport du sectoriel MINRESI -ECAM -Rapport de la commune -Photos	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A1.1. Création, construction	X	X	X	30.000.000 F CFA	Fonds disponibles

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
	et équipement un centre de promotion de la recherche en plantes médicinales dans la commune de Dibombari					
	A1.2. Création d'une plateforme de collaboration entre médecine traditionnelle et chercheurs	X	X	X	2.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A1.3. Promotion des activités de la pharmacopée	X	X	X	2.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.1. Création, construction et équipement d'un centre de recherche agronomique	X	X	X	30.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.2. Promotion des semences et plants améliorés	X	X	X	10.000.000 F CFA	Fonds disponibles
Total					74.000.000 F CFA	

IV.9.17. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DU COMMERCE

Problème sectoriel : difficulté de commercialiser les biens et services

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur(DSCE)	Assurer de manière compétitive la présence des produits camerounais sur les marchés	- Part des exportations dans le PIB - Déficit de la balance commerciale	Enquête INS, ECAM	
Objectif global	Faciliter la commercialisation des biens et services	-Le nombre de commerçants est en nette et progressive augmentation -Le nombre de marchés est en nette et progressive augmentation -Le taux de perte de marchandises est en nette et progressive réduction -L'écoulement des marchandises est en nette et progressive facilitation	-Rapports techniques de la DDMINCOMMERCE -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Les marchés demandés sont créés par l'Etat -Les projets de construction des marchés sont inscrits dans le BIP -Le personnel affecté dans les marchés remplis pleinement sa tâche
Objectifs spécifiques	O₁ : Ré dynamiser les marchés existants	-Le nombre de marchés fonctionnels est accru de 30% sur 05 ans	-Rapports techniques de la DDMINCOMMERCE -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Les marchés demandés sont créés par l'Etat -Les projets de construction des marchés sont inscrits dans le BIP -Le personnel affecté dans les marchés remplis pleinement sa

						tâche
	O₂ : construction des infrastructures marchandes	-le taux de perte des produits agricoles est en nette et progressive réduction			-Rapports techniques de la DDMINCOMMERCE -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Les projets de réaménagement des voies d'accès sont inscrits dans le BIP
Résultats attendus	R₁ : les marchés sont redynamisés	-02 marchés sont redynamisés et opérationnelles -02 marchés permanents sont ouverts			-Rapports techniques de la DDMINCOMMERCE -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Les marchés demandés sont créés par l'Etat
	R₂ : les infrastructures marchandes sont construites	-07 boutiques supplémentaires sont construits et opérationnelles - Ouverture des villages au marché local			-Rapports techniques de la DDMINCOMMERCE -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Les marchés demandés sont créés par l'Etat -Les projets de construction des marchés sont inscrits dans le BIP -Le personnel affecté dans les marchés remplis pleinement sa tâche
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1.Réhabilitation de 02 marchés Yabéa, Nkapa	X	X	X	50 000 000 X 2 = 100 000 000 FCFA	Les projets demandés sont créés par l'Etat
	A.1.2 Organisation de 2 campagnes de caravane itinérante de vente promotionnelle des produits de premières nécessités	X	X	X	5 000 000 FCFA	Les projets demandés sont créés par l'Etat
	A.1.3. Ouverture de 02 marchés permanents Bwadiho et Bomono gare	X	X	X	5 000 000 X 2 = 10 000 000 FCFA	Les projets demandés sont créés par l'Etat
	A.2.1Construction d'un pont sur le fleuve Yassem	X	X	X	17 000 000 000 FCFA	Les projets demandés sont créés par l'Etat
	A.2. 2.Réhabilitation des voies d'accès de la commune sur plus 30 km	X	X	X	150 000 000 FCFA	Les projets demandés sont créés par l'Etat
	A.2.2.Construction et équipement d'un Centre commercial à Bwajumba	X	X	X	200 000 000	
Total					17 465 000 000 FCFA	

IV.9.18. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE PETITES ET MOYENES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT

Problème sectoriel : *faible développement des petites et moyennes entreprises de l'économie locale et de l'artisanat dans la commune de Dibombari*

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (DSCE)	-Améliorer l'environnement des affaires et la compétitivité des entreprises locales	-Niveau de compétitivité des entreprises locales	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	
Objectif global	Développement des PME, de l'économie locale et de l'artisanat	Les activités des PME, de l'économie sociale et artisanale connaissent un développement escompté dans la commune	- Archive DDPMEESA -Rapport de la mairie	- Implication de la commune - Implication du MINPMEESA
Objectifs spécifiques	O₁ : Créer les GIC et les associations d'artisans	- Taux de création des GIC et association d'artisan a augmenté dans la commune (60%)	- Archive DDPMEESA -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Observation	-Volonté politique des acteurs - Implication de la commune - Implication du MINPMEESA
	O₂ : Résoudre le manque d'appui aux artisans	- les artisans bénéficient d'un appui important de la commune et des partenaires au développement	-Archive DDPMEESA -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Volonté politiques des acteurs en place
	O₃ : Améliorer l'encadrement dans le secteur artisanal	-Le secteur artisanal connaît une amélioration d'un encadrement de la commune, le ministère de tutelle -une délégation d'arrondissement est créée et un important personnel y est affecté	-arrêté du MINMESA -PV de prise de contact du personnel de la délégation d'arrondissement -rapport du DDMINMESA	-Volonté politiques des acteurs en place -Implication de la commune
	O₄ : Accroître les PME	Le nombre de PME dans la commune a augmenté de 60 %	rapport du DDMINMESA	-Implication du DDMINMESA - Implication de la commune
Résultats	R₁ : Les GIC et associations sont créées dans la commune de Dibombari	Les artisans sont plus organisés dans la commune	- Archive DDPMEESA -Rapport de la mairie -PV de création et de mise en place des GIC et associations	-Implication du DDMINMESA - Implication de la mairie et des PME

	R2 : Le manque d'appui aux artisans est résolu dans la commune de Dibombari	-les activités artisanales génératrices de revenus ont accru de 60 % dans la commune			- Archive DDPMEESA -Rapport de la mairie	Implication du DDMINMESA - Implication de la mairie et des PME
	R3 : Le secteur artisanal est amélioré dans la commune	Le secteur artisanal connaît une amélioration d'un encadrement de la commune, le ministère de tutelle			- Archive DDPMEESA -Rapport de la mairie -PV de création et de mise en place des GIC et associations	Implication du DDMINMESA - Implication de la mairie et des PME
	R4 : Le nombre de PME dans la commune a augmenté de 60 %	Le nombre de PME dans la commune a augmenté de 60 %			- Archive DDPMEESA -Rapport de la mairie -PV de création et de mise en place des GIC et associations	Implication du DDMINMESA - Implication de la mairie et des PME
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.3.1. Actualisation et validation du fichier artisanat à travers une campagne de sensibilisation	X	X	X	500 000	Implication de la Commune MINPMEESA
	A.3.2. Vulgarisation de l'importance socio-économique de l'artisanat	X	X	X	1 500 000	Implication de la Commune MINPMEESA
	A.3. 3Création d'un centre de formation au métier d'artisanat	X	X	X	15 000 000	Implication de la Commune MINPMEESA
	A.3.4.Appui financier et techniques des PME locales	X	X	X	1 000 000x 12= 12 000 000	Implication de la Commune MINPMEESA
	A.3.5.Former les artisans aux activités de transformation des produits locaux	X	X	X	50 000 x 2= 100 000	
	A.4.1.Sensibilisation des populations sur la création des PME à yamidjang, Mbangue 2 ; Bomno ba mbengue 2 et 1, Njouki, Bomono gare, Yangonnang				100 000 x 6= 600 000	Implication de la Commune
	A.4.2.Identification des programmes qui apportent des appuis aux PME				1 500 000	Implication de la Commune MINPMEESA
Total					30 802 000 Fcfa	

IV.9.19. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE L'INDUSTRIE MINES ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Problème sectoriel : Faible développement du secteur de l'Industrie, Mine et Développement Technologique

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur(DSCE) :	-Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations	-Part du secteur dans le PIB	-Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	
Objectif global	Promouvoir de 60% le développement du secteur de l'Industrie, Mine et Développement Technologique	-Le nombre d'industries est en nette et progressive augmentation -Le nombre d'exploitations minières est en nette et progressive augmentation -le développement du secteur technologique est en nette et progressive amélioration Accroître les recettes minières de la commune de 10%	-Rapports techniques de la DDMINMIDT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Les projets demandés sont créés par l'Etat -Les projets sont inscrits dans le BIP -Le personnel affecté dans les postes de responsabilité rempli pleinement sa tâche
Objectifs spécifiques	O₁ : améliorer l'exploitation minière	-Le nombre de carrières est accru de 30% sur 05 ans -Le nombre d'associations d'exploitants miniers est accru de 60% sur 05 ans -Les travaux miniers sont bien structurés Accroître les recettes communales de 30%	-Rapports techniques de la DDMINMIDT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Les projets demandés sont créés par l'Etat -Les projets sont inscrits dans le BIP -Le personnel affecté dans les postes de responsabilité rempli pleinement sa tâche
	O₂ : Améliorer la qualité de l'industrie	-Le nombre d'industrie est accru de 30% sur 05 ans -Le nombre d'associations des Industriels est accru de 60% sur 05 ans -Les travaux industriels sont bien structurés	-Rapports techniques de la DDMINMIDT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Les projets demandés sont créés par l'Etat -Les projets sont inscrits dans le BIP -Le personnel affecté dans les postes de responsabilité rempli pleinement sa tâche
Résultats attendus	R₁ : L'exploitation minière est améliorée	-des associations des exploitants de sables sont créées -une carrière de sable et de gravier sont créées -une route pour les exploitations de sables et de gravier est créée à Bongo -	-Rapports techniques de la DDMINMIDT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Les projets demandés sont créés par l'Etat -Les projets sont inscrits dans le BIP -Le personnel affecté dans les postes de responsabilité rempli pleinement sa tâche

	R₂ : la qualité de l'industrie est améliorée	-les activités industrielles sont appuyées -des formations sont offertes -la qualité de l'énergie électrique est améliorée - Une base de données des acteurs exploitant des industries			-Rapports techniques de la DDMINMIDT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Les projets demandés sont créés par l'Etat -Les projets sont inscrits dans le BIP -Le personnel affecté dans les postes de responsabilité rempli pleinement sa tâche
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1Création d'une carrière de sable et de gravier à Bonandinde	X	X	X	25 000 000 FCFA	Les projets demandés sont créés par l'Etat
	A.1.2. Création des routes seconcaides à mbangue et 2	X	X	X	15 000 000 FCFA	Les projets demandés sont créés par l'Etat
	A.1.3. Création d'une base de données des acteurs exploitants des mines	X	X	X	3 000 000 FCCFA	Les projets demandés sont créés par l'Etat
	A.1.4. Appui technique et financier aux projets industriels	X	X	X	500 000 000 FCFA	Les projets demandés sont créés par l'Etat
	A.1.5. Amélioration la qualité de l'énergie électrique	X	X	X	180 000 000 FCFA	Les projets demandés sont créés par l'Etat
	A.2.1. Création d'une base de données des industries	X	X	X	3 000 000 FCFA	Les projets demandés sont créés par l'Etat
	A.2.2. Création d'une zone industrielle sur les abords du fleuve Mougo par Moulanga	X	X	X	300 000 000	Fond disponible
	A.2.3. Exploitation et valorisation de matériaux locaux (terre, argiles, sable) dans les villages de la commune de Dibombari	X	X	X	450 000 000	Fond disponible
Total					1 476 000 000 FCFA	Les projets demandés sont créés par l'Etat

IV.9.20. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DES TRANSPORTS

Problème sectoriel : *Difficulté dans le déplacement des personnes et des biens, dans les zones enclavées en particulier*

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur	Développer les infrastructures de transport pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant accès à un réseau routier efficace	-Enquête INS, -ECAM	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune
Objectif global	Faciliter le déplacement	-Proportion de la population ayant accès à un	-Rapport du sectoriel	-Volonté politique

	des personnes et des biens dans la commune de Dibombari d'ici 2024	réseau routier efficace dans la commune de Dibombari d'ici 2024	MINTRANSPORT -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté de la population
Objectifs spécifiques	O₁ : Construire une gare routière avec un aire de repos des gros porteurs dans la commune de Dibombari d'ici 2024	-Nombre de gare routière avec un aire de repos des gros porteurs dans la commune de Dibombari d'ici 2024	-Rapport du sectoriel MINTRANSPORT -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune -Enquête auprès des transporteurs - PV de réception des travaux	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O₂ : Créer/Réhabiliter les infrastructures de transport existantes dans la commune de Dibombari d'ici 2024	-Nombre d'infrastructures de transport existantes dans la commune Dibombari d'ici 2024	-Rapport du sectoriel MINTRANSPORT -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune -Enquête auprès des transporteurs - PV de réception des travaux	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O₃ : Organiser, structurer et mieux gérer les transporteurs de la commune de Dibombari en 3 ans	-Structuration et gérance des transporteurs de la commune de Dibombari en 3 ans	-Rapport du sectoriel MINTRANSPORT -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune -Enquête auprès des transporteurs	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
Résultats attendus	R₁ : 01 gare routière avec un aire de repos des gros porteurs est construite dans la commune de Dibombari d'ici 2024	-Nombre de gare routière avec un aire de repos des gros porteurs dans la commune de Dibombari d'ici 2024	-Rapport du sectoriel MINRESI -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune -Photos	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	R₂ : Les infrastructures de transport existantes dans la commune de Dibombari sont créées et réhabilitées d'ici 2024	-Nombre d'infrastructures de transport existantes dans la commune Dibombari d'ici 2024	-Rapport du sectoriel MINTRANSPORT -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune -Enquête auprès des transporteurs	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes

					- PV de réception des travaux	
	R3 : Les transporteurs de la commune de Dibombari sont organisés et structurés en 3 ans	-Structuration et gérance des transporteurs de la commune de Dibombari en 3 ans			-Rapport du sectoriel MINTRANSPORT -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune -Enquête auprès des transporteurs	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A1.1. Construction d'une gare routière avec une aire de repos des gros porteurs	X	X	X	50.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A1.2. Appui pour l'acquisition de 09 pirogues à moteur : Yassouka(2), Yabwadibe(2), Yangonnang(2), Bongo (03),	X	X	X	2 000.000 x 9= 18 000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.1. Réhabilitation des tronçons de route : yandougou-senpote (3km), yandougou -bonamatéké (4 km) ; yabona- yamidjang	X	X	X	3.000.000 x 7= 21 000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.2. Aménagement de 03 débarcadères : à la rivière abo'o reliant Bongo à Yangonang ; à Yassem ; à Nouki	X	X	X	1.000.000 x 3= 3.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.3. Reprofilage de la route route Njouki-Bomono ba jedu sur 2 km	X	X	X	5.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.4. Aménagement des routes routes de Babenga, Biendende, kende, yapaki, nkapa, Mbangue 1-bonamatéké sur plus de 10 km	X	X	X	12.000.000 x 7= 84.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.5. Ouverture de la voie fluviale voie fluviale Bongo-Yassem	X	X	X	50.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.6. Installation des panneaux de signalisation sur les routes de Dibombari	X	X	X	10.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A3.1. Organisation de campagnes de sensibilisation des transporteurs (02) sur l'importance de l'Auto-école	X	X	X	2.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A3.2. Organisation des campagnes de sensibilisation des transporteurs (02) de Dibombari sur l'importance	X	X	X	2.000.000 F CFA	Fonds disponibles

	d'arborer les équipements d'identification					
	A3.3. Organisation des campagnes de sensibilisation des transporteurs (02) sur la lutte contre les surcharges	X	X	X	2.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A3.3. Aménagement d'un espace pour stationnement de motos à Dibombari centre et à Bomono gare	X	X	X	1.000.000 x 2= 2.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A.3.4. Création d'un terminal à conteneurs (port sec)	X	X	X	250 000 000 F	Fonds disponibles
	A.3.5. Création d'un sous-quartier maritime	X	X	X	300 000 000 F	Fonds disponibles
Total					1 550 000 000 F CFA	

IV.9.21. LOGIQUE DU SECTEUR DE POSTE ET TELECOMMUNICATION

Problème sectoriel : *Faible qualité des infrastructures et organes de poste et télécommunication dans la commune de Dibombari*

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (DSCE)	-Développer les infrastructures de communication et de télécommunication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant accès à l'information et aux services postaux	-Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	
Objectif global	Améliorer La qualité des Infrastructures et organes de Poste Et télécommunication dans la Commune de Dibombari	La qualité des infrastructures et organes de poste et télécommunication dans la commune s'est amélioré dans la commune de Dibombari	-Rapports du DD/MINPOSTEL -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Rapport de la mairie	Implication de la commune et du MINPOSTEL
Objectifs spécifiques	O₁ : Stabiliser le réseau mobile dans la commune de Dibombari	- Taux de performance des réseaux de télécommunication en 2020 (40 %)	Rapports du DD/MINPOSTEL -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Implication de la commune et du MINPOSTEL

	O₂ : Mettre en place des antennes de relais dans les villages	- la couverture de la commune est assurée par la mise en place de 03 antennes			Rapports du DD/MINPOSTEL -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Rapport de la mairie -PV de réception des infrastructures et équipements	-Volonté politiques des acteurs en place -Implication de la commune et du MINPOSTEL
	O₃ : Créer une télé centre communautaire	60 % des villages de la commune disposent d'une télé centre communautaire			-PV de réception des infrastructures -Observation	Volonté politiques des acteurs en place
	R₁ : Le réseau de téléphonie mobile est stable dans la commune de Dibombari	La communication est fluide à 90 % dans les villages de la commune			- Rapports du DD/MINPOSTEL -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Implication de la commune et du MINPOSTEL
	R₂ : les antennes de relais sont mises en place certaines axes de la commune de Dibombari	-Le réseau est permanent dans la presque totalité des villages de la commune			- Rapports du DD/MINPOSTEL -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Implication de la commune et du MINPOSTEL
	R₃ : Les télé centres communautaires sont créés dans la commune Dibombari	La transmission des informations est devenue facile dans les villages de la commune			- Rapports du DD/MINPOSTEL -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -PV de réception des infrastructures	-Volonté politiques des acteurs - Implication de la commune et du MINPOSTEL
Activités	-	Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1. 1.Construction d'une antenne de relais à Biendende, bwadibo, Babenga, Yabona	X	X	X	100 000 000x 3= 300 000 000	
	A.1.2.Extension du réseau de téléphonie mobile	X	X	X	25 000 000	
	A.1.3Amélioration du réseau de téléphonie mobile	X	X	X	25 000 000	
	A.2.1. Création, construction et équipement de 2 nouveaux bureaux de postes dans la commune	X	X	X	20 000 000 x 2= 40 000 000	
	A.3.1. Construction d'une télé	X	X	X	75 000 000x 4= 300 000 000	

	centre communautaire					
Total					690 000 000	

IV.9.22. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE LA COMMUNICATION

Problème sectoriel : Difficulté d'accéder à une communication de qualité

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur(DCSE)	-Développer les infrastructures de communication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant l'accès facile à l'information	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	
Objectif global	Faciliter l'accès à une communication de qualité	-L'accès à la communication est en nette et progressive augmentation	-Rapports techniques de la DDMINCOM -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les infrastructures demandées sont créées par l'Etat -Le projet de construction d'une radio communautaire est inscrit dans le BIP -Les responsables de cette radio remplissent pleinement leurs tâches
Objectifs spécifiques	O₁ : Améliorer la capacité de réception des ondes radio-télé	-La communication est accrue de 60% sur 05 ans	-Rapports techniques de la DDMINCOM -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les infrastructures demandées sont créées par l'Etat -Le projet de construction d'une radio communautaire est inscrit dans le BIP -Les responsables de cette radio remplissent pleinement leurs tâches
	O₂ : Améliorer la qualité de la communication	-les infrastructures de communication sont en nette et progressive augmentation	-Rapports techniques de la DDMINCOM -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les infrastructures demandées sont créées par l'Etat -Le projet de construction d'une radio communautaire est inscrit dans le BIP -Les responsables de cette radio remplissent

						pleinement leurs tâches- Les infrastructures demandées sont créées par l'Etat -Le projet de construction d'une radio communautaire est inscrit dans le BIP -Les responsables de cette radio remplissent pleinement leurs tâches
Résultats attendus	R₁ : les populations ont une meilleure réception radio-télé	Une station radio est construite			-Rapports techniques de la DDMINCOM -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les infrastructures demandées sont créées par l'Etat -Le projet de construction d'une radio communautaire est inscrit dans le BIP -Les responsables de cette radio remplissent pleinement leurs tâches
	R₂ : Lapopulation communique bien mieux	-Une radio communautaire est ouverte -les communiqués locaux sont passés plus facilement			-Rapports techniques de la DDMINCOM -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les infrastructures demandées sont créées par l'Etat -Le projet de construction d'une radio communautaire est inscrit dans le BIP -Les responsables de cette radio remplissent pleinement leurs tâches
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1.Construction et équipement d'une station radio à Bwelelo	X	X	X	700 000 000 FCFA	-la radio demandée est créée par l'Etat
	A.1.2.Construire et équipement d'une radio communautaire	X	X	X	250 000 000 FCFA	-la radio demandée est créée par l'Etat
	A.2.1.création des émissions en langue à la radio	X	X	X	1 500 000 FCFA	-la radio demandée est créée par l'Etat
Total					1 050 500 000 FCFA	

IV.9.23. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION, SECURITE, MAINTIEN DE L'ORDRE

Problème sectoriel : *Difficulté d'accès à une administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre dans la commune de Dibombari*

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif stratégique	conduire à terme et dans les meilleurs délais le processus de transfert des compétences et des ressources aux CTD, procéder au renforcement des capacités des élus et techniciens locaux des CTD pour l'émergence d'une véritable fonction publique locale et de l'administration en charge de la décentralisation et, au renforcement du rôle économique des CTD. poursuivre la création des unités de forces de maintien de l'ordre, le recrutement des personnels, et la sécurisation effective des frontières	-le niveau d'avancement du transfert des compétences dans les communes -les élus locaux sont régulièrement formés dans le cadre de la décentralisation et de la gestion de ressources au niveau des communes -les postes de sécurité sont multipliés dans la commune pour assurer la sécurité des populations riveraines	-Rapports DD/MINATD du	Implication de la Commune et du MINATD
Objectif global	faciliter l'accès a une administration, decentralisation, une securite et un maintien de l'ordre dans la commune de dibombari	Les activités dans le secteur de l'administration, la sécurité et le maintien de l'ordre connaissent un essor important dans la commune	-Rapports DD/MINATD du -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Rapport de la mairie	Implication de la Commune et du MINATD
Objectifs spécifiques	O₁ : Augmenter les centres spéciaux d'état civil	- Nombre de centres spéciaux ou secondaires dans la commune a augmenté (11)	- Rapports DD/MINATD du -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Rapport de la mairie	Volonté politique des acteurs
	O₂ : Intrôniser les chefs traditionnels	- Deux (02) nouveaux chefs sont intronisés dans les villages de la commune	- Rapports de la sous-préfecture -Observation -PV de mise en place	-Volonté politiques des acteurs en place - Implication de la Commune et du MINATD
	O₃ : créer les postes de sécurité	Quatre (04) nouveaux postes de sécurité sont créés dans certains villages de la commune de	-PV de mise en place et prise de contact des personnels des postes de sécurité -Observation Note d'affectation	-Volonté politiques des acteurs en place -Implication de la Commune et du MINATD -implication de la DDSN

	04 : Absence des zones à risque	Les travaux entrepris pour mettre hors de danger les usagers et les populations exposés aux zones à risque			- Rapports du DD/MINATD -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Rapport de la mairie	- Volonté politiques des acteurs en place -Implication de la Commune et du MINATD
Résultats attendus	R₁ : Les centres spéciaux et ou secondaires d'état civil ont augmenté dans la commune de Dibombari	-80 % des populations établissent les actes avec facilité			Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Rapport de la mairie	- Volonté politiques des acteurs en place -Implication de la Commune et du MINATD
	R₂ : les chefs traditionnels sont intronisés dans la commune de Dibombari	-Les conflits de leaderships connaissent un terme et les villages sont parfaitement administrés			-PV de mise en place -Rapport de la Mairie	- Implication de la mairie et des populations -Volonté politiques des acteurs en place -Implication de la Commune et du MINATD
	R₃ : Les postes de sécurité sont créés dans la commune Dibombari	80 % des villages bénéficient d'une parfaite sécurité et les populations sont épanouis			-Observation -Note de création	-Volonté politiques des acteurs - Implication de la Commune et du MINATD
	R₄ : les zones à risque sont absentes dans la commune de Dibombari	Les populations bénéficient d'une bonne protection des zones de travail			- Rapports du DD/MINATD -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Rapport de la mairie	- Volonté politiques des acteurs en place -Implication de la Commune et du MINATD
Activités	-	Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1.Construction et équipement d'un centre d'état civil à Bonandinde, Bwadibo, Kende, Yapaki, Yassouka, Yabwadibe, bomono ba mbengue 2bomono ba jedu et Nkapa village	X	X	X	10 000 000x3= 30 000 000	
	A.1.2. Sensibilisation des populations sur l'établissement des actes naissance à Bwadibo	X	X	X	100 000	
	A.1.3. Facilitation de l'accès aux services d'état civil à Mbangué, Yamidjang, Yabona	X	X	X	/	
	A.3. 1.Création d' 01 poste de	X	X	X	10 000 000x2= 20 000	

	sécurité public à l'échangeur ; Moulanga, Yassem et Minyoungou,				000	
	A.2.1 Actualisation des limites des villages Bekoko et Yapaki				500 000	
	A.2.2. Organisation de la chefferie traditionnelle de Bonadinde	X	X	X		
	A.2.3. Création de 02 chefferies de 1 ^{er} dégré (les Biangué et les Peke à Bakoko) et 02 chefferie de 2 ^{ème} dégré (Bomono ba mbengué et Bomono ba jedu chez les Pongo)				400 000	
	A.3.2. Création d' 01 comité de vigilance à Yandoungou, Njouki, Bomono ba mbengue 1				100 000	
	A.4.1. Renforcement de l'appui des services d'encadrement sur les zones d'insécurité de yapaki				300 000	
Total					51 400 000	

IV.9.24. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Problème sectoriel : *Difficulté d'accès à un enseignement supérieur dans la commune de Dibombari*

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (DSCE)	-Améliorer l'accès et l'équité dans l'enseignement supérieure	Le pourcentage des étudiants dans les Universités publiques est élevé ; -le Nombre de nouveaux établissements universitaires privés créés ; -l'Indice de parité (fille /garçon) est en progresssion ;	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	
Objectif global	faciliter l'accès a un enseignement superieur dans la commune de dibombari	Le Nombre de bachelier inscrit dans les universités publiques en 2020 (100)	Liste des élèves démunis de la commune	Implication de la commune et du MINSUP
Objectifs spécifiques	O₁ : Créer les établissements d'enseignement supérieur	La commune dispose d'un nombre assez important d'enseignement supérieur	-Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Observation	Implication de la commune et du MINSUP

	O₂ : Mise en place d'un encadrement des jeunes bacheliers et étudiants	La commune de Dibombari dispose d'un encadrement adéquat pour l'encadrement et l'orientation des nouveaux bacheliers			Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Observation	Implication de la commune et du MINSUP
Résultats attendus	R₁ : les établissements d'enseignement supérieur sont Créés dans l'arrondissement de Dibombari	La commune de Dibombari dispose d'au moins 04 établissements d'enseignements supérieurs			-Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Observation	Implication de la commune et du MINSUP
	R₂ : Un encadrement des jeunes bacheliers et étudiants est mis en place dans la commune de Dibombari	-80 % des jeunes de la commune de Dibombari disposent d'un encadrement et d'une bonne orientation universitaires			-Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Observation	Implication de la commune et du MINSUP
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.2.1. Appui pour l'octroi des bourses d'études aux étudiants et jeunes bacheliers	X	X	X	1 000 000 x14= 14 000 000	
	A.2.2. Création d'un fond d'appui aux bacheliers	X	X	X	1 000 000	
	A.2.3. Organisation des séances d'orientation des élèves de terminale une fois l'an	X	X	X	1 000 000	
Total					16 000 000	

IV.9.25. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE L'INSTITUTION COMMUNALE

Problème sectoriel : *Faible performance de l'institution communale de Dibombari*

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif stratégique :	Assurer une meilleure compétitivité de l'institution communale	L'institution communale a de fortes potentialités compétitives		
Objectif global	renforcer la performance de l'institution communale de dibombari	Les activités mises en œuvre par l'exécutif communal et la rigueur dans le suivi participent à l'amélioration de la performance de la commune	-Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Rapport de la	- Implication du Maire et du SG

			mairie	
Objectifs spécifiques	O₁ : Améliorer la gouvernance locale	- La gouvernance locale connaît un essor considérable - Nombre d'agent communaux payés et recyclés	- Arrêté municipal / Décision disponible	Implication du Maire et du SG
	O₂ : Améliorer les performances du personnel	- le taux de réduction des feux est de 30 % dans la commune	--Rapport de performance - Acte de promotion	Implication du Maire et du SG
	O₃ : Assainir la gestion des ressources financières de la commune	Nombre d'infrastructure économique construit	- Le budget communal - Le compte administratif	Implication du Maire et du SG
	O₄ : Améliorer la gestion et assurer la sécurisation du patrimoine communal	Fiche de détenteur élaboré	Fiches de détenteur à jours - Entretien et sécurisation	- Implication du Maire et du SG
	O₅ : Améliorer les relations au sein de la commune et avec ses différents partenaires	Nombre de réunion organisé	Diverses correspondances - Conventions signées	Implication du Maire et du SG
Résultats attendus	R₁ : la gouvernance locale est Améliorée dans la commune de Dibombari			
	R₂ : les performances du personnel sont améliorées dans la commune de Dibombari	- Organigramme de la commune élaboré - Règlement intérieur révisé et mis en place - Capacité du personnel communal renforcé	- Attestations de formation - Rapport d'évaluation du personnel	Implication du maire et du SG
	R₃ : la gestion des ressources financières de la commune est assainie	Sources de revenue de la commune améliorée	Le compte administratif	Implication du maire et du SG
	R₄ : la gestion la sécurisation du patrimoine communal est améliorée et assurée dans la commune Dibombari	Patrimoine recensé et affecté à chaque service	Fiches de détenteur	Implication du maire et du SG

	R₅ : les relations au sein de la commune et avec ses différents partenaires sont améliorées dans la commune de Dibombari	Rapports fluides établi entre la commune et les différents acteurs au développemen			-Diverses correspondances - Des conventions signées	Implication du maire et du SG
Activités	-	Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1. Répartition formelle des tâches entre le maire et ses adjoints	X	X	X	/	
	A.1.2. Mise en place organigramme fonctionnel adapté aux réalités de la commune	X	X	X	/	
	A.1.3. Acquisition des chasubles pour l'équipe de recouvrement	X	X	X	100 000	
	A.2.1. Renforcement des capacités du conseil municipal y compris l'exécutif municipal en matière de budgétisation participative	X	X	X	5 000 000	
	A.2.2. Renforcement des capacités des conseillers municipaux sur leur rôle dans le fonctionnement de la commune et dans le développement de leur territoire	X	X	X	2 00 000	
	A.2.3.Renforcement des capacités du personnel en archivage et en rédaction administrative	X	X	X	1 000 000	
	A.2.4. Régularisation de la la situation des temporaires	X	X	X	/	
	A.2.5. Instauration des fiches de présence pour le personnel	X	X	X	/	
	A.2.6.Organisation des réunions du personnel hebdomadaires pour une meilleure planification des activités	X	X	X	/	
	A.2.7. Organisation d'un séminaire... d'imprégnation sur les compétences transférées pour	X	X	X	1 000 000	

	une meilleure appréhension des rapports avec les SDE					
	A.3.1. Création des services prioritaires, Economique et Financier ; Techniques, d'hygiène et salubrité	X	X	X		
	A.3.2. Identification de nouvelles sources de recettes	X	X	X	/	
	A.3.3. Sensibiliser les contribuables	X	X	X	100 000	
	A.4.1. Rénovation de la moto en panne et la mis à la disposition de l'équipe de recouvrement	X	X	X	50 000	
	A.4.2. Mise sur pied d'un plan d'amortissement des biens de la commune	X	X	X	5 000 000	
	A.4.3. Mise en place un système et un comité de gestion du patrimoine communal	X	X	X		
	A.4.4. Equipement des bureaux des agents et des conseillers municipaux	X	X	X	12 750 000	
	A.4.5. Electrification l'hôtel de ville	X	X	X	3 000 000	
	A.4.6. Installation d'un barbillard à la commune	X	X	X	100 000	
	A.4.7. ;Extension de l'hôtel de ville (bibliotheque, cyber centre, musee, salle de spectacle, maison d'hôtes)	X	X	X	650 000 000	
	A.5.1. .Mise en place une stratégie d'internationalisation de la Commune	X	X	X	1 000 000	
	A.5.2. Contribution aux projets intercommunaux dans les domaines de l'énergie, des travaux publics et de la gestion des déchets	X	X	X	300 000 000	
Total					970 750 000	

IV.9.26. CADRE LOGIQUE SECTEUR : VIH/SIDA

Probleme Central: menace des IST et du VIH sida

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur				
Objectif global	Diminuer de 90% le taux de prévalence et de morbidités IST et du VIH SIDA	Taux de prévalence et de morbidité e baisse de 50%	Rapport CSI Rapport du comité local de lutte contre le SIDA	Volonté politique des acteurs
Objectifs spécifiques	1. Renforcer la sensibilisation des populations	Nombre de campagnes tenues par an	-Rapport CSI -Rapport du comité local de lutte contre le SIDA	Disponibilité des ressources
	2. Assurer la prise en charge des personnes contaminées	Nombres de personnes contaminées prises en charge	-Rapport CSI -Rapport du comité local de lutte contre le SIDA	Disponibilité des ressources
	3. Assurer la protection des nouveaux nés	Nombre de femmes enceintes prises en charge	-Rapport CSI -Rapport du comité local de lutte contre le SIDA	Volonté politique des acteurs
Résultats	1.1.90% de la population est sensibilisée	Nombre de campagnes tenues par an	-Rapport, CSI -Rapport du comité local de lutte contre le SIDA	-Volonté politique des acteurs - Disponibilité des ressources
	2.1. Les personnes vivant avec le VIH/SIDA sont prises en charge dans la commune de Dibombari	Nombres de personnes contaminées prises en charge	-Rapport CSI -Rapport du comité local de lutte contre le SIDA	-Volonté politique des acteurs - Disponibilité des ressources

	3.1. Le taux de contamination des enfants a baissé	Nombres d'enfants contaminés en baisse de 90%			-Rapport CSI -Rapport du comité local de lutte contre le SIDA	-Volonté politique des acteurs - Disponibilité des ressources
Activités		Ressources/intrants)			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	financières		
	1.1. Organisation de 08 campagnes de sensibilisation et de dépistage par an	x	x	x	40 000 000	Fond disponible
	2.1. Mise en place des structures de prise en charge des personnes vivant avec le VIH/SIDA	x	x	x	25 000 000	
	2.2. Organisation de deux formations par trimestre à l'intention du personnel soignant du district de santé de Dibombari	x	x	x	2 000 000	
	3.1. Mise en place un système de prise en charge des femmes enceintes	x	x	x	10.000.000	
	TOTAL				55.000.000	

IV.9.27. CADRE LOGIQUE DE L'ECONOMIE LOCALE

Problème central : Faible développement de l'économie dans les villages de la commune de Dibombari

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur				
Objectif global	Augmenter de 40% les activités économiques dans les villages	Les activités économiques dans les villages ont considérablement augmentées	Rapport du conseil économique et social de la commune	Volonté politique des acteurs
Objectifs spécifiques	1. Moderniser la transformation du manioc dans la commune	Nombre de machines à écraser augmente dans les villages chaque année	Rapport d'activité du service économique de la commune	Disponibilité des ressources
	2. organiser des ventes groupées	Deux ventes groupées sont organisées toutes les	Rapport du service	Disponibilité des

		daux semaines dans les villages de la commune			économique de la commune -rapport du MINCOMMERCE	ressources
	3. Mettre en place un fichier contribuable	Toutes les activités génératrices de revenu sont suivies par le comité économique de la commune			Rapport du service économique de la commune -rapport du MINCOMMERCE	Volonté politique des acteurs
Résultats	R.1. la transformation du manioc est modernisée dans la commune de Dibombari	Nombre de campagnes tenues par an			Rapport du service économique de la commune -rapport du MINCOMMERCE	-Volonté politique des acteurs
	R.2.Les ventes groupées sont organisées dans la commune de Dibombari	Nombre de ventes groupées organisées dans la commune			Rapport du service économique de la commune -rapport du MINCOMMERCE	-Volonté politique des acteurs
	3. Mettre en place un fichier contribuable	Nombres d'enfants contaminés en baisse de 90%			-Rapport CSI -Rapport du comité local de lutte contre le SIDA	-Volonté politique des acteurs - Disponibilité des ressources
Activités		Ressources/intrants)			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	financières		
	A.1.1. Appui pour l'acquisition des moulins électriques aux populations des villages de la commune de Dibombari	x	x	x	20 000 000	Fond disponible
	A.2.1. Sensibilisation des populations de la commune pour une parfaite adhésion aux ventes groupées	x	x	x	1 000 000	

	A.2.2. Réhabilitation du hangar de marché de Yabéa	x	x	x	2 000 000	
	A.3.1. Sensibilisation des vendeurs pour la création d'un regroupement des commerçants dans tous les villages de la commune	x	x	x	1.000.000	
	TOTAL				24.000.000	

IV.9.28. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DU SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE

Problème central : Faible développement des activités sportives et physiques

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (DSCE)	Promouvoir l'épanouissement physique et sportif des populations		Rapports techniques du DD MINSEP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	
Objectif global	Faciliter la pratique du sport et de l'éducation physique	- plus de 70% des sportifs sont encadrer et former d'ici 5 ANS -Plus de 70% des associations sportives bénéficient des équipements sportifs d'ici 5 ans - les séances de sport pour tous sont organisées chaque mois - plus de 16 aires de jeux sont amélioré - Plus de 15 associations sportives sont créer et légaliser d'ici 5 ans	Rapports techniques du DD MINSEP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Le centre de formation en discipline sportive ; le complexe multisport ; demandées sont créées par l'Etat -Les projets de construction du complexe multisport ; centre de formation en discipline sportive ; aménagement des aires de jeux ; de dotation des équipements sportifs sont inscrits dans le BIP -Les sportifs sont accompagnes
Objectifs spécifiques	O1 : Améliorer la formation et l'encadrement des sportifs	- plus de 70% de moniteurs sportifs formés et recyclés régulièrement d'ici 7 ans	Rapports techniques du DD MINSEP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Le centre de formation en discipline sportive ; le complexe multisport ; demandées sont créées par l'Etat -Les projets de construction du complexe multisport ; centre de formation en discipline sportive ; aménagement des aires de jeux ; de dotation des équipements sportif sont inscrits dans le BIP -Les sportifs sont accompagnes

	O2 : Faciliter la création des aires de jeux	- Aménagement des aires de jeux - Construire un complexe multisport			Rapports techniques du DD MINSEP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Le centre de formation en discipline sportive ; le complexe multisport ; demandées sont créées par l'Etat -Les projets de construction du complexe multisport ; centre de formation en discipline sportive ; aménagement des aires de jeux ; de dotation des équipements sportif sont inscrits dans le BIP -Les sportifs sont accompagnés
	O3 : Faciliter l'accompagnement des jeunes sportifs	- Organisation d'une séance de sport pour tous par mois - Dotation des équipements sportifs aux associations sportive - Organisation des séances de sport pour tous			Rapports techniques du DD MINSEP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Le centre de formation en discipline sportive ; le complexe multisport ; demandées sont créées par l'Etat -Les projets de construction du complexe multisport ; centre de formation en discipline sportive ; aménagement des aires de jeux ; de dotation des équipements sportif sont inscrits dans le BIP -Les sportifs sont accompagnés
Résultats attendus	R1 : plus de 70% de moniteur formés encadrent les sportifs	-Le centre de formation en discipline sportive est opérationnel - 16 aires de jeux sont aménagées - un complexe multisport est opérationnel			Rapports techniques du DD MINSEP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Le centre de formation en discipline sportive ; le complexe multisport ; demandées sont créées par l'Etat -Les projets de construction du complexe multisport ; centre de formation en discipline sportive ; aménagement des aires de jeux ; de dotation des équipements sportif sont inscrits dans le BIP -Les sportifs sont accompagnés
	R2 : Les aires de jeux sont durablement améliorées					
	R3 : L'accompagnement des jeunes sportifs est durablement amélioré	+ Les championnats de vacances sont organisés à échelle communal + Les équipements sportifs sont dotés aux associations + Les séances de sport pour tous sont organisés			Rapports techniques du DD MINSEP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Le centre de formation en discipline sportive ; le complexe multisport ; demandées sont créées par l'Etat -Les projets de construction du complexe multisport ; centre de formation en discipline sportive ; aménagement des aires de jeux ; de dotation des équipements sportifs sont inscrits dans le BIP -Les sportifs sont accompagnés
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.2. 1.Aménagement de 16 aires de jeux dans la commune	X	X	X	5 000 000 X 16+1 = 80 000 000 FCFA	

	A.2.2. Construction d'un complexe multisport à Bwelelo	X	X	X	500 000 000 FCFA	
	A.2.3.Appui en équipements sportifs à Bwassalo	X	X	X	2 000 000 FCFA	
	A.3.1. Construction un centre de formation en discipline sportive à Yabéa	X	X	X	20 000 000 FCFA	
Total					602 000 000 FCFA	

IV.9.29. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE LA JEUNESSE

Problème central : Faible développement du secteur de la jeunesse

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (DCSE)	-Augmenter l'offre et la qualité de la formation et de l'encadrement des jeunes	-Nombre de jeunes formés et encadrés	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	
Objectif global	Faciliter l'encadrement des jeunes	- Les nombre de jeunes bénéficient des financements a accru de 70% d'ici 5 ans - Plus de 70% des jeunes sont capable de créer des AGR - L'encadrement des jeunes est amélioré - Les structures d'encadrement des jeunes sont créées dans les 5 ans avenir	Rapports techniques du DDMINJEC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les centres multifonctionnels ; les centres alphabétisations ;les salles de divertissement ; demandées sont créées par l'Etat -Les projets de construction des centres multifonctionnels ; des centres d'alphabétisation ; des salles de divertissement ; le financement des projets générateurs de revenu sont inscrits dans le BIP -Les jeunes sont sensibiliser et insérer aux projets gouvernementaux
Objectifs spécifiques	O1 : Faciliter la création et la construction des structures d'encadrement des jeunes	- construction et équipement d'un centre multifonctionnel des jeunes - création et construction de 02 centres d'alphabétisation des jeunes - Création et construction de 02 salles de divertissement des jeunes	Rapports techniques du DDMINJEC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi	-Les centres multifonctionnels ; les centres alphabétisations ; les salles de divertissement ; demandées sont créées par l'Etat -Les projets de construction des centres multifonctionnels ; des centres d'alphabétisation ; des salles de

			de la mise en œuvre du PCD	divertissement ; le financement des projets générateurs de revenu sont inscrits dans le BIP -Les jeunes sont sensibiliser et insérer aux projets gouvernementaux
	O2 : Faciliter l'appui aux jeunes	- financement des projets générateurs de revenus des jeunes	Rapports techniques du DDMINJEC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les centres multifonctionnels ; les centres alphabétisations ; les salles de divertissement ; demandées sont créées par l'Etat -Les projets de construction des centres multifonctionnels ; des centres d'alphabétisation ; des salles de divertissement ; le financement des projets générateurs de revenu sont inscrits dans le BIP -Les jeunes sont sensibiliser et insérer aux projets gouvernementaux
	O3 : Faciliter l'insertion des jeunes aux projets gouvernementaux	-Sensibilisation des jeunes sur les programmes gouvernementaux d'accompagnement	Rapports techniques du DDMINJEC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les centres multifonctionnels ; les centres alphabétisations ; les salles de divertissement ; demandées sont créées par l'Etat -Les projets de construction des centres multifonctionnels ; des centres d'alphabétisation ; des salles de divertissement ; le financement des projets générateurs de revenu sont inscrits dans le BIP -Les jeunes sont sensibiliser et insérer aux projets gouvernementaux
Résultats attendus	R1 : L'encadrement des jeunes est durablement amélioré	- 07 centres multifonctionnels sont opérationnels d'ici 5 ans - 02 centres d'alphabétisations sont opérationnels	Rapports techniques du DDMINJEC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les centres multifonctionnels ; les centres alphabétisations ; les salles de divertissement ; demandées sont créées par l'Etat -Les projets de construction des centres multifonctionnels ; des centres d'alphabétisation ; des salles de divertissement ; le financement des projets générateurs de revenu sont inscrits dans le BIP -Les jeunes sont sensibiliser et insérer aux projets gouvernementaux
	R2 : la création des AGR est en nette amélioration	- 02 salles de divertissements sont opérationnelles - 70% des jeunes sont financé pour les AGR chaque année		

	R3 : Le taux de chômage des jeunes est durablement réduit	-les jeunes sont sensibilisés sur les programmes gouvernementaux d'accompagnement des jeunes			Rapports techniques du DDMINJEC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les centres multifonctionnels ; les centres alphabétisations ; les salles de divertissement ; demandées sont créées par l'Etat -Les projets de construction des centres multifonctionnels ; des centres d'alphabétisation ; des salles de divertissement ; le financement des projets générateurs de revenu sont inscrits dans le BIP -Les jeunes sont sensibiliser et insérer aux projets gouvernementaux
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1Construction et équipement d'01 centre multifonctionnel à Dibombari	x	x	x	140 000 000	Implication de la Commune, des élites locales, De la DA MINJEC E
	A.1.2. Construction de 02 centres d'alphabétisations Bonono gare et Bwadibo	x	x	x	40 000 000	Implication de la Commune, des élites locales, De la DA MINJEC
	A.1.3. Construction de deux salles de divertissement	x	x	x	40 000 000	Implication de la Commune, des élites locales, De la DA MINJEC
	A.1.4.Appui financier et technique aux organisations paysannes des jeunes				40 000 000	Implication de la Commune, des élites locales, De la DA MINJEC
	A.1.5.Construction et équipement d'une salle d'informatique				10 000 000	Implication de la Commune, des élites locales, De la DA MINJEC
	A.2.1. Appui pour les AGR	x	x	x	10 000 000	Implication de la Commune, des élites locales, De la DA MINJEC
	A.Facilitation d'accès A.2.2.de financementsaux projets de la jeunesse				5 000 000	Implication de la Commune, des élites locales, De la DA MINJEC
	A.2.3.Construction et équipement d'une salle d'informatique				5 000 000	Implication de la Commune, des élites locales, De la DA MINJEC
Total					980000000FCFA	Implication de la Commune, des élites

						locales, De la DA MINJEC
--	--	--	--	--	--	--------------------------

IV.9.30. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE LA CULTURE

Problème sectoriel : Difficulté à promouvoir la culture locale

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (DSCE)	-Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	Part du secteur dans le PIB	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	
Objectif global	Faciliter la promotion de la culture locale	-Le nombre de foyers culturels en nette et progressive augmentation -Le nombre de festivals culturels est en nette et progressive augmentation -L'équipement des foyers communautaires est en nette et progressive amélioration -le nombre de jeunes acculturés est en nette et progressive augmentation	-Rapports techniques de la DDAC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les foyers communautaires demandés sont construits par l'état -Les projets de réalisation des foyers communautaires sont inscrits dans le BIP -Les responsables affectés dans les délégations de la culture remplissent pleinement leurs tâches
	O₁ : construire des foyers communautaires	-Le nombre de foyers communautaires est accru de 45% sur 05 ans	-Rapports techniques de la DDAC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les foyers communautaires demandés sont construits par l'état -Les projets de réalisation des foyers communautaires sont inscrits dans le BIP -Les responsables affectés dans les délégations de la culture remplissent pleinement leurs tâches
Objectifs spécifiques	O₂ : organiser des festivals culturels	-le nombre de festivals culturels est accru de 45% en 05an -l'intérêt pour la culture est en nette et progressive augmentation	-Rapports techniques de la DDAC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les foyers communautaires demandés sont construits par l'état -Les projets de réalisation des foyers communautaires sont inscrits dans le BIP -Les responsables affectés dans les délégations de la culture remplissent pleinement leurs tâches
	O₃ : équiper les foyers communautaires	Tous les foyers culturels sont équipés	- Rapports techniques de la DDAC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Volonté des populations et des élites
Résultats	R₁ : Les foyers	-22 foyers communautaires construits	- Rapports techniques de la	Les projets de réalisation des foyers

attendus	communautaires sont construits				DDAC -Comptes administratifs de la Commune - Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	communautaires sont inscrits dans le BIP
	R₂ : les festivals culturels sont organisés	-Tous les foyers communautaires sont dotés de latrines et de points d'eau modernes - un appui en matériels et équipements aux associations culturelles est apporté			- Rapports techniques de la DDAC -Comptes administratifs de la Commune - Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les foyers communautaires demandés sont créés par l'Etat
	R₃ : les foyers communautaires sont équipés					
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1. Construction de 22 foyers communautaires	X	X	X	31 000 000 X 22 = 682 000 000 FCFA	- Les foyers communautaires demandés sont créés par l'Etat
	A.2. appui en matériels et équipements aux associations culturelles	X	X	X	50 000 000 FCFA	-Les projets d'appui sont validés par la DDAC
	A.3. Construction et équipement d'une bibliothèque municipale				40 000 000	-Les projets d'appui sont validés par la DDAC
	A.4.Extension de l'hôtel de ville (bibliothèque, cyber centre, musée, salle de spectacle, maison d'hôtes)				650 000 000	-Les projets d'appui sont validés par la DDAC
Total					732 000 000 FCFA	

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur(DSCE)	Assurer le ravitaillement et l'accès de l'énergie à tous les ménages	-% des ménages ayant accès à l'eau potable		
Objectif global	faciliter l'accès a une energie de qualite dans la commune de dibombari	-Le développement des infrastructures électriques est en progression -Le taux de réduction des agressions, des poteaux et des incendies dues à l'électricité est en progression	-Rapports techniques du DP/MINEE, -Comptes administratifs de la commune -Rapports de suivi de	- Les infrastructures électriques sont réalisées par l'Etat, la mairie et les partenaires au développement au

			la mise en œuvre du PCD	développement de -Les projets de réalisation des infrastructures électriques sont inscrits dans le BIP
	O1 : réduire les coupures intempestives de courant	-L'énergie électrique est désormais stable dans les villages de la commune -Les activités économiques sont régulières et effectives dans les villages ; -les ménages connaissent une augmentation de leurs revenus	Rapport d'activité du DD/MINEE	Volonté politiques des acteurs
	O2 : Améliorer la capacité des transformateurs	-on observe une amélioration de l'intensité du courant et une bonne qualité du courant -	Observation	Volonté politiques des acteurs
	O3 : Renouveler les installations électriques	-le nombre des poteaux tombé et endommagés est réduit dans les villages -les incendies sont désormais réduits	Observation du -Rapport DD/MINEE	Volonté politiques des acteurs
	O4 : Améliorer l'éclairage public	L'insécurité est réduite à 80 % dans les villages et l'espace urbain de Dibombari	-Rapport du commissariat de sécurité public de Dibombari -Observation	Volonté politiques des acteurs
	R1 : les coupures intempestives de courants sont réduites dans les villages de Dibombari	Les coupures intempestives sont réduites à 90 % dans la commune de Dibombari	Observation	Volonté politiques des acteurs
	R2 : la capacité des transformateurs est améliorée	90 % des transformateurs à forte capacité de la commune de Dibombari sont installés	Observation du Rapport DD/MINEE Rapport d'activité d'ENEO	Volonté politiques des acteurs
	R3 : les installations électriques sont renouvelées	80 % des installations électriques sont renouvelées dans la commune de Dibombari	Observation du Rapport DD/MINEE Rapport d'activité d'ENEO	Volonté politiques des acteurs

	R4 : L'éclairage public est amélioré	L'éclairage public est amélioré de 90 % dans la commune de Dibombari			Observation du Rapport DDMINEE d'activité	Volonté politiques des acteurs
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1. Raccordement des villages Bongo, Yangonnang et des quartiers de Bomono ba mbengue 2 au réseau électrique	X	X	X	15 000 000	Fonds disponibles
	A.1.2. Appui en un groupe électrogène à Yangonnang, Yassouka (350 magawatt), Bomono gare (12 KVA) ;	X	X	X	17 000 000	Fonds disponibles
	A.1.3. Plaidoyer pour l' remplacement de tous les poteaux électriques en panne à Bomono ba mbengue 1, Bwassalo, Bwadibo, Bali, Bomono ba jedu	X	X	X	150 000	Fonds disponibles
	A.1.4. Recensement des ménages qui désirent s'abonner aux services d'ENEO	X	X	X	2 000 000	Fonds disponibles
	A.2.1. Entretien et suivi des équipements électriques	X	X	X	5 000 000	Fonds disponibles
	A.2.2. Mise en place d'01 comité de vigilance local du réseau électrique à Yabona	X	X	X	100 000	Fonds disponibles
	A.2.3. Installation de 30 nouveaux poteaux électriques dans le réseau de la commune	X	X	X	10 000 000	Fonds disponibles
	A.3.1. Plaidoyer auprès d'ENEO pour l'amélioration de la fourniture en énergie électrique à Yangonnang, Yabéa	X	X	X	50 000	Fonds disponibles
	A.3.2. Extension du réseau électrique dans tous les sites de Yabwadibe, les quartiers des routes secondaires de Bomono ba mbengue 1, Babenga	X	X	X	10 000 000	Fonds disponibles
	A.4.1. Installation des lampadaires à Yassouka (15), Njouki (05), Bomono gare (10), Kende, Bekoko, Bonadindé, Biendende, Yandom	X	X	X	10 000 000	Fonds disponibles

	A.4.2.Contribution aux projets intercommunaux dans les domaines de l'énergie, des travaux publics et de la gestion des déchets				300 000 000	
Total					369 300 000	

IV.9.1.CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE L'ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE

Problème sectoriel : Faible initiative en matière de protection de l'environnement de la nature

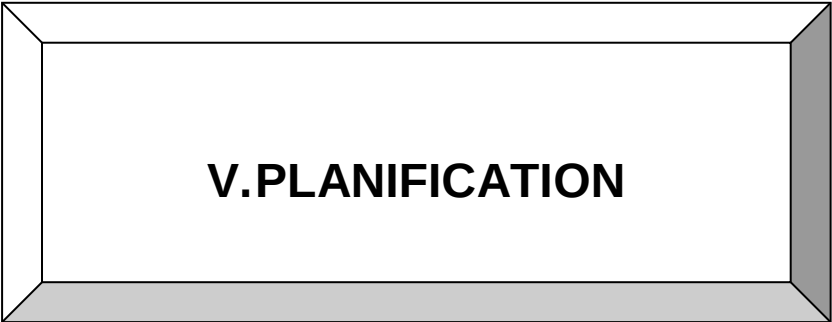
Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer aux populations un cadre de vie attrayant	-Taux de couverture du monitoring environnemental (100%)	-Enquête INS, -ECAM	-Stabilité politique
Objectif global	Promouvoir un environnement de qualité dans la commune de Dibombari d'ici 2024	-Taux de couverture du monitoring environnemental d'ici 2024	-Rapport du sectoriel MINEP -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population
Objectifs spécifiques	O₁ : Sensibiliser et former les populations de la commune de Dibombari sur la protection de l'environnement d'ici 2024	-Nombre de personnes sensibilisées et formées dans la commune de Dibombari sur la protection de l'environnement d'ici 2024	-Rapport du sectoriel MINEP -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O₂ : mettre sur pied un mécanisme de gestion des ordures à Dibombari d'ici 2024	-planification du système de gestion des ordures	-Rapport du sectoriel MINEP -ECAM -Rapport de la commune -Photos	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O₃ : Créer des espaces verts (5) dans la commune de Dibombari d'ici 2024	-Nombre d'espaces verts dans la commune de Dibombari d'ici 2024	-Rapport du sectoriel MINEP -ECAM -Rapport de la commune -Photos	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
Résultats attendus	R₁ : Populations de la commune de Dibombari sensibilisées et formées sur la conservation de l'environnement d'ici 2024	-nombre de campagne de sensibilisation et atelier de formation tenue par la commune	-Rapport du sectoriel MINEP -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	R₂ : Le mécanisme de gestion des ordures est mis en place et est fonctionnel	- le matériel de gestion des ordures est disponible Le système de gestion des déchets de la commune est planifié Le personnel nécessaire est mis en place pour la cause	-Rapport du sectoriel MINEP -ECAM -Rapport de la commune -Photos	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes

	R₃ : Des espaces verts (5) sont créés dans la commune de Dibombari d'ici 2024	-Nombre d'espaces verts dans la commune de Dibombari d'ici 2024		-Rapport du sectoriel MINEP -ECAM -Rapport de la commune -Photos		-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A1.1. Organisation De 3 ateliers de formation et de sensibilisation des populations de la commune de Dibombari sur l'hygiène et la salubrité	X	X	X	3.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A1.2. Créer des clubs d'amis de la nature dans les différentes structures scolaires et étatiques de la commune de Dibombari	X	X	X	1.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.1. Construction d'une décharge publique à Dibombari	X	X	X	100.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.2. Acquisition des bacs à ordures à Bomono ba mbengue 2(03), Bomono ba mbengue 1 (04), Yapaki, Yamikoki	X	X	X	70.000x 9= 630.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.3. Acquisition d'un camion spécialisé pour le ramassage d'ordures à Dibombari	X	X	X	50.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	Ouverture de la voie fluviale (jacinthe) sur 10km Yassem-Bongo-Yangonang				21 000 000	
	A2.4. Recyclage des déchets ménagers avec tri pour fabrication du fumier	X	X	X	3.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A3.1. Céation d'un espace vert à Mbangue 1, Yandougou, Yapaki, biendende, bali	X	X	X	3.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A3.2. Création d'une pépinière florale à yapaki	X	X	X	1.000.000 F CFA	Fonds disponibles

	A.3.3.Aménagement d'un jardin botanique pour la production des plantes médicinales	X	X	X	10 000 000	Fonds disponibles
	A.3/3.Construction d'un jardin botanique pour la production des plantes médicinales	X	X	X	30 000 000	Fonds disponibles
	A.3.4.Projet de régénération des mangroves et la création de rideaux verts en bordure des fleuves Moungo et Wouri à Dibombari	X	X	X	175 000 000	Fonds disponibles
	A.3.5.Projet d'agroforesterie rural et périurbaine à Dibombari	X	X	X	100 000 000	Fonds disponibles
	A.4. Construction d'un bac de collecte des ordures dans le village	X	X	X	5 000 000	Fonds disponibles
	A.4.1. Construction d'un cimetière communautaire	X	X	X	10 000 000	Fonds disponibles
	A4.2.Assainissement des établissements scolaires et socio-collectifs de la commune de Dibombari	X	X	X	100 000 000	Fonds disponibles
	A.4.3.Construction des toilettes publiques genrées (5 blocs) à proximité de la station-service de Bomono gare	X	X	X	10 000 000	Fonds disponibles
	Aménagement d'un cimetière communautaire	X	X	X	10 000 000	Fonds disponibles
	Construction d'01 marché à bestiaux	X	X	X	15 000 000	
	Exploitation et valorisation de matériaux locaux (terre, argiles, sable)				450 000 000	
	Constitution et valorisation des réserves foncières				200 000 000	
Total					1 105 000 000 F CFA	

IV.10. COUT ESTIMATIF DU PCD :

N°	SECTEURS	COUTS
1	AGRICULTURE	1 664 500 000 FCFA
2	ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIE ANIMALE	138 500 000 FCFA
3	SANTE	467 800 000 FCFA
4	TRAVAUX PUBLICS	1260723 500FCFA
5	EDUCATION DE BASE	2 183 500 000 F CFA
6	CULTURE	732 000 000 FCFA
7	PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	489 000 000 FCFA
8	AFFAIRES SOCIALES	214 000 000 FCFA
9	EAU ET L'ENERGIE	603000000FCFA
10	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	970 000 000FCFA
11	EMPLOI ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE	600 000 000
12	TARVAIL ET LA SECURITE SOCIALE	9 750 000
13	TOURISME	1 047 400 000FCFA
14	FORET ET FAUNE	23 400 000 CFA
15	ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	891 000 000 F CFA
16	DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT"	1 653500 000F CFA
17	DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	233 000 000
18	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	74.000.000 F CFA
19	COMMERCE	17 465 000 000 FCFA
20	JEUNESSE	980000000 FCFA
21	SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE	602 000 000 FCFA
22	PETITES ET MOYENES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT	30 802 000 FCFA
23	INDUSTRIES MINES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	1 476000 000 FCFA
24	TRANSPORT	1 550 000 000 F CFA
25	POSTE ET TELECOMMUNICATION	690 000 000 FCFA
26	COMMUNICATION	1 050 500 000 FCFA
27	ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION, SECURITE, MAINTIEN DE L'ORDRE	51 400 000 FCFA
28	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	16 000 000
29	INSTITUTION COMMUNALE	970 750 000



V.PLANIFICATION

V.1. VISION ET OBJECTIFS DU PCD

V.1.1. VISION DU PCD DE LA COMMUNE DE DIBOMBARI

Faire de l'espace communal de Dibombari un pôle de développement durable à travers l'aménagement des infrastructures de communications et routières, l'amélioration du cadre de travail du personnel communal pour un meilleur rendement, la construction et la réhabilitation des infrastructures sociales d'encadrement pour le bien être des populations de la communes et une gestion rationnelle des ressources naturelles en vue de son émergence à l'horizon 2035. En effet, Bien que doté d'une partie bitumée, la commune de Dibombori présente encore dans certaines localités des infrastructures de communication et routières en mauvais état. De plus, les populations en particulier les travailleurs éprouvent des difficultés à se loger convenablement et à produit un meilleur rendement dans l'exercice de leur fonction. Cette vision s'inscrit donc dans le cadre de l'amélioration de conditions socio-économiques des populations qui y résident.

V.1.2. OBJECTIFS DU PCD

V.1.3. - OBJECTIF GENERAL :

Aménager de façon durable la Commune en la dotant d'uncadre attractif par la mise en place des infrastructures d'encadrement socio-économique de qualité et en promouvant des activités génératrices de revenus pour l'amélioration des conditions de vies des populations.

V.1.4. OBJECTIFS SPECIFIQUES

L'objectif général se décline en 04 principaux objectifs spécifiques axés sur :

- Améliorer la la croissance économique ;
- Améliorer les infrastructures sociales, sanitaires
- Mettre à la disposition des travailleurs de la commune des conditions adéquates pour un meilleur rendement
- Renforcer la communication dans la commune.

V.1.5. OBJECTIFS SPECIFIQUES DE LA STRATEGIE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

La mise en place d'un cadre spécifique d'amélioration de la croissance économique passe par un certain nombre d'action. A cet effet, la Commune entend :

- Mettre des moyens nécessaires pour la réhabilitation des routes et des pistes agricoles, afin de permettre une fluidité des produits agricoles des villages vers les marchés et le déploiement plus facile des opérateurs économiques dans les zones de production agricole.
- Accompagner les producteurs par l'octroi de financement, la mise en place des infrastructures de production et de transformation des produits agricoles et la mise à disposition des outils et méthodes culturales modernes pour améliorer la production et le revenu par tête.
- Améliorer les équipements électriques dans la commune à fin de faciliter le déploiement ou la mise en place des investissements dans la commune

V.1.6. OBJECTIFS SPECIFIQUES DE LA STRATEGIE D'AMELIORATION DES INFRASTRUCTURES SOCIALES, SANITAIRES

Il s'agit pour la commune

- De se doter des infrastructures scolaires de qualité et des équipements adéquats pour amélioration continue des résultats scolaires dans la commune par la création et la construction de nouveaux établissements scolaires (bâtiments et salles, aires de jeux, latrines, points d'eau, électricité, clôtures) et leurs équipements en matériel didactique de qualité (en kit de petit matériel didactique ACA , laboratoire entre autre)
- Doter les infrastructures sanitaires des équipements de qualité et la mise à la disposition du personnel de santé pour l'encadrement des malades dans les CSI de la commune afin de réduire le taux de mortalité et les multiples évacuations des malades vers les structures hospitalières de centres urbains.

- favoriser l'aménagement des infrastructures sportives en vue de l'émergence des activités sportives de haut niveau ;

V.1.7. OBJECTIFS SPECIFIQUES DE L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET D'HEBERGEMENT

En matière d'amélioration des conditions de travail, la commune a construit et inauguré l'hôtel de ville qui présente un cadre de travail moderne et adéquat des employés pour un meilleur rendement et une meilleure croissance des activités socio-économique de la commune.

L'amélioration des conditions d'hébergement des travailleurs de la commune passe par la construction d'une cité municipale qui permettra la mise en place d'un cadre moderne de logement à un prix abordable. Ceci permettra de maintenir dans la commune les fonctionnaires et les travailleurs qui sont souvent obligés de loger à Douala et de faire la navette chaque jour pour se rendre au travail à Dibombari. Il sera donc question de motiver les travailleurs de la ville à pouvoir s'implanter à leur lieu de travail.

Le renforcement de la communication dans la commune passe par un accès facile à l'information. La commune vient de se doter d'une radio communautaire qui permet de la fluidité de l'information dans les villages et améliorer par la même occasion les interruptions souvent constatées pendant les communications téléphoniques. La mise en place de cette radio facilitera davantage l'accès aux chaînes de télévision nationales et étrangères.

V.2. ÉLÉMENTS DE CADRAGE

V.2.1. TABLEAU CONSOLIDE DES PROJETS PRIORITAIRES

PROJETS DE L'ESPACE URBAIN

NATURE DU PROJET	PROJETS		COUT ESTIMATIF	JUSTIFICATION
	RANG	FORMULATION		
PROJETS SOCIAUX	1er	Renforcement du plateau technique de l'hôpital du District de Santé de DIBOMBARI de 2 microscopes solaires, 1 ambulance et 11 lits d'hospitalisation, 01 Incinérateur.	35 000 000	-Faciliter la prise en charge des urgences médicales et les hospitalisations -Améliorer la qualité des soins de santé dispensés dans la ville -Réduire le taux d'évacuation sanitaire -Améliorer les conditions de travail du personnel sanitaire
	2ème	Réhabilitation du système d'adduction d'eau gravitaire avec château d'eau dans la commune de DIBOMBARI	50 000 000	
	3ème	Construction d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine à BOSSEDI 1	8 000 000	Faciliter l'accès des populations à l'eau potable
	4ème	Construction d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine à BOSSEDI 2	8 000 000	Faciliter l'accès des populations à l'eau potable
	5ème	Construction et équipement d'un centre multifonctionnel à Dibombari	20 000 0000	- Former et accompagner les jeunes sur les métiers d'auto emploi -Promouvoir le vivre ensemble et l'esprit d'association en GIC ou Coopérative
PROJETS ECONOMIQUES	1er	Aménagement d'un site touristique à DIBOMBARI BEACH	45 000 000	-Assurer aux citoyens aux revenus moyens un logement à moindre cout

NATURE DU PROJET	PROJETS		COUT ESTIMATIF	JUSTIFICATION
	RANG	FORMULATION		
	2ème	construction et équipement d'une boutique de vente des produits phytosanitaires à DIBOMBARI	15 000 000	-faciliter l'accès des paysans aux intrants agricoles
	3ème	Accompagnement des couches vulnérables à la mise en place des activités génératrices des revenus	12 000 000	Prise en compte des couches vulnérables
	4	Construction et équipement d'un Centre commercial à Bomono gare	200 000 000	
PROJETS ECOLOGIQUES		Reboisement de la ville de Dibombari	124 000 000	Favoriser la mise en place des PME sur le territoire communal
		-Construction de 10 bacs de collectes des ordures dans le centre-ville de Dibombari - Régénération des mangroves et la création de rideaux verts en bordure des fleuves Moungo et Wouri à Dibombari -Création d'une agroforesterie rural et périurbaine à Dibombari	50 000 000 175 000 000 100 000 000	
PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		Construction et équipement d'01 centre multifonctionnel à Dibombari	140 000 000	
		Construction et équipement d'une bibliothèque municipale	40 000 000	
PROJETS CULTURELS		appui en matériels et équipements aux associations culturelles	50 000 000 FCFA	

NATURE DU PROJET	PROJETS		COUT ESTIMATIF	JUSTIFICATION
	RANG	FORMULATION		
PROJETS SPORTIFS		Construction d'un complexe multisport à Bwelelo	500 000 000	

V.2.2. SYNTHESE DES 08 PROJETS PRIORITAIRES PAR VILLAGE

VILLAGES	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			PRIORITE DES PRIORITES
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
YABEA	Extension du réseau de téléphonie mobile	Construction d'un forage équipé d'une PMH à YABEA	Création, construction et équipement d'un CES	Création, construction et équipement d'une SAR/SM	Construction des logements d'astreinte pour enseignants derrière l'école publique de Yabea	Appui en outils et intrants agricoles modernes aux planteurs de YABEA	Construction d'un magasin de stockage près du marché de YABEA	Dotation en matériels et en intrants d'élevage aux éleveurs	
	25 000 000	8 500 000	100 000 000	50 000 000	15 000 000	15 000 000	20 000 000	15 000 000	
	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	

VILLAGES	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			PRIORITE DES PRIORITES
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
BONGO	Ouverture de la voie fluviale (jacinthe) sur 10km Yassem-Bongo-Yangonang	Construction d'un forage à PMH	Appui financier et technique aux artisans	Appui pour la Création d'une plateforme de la femme	Amélioration du plateau technique du CSI de Yabea	Appui pour l'acquisition de 03 pirogues à moteur aux pêcheurs et Octroie des subventions aux éleveurs	Construction d'une unité de transformation des produits agricoles	Construction d'une ferme communautaire de 1000 poussins d'un jour	Ouverture de la voie fluviale (jacinthe) sur 10km Yassem-Bongo-Yangonang
	21 000 000	8 500 000	31 000 000	2 000 000	6 000 000	15 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000
YANGONANG	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Ouverture de la voie fluviale par l'éradication de la jacinthe d'eau (Bongo-Yangonang-Yassem) km	Appui pour la Création d'une plateforme des associations des femmes	Amélioration du plateau technique du CSI de Yabea	Réhabilitation des bâtiments de l'école publique de Yabea	Création et construction d'un centre d'Etat civil à Yabea	Accompagne ment pour la Construction d'une ferme communautair e de 1000 poussins d'un jour	Construction d'une unité de transformation de manioc	Appui pour l'octroi des engrais et produits phytosanitaires aux agriculteurs	Ouverture de la voie fluviale par l'éradication de la jacinthe d'eau (Bongo-Yangonang-Yassem) 10 km
	21 000 000	2 000 000	6 000 000	8 000 000	10 000 000	20 000 000	20 000 000	15 000 000	21 000 000
	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Réhabilitation du forage de Yabwadibè ville	Extension du réseau électrique dans tous les sites du village	Construction d'un forage équipé d'une PMH à Bonabongueh	Appui technique et financier aux artisans	Amélioration du plateau technique du CSI de Yabea	Ouverture de la voie fluviale par l'éradication de la jacinthe d'eau Bongo-Yangonang-Yassem	Appui à la promotion de l'entreprenaria t dans le village	Construction d'une usine de transformation du manioc à Yabwadibè	Réhabilitation d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine à Yabwadibè ville

VILLAGES	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			PRIORITE DES PRIORITES
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
YABWADIBE	3 500 000	10 000 000	8 500 000	1 000 000	6 000 000	21 000 000	5 000 000	20 000 000	8 000 000
YASSOUKA	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Appui en un groupe électrogène à Yassouka (350 magawatt),	Aménagement de l'axe carrefour gare-Yankoute	Création, construction et équipement d'un CES	Réhabilitation du forage électrique de Yanbong	Construction d'un forage à motricité humaine à la chefferie	Appui pour l'octroi des engrais et produits phytosanitaires aux agriculteurs	Appui pour la Construction d'une unité de transformation de manioc	Appui pour la Construction d'une ferme communautaire de 1000 poussins d'un jour	Eradication de la jacinthe d'eau sur le fleuve ABO à BWADIBO
	17 000 000	3 000 000	31 000 000	3 500 000	8 500 000	15 000 000	20 000 000	20 000 000	21 000 000
	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	

VILLAGES	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			PRIORITE DES PRIORITES
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
NJOUKI	Construction d'un forage à motricité humaine à NJOUKI	Construction d'un château d'eau à Njouki	Création et construction d'un centre secondaire spécial d'Etat civil	Reprofilage de la route Njouki-Bomono Ba Jedu (5km)	Création et construction d'un CSI	Appui pour la Construction d'une unité de transformation du manioc	Appui pour l'octroi de 3 (7 chevaux) pirogues à moteur aux pêcheurs	Appui pour l'octroi des engrais et semences améliorées	Construction d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine à la chefferie
	8 500 000	30 000 000	10 000 000	10 000 000	50 000 000	20 000 000	9 000 000	5 000 000	8 500 000
	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Construction de 01 forage équipé de PMH	Appui technique et financiers aux organisations paysannes des éleveurs	Création et construction d'un poste de police/gendarmerie	Construction d'une clôture à l'école maternelle primaire publique de Bomono Gare	Création et construction d'un centre de promotion de la femme et de la famille	Approvisionnement en semences améliorées, produits phytosanitaires et autres intrants agricoles aux GIC et coopératives de Bomono Gare	Accompagnement pour la Fonctionnalité / ouverture permanente (7jrs/7) du marché de Bomono Gare	Création et construction d'un marché à bétail	Construction de 01 forage équipé de PMH à BOMONO GARE
	8 500 000	5 000 000	20 000 000	11 000 000	120 000 000	10 000 000	5 000 000	50 000 000	8 500 000
	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	

VILLAGES	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			PRIORITE DES PRIORITES
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
BOMONO BA MBENGUE II	Construction de 2 forages équipés d'une PMH	Construction d'un château d'eau	Construction des ralentisseurs sur la route nationale n°5 à l'entrée du village	Création, construction et équipement d'un CSI	Création et construction d'une école maternelle publique	Dotation en semences améliorées, produits phytosanitaires et autres intrants agricoles aux GIC et coopératives de Bomono Ba Mbenguè 2	Accompagnement des éleveurs pour la Construction d'une ferme avicole	Accompagnement des populations pour la création des AGR	Construction et équipement d'un foyer communautaire à BOMONO BA MBENGUE II
	17 000 000	16 000 000	20 000 000	75 000 000	60 000 000	10 000 000	20 000 000	5 000 000	15 000 000
	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
BOMONO BA MBENGUE I	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Construction d'un château d'eau	Appui en matériel technique au CSI	Construction d'une clôture à l'école publique de Bomono Ba Mbenguè 1	Création et construction d'un CETIC	Création et construction d'un poste de police	Appui pour la Construction d'une unité de valorisation des déchets ménagers	Accompagnement pour le Financement des AGR	Appui pour la Construction d'une ferme de 1000 poussins d'un jour	Construction d'un château d'eau à BOMONO BA MBENGUE I
	16 000 000	6 000 000	11 000 000	100 000 000	20 000 000	100 000 000	5 000 000	20 000 000	50 000 000
	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	

VILLAGES	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			PRIORITE DES PRIORITES
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
BWADIBO	Création, construction et équipement d'un CETIC à Bwadibo	Construction de 3 forages équipés d'une PMH	Appui pour le fonctionnement du CSI de	Appui pour le fonctionnement des activités au marché	Construction des rampes d'accès dans les services publics	Réhabilitation du pont reliant Bwadibo et Mikwele	Aménagement du tronçon routier carrefour music-Bekoko 7 km	Construction des toilettes modernes au marché de Bwadibo	Création, construction et équipement d'un CETIC à Bwadibo
	100 000 000	25 000 000	6 000 000	5 000 000	31 000 000	100 000 000	21 000 000	10 000 000	100 000 000
	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
BALI	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Construction d'un forage équipé de PMH	Création et Construction d'un centre de santé	Création et construction d'une école maternelle	appui en matériaux et en équipements aux personnes vulnérables	Mise en place d'une plaque solaire pour alimenter le village	Création et construction d'une usine de transformation moderne du manioc	Mise en place d'une structure de transformation du palmier	Appui pour l'octroi des plans de palmier à huile et banane plantain	Création et construction d'une usine de transformation moderne du manioc à BALI
	8 500 000	50 000 000	60 000 000	200 000	50 000 000	20 000 000	35 000 000	10 000 000	20 000 000
YANDOM	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Construction de 1 forage équipé de PMH	Aménagement de l'éclairage public	amélioration des conditions de travail des producteurs à travers la mise à disposition des EPI aux travailleurs	Construction d'une antenne de relai à Yandom	Aménagement de la route Bunabwasseyand om en passant par le CES de Bonamateke sur 7 km	Construction d'une unité de transformation de manioc	Construction d'un magasin de stockage	Construction d'un séchoir	Construction d'une unité de transformation de manioc
	8 500 000	10 000 000	1 500 000	50 000 000	21 000 000	20 000 000	20 000 000	5 000 000	20 000 000

VILLAGES	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			PRIORITE DES PRIORITES
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
MINYUNGU	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Construction d'un forage équipé de PMH	Aménagement du tronçon routier Dibombari-Minyungu (6 km)	Création, Construction et équipement d'un CSI	Création, Construction et équipement d'une école primaire et maternelle	Construction de deux puits d'eau à Minyungu	Ouverture et agrandissement de la route village-carrière 2 km pour exploitation du gravier	Appui financier dans la mise en place de l'élevage des porcs, poulets et intrants agricoles	Aménagement et construction d'un débarcadère au bord du fleuve Wouri	Ouverture et agrandissement de la route village-carrière 2 km pour exploitation du gravier MINYUNGU
	8 500 000	18 000 000	50 000 000	60 000 000	3 000 000	6 000 000	60 000 000	15 000 000	6 000 000
YAMIKOKI	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Construction de 02 forages	Appui en matériel technique au CSI de Yamikoki	Aménagement de l'éclairage public	appui en matériaux et en équipements aux personnes vulnérables	Réhabilitation des bâtiments de l'école publique	Aménagement des pistes de collecte sur 10 km	Appui pour la Construction d'une unité de transformation du manioc	Construction d'un séchoir	Appui pour le fonctionnement du CSI de Yamikoki
	17 000 000	6 000 000	5 000 000	45 000 000	7 000 000	30 000 000	20 000 000	5 000 000	6 000 000
BIENDENDE	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Création et Construction d'un centre de santé	Construction de 01 forage	Construction d'une centrale solaire	Création et construction et équipement d'une école maternelle et primaire	création d'une mutuelle de santé	Création et construction d'un centre touristique	Aménagement des routes et pistes agricoles sur 8 km	Construction d'un débarcadère	Aménagement et Extension de l'éclairage public
	75 000 000	8 500 000	15 000 000	60 000 000	31 000 000	45 000 000	24 000 000	15 000 000	5 000 000

VILLAGES	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			PRIORITE DES PRIORITES
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
BABENGA	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Construction de 01 forage	Création, construction et équipement d'un CETIC à Babenga	Création et construction d'une école maternelle à Babenga	Création et construction d'une école primaire à Babenga	Création et construction d'un CSI à Babenga	Aménagement de la route sur la nationale n°5 sur 7 km	Acquisition du matériel de travail aux exploitants (pelle, pioche, brouette)	Construction d'un hangar de marché à Babenga	Création, construction et équipement d'un CETIC à Babenga
	8 500 000	100 000 000	60 000 000	91 000 000	50 000 000	21 000 000	20 000 000	30 000 000	100 000 000
	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
BOMONO BA JEDU	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Construction d'une propharmacie communautaire	Construction des rampes d'accès dans les établissements scolaires publics	Mise en place de l'éclairage public dans tout le village	Construction d'un château d'eau à Bomono ba Jedu	Construction de 2 bâtiments de 4 salles de classe au CES de Bomono ba Jedu	Construction d'un hangar de marché à Bomono ba Jedu	Appui pour la Construction d'une ferme avicole de 2500 poulets de chair	Construction d'une usine de transformation de manioc en amidon, tapioca	Construction d'une ferme avicole de 2500 poulets de chair
	1 000 000	3 000 000	5 000 000	16 000 000	38 000 000	30 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000
	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Construction d'un FMH	Appui et accompagnement des familles vulnérables	Création et Construction d'un CSI à Bonadindé	Promotion des semences et plants améliorés	Construction d'un centre multimédia à Bonadindé	Construction d'un débarcadère	Aménagement de la route pour l'exploitation de la carrière de sable sur 4 km	Aménagement de l'Electrification par la mise en place du triphasé	Aménagement de la route pour l'exploitation de la carrière de sable
	8 500 000	1 500 000	50 000 000	10 000 000	20 000 000	51 000 000	12 000 000	18 000 000	12 000 000

VILLAGES	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			PRIORITE DES PRIORITES
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
BWASSALO	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Aménagement de la route par la Mise en place de dos d'âne le long de la route Dibombari-Bwassalo – Bomono gare	appui en matériaux et en équipements aux personnes vulnérables	Réhabilitation de 5 forages en panne de Bwassalo	Dotation 'un plateau technique performant au du centre de santé	Construction d'un centre multifonctionnel à Bwassalo	Aménagement d'une nouvelle carrière de sable à Bwassalo	Construction et équipement d'un marché périodique à Bwassalo	Aménagement des installations électrique et équipements électriques de Bwassalo	Aménagement de la route par la Mise en place de dos d'âne le long de la route Dibombari-Bwassalo – Bomono gare
	15 000 000	6 000 000	17 500 000	31 000 000	20 000 000	6 000 000	75 000 000	5 000 000	15 000 000
	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
NKAPA	Aménagement de l'éclairage public à Nkapa	Aménagement du CSI de Nkapa	Réhabilitation du château d'eau (Scanwater) de Nkapa	Amélioration du plateau technique du CSI de Nkapa	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'EP de Nkapa	Construction d'une unité moderne de transformation de l'huile de palme	Aménagement du marché de Nkapa	Appui pour la création Création d'un site touristique	Réhabilitation du château d'eau (Scan water) de Nkapa
	5 000 000	6 000 000	16 000 000	8 000 000	38 000 000	35 000 000	10 000 000	50 000 000	8 000 000
	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	

VILLAGES	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			PRIORITE DES PRIORITES
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
YAMIDJANG	Construction d'une antenne de relais à proximité en vue de l'amélioration des réseaux de téléphonie mobil	Appui pour le Suivi et l'encadrement des jeunes agriculteurs de Yamidjang	Création et construction d'une école maternelle au carrefour Yandoungou	Appui financier et techniques pour l'encadrement des artisans de yamidjang	Appui pour la Facilitation de l'accès aux services d'état civil à Yamidjang	Construction d'une unité multifonctionnelle de transformation des produits agricoles à Yamidjang	Construction d'une unité de transformation du manioc à Yamidjang	Accompagnement pour la Création d'01 carrière de sable et gravier à Yamindjang	Création d'une unité de transformation du manioc à proximité de Yamidjang
	100 000 000	5 000 000	60 000 000	5 000 000	2 000 000	20 000 000	20 000 000	6 000 000	20 000 000
	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
YABONA	Construction d'un forage à la chefferie de Yabona	Construction d'un CSI à proximité de Yabona	Création d'un centre communautaire de relai pour la distribution des médicaments de première nécessité	appui en matériaux et en équipements aux personnes vulnérables	Construction d'une antenne de relais à Yabona	Dotation d'un moulin à écraser à Yabona	Dotation d'une unité de transformation du manioc au carrefour Yandoungou	Construction d'un marché à Yabona	Construction d'un forage à la chefferie de Yabona
	8 500 000	50 000 000		5 000 000	50 000 000	1 500 000	20 000 000	50 000 000	8 500 000
	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
MBANGUE I	Création et construction d'un CSI au carrefour Yandoungou	Construction de deux bâtiments a l'école publique	Création et construction d'une école primaire au carrefour Yandoungou	Construction d'un forage au quartier Bonanjocke (chefferie)	Formation des éleveurs sur les nouvelles techniques d'élevage et de pêche	Création et construction d'une unité de transformation du manioc à Yandoungou-Mbangué 1	Création d'un hangar pour le marché périodique au bord du bras mort du Wouri (Mbangué 1)	Appui pour la création d'une carrière de sable au bord du fleuve Mbangué 1	Création et construction d'une unité de transformation du manioc à Yandoungou-Mbangué 1
	50 000 000	9 000 000	60 000 000	8 500 000	2 000 000	20 000 000	30 000 000	6 000 000	20 000 000

VILLAGES	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			PRIORITE DES PRIORITES
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
YAPAKI	Construction d'une chefferie à Manguè 2	Construction d'un forage à Manguè 2	Construction d'école maternelle	acquisition du matériel et équipements d'entretien des routes	Création et construction d'un CSI à Manguè 2	Création d'un centre commercial à Manguè 2	Dotation d'un moulin à écraser à Manguè 2	Accompagnement des populations sur la création des PME à Mbanguè 2	Construction d'un forage à MBANGUE 2
		8 500 000	10 000 000		50 000 000	50 000 000	1 500 000	5 000 000	8 500 000
	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Construction de deux bâtiments à l'école publique	Réhabilitation d'un forage à Yandoungou	Réhabilitation du réseau électrique	Création et construction d'une école primaire au carrefour Yandoungou reliant Manguè 1-Minyungu-Yandoungou	Création et construction d'un CSI au carrefour Yandoungou	Dotation d'un moulin à écraser à Yandoungou	Création d'une unité de transformation du manioc à Yandoungou	Création d'un centre commercial au carrefour Yandoungou	Création d'une unité de transformation du manioc à Yandoungou
	17 000 000	3 500 000	5 000 000	60 000 000	50 000 000	1 500 000	20 000 000	5 000 000	20 000 000
	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Construction d'une adduction d'eau potable	Création et construction d'un CSI	Création d'un collège d'enseignement technique	Construction d'un magasin de stockage	Construction d'une école maternelle et primaire	Construction d'un marché	Construction des fermes communautaires dans les normes conventionnelles	Aménagement des routes secondaires sur 3 km	Construction d'une adduction d'eau potable
	16 000 000	50 000 000	100 000 000	31 000 000	60 000 000	75 000 000	20 000 000	9 000 000	16 000 000
	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			

VILLAGES	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			PRIORITE DES PRIORITES
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
BEKOKO	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Réhabilitation du projet d'approvisionnement en eau potable (borne fontaine) à Bekoko	Equipement du plateau technique du centre de santé	Création, construction et équipement d'une SAR/SM à Bekoko	Création et équipement d'un centre d'Etat civil à Bekoko	Renforcement de l'éclairage public à Bekoko	Création d'un marché à Bekoko	Construction d'une unité de transformation du manioc à Bekoko	Dotation d'un moulin à écraser à Bekoko	Réhabilitation du projet d'approvisionnement en eau potable (borne fontaine) à Bekoko
	16 000 000	15 000 000	100 000 000	10 000 000	5 000 000	75 000 000	20 000 000	1 500 000	16 000 000
NKENDE	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Rétrocession des terres spoliées par la SOCAPALM	Construction d'une adduction d'eau potable	Création d'un collège d'enseignement général	Formation des éleveurs sur les nouvelles techniques d'élevage et de pêche	Installation des lampadaires	Construction des fermes conventionnelles pour élevage	Création d'une plantation communautaire après rétrocession des terres spoliées par la SOCAPALM	Création d'une unité multifonctionnelle de transformation des noix de palme	Rétrocession des terres spoliées par la SOCAPALM
	10 000 000	16 000 000	100 000 000	31 000 000	5 000 000	20 000 000	5 000 000	35 000 000	10 000 000
	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Ouverture de la voie fluviale (jacinthe) sur 10km Yassem-Bongo-Yangonang	Construction d'un forage équipé d'une PMH	Réhabilitation du CSI	appui en matériaux et en équipements aux personnes vulnérables	Construction et équipement d'une école primaire et maternelle	Appui en outils et intrants agricoles modernes aux planteurs de YABEA	Construction d'un magasin de stockage près du marché de YABEA	Construction d'un débarcadère au bord du fleuve Yassem	Ouverture de la voie fluviale (jacinthe) sur 10km Yassem-Bongo-Yangonang

VILLAGES	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			PRIORITE DES PRIORITES
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
YASSEM	20 000 000	8 500 000	100 000 000	21 000 000	91 000 000	15 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000
BOSSEDI I	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Construction d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine à BOSSEDI 1	Aménagement de l'éclairage public	Redynamisation du Comité de route	Réhabilitation d'un forage	Équipement des comités de routes (machettes, râtaux et limes) pour les activités de propreté	Accompagne ment des riverains à la pratique des cultures maraîchères	Accompagne ment des populations à la cxréation des GIC et associations des producteurs	Appui des populations à la pratique de l'élevage moderne	Construction d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine à BOSSEDI 1
	8 500 000	5 000 000	2 000 000	3 500 000	1 500 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	8 500 000
BONABWENG	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Construction d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine	Aménagement de l'éclairage public	Redynamisation du Comité de route	Réhabilitation de la pompe à motricité humaine	Équipement des comités de routes (machettes, râtaux et limes) pour les activités de propreté	Accompagne ment des riverains à la pratique des cultures maraîchères	Accompagne ment des populations à la création des GIC et associations des producteurs	Appui des populations à la pratique de l'élevage moderne	Construction d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine
	8 500 000	5 000 000	2 000 000	3 500 000	1 500 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	8 500 000
BOSSEDI II	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Construction d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine à BOSSEDI 2	Mise sur pied d'un plan d'occupation du sol	Réhabilitation de la pompe à motricité humaine	Accompagne ment des populations pour Immatriculation foncière	Vulgarisation des techniques de jardin de case et de l'agroforesterie	Accompagne ment des riverains à l'exploitation à grande échelle du sable	Accompagne ment des population à la mise en place d'une ferme avicole de 1000 poussins	Accompagneme nt des riverains à la pratique des cultures maraîchères	Construction d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine à BOSSEDI 2

VILLAGES	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			PRIORITE DES PRIORITES
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	8 500 000	8 000 000	3 500 000	5 000 000	7 000 000	5 000 000	20 000 000	7 000 000	8 500 000
MABANGA	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Construction d'un forage à motricité humaine	Aménagement de la route principale sur 3 km	Accompagnement des populations pour une meilleure adaptation face aux changements climatiques	Appui aux associations féminines pour la réalisation des activités sociales	Aménagement d'une aire de jeu	Construction d'un magasin de stockage des produits phytosanitaires	Appui des populations à la pratique de l'élevage moderne	Appui pour la mise en place d'une pépinière de plant de palmier à huile	Construction d'un magasin de stockage des produits phytosanitaires
	8 500 000	9 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	20 000 000	5 000 000	15 000 000	20 000 000
NJOBWELE	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Mise en place d'un dispositif de gestion des déchets avec incinérateur à déchets solides à l'hôpital de district de Dibombari	Construction d'un atelier de menuiserie au CETIC de Dibombari	Construction d'un bloc administratif ; 02 salles de classes à la SAR/SM de Dibombari	Construction et équipement de : 01 bloc administratif, 01 laboratoire au lycée de Dibombari	Construction d'une Clôture et d'un Point d'eau au CETIC de Dibombari	Accompagnement des riverains à la pratique des cultures maraîchères	Création d'une école paysanne en collaboration avec l'ETA en vue de la formation de l'organisation productrice à l'amélioration des rendements agricoles à Dibombari	Accompagnement des agriculteurs en matériels agricoles appropriés	Construction d'un bloc administratif ; 02 salles de classes à la SAR/SM de Dibombari
	5 000 000	15 000 000	25 000 000	15 000 000	100 000 000	7 000 000	6 000 000	5 000 000	25 000 000

VILLAGES	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			PRIORITE DES PRIORITES
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
BWELELO	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Réhabilitation de l'équipement de pompage d'eau du château d'eau	Construction et équipement d'un bloc de 02 salles de classe à l'école maternelle de Dibombari centre	Aménagement d'un espace multifonctionnel pour la pratique d'autres sports	Construction des latrines au marché de ;	Réhabilitation de 05 salles de classe à l'école publique de Dibombari centre	Accompagnement des commerçants pour l'occupation des Boutiques au marché	Construction et équipement d'un marché à bétails dans l'espace urbain de Dibombari	Appui à la production animale dans la ville de Dibombari	Réhabilitation de l'équipement de pompage d'eau du château d'eau
	8 500 000	17 000 000	15 000 000	10 000 000	16 000 000	5 000 000	20 000 000	10 000 000	8 500 000
DIBOMBARI BEACH	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Accompagnement pour la Mise en place d'un comité d'entretien des route	Construction d'un château d'eau à fonctionnement solaire	Mise sur pied et d'un comité de gestion des litiges fonciers	Aménagement de l'éclairage public	Construction d'un forage à motricité humaine	Aménagement d'un site touristique à DIBOMBARI BEACH	Aménagement de la route allant de Dibombari beach à Bwélelo sur 2 kmm	Accompagnement des artisans et entreprises artisanales à la promotion de leur activité	Aménagement d'un site touristique à DIBOMBARI BEACH Yassem)km

VILLAGES	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			PRIORITE DES PRIORITES
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	1 000 000	16 000 000	1 000 000	5 000 000	8 500 000	45 000 000	6 000 000	5 000 000	45 000 000
BWAJUMBA	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Mise en place d'un programme de protection des bas-fonds	Augmentation du débit de production d'eau dans le village	Accompagnement des riverains à la pratique des cultures maraîchères	Construction de 3 rampes d'accès dans les salles de classe de l'école publique	Réhabilitation de 2 bornes fontaines à Bwanjukba	création d'une plateforme des artisans	Construction d'un abattoir dans le périmètre de Dibombari	Création d'une usine de transformation de manioc	Réhabilitation de 2 bornes fontaines à Bwanjumba
	10 000 000	5 000 000	7 000 000	3 500 000	5 000 000	1 500 000	10 000 000	20 000 000	5 000 000
NGODI	PROJETS SOCIAUX					PROJETS ECONOMIQUES			
	PS1	PS2	PS3	PS4	PS5	PE1	PE2	PE3	
	Construction d'un centre de santé	Augmentation du débit de production d'eau dans le village	Construction d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine	Aménagement de l'éclairage public	Création et construction d'une école maternelle	Aménagement de la route Ngodi-Dibombari sur 4 km	Accompagnement technique aux agriculteurs et aux éleveurs ;	Accompagnement des populations au développement des AGR	Construction d'un centre de santé
	50 000 000	5 000 000	8 500 000	5 000 000	60 000 000	10 000 000	5 000 000	5 000 000	50 000 000

TABLEAU ADDITIF DES PROJETS PRIORITAIRES PAR VILLAGE DES SECTEURS ECOLOGIE, JEUNESSE, SPORT ET CULTURE IDENTIFIES PAR L'EXECUTIF MUNICIPAL AVEC L'APPUI DES SECTORIELS COMPETENTS

VILLAGES	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
YABEA	Création d'un espace vert récréatif	Construction d'un bac de collecte des ordures dans le village	Construction d'un centre de formation en informatique et couture	Appui à la création des AGR des jeunes à Yabéa	Construction et équipement d'un foyer culturel à Yabéa	Construction d'un stade de football et de hand ball à Dibongo
	3 000 000	5 000 000	50 000 000	10 000 000	31 000 000	10 000 000
	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
BONGO	Création d'un espace vert récréatif	Eradication de la jacinthe d'eau sur la voie fluviale sur 10 km Yassem-Bongo-Yangonang	Appui financier et technique aux organisations paysannes des jeunes	Construction et équipement d'un club de lecture	Construction et équipement d'un foyer culturel	Aménagement d'un stade de foot ball dans le village
	3 000 000	50 000 000	40 000 000	40 000 000	31 000 000	5 000 000
	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
YANGONANG	Construction d'un cimetière communautaire	Construction d'un jardin botanique pour la production des plantes médicinales	Appui technique et financier aux AGR des jeunes	Facilitation d'accès de financement aux projets de la jeunesse	Construction et équipement d'une bibliothèque culturelle	Aménagement d'un stade de foot ball dans le village
	10 000 000	30 000 000	10 000 000	5 000 000	15 000 000	5 000 000
	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS

VILLAGES	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
YABWADIBE	Appui à la mise en œuvre et une harmonisation des activités sur l'hygiène et la salubrité	Appui aux populations sur les techniques de recyclage des déchets ménagers avec tri pour fabrication du fumier	Appui aux Activités Génératrices de Revenu des jeunes	Appui financier et matériel des projets maturés des jeunes	Construction d'un foyer culturel	Appui en matériel et équipement sportif
	3.000.000	5.000.000	10 000 000	5 000 000	31 000 000	2 000 000
	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
YASSOUKA	Eradication de la jacinthe d'eau sur le fleuve ABO	Aménagement d'un jardin botanique pour la production des plantes médicinales	Appui à la réalisation des activités générateurs de revenu par l'exploitation des carrières par les jeunes	Appui technique et financier aux organisations paysannes des jeunes éleveurs	Construction d'un foyer culturel à Yandouki	Appui en matériel et équipement sportif
	21 000 000	3.000.000	10 000 000	5 000 000	31 000 000	2 000 000
	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
NJOUKI	Construction d'un cimetière communautaire	Construction de deux bacs de collecte des ordures dans le village	Appui technique et financière aux organisations paysannes des jeunes de Njouki	Appui des jeunes artisans à la fabrication des foyers améliorés	Construction et équipement d'un foyer culturel	Aménagement d'un stade de football
	10 000 000	10 000 000	5 000 000	5 000 000	31 000 000	5 000 000
	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
BOMONO GARE	Construction des toilettes publiques genrées (5 blocs) à proximité de la station-service de Bomono gare	Construction de 5 bacs à ordures	Accompagnement des jeunes de Bomono Gare en vue de la création des AGR et PME	Construction et équipement d'un centre multimédia	Création d'une bibliothèque culturelle	Aménagement d'un stade de football et de hand ball
	10 000 000	25 000 000	5 000 000	20 000 000	15 000 000	10 000 000

VILLAGES	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
BOMONO BA MBENGUE II	Construction des toilettes publiques (5 blocs) à proximité de la station-service de Bomono gare	Appui technique et financier pour le reboisement de la foret	Appui technique et financier aux jeunes artisans du village	Appui technique et financier aux organisations paysannes des jeunes	Construction et équipement d'un foyer culturel	Construction d'un mini complexe sportif
	10 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	31 000 000	50 000 000
	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
BOMONO BA MBENGUE I	Construction d'un cimetière communautaire	Accompagnement des populations sur le recyclage des déchets ménagers avec tri pour fabrication du fumier	Appui technique et financier aux associations des jeunes	Construction et équipement d'une bibliothèque	appui en matériels et équipements aux associations culturelles	Appui technique en matériel et équipements de sport aux associations sportives
	10 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000 FCFA	2 000 000
	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
BWADIBO	Construction de 10 bacs de Colette des ordures	Construction des toilettes publiques (10 blocs) à proximité du marché	Création d'un centre multi fonctionnel de promotion des jeunes	Appui financier et matériel aux groupements des jeunes de Bwadibo	Construction et équipement d'un foyer culturel	Aménagement d'un stade de foot ball
	50 000 000	20 000 000	140 000 000	5 000 000	31 000 000	5 000 000

VILLAGES	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
BALI	Construction d'un cimetière communautaire	Appui pour à la	Appui pour la promotion des AGR	Appui techniques et financier aux associations et groupements des jeunes	Construction et équipement d'un foyer culturel	Appui pour l'acquisition des équipements sportif
		Création d'une forêt communautaire				
	10 000 000	15 000 000	10 000 000	5 000 000	31 000 000	200 000
	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
YANDOM	Agrandissement et aménagement du cimetière de Yandom	Accompagnement des populations sur la fabrication du compost à base des déchets ménagers	Appui financier et techniques à aux initiatives entrepreneuriales des jeunes	Appui pour la promotion des activités artisanales génératrices de revenus	Construction et équipement d'un foyer culturel	Aménagement d'un stade de foot ball
	5 000 000	5 000 000	10 000 000	5 000 000	31 000 000	5 000 000
	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
MINYUNGU	Aménagement d'un jardin botanique pour la production des plantes médicinales	Construction d' 1 bac de Colette des ordures	Appui financier aux AGR des jeunes	Appui technique et financier à la création des coopératives agricoles des jeunes	Construction d'un foyer culturel	Aménagement d'un grand stade de football
	10 000 000	5 000 000	10 000 000	5 000 000	31 000 000	5 000 000
	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
YAMIKOKI		Construction de 2 bacs de Colette des ordures	Construction et équipement d'une salle d'informatique	Accompagnement des jeunes artisans à la mise en place des GIC et coopératives	Appui pour l'acquisition du matériel et équipement 'animation aux associations culturelles	Aménagement d'un grand stade de football

VILLAGES	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
	Création des espaces verts					
	3 000 000	10 000 000	10 000 000	1 000 000	10 000 000	5 000 000
	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
BIENDENDE	Aménagement d'un cimetière communautaire	Aménagement d'une foret communautaire	Appui à la mise en œuvre des projets maturés et activités des associations des jeunes	Accompagnement des jeunes agricoles à la création des coopératives agricoles	Construction et équipement d'un foyer culturel	Aménagement d'un stade de football
	10 000 000	15 000 000	5 000 000	5 000 000	31 000 000	5 000 000
	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
BABENGA	Aménagement d'un jardin botanique de production de plante médicinales	Construction d'01 marché à bestiaux ;	Appui à la promotion et à la réalisation des projets jeunes	Appui en matériel technique aux groupements des jeunes agriculteurs et pêcheurs de Babenga	Construction et équipement d'un foyer culturel dans le village Babenga	Appui pour l'acquisition du matériel et équipements sportif aux associations sportives
	10 000 000	15 000 000	10 000 000	10 000 000	31 000 000	2 000 000
	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
BOMONO BA JEDU	Création d'une pépinière des essences forestières	Appui des populations sur les techniques de recyclage des déchets plastique et ménagers	Appui financier et technique aux jeunes sur les nouvelles techniques d'élevage et de pêche	Appui financier et technique des jeunes dans la promotion de l'entrepreneuriat	Appui à la création d'une association culturelle et à l'octroi de matériel et équipements d'animation	Aménagement d'un stade de football pour le village

VILLAGES	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
	10 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	10 000 000	5 000 000
BWASSALO	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
	Aménagement d'un jardin botanique pour la promotion des plantes médicinales	Aménagement d'un cimetière communautaire	Appui financier et matériel des organisations paysannes des jeunes	Appui technique et financier aux artisans à la fabrication des foyers améliorés	Construction et équipement d'un foyer culturel	Aménagement d'un stade de football dans le villages
	10 000 000	10 000 000	5 000 000	5 000 000	31 000 000	5 000 000
BWASSALO	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
	Appui pour l'Aménagement des espaces verts récréatifs à Bwassalo	Aménagement d'un cimetière communautaire sur une superficie de 500 m2	Appui à la création d'un club de lecture	Appui de la jeunesse à la fabrication et la commercialisation du compost à base des déchets ménagers	Construction et équipement d'un foyer culturel à Bwassalo	Aménagement d'un stade de football dans le villages
	3 000 000	10 000 000	10 000 000	5 000 000	31 000 000	5 000 000
	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
NKAPA	Construction de deux bacs de collecte des ordures	Aménagement d'un cimetière communautaire	Appui financier et technique aux coopératives et associations des jeunes	Appui à la mise en place d'un club de lecture	Construction d'un foyer culturel	Création d'un centre de formation en disciplines sportives dans l'arrondissement

VILLAGES	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
	10 000 000	10 000 000	5 000 000	5 000 000	31 000 000	30 000 000
	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
YAMIDJANG	Construction d'un cimetière communautaire	Appui des populations sur les techniques de recyclage des déchets plastique et ménagers	Appui financier et technique des organisations et associations des jeunes	Appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs	Construction d'un foyer culturel	Aménagement d'un stade de football
	10 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	31 000 000	5 000 000
	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
YABONA	Construction d'un cimetière communautaire	Construction d'un bac de collecte des ordures à Yabona	Appui financier et techniques aux micro projets des jeunes	Appui technique et financier aux organisations paysannes des jeunes	Construction d'un foyer culturel	Aménagement d'un stade de football dans le village
	10 000 000	5 000 000	5 000 000	20 000 000	31 000 000	5 000 000
	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
MBANGUE 1	Création d'une forêt communautaire à	Création des espaces verts	Appui à la mise en place d'un club de lecture	Appui technique et financier des organisations paysannes des jeunes	Construction d'un foyer culturel	Dotations en matériel et équipement techniques aux jeunes sportifs du village
	15 000 000	10 000 000	5 000 000	5 000 000	31 000 000	2 000 000

VILLAGES	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
MBANGUE II	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
	Aménagement d'un jardin botanique pour la production des plantes médicinales	Aménagement d'un cimetière communautaire	Appui technique et financier aux organisations paysannes des producteurs des jeunes agriculteurs	Appui aux AGR des jeunes dans le domaine de la promotion de la femme	Construction d'un foyer culturel	Aménagement d'un stade de football dans le village
	10 000 000	10 000 000	5 000 000	5 000 000	31 000 000	5 000 000
	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
YANDOUNGOU	Aménagement d'un jardin botanique pour la production des plantes médicinales	Aménagement d'un cimetière communautaire	Appui à la création d'un club de lecture	Appui au développement des activités génératrices de revenus des jeunes	Construction d'un foyer culturel	Appui pour l'octroi du matériel et équipement dans le domaine sportif
	10 000 000	10 000 000	5 000 000	5 000 000	31 000 000	2 000 000
	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
YAPAKI	Aménagement d'un jardin botanique pour la production des plantes médicinales	Création des espaces verts	Appui à la création et à l'équipement d'une bibliothèque	Appui au développement des activités génératrices de revenus chez les jeunes	Construction d'un foyer culturel	Construction d'un mini complexe sportif
	10 000 000	10 000 000	5 000 000	5 000 000	31 000 000	50 000 000
	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS

VILLAGES	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
BEKOKO	Construction de 3 bacs de collecte des ordures dans le village	Création des espaces verts	Création des structures d'épanouissement/centres d'animation des jeunes	Appui technique et financier pour la réalisation de l'entrepreneuriat jeune dans le village	Aménagement d'un espace de diffusion des traditions culturelles de festival	Aménagement d'un stade de football dans le village
	15 000 000	10 000 000	15 000 000	5 000 000	15 000 000	5 000 000
	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
NKENDE	Aménagement d'un jardin botanique pour la production des plantes médicinales	Création des espaces verts	Appui financier et technique aux organisations et associations des jeunes	Appui des jeunes dans la promotion de l'entrepreneuriat	Construction d'un foyer culturel	Appui en équipement et matériel de sport
	10 000 000	10 000 000	5 000 000	5 000 000	31 000 000	2 000 000
	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
YASSEM	Agrandissement et aménagement du cimetière de Yandom	Accompagnement des populations sur la fabrication du compost à base des déchets ménagers	Appui à la création de l'entrepreneuriat jeune	Appui pour la promotion des activités artisanales génératrices de revenus	Construction et équipement d'un foyer culturel	Aménagement d'un stade de foot ball
	5 000 000	5 000 000	10 000 000	5 000 000	31 000 000	5 000 000
	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
BOSSEDI 1	Construction de deux bacs de collectes des ordures dans le village	Création des espaces verts	Appui financier et technique des organisations et associations des jeunes	Appui à la création d'une bibliothèque	Construction d'un foyer culturel	Appui en équipement et matériel de sport
	10 000 000	10 000 000	5 000 000	5 000 000	31 000 000	2 000 000

VILLAGES	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
BONABWENG	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
	Construction d'une fourrière à bestiaux	Aménagement d'un jardin botanique pour la production des plantes médicinales	Mise en place d'un club de lecture	Appui financier et matériel aux organisations paysannes des jeunes	Construction et équipement d'un foyer culturel	Aménagement d'un stade de foot ball
	20 000 000	10 000 000	5 000 000	10 000 000	31 000 000	5 000 000
BOSSEDI 2	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
	Construction de deux bac de collectes des ordures	Construction d'une fourrière à bestiaux	Appui financier et matériel aux organisations paysannes des jeunes	Construction et équipement d'une bibliothèque	Appui financier et technique aux associations culturelles	Appui pour l'acquisition du matériel et équipements de psort
	10 000 000	20 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	2 000 000
MABANGA	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
	Construction de deux bac de collectes des ordures	Construction des toilettes publiques	Appui financier et matériel aux organisations paysannes des jeunes	Construction et équipement d'une bibliothèque	Appui financier et technique aux associations culturelles	Appui pour l'acquisition du matériel et équipements de sport
	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	2 000 000
NJOBWELE	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
	Construction de deux bac de collectes des ordures	Aménagement d'un jardin botanique pour la production des plantes médicinales	Appui pour la Promotion de l'entrepreneariat jeune	Appui pour la promotion des activités minières	Construction et équipement d'un foyer culturel	Appui pour l'acquisition du matériel et équipements de sport

VILLAGES	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
	10 000 000	10 000 000	10 000 000	5 000 000	31 000 000	2 000 000
BWELELO	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
	Construction de deux bac de collectes des ordures	Construction des toilettes publiques	Appui financier et matériel aux organisations paysannes des jeunes	Construction et équipement d'une bibliothèque	Appui financier et technique aux associations culturelles	Appui pour l'acquisition du matériel et équipements de sport
	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	2 000 000
DIBOMBARI BEACH	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
	Construction de deux bac de collectes des ordures	Aménagement d'un jardin botanique pour la production des plantes médicinales	Appui pour la Promotion de l'entrepreneuriat jeune	Création d'un espace de divertissement pour jeunes et enfants	Construction et équipement d'un foyer culturel	Appui pour l'acquisition du matériel et équipements de sport
	10 000 000	10 000 000	10 000 000	5 000 000	31 000 000	2 000 000
BWAJUMBA	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
	Construction de deux bac de collectes des ordures	Construction d'une fourrière à bestiaux	Appui à la mise en place d'un club de lecture	Appui pour la promotion des activités artisanales génératrices de revenus	Construction et équipement d'un foyer culturel	Appui pour l'acquisition du matériel et équipements de sport
	10 000 000	20 000 000	10 000 000	5 000 000	31 000 000	2 000 000
NGODI	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS

VILLAGES	PROJETS ECOLOGIQUES		PROJETS D'APPUI A LA JEUNESSE		PROJETS CULTURELS	PROJETS SPORTIFS
	Aménagement d'un jardin botanique	Aménagement des espaces verts récréatifs	Appui financier et matériel des organisations paysannes des jeunes	Mise sur pied d'un club de lecture	Appui financier et technique aux associations culturelles	Appui en matériel et équipements de sport aux associations sportives
	10 000 000	15 000 000	5 000 000	10 000 000	10 000 000	2 000 000

Source : Résultat du DIC, DEUC, DPNV

V.2.3. CADRAGE BUDGETAIRE SUR LA BASE DES CA (SUR TROIS ANS)

TABEAU 11: CADRAGE BUDGETAIRE COMMUNE DE DIBOMBARI

N°	EXERCICES	MONTANT COMPTE ADMINISTRATIF (dépendances F+I)	MONTANT POUR INVESTISSEMENT	total des recettes propres	total des dépenses de fonctionnement	investissement sur fonds propres stricts	montant CAC	Revenues avec CAC		40% des recettes réservées pour l'investissement
				(A)	(B)	(A-B)	(C)	(A+C)	(A+C)-B	
1	2015	738 732 706	360 273 868	304 699 166	378 458 838	-73 759 672	216 180 839	520 880 005	142 421 167	208 352 002
2	2016	572 446 608	237 566 239	112 048 247	334 880 369	-222 832 122	200 094 090	312 142 337	-22 738 032	124 856 935
3	2017	576 628 866	275 751 301	277 724 256	300 877 565	-23 153 309	209 618 614	487 342 870	186 465 305	194 937 148
	TOTAL	1 887 808 180	873 591 408	694 471 669	1 014 216 772	-1 019 745 103	625 893 543	1 320 365 212	306 148 440	528 146 085

Le tableau ci-dessus présente le cadre budgétaire réalisé au cours de l'atelier de planification. Cet exercice permet sur la base des trois derniers comptes administratifs de la commune, d'identifier les ressources propres de la commune, lui permettant de financer les projets issus du plan communal de développement. Après une analyse minutieuse des recettes propres, des dépenses de fonctionnement, des investissements sur fonds propres stricts et du montant des CAC, on constate que 40% des recettes de la commune sont réservées pour l'investissement. Au terme de cette analyse, on constate les fonds propres qui permettent à la commune de financer son PCD sont de 176 048 695. En multipliant cette somme en 5, on obtient 880 243 475, permettant de faire une projection à travers la réalisation du plan quinquennal.

Avec la création du nouveau ministère du développement local, celui-ci se présente aussi comme un acteur important dans la réalisation des projets des communes. D'où la dotation de 100 000 000 qui seront désormais remis aux communes pour la réalisation de leurs projets dans certains secteurs spécifiques.

En déduisant 10 % de contre partie sur les fonds d'investissement de la Commune qui est 176 048 695 pour les projets à réaliser, on aura une somme de 17 604 869 FCFA que la commune pourra mettre comme contribution chaque année pour la réalisation de ses projets. Ainsi, le montant exact des projets par an reviendra alors à 158 443 826 F CFA.

Institutions	Montant annuel d'investissement de la commune	Montant sur cinq ans
Commune	158 443 826	792 219 130
MINDDEVELL	100 000 000	500 000 000
TOTAL	258 443 826	1 292 219 130

V.2.4. RANKING DES VILLAGES/ORDRE DE FINANCEMENT DES VILLAGES

VILLAGE	RANGKING	OBSERVATIONS
BONGO	1er	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
YANDUNGOU	2er	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
BONANDINDE	3 ^e	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
BIENDENDE	4 ^e	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
MBANGUE 2	5 ^e	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
MINYOUNGOU	6 ^e	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
BALI	7 ^e	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
YABONA	8 ^e	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
YASSEM	9 ^e	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
YAMIDJANG	10 ^e	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
YABWADIBE	11 ^e	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
DJOUKI	12 ^e	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
MBANGUE 1	13 ^e	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
YANGONANG	14 ^e	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
YANDOM	15 ^e	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
NKENDE	16 ^e	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
BABENGA	17 ^e	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
YASSOUKA	18 ^e	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
BWASSALO	19 ^e	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
BOMONO BA MBENGUE 2	20 ^e	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
YABEA	21 ^e	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
BWADIBO	22 ^e	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
BOMONO BA JEDU	23 ^e	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
YAPAKI	24 ^e	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
NKAPA	25 ^e	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
BOMONO GARE	26 ^e	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
BEKOKO	27 ^e	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
YAMIKOKI	28 ^e	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population
BOMONO BA MBENGUE1	29 ^e	Nombre d'infrastructures sociales existant et taille de la population

V.2.5. VALIDATION DES DONNEES DE BASE PAR SECTEUR

TABLEAU 12 :SYNTHESE DE L'ETAT DES LIEUX ET SITUATION SOUHAITEE

N°	Programme	Sous-programme	Situation initiale		Situation souhaitée		Population cible	Normes sectorielles
			Nbre	%	Nbre	%		
1	Sociale	Eau	33		50		23 876	250 personnes pour un point d'eau
		Santé	19		2		23 876	Environ 5000 personnes pour un centre de santé
		Education de base	25		4		23 876	Environ 300 élèves pour une école

N°	Programme	Sous-programme	Situation initiale		Situation souhaitée		Population cible	Normes sectorielles
			Nbre	%	Nbre	%		
		jeunesse	1		2		23 876	
		sport	/		10		23 876	
		culture	1		2		23 876	
		Promotion de la femme	1		2		23 876	
2	Economie	Route	175		37.2		23 876	
		Agriculture	/		1		23 876	
		Elevage	/		1		23 876	
		Commerce	6		2		23 876	
		Mines	0	0	1	1%	23 876	
		Artisanat	0	0	1	1%	23 876	
		Tourisme et loisir			3			
		électricité						
3	Environnement	Aménagement des espaces verts	0		2		23 876	
		Eradication de la jacinthe	0		3		23 876	
		Valorisation des déchets	0		1		23 876	

Source:CIETADEL

V.2.6. DETERMINATION DU NIVEAU D'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE

Situation des infrastructures dans la commune de Dibombari

Type d'infrastructures	Urbain	Rural	Total
Ecole	05	25	30
Formation sanitaires	01	17	18
Forages	02	31	33
Puits	01	02	03
Etc.			

Source : CIETADEL

Etat de fonctionnement des points d'eau selon leur nature dans la commune de Dibombari

Type d'ouvrage	Etat de fonctionnement			Total
	Bon	Endommagé	A réhabiliter	
Forages	24	7	02	33
Puits	01	01	01	03
Sources	/	/	/	
Etc.	/	/	/	58
Total	25	8	3	

Source : CIETADEL

La commune de Dibombari compte environ 33 forages dont 7 endommagés. Cette situation montre clairement que le nombre de forages est insuffisant et ne couvre pas tous les villages. Conséquence, la probabilité de consommer de l'eau de mauvaise qualité est très grande ; et c'est pour cette raison que le taux de maladies hydriques est élevé. Il est donc important que des efforts soient fournis dans ce secteur afin qu'au moins chaque village ait un forage de qualité.

Etat de fonctionnement des points d'eau dans la commune de Dibombari selon le milieu de résidence

Milieu de résidence	Effectif de la population	Etat de fonctionnement			Total
		Bon	Endommagé	A réhabiliter	
Urbain	6 381	5	2	1	8
Rural	13 521	25	9	3	37
Total	19 902	30	11	4	

Source : CIETADEL

La commune de Dibombari compte environ une population de 23 876 Personnes. Seulement on constate que le nombre de points d'eau pour couvrir la totalité de cette population est très insuffisant. Car on totalise 50 points d'eau dans toute la commune parmi lesquels 5 en zone urbaine et 25 en zone rurale. Le ratio de la couverture reste très faible et même insignifiant. L'alimentation en eau reste donc un problème majeur que la commune se doit de résorber afin d'éviter de nombreuses maladies et pertes en vies humaines.

Infrastructures sanitaires

Type de formations sanitaires	Urbain	Rural	Total
Hôpital de District	01	0	01
CMA	0	0	0
Centre de Santé Intégré	0	08	08
Total	01	08	09

Source : CIETADEL

La commune de Dibombari dispose d'un hôpital de district et 08 centres de santé intégrée. Avec une population de 23 876, ce nombre s'avère insuffisant pour couvrir et satisfaire toute cette population. Raison pour laquelle les populations sont souvent obligées de se rendre dans les formations sanitaires situées dans les villes de Douala et autres malgré de nombreux risques, afin de pouvoir avoir des soins de santé de qualité. On remarque à cet effet la création de nombreuses structures sanitaires privées dans le but d'apporter des solutions palliatives à cette situation de manque.

Répartition du personnel sanitaire dans la commune de Dibombari

Aire de santé	Effectif de la population	Formation sanitaire de référence	Médecin	IDE	IB	AS	Matrone	Commis
Bomono	23 876	HOPITAL DU DISTRICT DE DIBOMBARI	02	2	0	07	0	0
	2 508	Centre de santé de Bomono gare	0	2	0	4	0	1
	1 678	Centre de santé de Nkapa	0	0	0	2	0	0
	451	Centre de santé de Yamikoki	0	0	0	0	0	0
	209	Centre de santé de Nkende	0	1	0	0	0	0
	656	Hôpital de cardiologie	02	0	1	0	0	0
	1283	Centre de santé Saint Augustin	1	1	0	3	0	0
	139	U E B C centre de santé CEBEC	1	0	0		1	0
	1 678	Centre Médical de Nkapa (PROFAM)	0	1	2	4	0	0
	1283	Centre de santé Daniella	1	1		1	0	0
	1283	Centre de santé intégré Bomona ba mbengue 1	0	2		0	0	0
	1 678	Centre de santé Ebone Félix	0	1	0	3	0	0
	746	Ntsouto Médical	1	1	1	2	0	0
Yabéa	35	Centre de santé de Yabéa	0	2	0	0	0	0
	229	Centre de santé de Yassem	0	0	0	0	0	0
Bekoko	1 00	centre de santé communautaire de Bwadibo	0	1	0	4	0	0
	1 003	Centre de santé Libération de Bwadibo	0	1	0	0	0	0
	975	Centre de santé intégré de Bekoko	0	1	1	4	0	1
	656	Cameroon onchologie center	1	0	3	1	0	1
Total			09	17	8	35	2	3

Source : CIETADEL

La commune de Dibombari compte un hopital de district, un hopital privé de cardiologie, trois aires de santé et 16 centre se santé. La repartition du personnel est de 4 médecins, 15 IDE, 03 IB, 43 AS, 01 matrone et 2 comis pour une population totale de 23 876.

Ainsi, l'aire de santé de bekoko compte 3centres de santé pour un ratio de 660/1. Par contre pour l'aire de santé de yabéa, on enregistre 2 centres de santé soit un ratio de : 132/1, Quant à l'aire de santé de bomono qui est le plus vaste, on entregistre 10 centres de santé soit un ratio de 820/1.

S'agissant du personnel, le ratio est 5965 personnes pour 1 médecin.

Pour l'aire de santé de Bomono, nous avons 13 IDE, 2 IB, 27 AS soit respectivement 746/ IDE, 4103/IB, 315/AS

Pour l'aire de santé de bekoko : on a 1 IDE, 4 AS pour 247 PERSONNES, soit un ratio de 1978 personnes pour 01 IDE et 247 personnes pour 01 AS.

Pour l'aire de santé de Yabéa, nous avons 264 personnes pour un IDE et 66 personnes par aides soignant

Situation des équipements sanitaires dans la commune de Dibombari

Formation sanitaire	Lit	Labo	Maternité	Pharmacie	Réfrigérateur	
HOPITAL DU DISTRICT DE DIBOMBARI	11	OUI	OUI	OUI	1	
Centre de santé intégré	5	OUI	OUI	OUI	1	
Centre de santé Libération de Bwadibo	5	OUI	OUI	OUI	0	
Centre de santé de Yamikoki	0	NON	NON	NON	0	
Centre de santé intégré de Nkapa	4	OUI	OUI	OUI	1	
Centre de santé intégré de Bekoko	3	OUI	OUI	OUI	1	
Centre de santé intégré de Yabea	4	NON	OUI	OUI	0	
Centre de santé intégré de Yassem	3	OUI	NON	OUI	0	
Centre de santé de Nkende	4	OUI	OUI	OUI	1	
Hôpital de cardiologie		OUI	OUI	OUI	1	
Centre de santé Saint Augustin	6	OUI	OUI	OUI	1	
U E B C centre de santé CEBEC	6	OUI	OUI	OUI	1	
Centre Médical de Nkapa (PROFAM)		OUI	OUI	OUI	1	
Centre de santé Daniella	4	OUI	OUI	OUI	1	
Centre de santé intégré	10	OUI	OUI	OUI	1	
centre de santé communautaire	6	OUI	OUI	OUI	1	
Centre de santé Ebone Félix		OUI	OUI	OUI		
Ntsouto Médical	5	OUI	OUI	OUI	0	
centre de santé privé Cameroon orchologie center	5	OUI	NON	OUI	1	
Total	91				13	

Source : CIETADEL

Bien que disposant des autres équipements nécessaires pour le fonctionnement du centre de santé, on note ce pendant un écart sur le nombre de lits disponible dans les centres santé de la commune de Dibombari. L'OMS préconise 30 lits pour 1000 habitants, au Cameroun la moyenne nationale est de 1,3 lit pour 1000 habitants, l'hôpital de District de Dibombari a une moyenne de 2,2 lits pour 10 000 habitants. L'Ecart est de 69 % par rapport à la moyenne nationale. La quantité de lit recensée dans les centres de santé sont très insuffisants par rapport à la taille de la population. Cette situation est critique et même si elle n'est pas perçue, elle demeure inquiétante en cas d'épidémie.

Situation de l'aménagement des formations sanitaires dans la commune Dibombari

Formation sanitaire	Existence de points d'eau	Dispose de latrines	Existence d'une clôture	Existence d'un dispositif de traitement des déchets	Existence d'un logement d'astreinte	Reboisement effectué dans le site
HOPITAL DU DISTRICT DE DIBOMBARI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	NON
Centre de santé intégré	OUI	OUI	NON	NON	OUI	NON
Centre de santé Libération de Bwadibo	OUI	NON	NON	NON	OUI	NON
Centre de santé de Yamikoki	NON	NON	NON	NON	NON	NON
Centre de santé intégré de Nkapa	OUI	OUI	NON	NON	NON	NON
Centre de santé intégré de Bekoko	NON	OUI	NON	NON	NON	NON
Centre de santé intégré de Yabea	NON	OUI	NON	NON	NON	NON
Centre de santé intégré de Yassem	NON	NON	NON	NON	NON	NON
Centre de santé de Nkende	OUI	OUI	OUI	NON	NON	NON
Hôpital de cardiologie	OUI	OUI	OUI	NON	NON	NON
Centre de santé Saint Augustin	OUI	OUI	NON	NON	NON	NON
U E B C centre de santé CEBEC	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	NON
Centre Médical de Nkapa (PROFAM)	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	NON
Centre de santé Daniella	OUI	OUI	NON	NON	NON	NON
Centre de santé intégré	OUI	OUI	NON	NON	NON	NON
centre de santé communautaire	NON	OUI	NON	OUI	OUI	NON
Centre de santé Ebone Félix	OUI	OUI	NON	NON	OUI	NON
Ntsouto Médical	OUI	OUI	NON	NON	OUI	OUI
centre de santé privé Cameroon orchologie center	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	

Source : CIETADEL

Etat des bâtiments des formations sanitaires de la commune de Dibombari

Formation sanitaire	Nombre total de bâtiments	Nombre de bâtiments		
		Bon	Passable	Mauvais
HOPITAL DU DISTRICT DE DIBOMBARI	9	9		
Centre de santé intégré	1		1	
Centre de santé Libération de Bwadibo	1		1	
Centre de santé de Yamikoki	1		1	
Centre de santé intégré de Nkapa	1		1	
Centre de santé intégré de Bekoko	1	1		
Centre de santé intégré de Yabea	1		1	
Centre de santé intégré de Yassem	1			1
Centre de santé de Nkende	1		1	
Hôpital de cardiologie	1	1	1	
Centre de santé Saint Augustin	2	1	1	
U E B C centre de santé CEBEC	1	1		
Centre Médical de Nkapa (PROFAM)	1	1		
Centre de santé Daniella	1	1		
Centre de santé intégré	1	1		
centre de santé communautaire	1	1		
Centre de santé Ebone Félix	1	1		
Ntsouto Médical	1	1		
centre de santé privé Cameroon orchologie center	6	6		
Total	33	25	8	1

Source : CIETADEL

Répartition des écoles dans la commune de Dibombari

Type d'écoles	Urbain	Rural	Total	Observations
Ecole Maternelle	4	12	16	Les d'écoles des parents qui existaient ne fonctionnent plus
Ecole primaire	4	22	24	
CES	0	02	02	
CETIC	01	0	01	
Lycée	01	01	02	
Total	10	37	46	

Source : CIETADEL

Effectif des élèves dans les écoles de la commune de Dibombari

Type d'écoles	Filles	Garçons	Total élèves
Ecole Maternelle	415	402	817
Ecole primaire	2530	2480	5010
CES	131	134	265
CETIC	1	61	62
Lycée	554	452	1006
SAR/SM	9	20	29
ETA	60	97	157
Total	3700	3585	7346

Source : CIETADEL

L'arrondissement de Dibombari compte environ 7346 élèves. Selon la repartition faite dans le tableau ci-dessus, on constate un léger décalage entre les filles et garçon ? Ce qui veut dire qu'un accent un mis sur l'éducation des jeunes filles dans la commune. On peut alors observer dans les villages la reprise de cours par les filles mères. Situation encourageant pour le

développement des villages de la commune. Seulement, ces élèves demandent encore d'être accompagné techniquement et financièrement, en plus des infrastructures qu'il faudrait encore améliorer dans les écoles et établissements.

Encadrement et équipement des établissements de la commune

Type d'écoles	Effectif élèves	Nombre d'enseignants	Nombre de salles de classe	Nombre de tables bancs	Ratio Elèves/Enseignant	Ratio Elève/Salles de classe	Ratio Elèves/place assise
Ecole Maternelle	817	29	23	836	30/1	35/1	1/1
Ecole primaire	5010	131	194	2136	38/1	25/1	2/2
CES	265	24	10	325	11/1	26/1	1/1
CETIC	62	8	5	104	17/1	19/1	2/1
Lycée	1006	45	24	603			
ETA	157	32	12	304	5/1	13/1	1/2
SAR/SM	29	6	06	45	12/1	12/1	3/2
Total	7346	275	274	4 353			

Source : CIETADEL

Les écoles de l'arrondissement de Dibombari comptent au total de 7346 élèves. L'encadrement de ces élèves est assuré par 275 enseignants, un effectif qui apparaît à première vue au dessous de la moyenne. Il s'avère donc nécessaire que les pouvoirs publics s'y investissent d'avantage dans ce secteur pour un enseignement et un encadrement de qualité dans les écoles. Les différents ratios observés dans le tableau en sont une parfaite illustration de cette situation qui est souvent à l'origine de l'exode rural et de la déperdition scolaire.

Les écoles de l'arrondissement de Dibombari comptent au total de 7346 élèves. L'encadrement de ces élèves est assuré par 275 enseignants, un effectif qui apparaît à première vue au dessous de la moyenne. Il s'avère donc nécessaire que les pouvoirs publics s'y investissent d'avantage dans ce secteur pour un enseignement et un encadrement de qualité dans les écoles. Les différents ratios observés dans le tableau en sont une parfaite illustration de cette situation qui est souvent à l'origine de l'exode rural et de la déperdition scolaire.

Les écoles de l'arrondissement de Dibombari comptent au total de 7346 élèves. L'encadrement de ces élèves est assuré par 275 enseignants, un effectif qui apparaît à première vue au dessous de la moyenne.

Il s'avère donc nécessaire que les pouvoirs publics s'y investissent d'avantage dans ce secteur pour un enseignement et un encadrement de qualité dans les écoles. Les différents ratios observés dans le tableau en sont une parfaite illustration de cette situation qui est souvent à l'origine de l'exode rural et de la déperdition scolaire.

Etat général des bâtiments scolaires

Type d'écoles	Bon	Passable	Mauvais	Total
Ecole Maternelle	17	6		23
Ecole primaire	114	80		194
CES	7	3		10
CETIC	3	2		5
Lycée	16	8	/	24
ETA	12	/	/	12
SAR/SM	04	2	/	04
Total	173	101		272

Source : CIETADEL

L'état général des bâtiments scolaires de l'arrondissement montre que les élèves sont dans la majorité couverts avec 173 bâtiments en bon état et 101 en état passable. Seulement des efforts supplémentaires doivent être faits pour que les élèves soient dans une situation bien confortable dans les écoles et les villages.

SITUATION DE REFERENCE/BESOINS DE LA COUVERTURE EN ENSEIGNANTS DES ETABLISSEMENTS SECONDAIRES DE LA COMMUNE

ETABLISSEMENT MATIERES/ DISCIPLINES		LYCEE TECHNIQUE	CES	LYCEE	CETIC	TOTAL	Observations (préciser par exemple l'effectif des vacataires)
Mathématiques	EXISTANT	/					
	BESOINS	/	04	05	02	11	
Physique/Chimie	EXISTANT	/					
	BESOINS	/	02	06	02	10	
EPS	EXISTANT	/					
	BESOINS	/	02	02	01	05	
SVT	EXISTANT	/	02				
	BESOINS	/	02	03	01	06	
Anglais	EXISTANT	/	01				
	BESOINS	/	02	05	02	09	
Français		/	02	04	02	08	
Informatique		/	02	04	01	07	
TOTAL							

V.3. PLANIFICATION STRATÉGIQUE

V.3.1. ELABORATION DES PROGRAMMES TECHNIQUES (SUR 05 ANS)

VILLAGE	PROJET	TOTAL 1	CUMUL	PROGRAMMES	ACTIONS
ESPACE URBAIN ET INSTITUTION COMMUNALE	Réhabilitation et extension du réseau d'adduction d'eau gravitaire dans la commune de DIBOMBARI	102000000	106 080 000	Amélioration de l'offre des services sociaux de basse	Eau
	Etude de faisabilité pour la réhabilitation et l'extension du réseau d'adduction d'eau	4 080 000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
	réhabilitation du stade municipal	50 000 000	158 080 000	Promotion de la culture, du sport et appui à la jeunesse	Sport
	Etude de faisabilité	2 000 000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
	aménagement de 03 espaces verts	6 000 000	164 320 000	Promotion du développement économique et protection de la nature	Ecologie
	Etude de faisabilité pour	240 000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
	Construction et équipement d'01 centre multifonctionnel à Dibombari	140000000	309 920 000	Promotion de la culture, du sports et appui à la jeunesse	Jeunesse
	Etude de faisabilité pour	5 600 000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité

VILLAGE	PROJET	TOTAL 1	CUMUL	PROGRAMMES	ACTIONS
	Aménagement d'un site touristique à DIBOMBARI BEACH	45000000	356 720 000	Promotion du développement économique et protection de la nature	Ecologique
	Etude de faisabilité pour	1800000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
BONGO	Ouverture de la voie fluviale par l'éradication de la jacinthe d'eau sur 10km Yassem-Bongo-Yangonang	21000000	378 560 000	Promotion du développement économique et protection de la nature	Ecologie
	Etude de faisabilité pour	840000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
	Appui pour l'acquisition de 03 pirogues à moteur aux pêcheurs et Octroie des subventions aux éleveurs	12000000	390 560 000	Promotion du développement économique et protection de la nature	Pêche
YANDOUNGOU	Extension du réseau électrique (BT et MT) sur une distance de 2km	16 000 000	407 200 000	Promotion du développement économique et protection de la nature	Energie
	Etude de faisabilité pour	640 000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
	Aménagement d'un jardin botanique pour la production des plantes médicinales	10000000	417 600 000	Promotion du développement économique et protection de la nature	Ecologie
	etude de faisabilité pour	400000			
BONANDINDE	Réhabilitation de la route menant à la carrière de sable sur 05 Km	15 000 000	433 200 000	Promotion du développement économique et protection de la nature	Travaux publics

VILLAGE	PROJET	TOTAL 1	CUMUL	PROGRAMMES	ACTIONS
	Etude de faisabilité pour	600 000	443 600 000	Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
	Aménagement d'un jardin botanique pour la promotion des plantes médicinales	10 000 000		Promotion du développement économique et protection de la nature	Ecologie
	Etude de faisabilité pour	400 000			
BIENDENDE	Réhabilitation de la route menant à la carrière sur une distance de 06 KM	10 500 000	454 520 000	Promotion du développement économique et protection de la nature	Travaux publics
	Etude de faisabilité pour	420 000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
	Appui à la mise en œuvre des projets maturés et activités des associations des jeunes	5 000 000	459 520 000	Promotion de la culture, du sport et appui à la jeunesse	Jeunesse
MBANGUE 2	Construction d'un forage équipé PMH à la chefferie de Mangue 2	8 500 000	468 360 000	Amélioration de l'offre des services sociaux de basse	Eau
	Etude de faisabilité pour	340 000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
	Appui aux AGR des jeunes fille	5 000 000	473 360 000	Promotion de la culture, du sport et appui à la jeunesse	Jeunesse
MINYOUNGOU	Réhabilitation de la route menant à la carrière de gravier sur 3 km	12 000 000	485 840 000	Promotion du développement économique et protection de la nature	Travaux publics

VILLAGE	PROJET	TOTAL 1	CUMUL	PROGRAMMES	ACTIONS
	Etude de faisafilite pour	480 000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
	Appui aux AGR des jeunes	5 000 000	490 840 000	Promotion de la culture, du sport et appui à la jeunesse	Jeunesse
BALI	Création d'un champ communautaire de manioc à BALI	5 500 000	496 560 000	Promotion du développement économique et protection de la nature	Agriculture
	Etude de faisafilite	220 000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
	Construction et équipement d'un foyer culturel	31 000 000	528 800 000	Promotion de la culture, du sport et appui à la jeunesse	Art et culture
	Etude de faisafilite pour	1 240 000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
YABONA	Construction d'un forage équipé de PMH à la chefferie de Yabona	8 500 000	537 640 000	Amélioration de l'offre des services sociaux de basse	Eau
	Etude de faisafilite pour	340 000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
	Appui technique et financier aux organisations paysannes des jeunes	5 000 000	542 640 000	Promotion de la culture, du sport et appui à la jeunesse	Jeunesse
YASSEM	Construction d'un débarcadère à Yassem	51 000 000	595 680 000	Promotion du développement économique et protection de la nature	Pêche

VILLAGE	PROJET	TOTAL 1	CUMUL	PROGRAMMES	ACTIONS
	Etude de faisabilité	2 040 000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
	Appui pour la Promotion de l'entrepreneuriat jeune	10 000 000	605 680 000	Promotion de la culture, du sport et appui à la jeunesse	Jeunesse
	Extension du réseau électrique (BT et MT) sur une distance de 5km	31 000 000	637 920 000	Promotion du développement économique et protection de la nature	Energie
YAMIDJANG	Etude de faisabilité	1 240 000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
	Appui financier et technique des organisations et associations des jeunes	5 000 000	642 920 000	Promotion de la culture, du sport et appui à la jeunesse	Jeunesse
YABWADIBE	construction d'un foyer culturel et d'un bloc de 2 toilettes	31 000 000	675 160 000	Promotion de la culture, du sport et appui à la jeunesse	Art et culture
	Etude de faisabilité pour	1 240 000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
NDJOUKI	Construction d'un débarcadère	51000000	728 200 000	Promotion du développement économique et protection de la nature	Pêche
	Etude de faisabilité	2040000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
MBANGUE 1	Construction d'un forage équipé de PMH à la chefferie Mbangué 1	8 500 000	737 040 000	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Eau

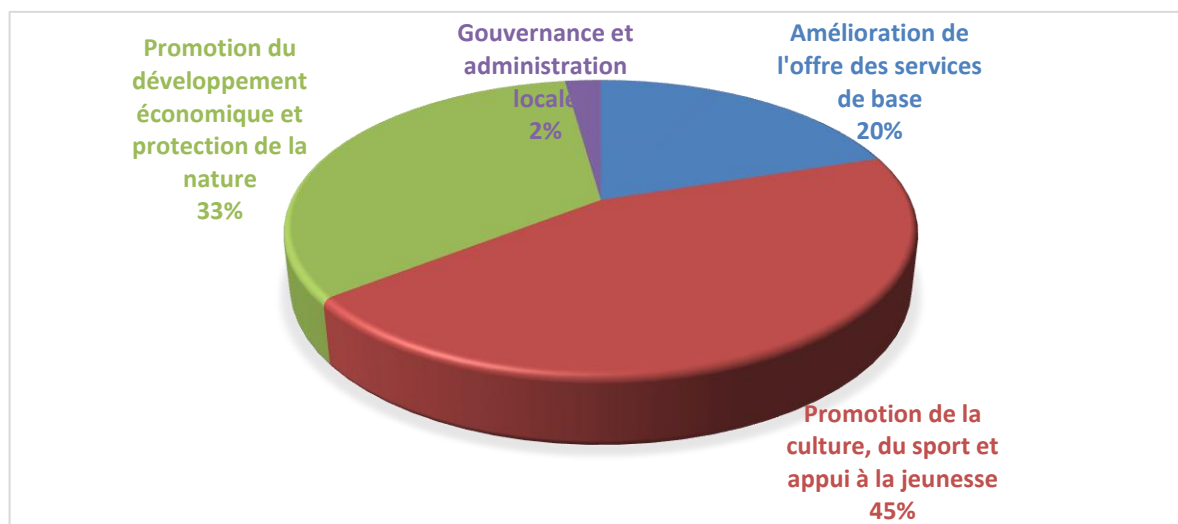
VILLAGE	PROJET	TOTAL 1	CUMUL	PROGRAMMES	ACTIONS
	etude de faisafilite pour	340 000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
YANGONANG	Ouverture de la voie fluviale par éradication de la jacinthe (Yangonang-Fiko) 08 km	21 000 000	758 880 000	Promotion du développement économique et protection de la nature	Ecologie
	Etude de faisafilite pour	840 000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
YANDOM	Contruction d'un complexe sportif comprenant un terrain de basketball de volleyball et handball	11 000 000	770 320 000	Promotion de la culture, du sport et appui à la jeunesse	Sport
	Etude de faisafilite	440 000		Gouvernance et administration locale	etude de faisabilité
NKENDE	construction et équipement d'un CES à NKENDE	75 000 000	848 320 000	Amélioration de l'offre des services sociaux de basse	Enseignement secondaire
	etude de faisafilite pour	3 000 000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
BABENGA	Création, construction et équipement d'un CETIC à BABENGA	100 000 000	952 320 000	Amélioration de l'offre des services sociaux de basse	Enseignement secondaire
	Etude de faisafilite	4 000 000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
YASSOUKA	Construction d'un forage avec château d'eau d'une capacité de 2000 Litres	16000000	968 960 000	Amélioration de l'offre des services sociaux de basse	Eau

VILLAGE	PROJET	TOTAL 1	CUMUL	PROGRAMMES	ACTIONS
	Etude de faisabilité pour	640000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
BWASSALO	Réhabilitation de quatre (04) forages en panne	21 000 000	990 800 000	Amélioration de l'offre des services sociaux de basse	Eau
	Etude de faisabilité pour	840 000		Gouvernance et administration locale	etude de faisabilité
BOMONO BA MBENGUE 2	Construction et équipement d'un foyer communautaire et un bloc de 02 toilettes à BOMONO BA MBENGUE II	31000000	1 023 040 000	Promotion de la culture, du sport et appui à la jeunesse	Art et culture
	Etude de faisabilité pour	1240000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
YABEA	Construction et équipement d'une case communautaire et bloc de 02 toilettes à YABEA	31000000	1 055 280 000	Promotion de la culture, du sport et appui à la jeunesse	Art et culture
	Etude de faisabilité	1240000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
BWADIBO	Construction d'une école primaire bilingue	91 000 000	1 149 920 000	amélioration de l'offre des services sociaux de basse	Education de base
	Etude de faisabilité pour	3 640 000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
BOMONO BA JEDU	Appui financier et technique des jeunes dans la promotion de l'entrepreneuriat	5 000 000	1 154 920 000	Promotion de la culture, du sport et appui à la jeunesse	Jeunesse

VILLAGE	PROJET	TOTAL 1	CUMUL	PROGRAMMES	ACTIONS
YAPAKI	Construction d'un mini complexe sportif	50 000 000	1 206 920 000	Promotion de la culture, du sport et appui à la jeunesse	Sport
	Etude de faisafilite	2 000 000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
NKAPA	Construction d'un foyer culturel	31 000 000	1 239 160 000	Promotion de la culture, du sport et appui à la jeunesse	Art et culture
	Etude de faisafilite	1 240 000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
BOMONO GARE	Construction et équipement d'un centre multimédia	20 000 000	1 259 960 000	Promotion de la culture, du sport et appui à la jeunesse	Jeunesse
	Etude de faisafilite pour	800 000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
BEKOKO	Aménagemnt d'un espace de diffusion des traditions culturelles de festival	15 000 000	1 275 560 000	Promotion de la culture, du sport et appui à la jeunesse	Art et culture
	Etude de faisafilité	600 000		Gouvernance et administration locale	Etude de faisabilité
YAMIKOKI	Appui pour l'acquisition du matériel et équipement 'animation aux associations culturelles	10 000 000	1 285 560 000	Promotion de la culture, du sport et appui à la jeunesse	Art et culture

VILLAGE	PROJET	TOTAL 1	CUMUL	PROGRAMMES	ACTIONS
BOMONO BA MBENGUE1	Appui technique et financier aux projets générateurs de revenus des jeunes	5 000 000	1 290 560 000	Promotion de la culture, du sport et appui à la jeunesse	Jeunesse

Figure N°2: Poids des programmes



Les activités de la commune de Dibombari sont accées sur quatre programmes à savoir le programme d'amélioration de l'offre des services de base, le programme de promotion de la culture, du sport et appui a la jeunesse et le programme du developpement et protection de la nature et la gouvernance et administration locale.

- Le programme d'amélioration de l'offre des services de base compte au total 8 projets ce qui donne 20 % des 51 projets entrant dans la programmation quiquennale
- Le programme de promotion de la culture, du sport et appui a la jeunesse quant à lui compte 30 microprojets, soit 45 % du poids total. Il s'agit ici du programme le plus vaste et le plus important en terme de projets.

Le programme du developpement et protection de la nature dispose de 11 microprojets, soit 33 % du poids total.

Le programme de gouvernnace et administration locale avec 2 % pour deux projets

En somme, en terme d'importance des projets à réaliser, le progrmme de promotion de la culture, du sport et appui a la jeunesse vient donc en première position, suivi du programme du developpement économique et protection de la nature, de celui d'amélioration des services sociaux de base et de la gouvernance locale.

Cette quantification montre que les activités pour les cinq prochaines années seront plus réalisées dans la culture, le sport et la jeunesse. Ce qui ne donne pas une large possibilité à la commune de développer son économie compte tenu du faible pourcentage du programme du développement économique et protection de la nature.

V.3.1.1. PROGRAMME TECHNIQUE D'AMELIORATION DEL'OFFREDES SERVICES SOCIAUX DE BASE

V.3.1.1.1. ACTION EAU

PROGRAMME 1 : AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE									
Objectif : Améliorer le taux d'accès aux services sociaux de base dans les secteurs de l'éducation, de l'eau et la Santé publique en 5 ans Indicateur : Taux d'amélioration global des services sociaux au niveau local									
Action 1 EAU : Augmenter l'accès aux infrastructures hydrauliques fonctionnelles									
Objectif : Amélioration de l'offre d'infrastructures d'eau potable de 53,42% à 58,32%;									
Indicateur : Taux d'accès aux infrastructures hydrauliques									
Activites	Coût Total	Source de financement	Lieu d'implantation	Année de Réalisation					Partenaires
Réhabilitation et extension du réseau d'adduction d'eau gravitaire dans la commune de DIBOMBARI	102 000 000	COMMUNE	DIBOMBARI	2020	2021	2022	2023	2024	MINEE PNDP
Construction d'un forage équipé PMH à la chefferie de Mangue 2	8 500 000	COMMUNE	Chefferie de mangue 2						MINEE PNDP
Construction d'un forage équipé de PMH à Yabona	8 500 000	COMMUNE	La chefferie de YABONA						MINEE PNDP
Construction d'un forage équipé de PMH à Yabona	8 500 000	COMMUNE	La chefferie MBANGUE 1						MINEE PNDP
Construction d'un forage équipé de PMH à Mbangué 1	16 000 000	COMMUNE	YASSOUKA						MINEE PNDP
Construction d'un forage avec château d'eau d'une capacité de 2000 Litres	21 000 000	COMMUNE	BWASSALO						MINEE PNDP
Réhabilitation de quatre (04) forages en panne	8 500 000	COMMUNE	BOSSEDI						MINEE

V.3.1.1.2. ACTION EDUCATION

PROGRAMME 1 : AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE									
Objectif : Améliorer le taux d'accès aux services sociaux de base dans les secteurs de l'éducation, de l'eau et la Santé publique en 5 ans									
Indicateur : Taux d'amélioration global des services sociaux au niveau local									
Action 1 Education de base : Augmenter quantitativement les équipements et les infrastructures dans les établissements scolaires									
Objectif : Améliorer l'offre d'éducation scolaire de qualité d'ici 2023									
Indicateur : Au moins 10 nouvelles salles de classe construites et une école maternelle créée									
Activites	Coût Total	Source de financement	Lieu d'implantation	Année de Réalisation					Partenaires
Construction d'une école primaire bilingue	91 000 000	COMMUNE	BWADIBO	2020	2021	2022	2023	2024	MINEDUB
Construction et équipement d'un CES à NKENDE	31 000 000	COMMUNE	NKENDE						MINESEC
Création, construction et équipement d'un CETIC à BABENGA	10 000 000	COMMUNE	BABENGA						MINESEC

V.3.1.2. PROGRAMME TECHNIQUE ECONOMIQUE DE LA PROMOTION DU DEVELOPPEMENT ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE

V.3.1.2.1. ACTION AGRICULTURE

Programme technique Promotion du développement économique et protection de l'environnement									
Objectif: Améliorer de l'offre des infrastructures et services à caractère économique en cinq ans									
Action : Amélioration de la productivité agricole									
Objectif : Au moins un champ communautaire créé									
Activite	Coût Total	Source de financement	Lieu d'implantation	Année de Réalisation					Partenaires
Création d'un champ communautaire de manioc à BALI	5 500 000	COMMUNE	Bali	2020	2021	2022	2023	2024	FEICOM MINTP
				5 500 000					

V.3.1.2.2. ACTION ENERGIE

Programme technique Promotion du développement économique et protection de l'environnement									
Objectif: Améliorer l'offre des infrastructures et services à caractère économique en cinq ans									
Action : Amélioration de l'offre en énergie électrique									
Objectif : Accroître le taux d'accès à l'énergie électrique d'ici 2023									
Indicateur : Taux de couverture du réseau									
Activités	Coût Total	Source de financement	Lieu d'implantation	Année de Réalisation					Partenaires
Extension du réseau électrique (BT et MT) sur une distance de 2km	16 000 000	COMMUNE	YANDUNGOU	2020	2021	2022	2023	2024	MINEE

V.3.1.2.3. ACTION PECHE

Programme technique Promotion du développement économique et protection de l'environnement :									
Objectif: Améliorer de l'offre des infrastructures et services à caractère économique en cinq ans									
Action : Élevage et Pêche : Amélioration de la production pastorale									
Objectif : Promouvoir les produits halieutiques d'ici 2024									
Indicateur : Au moins 2 débarcadaires construits									
Activités	Coût Total	Source de financement	Lieu d'implantation	Année de Réalisation					Partenaires
Appui pour l'acquisition de 03 pirogues à moteur aux pêcheurs et Octroie des subventions aux éleveurs	51 000 000	COMMUNE	YASSEM	2020	2021	2022	2023	2024	FEICOM MINTP
Construction d'un débarcadère	51 000 000		NJOUKI						MINEPIA
Construction d'un débarcadere à Yassem	51 000 000		MINYUNGU						

V.3.1.2.4. ACTION TRAVAUX PUBLICS

Programme technique Promotion du développement économique et protection de l'environnement :									
Objectif : Améliorer l'offre des infrastructures et services à caractère économique en cinq ans									
Action : Travaux publics									
Objectif : Amélioration de l'état des infrastructures routières dans la commune d'ici 2023									
Indicateur : Au moins 17 Km de route réhabilités									
Activites	Coût Total	Source de financement	Lieu d'implantation	Année de Réalisation					Partenaires
				2020	2021	2022	2023	2024	
Réhabilitation de la route menant à la carrière de sable sur 05 Km	15 000 000	Commune	BIENDENDE						MINCOMMERCE
Réhabilitation de la route menant à la carrière sur une distance de 06 KM	10 000 000	Commune	MINYOUNGOU						MINCOMMERCE
Réhabilitation de la route menant à la carrière sur une distance de 06 KM	12 000 000	Commune	BONANDINDE						MINCOMMERCE

V.3.1.2.5. ACTION ECOLOGIE

Programme : Technique Promotion du développement économique et protection de l'environnement :									
Objectif : Améliorer de 19,89% à 28,91% l'offre des infrastructures et services à caractère économique et écologique en cinq ans									
Action : Protection des écosystèmes									
Objectif : Améliorer de 9,03% à 47,22% l'offre des services et infrastructures de protection de la Nature et de salubrité d'ici 2024									
Indicateur : Au moins 02 jardins botaniques et 03 espaces verts aménagés, 02 voies d'évacuation des eaux souillées ouvertes									
Activites	Coût Total	Source de financement	Lieu d'implantation	Année de Réalisation					Partenaires
				2020	2021	2022	2023	2024	
Aménagement de 03 espaces verts	6 000 000	Commune	DIBOMBARI						MINEPDD
Ouverture de la voie fluviale par l'éradication de la jacinthe d'eau sur 10km Yassem-Bongo-Yangonang	21 000 000	Commune	BONGO						MINEPDD
Aménagement d'un jardin botanique pour la production des plantes médicinales	10000000	Commune	YANDOUNGOU						MINTP/MINEE/MI NEPDD
Aménagement d'un jardin botanique pour la promotion des plantes	10 000 000	Commune	BONANDINDE						MINTP/MINEE/MI NEPDD

médicinales									
Ouverture de la voie fluviale par éradication de la jacinthe (Yangonang- Fiko) 08 km	21000000	Commune	YANGONANG						MINTP/MINEE/MI NEPDD

V.3.1.3.PROGRAMME TECHNIQUE DE LA CULTURE DU SPORT ET APPUI A LA JEUNESSE

V.3.1.3.1. ACTION CULTURE

Programme promotion de la culture, des sports et d'appui à la jeunesse									
Objectif : Améliorer l'offre de la promotion de la culture, des sports et d'appui à la jeunesse									
Action : Arts et Culture , Promotion de la culture locale									
Objectif : Accroître le nombre d'infrastructures culturelles d'ici 2023									
Indicateurs : Au moins 05 foyers construits et des appuis financiers et matériel pour la promotion de la culture locale									
Activites	Coût Total	Source de financement	Lieu d'implantation	Année de Réalisation					Partenaires
Construction et équipement d'un foyer culturel	31 000 000 31 000 000	Commune	BALI	2020	2021	2022	2023	2024	MINAC
						31 000 000			
construction d'un foyer culturel et d'un bloc de 2 toilettes	31 000 000	Commune	YABWADIBE						MINAC
Construction et équipement d'un foyer culturel et un bloc de 02 toilettes à BOMONO BA MBENGUE II	31 000 000	Commune	BOMONO BA MBENGUE 2						MINAC
Construction et équipement d'un foyer culturel et un bloc de 02 toilettes à YABEA	31 000 000	Commune	YABEA						MINAC
Construction d'un foyer culturel	15 000 000	Commune	NKAPA						MINAC
15 000 000	10 000 000	Commune	BEKOKO						MINAC
10 000 000	31 000 000	Commune	YAMIKOKI						MINAC

V.3.1.3.2. ACTION SPORT

Programme promotion de la culture, des sports et d'appui à la jeunesse									
Objectif : Améliorer l'offre de la promotion de la culture, des sports et d'appui à la jeunesse									
Action : SPORT ; Promotion des activités sportives									
Objectif : Accroître le nombre d'infrastructures sportives d'ici 2023									
Indicateurs : Au moins un nouveau stade construit dans la commune									
Activités	Coût Total	Source de financement	Lieu d'implantation	Année de Réalisation					Partenaires
réhabilitation du stade municipal	50 000 000	Commune	DIMBOMBARI	2020	2021	2022	2023	2024	MINSEP
Création d'une plate forme sportive comprenant un terrain de basketball de volleyball et handball	11 000 000	Commune	YANDOM						MINSEP

V.3.1.3.3. ACTION JEUNESSE

Programme promotion de la culture, des sports et d'appui à la jeunesse									
Objectif : Améliorer l'offre de la promotion de la culture, des sports et d'appui à la jeunesse									
Action : JEUNESSE, Promotion de l'épanouissement des jeunes au niveau local									
Objectif ! Augmenter les appuis à la jeunesse d'ici 2023									
Indicateurs : Niveau d'accès aux infrastructures de jeunesse									
Activités	Coût Total	Source de financement	Lieu d'implantation	Année de Réalisation					Partenaires
Construction et équipement d'un centre multifonctionnel à Dibombari	20 000 0000	COMMUNE	DIBOMBARI	2020	2021	2022	2023	2024	MINJEC
Construction d'un centre multimédia à Bonadindé	20 000 0000	COMMUNE	BIENDENDE						MINJEC
Construction d'un centre de formation multifonctionnel derrière le CSI de Yabea	20 000 0000	COMMUNE	YABEA						MINJEC
Appui technique et financier aux associations des jeunes	5 000 000	MINDDEVEL	Mbangue 1						MINJEC
Appui au développement des activités génératrices de revenus des jeunes	5 000 000	MINDDEVEL	YANDOUNGOU						MINJEC
Appui financier et technique des organisations et associations	5 000 000	MINDDEVEL	YAMIDJANG						MINJEC

Programme promotion de la culture, des sports et d'appui à la jeunesse									
Objectif : Améliorer l'offre de la promotion de la culture, des sports et d'appui à la jeunesse									
Action : JEUNESSE, Promotion de l'épanouissement des jeunes au niveau local									
Objectif ! Augmenter les appuis à la jeunesse d'ici 2023									
Indicateurs : Niveau d'accès aux infrastructures de jeunesse									
Activites	Coût Total	Source de financement	Lieu d'implantation	Année de Réalisation					Partenaires
des jeunes									
Appui pour la Promotion de l'entreprenariat jeune	10 000 000	MINDDEVEL	YASSEM						MINJEC
Appui technique et financier aux organisations paysannes des jeunes	20 000 000	MINDDEVEL	YABONA						MINJEC
Appui aux AGR des jeunes	10 000 000	MINDDEVEL	MINYOUNGOU						MINJEC
Appui aux AGR des jeunes filles	5 000 000	MINDDEVEL	MBANGUE 2						MINJEC

V.3.1.4. PROGRAMME DE GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION LOCALE

PROGRAMME 4 : GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION LOCALE									
Objectif : Améliorer la gouvernance et l'administration au niveau local									
Action 1 (Secteur Institution communale) : Amélioration de la productivité de l'Institution communale									
Objectif : Améliorer la productivité de l'Institution communale									
Indicateur : Nombre d'ateliers de renforcement des capacités, de sensibilisation tenus ; Nouveau matériel roulant acquis et le taux de recouvrement des recettes communales									
Activites	Coût Total	Source de financement	Lieu d'implantation	Année de Réalisation					Partenaires
				2020	2021	2022	2023	2024	
Renforcement des capacités du conseil municipal et de l'exécutif municipal en matière de budgétisation participative	1 000 000	Commune	Mairie						
Renforcement des capacités des conseillers municipaux sur leur rôle dans le fonctionnement de la commune et dans le développement de leur territoire	750 000	Commune	Mairie						
Renforcement des capacités du personnel en archivage et en rédaction administrative	1 000 000	Commune	Mairie						
Acquisition des chasubles pour l'équipe de recouvrement	100 000	Commune	Mairie						

PROGRAMME 4 : GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION LOCALE									
Objectif : Améliorer la gouvernance et l'administration au niveau local									
Action 1 (Secteur Institution communale) : Amélioration de la productivité de l'Institution communale									
Objectif : Améliorer la productivité de l'Institution communale									
Indicateur : Nombre d'ateliers de renforcement des capacités, de sensibilisation tenus ; Nouveau matériel roulant acquis et le taux de recouvrement des recettes communales									
Activites	Coût Total	Source de financement	Lieu d'implantation	Année de Réalisation					Partenaires
Rénovation la moto en panne et la mettre à la disposition de l'équipe de recouvrement	50 000	Commune	Mairie						
Sensibilisation des contribuables	100 000	Commune	Mairie						
Acquisition du matériel et du mobilier de bureau pour améliorer le confort des agents et des conseillers municipaux	12 750 000	Commune	Mairie						
Electrification de l'hôtel de ville	3 000 000	Commune	Mairie						
Acquisition d'un babillard	100 000	Commune	Mairie						
Organisation d'un séminaire d'imprégnation sur les compétences transférées pour une meilleure appréhension des rapports avec les SDE	1 000 000	Commune	Mairie						
Mis en place d'une stratégie d'internationalisation de la Commune	1 000 000	Commune	Mairie						

V.3.1.4.1. ACTION MATURATION DES PROJETS

Programme : Gouvernance et administration locale															
Action : Maturation des projets															
Indicateur : Nombre de projets maturés															
Projet 105 : Etude de faisabilité pour la réalisation des projets															
Activites	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2020		2021		2022		2023		2024		Source de financement
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
Etude de faisabilité pour la réhabilitation et l'extension du réseau d'adduction d'eau phase 1	DIBOMBARI	nombre de producteurs bénéficiant d'un accompagnement	PV de réception	Chef service Technique	1	4 080 000									Commune

	Programme : Gouvernance et administration locale													
	Action :Maturation des projets													
	Indicateur : Nombre de projets maturés													
	Projet 105 : Etude de faisabilité pour la réalisation des projets													
Activites	Localisation	Indicateurs	Source de	Responsable	2020		2021		2022		2023		2024	Source de
Construction d'un forage à Manguè 2	Mbangue 2	une boutique de vente des produits phytosanitaires construite et équipée à DIBOMBARI	PV de réception	Chef service Technique	1	340 000								Commune
Construction d'un forage équipé de PMH à Yabona	Yabona	Le nombre de planteurs ayant bénéficié d'un appui	PV de réception	Chef service Technique	1	340 000								Commune
Construction d'un forage équipé de PMH à Mbangue 1	Mbangue 1	Un magasin de stockage construit près du marché	PV de réception	Chef service Technique	1	340 000								Commune
Construction d'un forage avec château d'eau d'une capacité de 2000 Litres	BONGO	Une unité de transformation fonctionnelle	PV de réception	Chef service Technique	1	640000								Commune
Extension du réseau électrique (BT et MT) sur une distance de 2km	YANDOUNGOU		PV de réception	Chef service Technique	1	640 000								Commune
Réhabilitation de la route menant à la carrière de sable sur 05 Km	BONANDINDE		PV de réception	Chef service Technique	1	600 000								Commune
Réhabilitation de la route menant à la carrière sur une distance de 06 KM	BIENDENDE		PV de réception	Chef service Technique	1	420 000								Commune
Aménagement de 03 espaces verts	DIBOMBARI		PV de réception	Chef service Technique	1	240 000								Commune
Ouverture de la voie fluviale par l'éradication de la jacinthe d'eau sur 10km Yassem-Bongo-	BONGO		PV de réception	Chef service Technique	1	840000								Commune

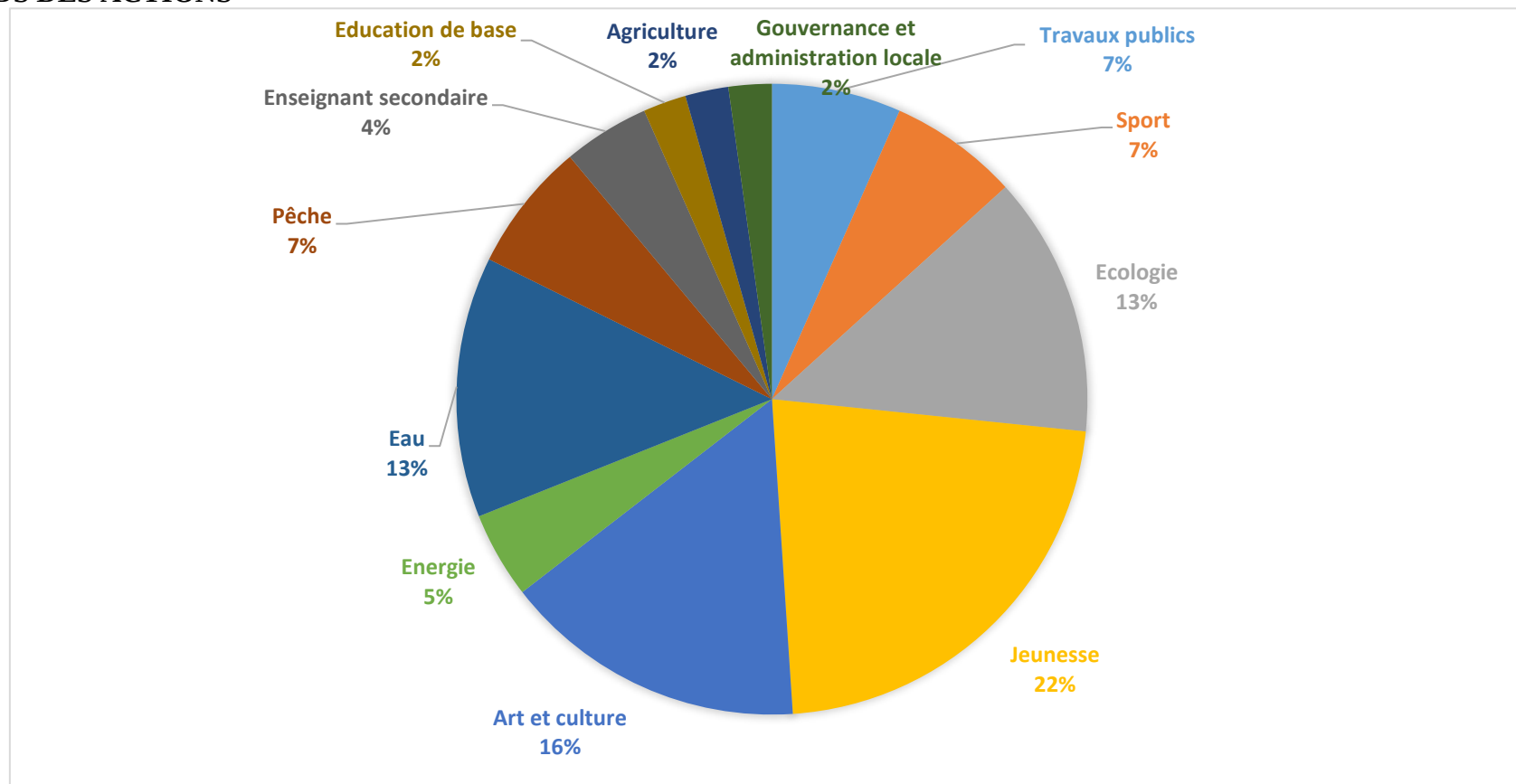
	Programme : Gouvernance et administration locale													
	Action :Maturation des projets													
	Indicateur : Nombre de projets maturés													
	Projet 105 : Etude de faisabilité pour la réalisation des projets													
Activites	Localisation	Indicateurs	Source de	Responsable	2020		2021		2022		2023		2024	Source de
Yangonang														
Ouverture de la voie fluviale par éradication de la jacinthe (Yangonang-Fiko) 08 km	YANGONANG		PV de réception	Chef service Technique	1	840000								Commune
construction d'un foyer culturel et d'un bloc de 2 toilettes	YABWADIBE				1	1 240 000								
Construction et équipement d'un foyer culturel et un bloc de 02 toilettes à BOMONO BA MBENGUE II	BOMONO BA MBENGUE 2				1	1 240 000								
Construction et équipement d'un foyer culturel et un bloc de 02 toilettes à YABEA	YABEA				1	240 000								
TOTAL ANNEE 1					1	12 040 000								
Etude de faisafilite pour la réhabilitation et l'extension du reseau d'adduction d'eau phase 2							1	2 040 000						
Construction et équipement d'un CES à NKENDE phase 1	NKENDE						1	3 000 000						

Programme : Gouvernance et administration locale												
Action : Maturation des projets												
Indicateur : Nombre de projets maturés												
Projet 105 : Etude de faisabilité pour la réalisation des projets												
Activités	Localisation	Indicateurs	Source de	Responsable	2020	2021	2022	2023	2024	Source de		
Création, construction et équipement d'un CETIC à BABENGA Phase 1	BABENGA					1 4 000 000						
Construction d'un mini complexe sportif	YAPAKI					1 2 000 000						
Aménagement d'un jardin botanique pour la production des plantes médicinales	YANDOUNGOU					1 400 000						
Aménagement d'un jardin botanique pour la promotion des plantes médicinales	BONANDINDE					1 400 000						
Appui pour l'acquisition de 03 pirogues à moteur aux pêcheurs et Octroie des subventions aux éleveurs	BONGO						1 480 000					
Réhabilitation de la route menant à la carrière de gravier sur 3 km	MINYOUNGOU						1 480000					
Construction et équipement d'01 centre multifonctionnel à Dibombari phase 2	BOMONO GARE						1 800 000					
Réhabilitation de la route menant à la carrière de gravier sur 3 km	MINYOUNGOU						1 480 000					

	Programme : Gouvernance et administration locale													
	Action :Maturation des projets													
	Indicateur : Nombre de projets maturés													
	Projet 105 : Etude de faisabilité pour la réalisation des projets													
Activites	Localisation	Indicateurs	Source de	Responsable	2020		2021		2022		2023		2024	Source de
Construction et équipement d'un foyer culturel	Construction et équipement d'un foyer culturel								1	1 240 000				
TOTAL ANNEE 3									1	3 480 000				

Figure N°3:

POIDS DES ACTIONS



V.4. ANALYSE EVALUATIVE DES PROGRAMMES PAR RAPPORT A L'ATTEINTE DES ODD (RESULTATS DE L'OUTIL GADD)

« L'Agenda Post 2015 et les ODD représentent un engagement global pour toutes les parties prenantes, les gouvernements, la société civile, les acteurs de la coopération unilatérale et bilatérale, ainsi que les populations, de construire un monde où personne ne sera laissé pour compte », a indiqué Madame Baiocchi, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies. « Les résultats de cet atelier de partage auront un impact direct sur la vie de Camerounais et Camerounaises, car ils mettront au centre des discussions, les personnes qui ne mangent pas à leur faim, les enfants qui ne vont pas à l'école, les jeunes sans emplois, les filles victimes de mariages précoces, les victimes de violence basées sur le genre, les réfugiés, les déplacés », a-t-elle rajouté.

Les Objectifs de développement durable (ODD), également nommés Objectifs mondiaux, sont un appel mondial à agir pour éradiquer la pauvreté, protéger la Planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité.

Ces 17 Objectifs s'appuient sur les succès des Objectifs du Millénaire pour le développement, tout en y intégrant de nouvelles préoccupations telles que les changements climatiques, la paix et la justice, entre autres priorités. Ces objectifs sont étroitement liés les uns aux autres, le succès de l'un dépendant souvent de la résolution de problématiques généralement associées à un autre objectif.

En reposant sur le partenariat et le pragmatisme, les ODD visent à faire dès maintenant les bons choix pour améliorer, de manière durable, le sort des générations futures. Ils proposent à chaque pays une marche à suivre et des cibles claires, en accord avec ses priorités et les défis écologiques globaux.

Les ODD sont un programme destiné à ne laisser personne de côté. Ils visent à éradiquer la pauvreté en s'attaquant à ses causes, et à rassembler pour changer véritablement les choses, pour les personnes comme pour la Planète.

« Le soutien apporté au déploiement de l'Agenda 2030 est une priorité absolue » a déclaré Helen Clark, administrateur du PNUD. « Les ODD nous offrent un programme commun pour relever certains des défis cruciaux auxquels notre monde est confronté, tels que la pauvreté, les changements climatiques et les conflits. Le PNUD peut tirer parti de son expérience et de sa compétence pour accélérer les progrès et aider à soutenir les pays sur la voie du développement durable ».

« En ce qui concerne le Cameroun, sur les 169 cibles des 17 ODD, seulement 90 cibles ont été contextualisés, soit 84% des 107 cibles contextualisables. S'agissant de la mise en œuvre des ODD, des 18 cibles des ODD, le Cameroun a suivi 17. Il agit notamment de la cible 1.c visant à réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim et de

la cible 6.a qui a stoppé depuis 2015 la propagation du Vih/Sida et commencé à inverser la tendance ». C'est la substance du document national de contextualisation et de priorisation des ODD présenté le 23 août 2017 à Yaoundé, au cours d'un atelier sur le sujet en prélude à la validation du document de politique nationale de développement. Selon le coordonnateur du système des Nations Unies au Cameroun, **Allegra Maria Del Pilar Baiocchi**, l'atelier de Yaoundé représente une nouvelle opportunité pour améliorer les objectifs des ODD au niveau national avec la validation prochaine du document de politique nationale ». Un document que présente les priorités du gouvernement telles qu'exprimées dans les documents de planifications inspirées de l'Agenda 2030 et qui se bases en priorités sur les secteurs tels que : la santé, l'éducation, la faim, la pauvreté, l'accès à l'alimentation, à l'eau, à l'énergie, les infrastructures...

Le Cameroun en tant que membre des Nations Unies, s'est engagé en septembre 2015 pour la réalisation de l'agenda 2030 pour le développement durable qui définit le « *Futur que nous voulons* ». Ce nouvel agenda est flexible et donne la possibilité à chaque pays membre d'adapter les ODD à la réalité de sa situation économique, sociale et environnementale.

L'objectif de l'atelier de partage qui s'ouvre ce mercredi 23 août est de présenter les 46 cibles prioritaires que le Cameroun compte intégrer dans ses stratégies, plans communaux de développement, programmes ministériels et plans d'actions des partenaires au développement.

Sept critères ont été retenus pour le choix des 46 cibles des ODD adaptées pour le contexte du Cameroun: les engagements internationaux du Cameroun (les Objectifs du Millénaire pour le Développement en retard, la COP21, l'accord Cameroun-OIT, l'Agenda 2063 de l'UA, la déclaration universelle des Droits de l'Homme, le traité de Rome) ; la croissance, le développement humain, le développement de l'emploi, la gouvernance, l'environnement, la résilience.

Les ODD constituent un catalyseur pour la réalisation des objectifs nationaux visant à faire du Cameroun un pays émergent à l'horizon 2035. Ils visent également à garantir les droits de l'homme pour tous, l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et des filles. Ils concilient enfin les trois dimensions du développement durable : économique, social et environnemental.

Parmi les outils d'intervention développés par la Chaire en éco-conseil de l'UQAC, la **Grille d'analyse de développement durable (GADD)** est un outil de questionnement systémique selon six dimensions (sociale, écologique, économique, culturelle, éthique et de gouvernance) qui permet d'évaluer dans quelle mesure une politique, une stratégie, un programme ou un projet favorise l'amélioration des conditions humaines. Elle permet à ceux qui l'appliquent de se situer et de proposer des pistes de bonification à un projet ou à une démarche, dans une perspective d'amélioration continue. Cet outil est

fréquemment mis à jour pour refléter l'évolution des connaissances, des pratiques et des consensus internationaux en matière de développement durable. Elle traite des grands enjeux du développement durable : la lutte contre la pauvreté, la santé, l'éducation, l'accès aux biens et services, la biodiversité, la lutte aux changements climatiques, etc.

En septembre 2015, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté les Objectifs du Développement Durable (ODD). Malgré cette avancée, il reste toujours d'importants défis pour l'opérationnalisation de ces objectifs à l'échelle des pays. On identifie, entre autres, la difficulté de tenir compte des interactions entre des objectifs quelquefois divergents, la gouvernance nationale du développement durable et les modes de mesure et de reddition de comptes nécessaires pour effectuer le suivi de ces ODD. Au cours de la dernière décennie, l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) a pris des initiatives variées visant à doter ses pays membres des capacités humaines et institutionnelles nécessaires pour participer à l'effort mondial de construction du développement durable, notamment par la mise au point d'outils spécifiques et la formation à l'utilisation de ces outils. Dans la perspective de l'adoption par les Nations Unies du PDDNU2030 et des Objectifs de développement durable, l'IFDD, organe subsidiaire de l'OIF, s'est associé à la Chaire en éco-conseil de l'UQAC pour concevoir et entreprendre une initiative unique : l'adaptation aux ODD de la **Grille d'analyse de développement durable (GADD)**, développée et expérimentée dans divers pays et contextes depuis plus de 25 ans. Une GADD adaptée aux ODD a ainsi été construite dans les derniers mois. Elle est maintenant mise à la disposition des utilisateurs afin de renforcer les capacités des pays et gouvernements membres de l'OIF.

En considérant le programme technique social, on constate que celui-ci est composé des sous-programmes eau, santé, éducation, sport, culture, jeunesse et promotion de la femme. La commune de Dibombari compte environ une population d'environ 23 000 habitants. Seulement, on constate que le nombre de points d'eau pour couvrir la totalité de cette population est très insuffisant. Le ratio de la couverture reste très faible et même insignifiant. L'alimentation en eau reste donc un problème majeur que la commune se doit de résorber afin d'éviter de nombreuses maladies et pertes en vies humaines.

Dans le domaine sanitaire, la commune de Dibombari dispose d'un hôpital de district et 08 centres de santé intégrée. Ce nombre s'avère insuffisant compte tenu de la forte population. On note à cet effet de nombreuses structures sanitaires privées qui administrent les soins de santé aux populations dans les villages.

En ce qui concerne les écoles, en dehors de l'insuffisance des enseignants, l'état général des bâtiments scolaires de l'arrondissement montre que les élèves sont dans la majorité mal encadré et couvert. Seulement, des efforts supplémentaires doivent être faits pour que les élèves soient dans une situation bien confortable dans les écoles et les villages. Le tableau ci-après illustre davantage ces propos

TABLEAU 13 : EAU

objectifs	Quoi	Pourquoi	Comment
	Garantir l'accès de tous à l'eau potable, assurer un approvisionnement suffisant pour combler tous les autres usages de l'eau, assurer son assainissement ainsi qu'une gestion durable de cette ressource. Assurer l'accès de tous à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats.	L'eau est une ressource vitale à la fois pour les humains et pour tous les êtres vivants. Il faut assurer sa saine gestion et son accès pour tous, en évitant les conflits d'usages qui peuvent créer des injustices, affecter la santé et menacer la paix. Des services d'assainissement et d'hygiène adéquats réduisent les risques sur la santé et participent des enjeux de dignité humaine.	Comment? En permettant l'accès à l'eau potable pour tous. En accroissant la connaissance du potentiel des ressources en eau et les capacités de leur mobilisation. En réduisant la pollution, en éliminant l'immersion En réduisant la pollution, en éliminant l'immersion de déchets et en réduisant au minimum les émissions de produits chimiques et de matières dangereuses dans l'eau. En établissant une hiérarchie des usages en fonction de leur importance pour le maintien de la vie et de la société. En développant la coopération internationale et l'appui au renforcement des capacités des pays en développement en ce qui concerne les activités et programmes relatifs à l'eau et à son assainissement.
.1 - Assurer un approvisionnement en eau potable à tous	Assurer l'accès universel, pérenne et équitable à l'eau potable, à un coût abordable, afin de réduire le nombre de personnes qui souffrent du manque d'eau.	Pourquoi? L'accès à l'eau potable est un droit humain garanti. Le manque d'accès à l'eau potable peut être la cause de plusieurs pathologies affectant au premier chef les enfants. Les efforts requis pour se procurer de l'eau mobilisent particulièrement les femmes.	Comment? En identifiant et caractérisant les ressources en eau et leurs conditions de mobilisation. En protégeant les zones de captage de l'eau et en mettant en place des infrastructures communautaires. En protégeant et restaurant les écosystèmes liés à l'eau, notamment, les forêts situées sur les zones de captage, les zones humides, les rivières, les aquifères et les lacs. En développant des infrastructures pour l'accès à l'eau potable le plus près possible des besoins de consommation. En accordant une attention particulière aux besoins des femmes, des filles et des personnes vulnérables. En adoptant et mettre en œuvre un plan communautaire à long terme pour l'entretien des infrastructures (ateliers locaux de

TABLEAU 14: SANTE

Thème et objectifs	Quoi	Pourquoi	Comment
	Quoi? Viser l'état de santé optimal, qui se définit comme le meilleur état de santé que peut atteindre une personne à un moment de son existence, compte tenu des limitations propres à son potentiel génétique et à ses problèmes ou handicaps physiques ou mentaux	Pourquoi? Pour améliorer la qualité de vie et permettre aux personnes et aux communautés de répondre de façon autonome à leurs propres besoins. Pour diminuer la mortalité et la prévalence de plusieurs problèmes de santé évitables. Pour permettre à tous de contribuer, à leur plein potentiel, à la vie en société.	Comment? En débordant du cadre individu-maladie intervention pour allier une combinaison d'approches, à la fois individuelles et ciblant les environnements politique, social, économique et physique, pour renforcer la capacité des personnes et des communautés à agir sur leur santé. En s'assurant que le curatif soit géré de manière efficace et offert à tous selon leurs besoins. En s'assurant de soins palliatifs et d'une fin de vie dans la dignité.
1 - Améliorer et maintenir l'état de santé des populations	Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge.	Pourquoi? Pour améliorer la qualité de vie, le bien-être psychosocial, l'espérance de vie en termes de qualité et de durée. Pour permettre aux personnes et aux communautés de répondre de façon autonome et le plus longtemps possible à leurs propres besoins.	Comment? En réduisant l'émergence et la prévalence de pathologies spécifiques, individuelles ou collectives. En agissant sur les conditions de vie et les milieux qui façonnent les comportements et les modes de vie. En réduisant l'exposition aux risques naturels et technologiques. En renforçant la qualité sanitaire. En basant les systèmes de soins de santé sur les principes d'équité, de prévention de la maladie et de promotion de la santé.
2 - Assurer l'accès aux services de santé	Assurer l'accès de tous à des services de soins de santé sûrs, efficaces, de qualité et d'un coût	Pourquoi? Pour permettre des interventions rapides et efficaces. Pour réduire le taux de mortalité	Comment? En construisant les infrastructures là où elles sont nécessaires. En facilitant l'accès à une assurance santé. En donnant accès à des services de santé essentiels de qualité et

	abordable.	prématurée. Pour un accès équitable à des soins et services essentiels à un état de santé optimal.	aux médicaments et vaccins essentiels.
3 - Promouvoir les actions préventives en santé, les environnements sains et l'adoption de saines habitudes de vie	Quoi? Engager et privilégier des actions sur les environnements et les milieux de vie, ainsi que sur l'acquisition de compétences individuelles, permettant de prévenir l'apparition de plusieurs pathologies. Favoriser l'adoption de saines habitudes de vie et de comportements sains et sécuritaires	Pourquoi? La santé préventive permet d'éviter la perte de jouissance de la vie qui résulte de l'apparition d'une pathologie évitable. La prévention et la promotion de modes de vie et d'environnements sains et sécuritaires permettent de diminuer le besoin de soins curatifs et d'améliorer la capacité	Comment? En renforçant la capacité des individus d'agir sur leurs comportements et en favorisant l'adoption de saines habitudes de vie (alimentation saine, mode de vie actif, équilibre travail/loisirs/famille). En créant des environnements physiques, économiques, politiques et socioculturels

TABLEAU 15:ÉDUCATION

objectifs	Quoi	Pourquoi	Comment
	Quoi? Permettre aux personnes de développer des connaissances et des compétences qui favorisent leur autonomie et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.	Pourquoi? L'éducation vise à rendre les gens plus autonomes, à stimuler l'innovation et la productivité, ainsi qu'à améliorer la sensibilisation et la participation du public à la mise en œuvre du développement durable.	Comment? En facilitant l'accès à différents types et niveaux de formation tout au long de la vie. En favorisant la continuité et la croissance dans le cheminement du besoin d'éducation : l'accès, l'éducation de base, l'éducation supérieure et la formation continue.
1 - Assurer l'accès à un système qui permet une éducation de qualité	Quoi? Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité et abordable, en considérant que l'éducation permet de former des citoyens dont la contribution à la société ne se limite pas au marché du travail.	Pourquoi? : Pour assurer l'égalité des chances et permettre à tous de développer leur capacité à agir sur leur destinée. Pour qu'un plus grand nombre de personnes soit outillé pour satisfaire à leurs besoins matériels de la façon la plus autonome possible.	Comment? : En garantissant un accès sécuritaire aux lieux d'éducation. En instaurant la gratuité scolaire. En assurant l'accès des femmes et des filles au système scolaire et à l'enseignement supérieur, mais aussi des personnes vulnérables, handicapées, des peuples autochtones et aux groupes minoritaires. En faisant construire des établissements scolaires adaptés et sains. En offrant des programmes de bourses. En augmentant le nombre d'enseignants qualifiés et en créant les postes pour les employer.
2 - Assurer une éducation de base fonctionnelle pour tous	Quoi? Assurer à tous les individus un niveau minimal d'éducation fonctionnelle, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile, y compris l'alphabétisation et la numératie.	Pourquoi? Une éducation de base favorise la réalisation et l'accomplissement des individus en société. Savoir lire, écrire, compter, mais également penser et critiquer, offre davantage de liberté aux individus. L'accès aux TIC ouvre un potentiel d'autonomie aux individus et aux collectivités pour découvrir des potentialités, faire valoir leurs idées et innover.	Comment? En faisant en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire. En mettant en place des activités de développement et de soins de la petite enfance et une éducation préscolaire de qualité. En améliorant l'offre de formation dans le domaine de l'école obligatoire et de l'école non obligatoire. En accompagnant les parents dans l'éducation des enfants qui ne vont pas à l'école. En améliorant l'offre de places d'apprentissage et de formation. En faisant la promotion de l'éducation et en donnant aux individus les moyens d'acquérir une éducation de base. En favorisant l'accès à Internet et aux

V.5. DIMENSION ECOLOGIQUE

Elle Vise à répondre aux besoins de qualité du milieu naturel et de pérennité des ressources, ainsi qu'à la redéfinition des relations humain-nature.

La dimension écologique fait écho aux principes de protection de la biodiversité, de préservation, de conservation et de gestion de l'environnement et des services environnementaux. Cette dimension vise la préservation des écosystèmes et de la biodiversité, ainsi que l'amélioration de la qualité de l'environnement physique et biologique (sols, eau, forêts, air, biodiversité). L'humanité est un produit de la biosphère et elle dépend de l'ensemble des autres organismes vivants pour son existence. Hors de la biosphère, il n'est pas possible d'envisager une existence humaine. Toutes les interventions qui menacent les processus d'équilibre de la biosphère sont donc incompatibles avec la notion même de développement durable.

Thème et objectifs	Quoi	Pourquoi	Comment
Thème 1 : Écosystèmes	Quoi? Préserver les écosystèmes et leur dynamique évolutive, la notion d'écosystème référant à l'ensemble formé d'êtres vivants et leur environnement (géologique, hydrologique, climatique).	Pourquoi? Les écosystèmes constituent l'unité fonctionnelle de base de l'écologie. Les écosystèmes rendent plusieurs services écosystémiques. La gestion durable des écosystèmes assure la pérennisation de ces services pour les générations actuelles et futures.	Comment? En conservant, en préservant, en restaurant et en exploitant de manière durable les écosystèmes marins, côtiers, terrestres et aquatiques.
1 - Développer des connaissances sur les écosystèmes et sur les espèces qui en dépendent	Quoi? Développer les connaissances sur les interactions et les échanges entre les éléments constituant les écosystèmes, incluant l'évolution de ces derniers. Identifier les espèces présentes et effectuer le suivi des espèces indicatrices de la qualité du milieu.	Pourquoi? La compréhension des relations complexes des écosystèmes permet d'identifier les services écosystémiques fournis par ces derniers. Une meilleure connaissance permet de prendre des décisions plus éclairées. Les espèces ou les populations spécifiques à un milieu, peu importe leur abondance, constituent des indicateurs de changements environnementaux et représentent une source de connaissances sur les mécanismes d'évolution des êtres vivants.	Comment? En évaluant les dynamiques, les capacités de support, les capacités de prélèvement, etc. En effectuant des inventaires, en identifiant des points chauds. En encourageant la recherche universitaire sur les écosystèmes, leur dynamique, leur résilience et sur les espèces qui en dépendent.
2 - Préserver les écosystèmes continentaux	Quoi? Préserver l'intégrité, la qualité et la productivité des écosystèmes terrestres, incluant les forêts, les prairies, les steppes, les savanes, les déserts, les milieux humides, les ruisseaux, lacs et rivières	Pourquoi? Les écosystèmes terrestres fournissent d'importants services écosystémiques, notamment pour l'alimentation. Ils représentent l'habitat d'une multitude d'espèces et jouent des rôles de régulation extrêmement importants pour la qualité de l'air, le cycle de l'eau et la lutte aux changements climatiques.	Comment? En protégeant et en restaurant les écosystèmes terrestres, en les exploitant de manière durable, en faisant la promotion d'une gestion respectant la complexité des écosystèmes, leur dynamique et leur résilience. En établissant des mesures réglementaires pour en garantir la protection, et en mettant en place des mesures dissuasives pour les contrevenants.
3 - Limiter la	Quoi? Réduire les actions susceptibles	Pourquoi? Les sols rendent une multitude de services	Comment? En limitant l'imperméabilisation, la

dégradation biologique, chimique et physique des sols	de dégrader la qualité des sols et de diminuer leur capacité à rendre des services écologiques.	écologiques (absorption et filtration de l'eau, support de croissance, habitat, etc.), mais ce sont des ressources qui se renouvellent très lentement et qui doivent être préservées.	salinisation, l'érosion, la pollution et la compaction des sols, par des mesures de protection, et de saines pratiques culturales. En adoptant la gestion durable des terres. En maintenant un couvert végétal, en
---	---	---	--

Thème et objectifs	Quoi	Pourquoi	Comment
Thème 2 : Biodiversité	Quoi? Préserver la biodiversité, qui représente la diversité des espèces vivantes animales et végétales. Elle inclut la diversité des espèces, la diversité génétique et la diversité des écosystèmes et des processus naturels. Il faut la connaître et protéger les conditions de son maintien.	Pourquoi? La diversité résulte des processus évolutifs et ne peut être remplacée. La diversité des formes biologiques constitue un facteur de stabilité et de flexibilité adaptative pour les organismes vivants. Pour l'humanité, elle constitue un moyen de répondre à des besoins d'ordre environnemental, génétique, social, économique, scientifique, éducatif, culturel, récréatif, alimentaire ou esthétique. Le maintien des espèces, des écosystèmes et des processus naturels qui entretiennent la vie est essentiel.	Comment? En reconnaissant la biodiversité comme une source de vie inaliénable. En mettant en place des mesures de suivi des indices de biodiversité. En améliorant les habitats des espèces rares et menacées, en favorisant la protection préventive des habitats des espèces courantes, en accroissant les surfaces proches de l'état naturel. En respectant les traités et conventions sur la biodiversité. En évaluant les dynamiques, les capacités de support, les capacités de prélèvement. En effectuant des inventaires, en identifiant des points chauds, en encourageant la recherche.
1 - Favoriser la protection de la biodiversité	Quoi? Favoriser la connaissance et la protection des habitats naturels et le maintien des populations viables d'espèces dans leur milieu.	Pourquoi? La biodiversité est une source de vie inaliénable. La diversité biologique rend également d'incalculables services écologiques qui doivent être maintenus au bénéfice des générations actuelles et futures.	Comment? En favorisant l'acquisition de connaissances biologiques. En sensibilisant les populations à l'importance de la biodiversité dans le maintien de la vie sur terre. En protégeant les écosystèmes et les habitats naturels. En créant des aires protégées, en intégrant la protection de la biodiversité dans les pratiques forestières, agricoles, les pêcheries, l'urbanisation et autres usages des terres. En améliorant l'accès aux ressources génétiques, en partageant les bénéfices provenant de leur utilisation.
2 - Protéger les espèces rares, menacées et à statut précaire	Quoi? Identifier la présence d'espèces rares, menacées et à statut précaire et mettre en œuvre des moyens pour assurer leur protection.	Pourquoi? Les d'espèces rares, menacées et à statut précaire constituent des indicateurs de changements présents ou passés et témoignent de la fragilité des milieux. Leur disparition étant un phénomène irréversible, elle constitue une perte d'opportunités pour les générations actuelles et futures.	Comment? En évaluant de façon périodique l'abondance et l'état de santé des populations. En réduisant ou en interdisant les prélèvements d'espèces animales et végétales sur le déclin et la dégradation de leur habitat. En protégeant les écosystèmes fragiles. En adoptant des programmes de

V.6. PLANIFICATION OPERATIONNELLE

V.6.1. CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT) DES PROJETS PRIORITAIRES

ACTIONS	ACTIVITES	Lieu d'implantation	Indicateur de résultat	Année de réalisation			Porteur du Projet	Cout En FCFA	Budget Communal	FEICOM	BIP/ETA T	MINDDEVEL	Obs.
				2020	2021	2022							
							Commune			-	-		
							Commune						
EAU ET ENERGIE	Réhabilitation et extension du réseau d'adduction d'eau gravitaire dans la commune de DIBOMBARI	DIBOMBARI	Réhabilitation et extension du réseau d'adduction d'eau gravitaire dans la commune de DIBOMBARI réalisé				Commune	102 000 000					51 000 000/an
	Construction d'un forage à Manguè 2	MBANGUE II	un forage construit à la chefferie de Manguè 2				Commune	8 500 000					
	Construction d'un forage équipé de PMH à Yabona	YABONA	un forage équipé de PMH à Yabona				Commune	8 500 000					
	Construction d'un forage équipé de PMH à Mbangue 1	MBANGUE 1	un forage équipé de PMH à Mbangue 1				Commune	8 500 000					
	Construction d'un forage avec château d'eau d'une capacité de 2000 Litres	YASSOUKA	un forage avec château d'eau d'une capacité de 2000 Litres construit				Commune	16 000 000					
	Réhabilitation de quatre (04) forages en panne	BWASSALO	quatre (04) forages en panne				Commune	21 000 000	-	-			
SPORT	Réhabilitation du stade municipal	DIBOMBARI	Stade municipal réhabilité et réceptionné					50 000 000					
	Création d'une plateforme sportive comprenant un terrain de basketball de	YADOM	une plate forme sportive comprenant un terrain de					11 000 000					

ACTIONS	ACTIVITES	Lieu d'implantation	Indicateur de résultat	Année de réalisation			Porteur du Projet	Cout En FCFA	Budget Communal	FEICOM	BIP/ETA T	MINDDEVEL	Obs.
				2020	2021	2022							
	volleyball et handball		basketball de volleyball et handball créé et en activité										
	Constrruction d'un mini complexe sportif	YAPAKI						50 000 000					
ECOLOGIE	Aménagement de 03 espaces verts	DIBOMBARI	03 espaces verts aménagés et fonctionnels					6 000 000		-			
	Ouverture de la voie fluviale par l'éradication de la jacinthe d'eau sur 10km Yassem-Bongo-Yangonang	BONGO	la voie fluviale libérée par la jacinthe d'eau sur 10km Yassem-Bongo-Yangonang					21 000 000		-	-		
	Aménagement d'un jardin botanique pour la production des plantes médicinales	YANDOUNGOU	la voie fluviale libérée par la jacinthe d'eau sur 08 km					10000000					
	Aménagement d'un jardin botanique pour la promotion des plantes médicinales	BONANDINDE	un jardin botanique pour la promotion des plantes médicinales aménagé					10 000 000					
	Ouverture de la voie fluviale par éradication de la jacinthe (Yangonang-Fiko) 08 km	YANGONANG	la voie fluviale par éradication de la jacinthe (Yangonang-Fiko) 08 km					21000000					
JEUNESSE	Construction et équipement d'01 centre multifonctionnel à Dibombari		01 centre multifonctionnel à Dibombari					140000000		-			
	Appui à la mise en œuvre des projets maturés et activités des associations des	BIENDENDE	la mise en œuvre des projets maturés et activités					5 000 000					

ACTIONS	ACTIVITES	Lieu d'implantation	Indicateur de résultat	Année de réalisation			Porteur du Projet	Cout En FCFA	Budget Communal	FEICOM	BIP/ETA T	MINDDEVEL	Obs.
				2020	2021	2022							
	jeunes		appuyée										
	Appui aux AGR des jeunes fille	MBANGUE 2	AGR des jeunes filles appuyé					5 000 000					
	Appui aux AGR des jeunes	MINYOUNGOU	AGR des jeunes filles appuyé					10 000 000					
	Appui technique et financier aux organisations paysannes des jeunes	YABONA	Appui technique et financier aux organisations paysannes des jeunes accordés					10 000 000					
	Appui pour la Promotion de l'entrepreneuriat jeune	YASSEM	Appui technique et financier aux organisations paysannes des jeunes					10 000 000					
	Appui financier et technique des organisations et associations des jeunes	YAMIDJANG	Appui technique et financier aux associations paysannes des jeunes					10 000 000					
	Appui financier et technique des jeunes dans la promotion de l'entrepreneuriat	BOMONO BA JEDU	Appui technique et financier aux organisations paysannes des jeunes					5 000 000					
	Construction et équipement d'un centre multimédia	BOMONO GARE	D'un centre multimédia					20 000 000					
	Appui technique et financier aux projets générateurs de revenus des jeunes		Appui technique et financier aux projets générateurs de revenus des jeunes					5 000 000					

ACTIONS	ACTIVITES	Lieu d'implantation	Indicateur de résultat	Année de réalisation			Porteur du Projet	Cout En FCFA	Budget Communal	FEICOM	BIP/ETA T	MINDDEVEL	Obs.
				2020	2021	2022							
PECHE	Appui pour l'acquisition de 03 pirogues à moteur aux pêcheurs et Octroie des subventions aux éleveurs	BONGO	Appui pour l'acquisition de 03 pirogues à moteur aux pêcheurs et Octroie des subventions aux éleveurs					12 000 000					
	Construction d'un débarcadère à Yassem	YASSEM	Un débarcadère construit					51 000 000					
	Construction d'un débarcadère	NJOUKI	Un débarcadère construit					51000000					
ENERGIE	Extension du réseau électrique (BT et MT) sur une distance de 2km	YANDOUNGOU	Les réseau électrique est amélioré					16 000 000					
TRAVAUX PUBLICS	Réhabilitation de la route menant à la carrière de sable sur 05 Km	BONANDINDE	La route menant vers la carrière réhabilitée					15 000 000					
	Réhabilitation de la route menant à la carrière sur une distance de 06 KM	BIENDENDE	La route menant vers la carrière réhabilitée					10 500 000					
	Réhabilitation de la route menant à la carrière de gravier sur 3 km	MINYOUNGOU	Une route réhabilitée à MINYOUNGOT					12 000 000					
AGRICULTURE	Création d'un champ communautaire de manioc à BALI	BALI	Un champ communautaire de manioc créé à Bali					5 500 000					
ART ET CULTURE	Construction et équipement d'un foyer culturel	BALI	Un foyer culturel et un bloc de 2 toilettes construit					31 000 000					

ACTIONS	ACTIVITES	Lieu d'implantation	Indicateur de résultat	Année de réalisation			Porteur du Projet	Cout En FCFA	Budget Communal	FEICOM	BIP/ETA T	MINDDEVEL	Obs.
				2020	2021	2022							
			et équipé										
	construction d'un foyer culturel et d'un bloc de 2 toilettes	YABWADIBE	Un foyer culturel et un bloc de 2 toilettes receptionné					31 000 000					
	Construction et équipement d'un foyer culturel et un bloc de 02 toilettes à BOMONO BA MBENGUE II	BOMONO BA MBENGUE 2	Un foyer culturel et un bloc de 2 toilettes receptionné					31 000 000					
	Construction et équipement d'un foyer culturel et un bloc de 02 toilettes à YABEA	YABEA	Un foyer culturel et un bloc de 2 toilettes receptionné					31 000 000					
	Construction d'un foyer culturel	NKAPA	Un foyer culturel et un bloc de 2 toilettes receptionné					31 000 000					
	Aménagement d'un espace de diffusion des traditions culturelles de festival	BEKOKO	un espace de diffusion des traditions culturelles de festival aménagé					15 000 000					
	Appui pour l'acquisition du matériel et équipement 'animation aux associations culturelles	YAMIKOKI	Les associations recoivent du matériel d'équipement					10 000 000					
ENSEGNE MENT SECONDAI RE	Construction et équipement d'un CES à NKENDE	NKENDE	Un CES construit et équipé					75 000 000					
	Création, construction et équipement d'un CETIC à BABENGA	BABENGA	Un CETIC construit et équipé					100 000 000					
EDUCATIO N DE BASE	Construction d'une école primaire bilingue	BWADIBO	une école primaire bilingue construite				Commune	91 000 000					
TOTAL								1 170 500 000					

V.7. CADRE SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIAL DU CDMT :

Les projets du CDMT ci après sont ceux dont la réalisation sera soumise à une étude d'impact environnementale (cf visés par l'arrêté n° 0070/ MINEP du 22 avril 2005 fixant les catégories d'opérations)

➤ Projets de construction

- Création et construction d'un CSI à NJOUKI, BOMONO BA MBENGUE II, BOMONO BA MBENGUE I, MYNYUNGU, Biendende, Bali, Yabona, au carrefour Yandoungou, Yapaki
- Construction et équipement de deux salles de classe et un laboratoire au lycée bilingue de BEKOKO
- construction et équipement d'un CES à NKENDE
- Création, construction et équipement d'un CETIC à BABENGA, BOMONO BA MBENGUE 1, Bwadibo, yapaki
- Construction d'une école primaire bilingue Bwadibo
- Construction et équipement de deux (02) bâtiments de trois (02) salles de classe CES de BOMONO BA JEDU
- Création construction et équipement d'une école primaire à YAPAKI, BOMONO BA MBENGUE1
- Construction des logements d'astreinte pour enseignants derrière l'école publique de Yabea
- Construction d'une clôture à l'école maternelle primaire publique de Bomono Gare, BOMONO BA MBENGUE 2, Babenga, Bali, au carrefour Yandoungou, Yapaki
- Création, Construction et équipement d'une école primaire et maternelle à Minyungu, à Biendende
- Construction de 2 bâtiments de 4 salles de classe au CES de BomonobaJedu
- Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'EP deNkapa
- Création d'une SAR/SM à Bekoko à Bekoko
- construction d'une case communautaire et d'un bloc de 2 toilettes à YABWADIBE, à BOMONO BA MBENGUE II, YABEA

- Construction d'une case communautaire à BONGO, YABWADIBE, YASSOUKA, NJOUKI, BOMONO BA MBENGUE II, BWADIBO, BIENDENDE, BONADINDE, BWASSALO, YAPAKI, NKENDE
- Construction d'un complexe multi sportif de 2 ha à Dibongo (YABEA)
- Construction et équipement d'un centre multifonctionnel à Dibombari, Bwassalo, BIENDENDE, Yabéa
- Création et construction d'un centre de promotion de la femme et de la famille à BOMONO GARE,
- Création et construction d'un centre d'Etat civil à Yabea, NJOUKI,
- Création et construction d'un poste de police/gendarmerie à BOMONO GARE, BOMONO BA MBENGUE I
- Construction d'une antenne de relai à Yandom, Yabona
- Construction et équipement d'une boutique de vente des produits phytosanitaires à DIBOMBARI
- Construction d'un magasin de stockage près du marché de YABEA
- Construction d'une unité de transformation des produits agricoles à BONGO,
- Construction d'une unité de transformation de manioc à YANGONANG, Yabwadibè, YASSOUKA, YASSOUKA, NJOUKI, BALI,...etc.
- Construction d'une ferme communautaire de 1000 poussins d'un jour à BONGO, YANGONANG, YASSOUKA, BOMONO BA MBENGUE II, BOMONO BA MBENGUE I, BOMONO BA JEDU, YAPAKI, NKENDE
- Construction d'un débarcadère à Yassem, NJOUKI, MINYUNGU, BONANDINDE
- Construction des ralentisseurs sur la route nationale n°5 à l'entrée du village BOMONO BA MBENGUE II
- Construction des toilettes modernes au marché de Bwadibo
- Construction d'un hangar de marché à Babenga, **BOMONO BA JEDU, YABONA, YAPAKI**

➤ **Projets hydrauliques**

- Réhabilitation et extension du réseau d'adduction d'eau gravitaire dans la commune de DIBOMBARI
- Construction d'un forage équipé PMH à la chefferie de Mangue 2, la chefferie de Yabona, la chefferie Mbangue 1, BOSSEDI, YABEA, etc.
- Construction d'un forage avec château d'eau d'une capacité de 2000 Litres à YASSOUKA, YAMIKOKI

- Réhabilitation de quatre (04) forages en panne à BWASSALO
- Construction du réseau d'adduction d'eau pour alimenter les villages BEKOKO BABENGA BWADIBO
- Construction d'un château d'eau à Bomono ba Jedu, Bomono ba mbengue
- Réhabilitation du château d'eau (Scanwater) de Nkapa
- Réhabilitation du projet d'approvisionnement en eau potable (borne fontaine) à Bekoko

➤ **Projets structurant**

- Extension du réseau électrique (BT et MT) sur une distance de 5km à YABWADIBE
- Extension du réseau électrique (BT et MT) sur une distance de 2km à YANDUNGOU
- Mise en place d'une plaque solaire pour alimenter le village Bali
- Aménagement de l'éclairage public à Yamikoki, BIENDENDE, Bekoko, NKENDE
- Réhabilitation de la route menant à la carrière de sable sur 05 Km à BONANDINDE
- Aménagement de l'axe carrefour gare-Yankoute YASSOUKA,
- Construction des ralentisseurs sur la route nationale n°5 à l'entrée du village BOMONO BA MBENGUE II,
- Réhabilitation du pont reliant Bwadibo et Mikwele à Bwadibo
- Aménagement du tronçon routier carrefour music-Bekoko 7 km à Bwadibo, BEBENGA, BOMONO BA JEDU, BONADINDE, BONANDINDE, YAPAKI
- Aménagement de la route par la Mise en place de dos d'âne le long de la route Dibombari- Bwassalo –Bomono gare
- Ouverture et agrandissement de la route village-carrière 2 km pour exploitation du gravier à MINYUNGU
- Aménagement des pistes de collecte sur 10 km à YAMIKOKI
- Reprofilage de route Yamidjang-Yandoungou-Bonamateke (3km)
- Réhabilitation du réseau routier Yamidjang-Yabona-Yandoungou (3km)
- Réhabilitation du tronçon Mbanguè 2-Yandoungou en passant par Bonamateke

Au-delà de ces projets structurants issus des villages, ceux ci-après complètent la liste des projets établis par village avec la participation des populations.

Les projets qui y figurent prennent en compte les facteurs suivants :

- a) La nécessité d'infrastructures d'accès à certains services essentiels sur une base globale au niveau communal ;
- b) L'urgence, compte tenu de la conjoncture économique difficile et de ses impacts sur les finances communales, de la consolidation des sources de revenus propres à travers des activités génératrices de revenus.

a) -aménagement du territoire

-Planification urbaine (élaboration de 4 plans de secteurs) : 300 M F CFA

-Opérations de mise en œuvre du POS : 200 M F CFA

1. Routes, desenglavement des villages et des bassins de production, energie

2.1 Construction d'un Atelier de travaux de voirie municipale, acquisition d'équipement nouveaux, remise en état d'équipements existants : 350 M F CFA.

2.2 Contribution aux projets intercommunaux dans les domaines de l'énergie, des travaux publics et de la gestion des déchets (300 M F CFA)

2.3 Aménagement de la voirie de la ville de Dibombari (routes, caniveaux) dans le cadre du contrat de ville avec le MINH DU

2. Acces a l'eau, hygiene et assainissement

3.1 Projet de distribution d'eau potable selon les normes de l'OMS.

3.2 Projet de gestion de déchets ménagers.

3.2 Projet d'assainissement des établissements scolaires et socio-collectifs

3. Infrastructures generatrices de revenus

4.1 Création d'un terminal à conteneurs (port sec)

4.2 Création d'un sous-quartier maritime

4.3 Projet d'une zone industrielle

4.4 Projet d'un Centre commercial

4.5 Projet de cités d'habitations HLM, Moyen standing et Haut standing

4. Projets de tourisme generateurs de revenus

5.1 Identification & Aménagement de sites à haut potentiel de tourisme générateur de revenus

5. Activites agropastorales

6.1 Unités de production agropastorales (fruits séchés et jus de fruits, pisciculture, cultures maraîchères, etc.) : 1 200 M F CFA

6. Exploitation et valorisation de materiaux locaux (terre, argiles, sable) 450 M F CFA

7. Constitution et valorisation des reserves foncieres 200 M F CFA

8. Extension de l'hôtel de ville (bibliotheque, cyber centre, musee, salle de spectacle, maison d'hôtes) 650 M F CFA

Certains de ces projets ont déjà été maturés et nécessiteront pour la plupart des études de maturation

➤ **Projets de gestion des ressources naturelles**

- Appui pour la création d'une carrière de sable au bord du fleuve Mbanguè 1
- Accompagnement pour la Création d'01 carrière de sable et gravier à Yamindjang
- Aménagement d'une nouvelle carrière de sable à Bwassalo
- Ouverture de la voie fluviale par l'éradication de la jacinthe d'eau sur 10km Yassem-Bongo-Yangonang
- Ouverture de la voie fluviale par éradication de la jacinthe (Yangonang-Fiko) 08 km
- Création d'une plantation communautaire après rétrocession des terres spoliées par la SOCAPALM

TABEAU 16: PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX DES PROJETS DE CONSTRUCTION DU CDMT

TYPE DE PROJET	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
PROJETS DE CONSTRUCTION :	- Amélioration des revenus dans la zone du projet - Amélioration de l'accès aux services de base	- Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, utiliser la technique HIMO ;	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du projet	- Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site ; - Sécuriser le site par l'obtention d'un titre foncier.
			- Risque de déplacement involontaire et réinstallation	- Informer les personnes touchées ; - Dénombrer les personnes /ménages affectés et évaluer leurs biens - Compenser les personnes affectées et touchées conformément aux dispositions du PDIR
	- Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers la consultation du public	- Implication des populations lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion	- Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage	- Mettre en place un comité de gestion du projet incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien
	- Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ;	- Sensibiliser les populations sur les techniques de mobilisation des fonds pour le financement des projets communautaires	- Impacts divers liés aux choix de site	- Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de fraysère, flancs de montagnes, etc ;
	- Amélioration de l'accès aux services sociaux de base. : Amélioration des conditions de fréquentation des élèves ; - Facilitation de l'accès aux soins de santé ; - Développement des activités culturelles et des mouvements associatifs ; - Désenclavement des localités ; - Développement des activités socio-économiques, etc.	- Bénéfices sociaux selon la nature du projet.	- Augmentation prévalence IST/VIH/SIDA,	- Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST et le VIH/SIDA, et sur le braconnage, par des affiches et réunions
			- Risque d'insécurité pour les personnes et les biens	- Mettre des panneaux de signalisation dans les chantiers ; - Respecter les règles de sécurité.

TYPE DE PROJET	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
			- Risque de marginalisation des populations vulnérables	- Faire en sorte que les interventions profitent à toutes les couches sociales.
			- Risque de conflits au sein des bénéficiaires des projets dus à l'insatisfaction des attentes des populations, le choix non consensuel des sites d'implantation des projets ; leadership autour de la gestion des ouvrages	Organiser régulièrement des réunions d'information et de sensibilisation - Retenir un site qui permette à la majorité de profiter des effets du projet

TABLEAU 17 : PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX SUR LES PROJETS DE CONSTRUCTION DU CDMT

TYPE DE PROJET	Principaux impacts environnementaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts environnementaux négatifs	Mesures d'atténuation
			Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet	- Remettre en état les zones d'emprunt, en respectant les pentes du terrain naturel - Reboiser les zones affectées ; - Engazonner les zones affectées
			Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges	- Utiliser les engins adaptés et changer régulièrement les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées
			Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	- Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanents
			Pollutions liées aux déchets générés pendant les travaux	- Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m du cours d'eau)

TYPE DE PROJET	Principaux impacts environnementaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts environnementaux négatifs	Mesures d'atténuation
				- Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt
			Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site	- Reboiser les alentours de l'ouvrage
			Risques d'inondation et stagnation des eaux autour de l'ouvrage	- Informer les personnes touchées; - Dénommer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR

TABLEAU 18: PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX DES PROJETS D'HYDRAULIQUE (PUITS, FORAGE, SOURCES AMENAGEES) DU CDMT

PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX POSITIF	MESURES D'OPTIMISATION	PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX NEGATIFS	MESURES D'ATTENUATION
Diminution des maladies d'origine hydrique ; - Facilitation de l'accès à l'eau potable.	- Sensibilisation des populations sur le bien fondé de consommer l'eau potable.	- Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Risque d'intoxication due au mauvais dosage du chlore ; - Risque de mauvaise manipulation des ouvrages	- Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ; - Formation du comité de gestion au dosage à l'eau de javel dans les puits ; - Gestion des risques d'envasement et maintenance des ouvrages.
- Facilitation l'accès à l'eau potable des populations de la commune ; - Réduction des maladies hydriques ; - Amélioration de la santé des populations ; - Rapprochement des populations des points d'eau.	- Sensibilisation des populations sur l'entretien des points d'eau - Aménagement des pistes conduisant aux sources ; - Mise en place des comités de gestion d'eau potables ; - Disposition des points d'eau dans des lieux neutres ; Recrutement de la main d'œuvre locale.	- Risque d'insécurité pour les personnes et les biens ; - Risque de conflits au sein des bénéficiaires du projet ; - Risque de marginalisation des populations vulnérables	- Mise en place des sous-comités de vigilance, nettoyage et cartonnage des alentours de l'ouvrage ; - construction des clôtures autour de l'ouvrage ; - Prendre en compte les priorités des minorités ; - Solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives.
- Augmentation des revenus	- Recrutement de la main d'œuvre locale	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du micro-projet	- Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site
- Amélioration de l'accès aux services	-	- Conflits liés au choix du site/Déplacement	- Informer les personnes touchées;

PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX POSITIF	MESURES D'OPTIMISATION	PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX NEGATIFS	MESURES D'ATTENUATION
sociaux de base		involontaire pour l'utilisation du site	- Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR
-	-	- Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage	- mettre en place un comité de gestion du projet incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien
		Impacts divers liés aux choix de site	- Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de fraysère, flancs de montagnes, etc ;
		Risques d'accident dus aux travaux	- Mettre les panneaux de signalisation du chantier; - observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.) - Sécuriser le site
-		- Pollution du point d'eau soit par les produits phytosanitaires, soit par la latrine	- Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (maintenir une distance d'au moins 300 mètres) - Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau
-		- Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de l'engin d'exhaure	- Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées
-		- Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	- Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanents
-		- Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site	- Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser
		Risques d'accident dus aux travaux	- Mettre les panneaux de signalisation du chantier; - observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.) - Sécuriser le site

TABEAU 19: PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX SUR LES PROJETS D'HYDRAULIQUE

PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX POSITIFS	MESURES D'OPTIMISATION	PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX NEGATIFS	MESURES D'ATTENUATION
		- Pollution du point d'eau soit par les produits phytosanitaires, soit par la latrine	- Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (maintenir une distance d'au moins 300 mètres) - Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau
		- Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de l'engin d'exhaure	- Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées
		- Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	- Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent
		- Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site	- Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser
		- Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux	- Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt
		- Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	- Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé
		- Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses	- Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou pierres maçonnées
		Perturbation de la qualité de l'eau	- Procéder régulièrement au traitement physicochimique de l'eau
		- Pollution du point d'eau soit par les produits phytosanitaires, soit par la latrine	- Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (maintenir une distance d'au moins 300 mètres) - Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau

TABEAU 20: PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX DES PROJETS STRUCTURANTS

PROJETS STRUCTURANTS	PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX POSITIFS	MESURES D'OPTIMISATION	PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX NEGATIFS	MESURES D'ATTENUATION
PROJETS DE TRAVAUX PUBLICS	- Amélioration de l'accès aux services sociaux - Facilitation de la circulation des biens et des personnes, - Réduction du coût de transport, - Incitation des opérateurs économiques à s'installer	- Sensibilisation des populations ; - Mise en place des comités de gestion de routes ; - Pose des panneaux de signalisation ; - Recrutement de la main d'œuvre locale.	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA, et éventuellement du braconnage	- Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site - Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST et le VIH, et sur le braconnage, par des affiches et réunions - Poser des affiches pour la prévention - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO ;
PROJETS D'ELECTRIFICATION	- Amélioration de l'accès aux services sociaux - Amélioration des conditions de vie des populations ; - Incitation des opérateurs économiques à s'installer - Amélioration de l'accès aux moyens de télécommunication ;	- Sensibilisation des populations ; - Mise en place des comités d'entretien et de gestion - Pose des panneaux de signalisation ; - Recrutement de la main d'œuvre locale.	- Conflits liés au choix du site/Déplacement involontaire pour l'utilisation du site	- Informer les personnes touchées ; - Préparer éventuellement un PAR ; - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR - Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST et le VIH, et le braconnage, par des affiches et réunions - Poser des affiches pour la prévention - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO ;
PROJETS D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE	- Amélioration de l'accès aux services sociaux - Amélioration des conditions de santé des populations - Augmentation du revenu des paysans ; - Accessibilité aux produits vivriers aux populations de la commune et aux étrangers ; -	- Sensibilisation des populations ; - Mise en place des comités de gestion des ouvrages ; - Recrutement de la main d'œuvre locale ; - Primauté des places accordée aux riverains.	- Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage	- Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site - Mettre en place un comité de gestion du projet et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien, y compris le coût d'abonnement - Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST et le VIH, et sur le braconnage, par des affiches et réunions - Poser des affiches pour la prévention - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO ;

TABEAU 21: PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DES PROJETS STRUCTURANTS

PROJETS STRUCTURANTS	PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX POSITIFS	MESURES D'OPTIMISATION	PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX NEGATIFS	MESURES D'ATTENUATION
PROJETS DE TRAVAUX PUBLICS			Impacts divers liés aux choix de site - Modification de l'équilibre naturel des sites - Pollution par les huiles de vidange - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - nuisances sonores ; - risque de perturbation du régime des eaux - Risques d'inondation et stagnation des eaux autour des sites	- Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser les zones des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent - Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) - Mettre en dépôt la partie biodégradable dans les anciennes zones d'emprunt - Eviter de déposer les terres de mauvaise tenue dans les cours d'eau (à au moins 100m des cours d'eau) - Utiliser les déchets biodégradables pour en faire de l'engrais organique - Prévoir si nécessaire un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation
PROJETS D'ELECTRIFICATION			Modification de l'équilibre naturel des sites - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - nuisances sonores ;	- Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) - Mettre en dépôt la partie biodégradable dans les anciennes zones d'emprunt - Eviter de déposer les terres de mauvaise tenue dans les cours d'eau (à au moins 100m des cours d'eau) - Prévoir si nécessaire un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation
PROJETS D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE			- Modification de l'équilibre naturel des sites - Impacts liés aux excavations générées pendant les travaux - Risques d'inondation et stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - nuisances sonores ; -	- Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) - Eviter de déposer les terres de mauvaise tenue dans les cours d'eau (à au moins 100m des cours d'eau) - Prévoir si nécessaire un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation

TABEAU 22: PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX DES PROJETS DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

MICROPROJETS DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX POSITIFS	MESURES D'OPTIMISATION	PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX NEGATIFS	MESURES D'ATTENUATION
Appui pour la création d'une carrière de sable au bord du fleuve Mbanguè 1, Yamindjang, Bwassalo	Augmentation du revenu des populations - Création d'emplois	- Recruter de la main d'œuvre locale - accroître les activités économiques - aménager les pistes et routes du village	- Impacts divers liés au choix de site - Disparition des espèces halieutiques - Présences des maladies hydriques	- Sensibiliser les populations riveraines pour l'assainissement du milieu - Toujours se prévenir et se protéger contre les maladies hydriques - Eviter de se baigner avec cette eau
Ouverture de la voie fluviale par l'éradication de la jacinthe d'eau sur 10km Yassem-Bongo-Yangonang	Amélioration de la pratique de la pêche dans la zone	Recruter de la main d'œuvre locale	- Absence d'outil moderne de la pêche -	- Fabriquer des pirogues pour la pratique des activités de la pêche
Création d'une plantation communautaire après rétrocession des terres spoliées par la SOCAPALM	Augmentation du revenu des populations - Création d'emplois - Faciliter l'accès des populations au matériel végétal de qualité	- Recruter de la main d'œuvre locale	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage	- Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site - Evaluer le nombre de personnes à déplacer et leurs biens - Indemniser les personnes affectées conformément aux dispositions du PDIR - mettre en place un comité de gestion du projet et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien

TABEAU 23: PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DES PROJETS DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

MICROPROJETS DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX POSITIFS	MESURES D'OPTIMISATION	PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX NEGATIFS	MESURES D'ATTENUATION
Appui pour la création d'une carrière de sable au bord du fleuve Mbangué 1, Yamindjang, Bwassalo			- Impacts divers liés au choix de site - Disparition des espèces halieutiques - Le changement de couleur de l'eau	- Eviter de créer la carrière dans une zone de pêche et dans les lieux de lessive
Ouverture de la voie fluviale par l'éradication de la jacinthe d'eau sur 10km Yassem-Bongo-Yangonang	Amélioration de la pratique de la pêche dans la zone		- Diminution des activités piscicoles dans la zone -	- Prévoir des espaces au bord du fleuve pour la circulation des pêcheurs à la ligne
Création d'une plantation communautaire après rétrocession des terres spoliées par la SOCAPALM			Impacts divers liés au choix de site - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour du site - Erosion du site	- Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, etc ; - Reboiser les alentours de l'ouvrage - Prévoir si nécessaire un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation - Mettre en place des bonnes pratiques de gestion durable des terres ;

V.7.1. PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL (PIA) :

ACTIONS	ACTIVITES	Lieux d'implantati on	Indicateurs de résultat	Période de réalisation Année 2019												Porteur du Projet	Cout En FCFA	PNDP	Budget Communal	FEICO M	BIP	MINDEV
				F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	EL							
Eau et Energie	Construction et mise en fonction d'équipements de réseau pour alimenter la zone BEKOKO-BABENGA-BWADIBO	BEKOKO BABENGA BWADIBO	Le réseau d'alimentation de la zone BEKOKO-BABENGA-BWADIBO construit et en fonction												Commune	100 000 000			-	-		
	Réfection des équipements de captage d'eau de DIPO'O	DIPO'O	des équipements de captage d'eau de DIPO'O refaits												Commune	5 500 000				-		
	Eclairage de l'échangeur de BEKOKO	BEKOKO	l'échangeur de BEKOKO éclairé												Commune	150 000 000			-	-		
	Eclairage public solaire	DIBOMBA RI	L'éclairage public solaire de Dibombari aménagé												Commune	250 000 000	-	-		-		
	Densification de l'éclairage public et réseau d'eau dans les villages	DIBOMBA RI	l'éclairage public et réseau d'eau densifiés dans les villages												Commune	10 000 000	-	-	-			
	Création et mise en place d'une agence de l'eau et de	DIBOMBA RI	une agence de l'eau et de l'énergie créée et mise en place												Commune	30 000 000	-		-	-		

ACTIONS	ACTIVITES	Lieux d'implantation	Indicateurs de résultat	Période de réalisation Année 2019												Porteur du Projet	Cout En FCFA	PNDP	Budget Communal	FEICOM	BIP	MINDEV
				F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	EL							
	l'énergie																					
	Extension du réseau d'eau d'adduction BOSSEDI 1-BALI en passant par BOSSEDI 2 et BONABWENG 350 ml															31 000 000						
	Construction d'un forage équipé PMH à MINYUNGU, YAMIDJANG, BONABWENG et MOULANGA															24 000 000						
	Réalisation de 3 forages	BEKOKO BWADIBO YASSOUKA														24 000 000						
SANTE	Equipements des formations sanitaires de la commune (hôpital de district et centre de santé intégré en médicaments															6 000 000						
AGRICULTURE ET DEVELOPPEM	Réalisation d'unités de production	Dibombari	Les unités de production en partenariat												COMMUNE	650 000 000	-	-	-			

ACTIONS	ACTIVITES	Lieux d'implantation	Indicateurs de résultat	Période de réalisation Année 2019												Porteur du Projet	Cout En FCFA	PNDP	Budget Communal	FEICOM	BIP	MINDEV EL
				F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D								
ENT RURAL INDUSTRIES, MINES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES PETITE ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SCIALE ET ARTISANAT TOURISME ET LOISIRS	en partenariat public-privé dans les domaines des carrières, de la pisciculture, de l'agriculture, de l'élevage, de l'artisanat, du résidentiel, du tourisme et de l'industrie		public-public dans les domaines des carrières, de la pisciculture, de l'agriculture, de l'élevage, de l'artisanat, du résidentiel, du tourisme et de l'industrie réalisées																			
DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	Construction des cités municipales	DIBOMBARI	des cités municipales construites											COMMUNE FEICOM PNDP PARTENARIAT PUBLIC - PRIVE	350 000 000	-	-	-				
	Aménagement de l'hôtel de ville et dépendances (mobilier, IT/technologie de l'information, eau et énergie de secours, protection	DIBOMBARI	Un hôtel de ville et dépendances (mobilier, IT/technologie de l'information, eau et énergie de secours, protection électrique) aménagé											COMMUNE FEICOM	133 837 139			133 837 139	-			

ACTIONS	ACTIVITES	Lieux d'implantati on	Indicateurs de résultat	Période de réalisation Année 2019												Porteur du Projet	Cout En FCFA	PNDP	Budget Communa l	FEICO M	BIP	MINDEV
				F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	EL							
		électrique)																				
	Clôture et aménagem ent esplanade de l'hôtel de ville	DIBOMBA RI	La Clôture et l'aménagem ent de l'esplanade de l'hôtel de ville construit												COMMUNE FEICOM	100 000 000			60 00 0 000	-		
EDUCATION DE BASE	Construction d'une école publique bilingue à cycle complet à YATO	YATO	une école publique bilingue à cycle complet construite à YATO												Commune	129 379 725			-	-		
	Construction d'une école publique bilingue à cycle complet à BOADIBO	BOADIBO	une école publique bilingue à cycle complet construite à BOADIBO												Commune	70 000 000				-	70 000 000	
ENSEIGNEMENT S SECONDAIRES	Equipement d'un atelier en kit de petit matériel didactique ACA au CETIC DE DIBOMBAR	DIBOMBA RI	un atelier en kit de petit matériel didactique ACA équipé au CETIC DE DIBOMBAR												Commune	3 000 000			-	3 000 000		
	Construction et équipement de deux salles de classe et un laboratoire au lycée	BEKOKO	deux salles de classe et un laboratoire construit et équipés au lycée bilingue de BEKOKO												MINESEC	150 000 000	-	-	-	150 0 00 000		

ACTIONS	ACTIVITES	Lieux d'implantati on	Indicateurs de résultat	Période de réalisation Année 2019												Porteur du Projet	Cout En FCFA	PNDP	Budget Communal	FEICO M	BIP	MINDEV EL
				F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D								
		bilingue de BEKOKO																				
	Soutien aux établissemen ts d'enseignem ent secondaire	DIBOMBA RI	Les établissemen ts d'enseignem ent secondaire bénéficient d'un soutien effectif											MINESEC	8 000 000	-	-	-	4 000 000			
COMMUNICATI ON	Appui au fonctionnem ent de la radio communale	DIBOMBA RI	une radio communale fonctionnelle												42 000 000	42 00 0 000						
TOURISME	Construction d'un centre d'accueil et de loisirs	DIBOMBA RI	un centre d'accueil et de loisirs construit et fonctionnel												250 000 000							
SPORT	Soutien aux organisations sportives	DIBOMBA RI	Les organisations sportives bénéficient d'un soutien												3 000 000		3 000 000					
	Construction d'un mini complexe sportif	YAPAKI	un mini complexe sportif construit												50 000 000							
	Création d'une plateforme sportive comprenant un terrain de basketball de volleyball et handball	YANDOM	une plateforme sportive comprenant un terrain de basketball de volleyball et handball créé												11 000 000							
JEUNESSE	Création et	BOMONO	un centre												160 000	100 0	60 000					

ACTIONS	ACTIVITES	Lieux d'implantati on	Indicateurs de résultat	Période de réalisation Année 2019												Porteur du Projet	Cout En FCFA	PNDP	Budget Communa l	FEICO M	BIP	MINDEV EL
				F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D								
	construction d'un centre multifonctionnel à BOMONO MBENGUE 1	MBENGUE 1	multifonctionnel construit et fonctionnel à BOMONO MBENGUE 1												000	00 000	000					
	Construction et équipement d'01 centre multifonctionnel à Dibombari	DIBOMBARI	un centre multifonctionnel construit et fonctionnel à DIBOMBARI												140 000 000							
ART ET CULTURE	Construction d'une bibliothèque et cyber centre communal	DIBOMARI	une bibliothèque et cyber centre communal construite												8 000 000	8 000 000						
	Construction et équipement d'un foyer culturel et un bloc de 02 toilettes à BOMONO BA MBENGUE II	BA MBENGUE II	Un foyer culturel et un bloc de 02 toilettes construits												31 000 000							
	construction d'un foyer culturel et d'un bloc de 2 toilettes	Yabwadibe	Un foyer culturel et un bloc de 02 toilettes construits												31 000 000							
	Construction d'une case communautaire et bloc de 02 toilettes à YABEA	YABEA	Un foyer culturel et un bloc de 02 toilettes construits												30 000 000					30 000 000		
	TRAVAUX	Réhabilitatio	DIBOMBA	des routes											Commune	27 000	-		-	-		

ACTIONS	ACTIVITES	Lieux d'implantati on	Indicateurs de résultat	Période de réalisation Année 2019												Porteur du Projet	Cout En FCFA	PNDP	Budget Communal	FEICO M	BIP	MINDEV
				F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	EL							
PUBLICS	n des routes communales de la commune de DIBOMBARI	RI	communales de la commune de DIBOMBARI													000				27 00 0 000		
	Construction des infrastructures : routes, ponts, bacs, électricité, réseaux d'eau, etc.	DIBOMBA RI	Construction routes, ponts, bacs, électricité, réseaux d'eau, etc.												Commune	53 000 000	-	53 000 000	-	53 000 000		
PMEESA	Appui au développem ent du miondo par le GIC PROMADI	DIBOMBA RI														8 000 000						
Gouvernance locale	Planification urbaine (élaboration de 4 plans de secteurs) :	DIBOMBA RI														300 000 000						
TOTAL PIA																3 954 2 06 589						

V.7.2. COUT ESTIMATIF DU PIA

TABEAU 24 :

N	SECTEURS	COUTS
1	Eau et Energie	1 203 610 000
2	SANTE	6 000 000
3	DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	583 837 139
4	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	166 000 000
5	EDUCATION DE BASE	258 759 450
6	ART ET CULTURE	101 000 000
7	SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE	64 000 000
8	JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE	300 000 000
9	AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL, ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIE ANIMALE	650 000 000
10	TRAVAUX PUBLICS	80 000 000
11	PMEESA	8 000 000
12	COMMUNICATION	42 000 000
13	TOURISME	250 000 000
14	GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION LOCALE	300 000 000
	TOTAL	3 954 206 589

V.7.3. PLAN DE PASSATION DES MARCHES DU PIA

TABLEAU 25:

Désignation	Elaboration de la Convention		Elaboration de la requête		Respon- sable	Partena- ires	Méthod- e de sélection	Montan- t (FCFA)	Prépar. TDR/DA O/DP	Consultati- on, Avis d'AO		Evaluation techn.et financière		Non objection CNC		Négociatio- n avec l'OAL		Attribution/ signature Contrat		Exécution		Réceptio- n	
	Date prévue	Date réali	Date prév	Date réali						Date prév	Date réali	Date prévue	Date réali	Date prév	Date réali	Date prév	Date réali	Date prév	Date réali	Date prév	Date réali	Date prév	Date réali
Equipped d'un atelier en kit de petit matériel didactique ACA au CETIC DE DIBOMBAR	4 ^{ème} Semaine Aout		1 ^{ère} Semaine Septembre		Maire	BIP commune	procé- dure accélérée	3 000 000	2 ^{ème} Semaine Sept	3 ^{ème} à 4 ^{ème} Sem. Sept		4 ^{ème} Vendredi Sept		2 ^{ème} Semaine Oct.		03 Nov		2 ^{ème} Sema- Nov		3 ^{ème} Sema- Nov		3 ^{ème} Sem Déc	
Construction et équipement de deux salles de classe et un laboratoire au lycée bilingue de BEKOKO	-/-		-/-		-/-	BIP commune	-/-	150 000 0 000	-/-	-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-	
Soutien aux établissements d'enseignement secondaire	-/-		-/-		-/-	COMMUNE BIP	-/-	8 000 000	-/-	-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-	
Construction d'un forage avec PMH au CSI de YABEA	-/-		-/-		-/-	BIP commune	-/-	8 500 000	-/-	-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-	
Equipped des formations sanitaires de la commune (Hôpital de district et CSI) en matériels et médicaments	-/-		-/-		Maire	COMMUNE	-/-	6 000 000	-/-	-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-	
Appuis en appareillages aux populations vulnérables de la commune de DIBOMBAR	-/-		-/-		Maire	MINAS	-/-	1 000 000	-/-	-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-	
Réhabilitation des routes communales de la commune de DIBOMBAR	-/-		-/-		MINT P Maire	MINTP exécutif	-/-	27 000 000	-/-	-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-	
Construction routes,	-/-		-/-			MINTP	-/-	53 000	-/-	-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-	

Désignation	Elaboration de la Convention		Elaboration de la requête		Responsible	Partenaires	Méthode de sélection	Montant (FCFA)	Prépar. TDR/DA O/DP	Consultation, Avis d'AO		Evaluation techn.et financière		Non objection CNC		Négociation avec l'OAL		Attribution/ signature Contrat		Exécution		Réception	
	Date prévue	Date réali	Date prév	Date réali						Date prév	Date réali	Date prévue	Date réali	Date prév	Date réali	Date prév	Date réali	Date prév	Date réali	Date prév	Date réali	Date prév	Date réali
ponts, bacs, électricité, réseaux d'eau, etc.					MINT P Maire	MINEE exécutif		000															
Elaboration du Plan d'Occupation des Sols (POS) de la commune de DIBOMBARI	-/-		-/-		MIND CAF	MINHD U exécutif	-/-	70 000 000	-/-	-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-	
Réalisation d'une radio communale	-/-		-/-		Maire	MINCOM exécutif	-/-	42 000 000	-/-	-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-	
Construction d'un centre d'accueil et de loisirs	-/-		-/-		Maire	MINTO UL exécutif	-/-	250 000 000	-/-	-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-	
Soutien aux organisations sportives	-/-		-/-		Maire	MINSE P exécutif	-/-	3 000 000	-/-	-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-	
Construction d'une école publique bilingue à cycle complet à YATO	-/-		-/-		Maire MINE DUB	MINED UB exécutif	-/-	129 379 725	-/-	-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-	
Construction d'une école publique bilingue à cycle complet à BOADIBO	-/-		-/-		Maire MINE DUB	exécutif	-/-	129 379 725	-/-	-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-	
Construction et mise en fonction d'équipements de réseau pour alimenter la zone BEKOKO-BABENGA-BWADIBO	-/-		-/-		MINE E - MAIRE	COMMUNE BIP	-/-	100 000 000	-/-	-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-	
Réfection des équipements de captage d'eau de	-/-		-/-		MINE E - MAIRE	COMMUNE	-/-	5 500 000	-/-	-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-	

Désignation	Elaboration de la Convention		Elaboration de la requête		Responsible	Partenaires	Méthode de sélection	Montant (FCFA)	Prépar. TDR/DAO/DP	Consultation, Avis d'AO		Evaluation techn. et financière		Non objection CNC		Négociation avec l'OAL		Attribution/ signature Contrat		Exécution		Réception	
	Date prévue	Date réali	Date prév	Date réali						Date prév	Date réali	Date prévue	Date réali	Date prév	Date réali	Date prév	Date réali	Date prév	Date réali	Date prév	Date réali	Date prév	Date réali
DIPO'O					E																		
Eclairage de l'échangeur de BEKOKO	-/-		-/-		Maire	COMMUNE BIP	-/-	150 000 000	-/-	-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-	
Eclairage public solaire	-/-		-/-			COMMUNE	-/-	250 000 000	-/-	-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-	
Densification de l'éclairage public et réseau d'eau dans les villages	-/-		-/-		Maire	COMMUNE BIP	-/-	10 000 000	-/-	-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-	
Création et mise en place d'une agence de l'eau et de l'énergie	-/-		-/-		Maire	COMMUNE PNDP	-/-	30 000 000	-/-	-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-	
Création et construction d'un centre multifonctionnel à BOMONO MBENGUE 1	-/-		-/-		Maire	COMMUNE PNDP	-/-	160 000 000	-/-	-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-	
Construction d'une bibliothèque et cyber centre communal	-/-		-/-		MINAC MINPOSTEL	PNDP	-/-	8 000 000	-/-	-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-	
Réalisation d'unités de production en partenariat public-public dans les domaines des carrières, de la pisciculture, de l'agriculture, de l'élevage, de l'artisanat, du résidentiel, du tourisme et de l'industrie	-/-		-/-		MINADER MINIMIN EPIA MINPMEE SA MIN	COMMUNE FEICOM ORGANISME FINANCIERS INTERNATIONAUX INVESTISSE	-/-	15 000 000 000	-/-	-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-	

Désignation	Elaboration de la Convention		Elaboration de la requête		Responsible	Partenaires	Méthode de sélection	Montant (FCFA)	Prépar. TDR/DAO/DP	Consultation, Avis d'AO		Evaluation techn. et financière		Non objection CNC		Négociation avec l'OAL		Attribution/signature Contrat		Exécution		Réception	
	Date prévue	Date réali	Date prév	Date réali						Date prév	Date réali	Date prévue	Date réali	Date prév	Date réali	Date prév	Date réali	Date prév	Date réali	Date prév	Date réali	Date prév	Date réali
					TOUL	URS PUBLICS																	
Construction des cités municipales	-/-		-/-		Maire MIN HDU	COMMUNE FEICOM PNDP PARTENARIAT PUBLIC - PRIVE	-/-	350 000 000	-/-	-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-	
Aménagement hôtel de ville et dépendances (mobiliers, IT/technologie de l'information, eau et énergie de secours, protection électrique)	-/-		-/-		Maire MIN HDU	COMMUNE FEICOM	-/-	133 837 139	-/-	-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-	
Clôture et aménagement esplanade de l'hôtel de ville	-/-		-/-		MIN HDU	COMMUNE FEICOM	-/-	100 000 000	-/-	-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-	
Construction de la tribune des manifestations officielles	-/-		-/-		MIN HDU	COMMUNE FEICOM	-/-	95 180 000	-/-	-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-		-/-	
ENSEMBLE DES 27 PROJETS DU PIA																							

V.7.4. . PLAN OPERATIONNEL EN FAVEUR DES POPULATIONS VULNERABLES

TABEAU 26 :PLAN OPERATIONNEL EN FAVEUR DES POPULATIONS VULNERABLES DE LA COMMUNE DE DIBOMBARI

activités	Indicateurs de résultats	Année 2019												Acteurs	Coût estimatif	Source de financement
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			
Dotation de 50 chaises roulantes	Les handicapés bénéficient de 50 chaises roulantes													-DDAS/Moungo -Commune -organisations des personnes vulnérables	15 000 000F	-BIP -Budget communal -Autres partenaires
Dotation de 50 béquilles	Les handicapés bénéficient de 50 béquilles													-DDAS/Moungo -Commune	4 000 000F	Budget communal
Construction d'une école primaire	Une école pour handicapé est construite													-DDAS/Moungo -Commune -MINEDUB -Organisations des populations vulnérables	12 000 000F	-Budget communal -Autres partenaires
Construction de deux centres de formation	deux centres de formation sont construits													-DDAS/Moungo -Commune -MINEFOP	24 000 000F	-BIP -Budget communal -Autres partenaires
Construction de 04 orphelinats	04 orphelinats construits													- DDAS/Moungo -Commune -Organisations des populations. vulnérables	48 000 000F	-BIP -Budget communal -Autres partenaires
Un service des affaires sociales	Un service des affaires sociales est opérationnel													- DDAS/Moungo -Commune -Organisations des populations. vulnérables	12 000 000F	-BIP -Budget communal -Autres partenaires
Octroie des bourses d'étude aux personnes vulnérables	des bourses d'étude sont distribuées aux personnes vulnérables														2 500 000F	
TOTAL															118 500 000	

Source : résultats des DIC, DEUC, DPNV et de l'atelier de planification communal

TABLEAU 27 : LE PLAN SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE.

Mesures environnementales	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Période	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
MICROPROJETS DE CONSTRUCTION						
- Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site ; - Sécuriser le site par l'obtention d'un titre foncier.	-préparer les TDR - Inviter les participants ; - Tenir la rencontre	-Commune -CC, CDV -Autorités traditionnelles -DDEP	AVANT LE PROJET	- Comité communal de suivi -sectoriels impliqués	CA	Coût administratif
- Informer les personnes touchées; - Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR	- Inviter les participants ; - Tenir la rencontre -programmer l'activité proprement dite	-Commune -CC, CDV -Autorités traditionnelles -sectoriel technique impliqué. -MINATD -MINAS -Forces de l'ordre.		- CCSE -MINATD -MINAS	2 500 000	Réaliser une évaluation ex-ante en rapport avec les personnes affectées
- Mettre en place un comité de gestion du projet incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien	- Inviter les participants ; - Tenir la rencontre -élire le bureau -installer le comité dans ses fonctions	-Commune -CC, CDV -Autorités traditionnelles -DDEP		- CCSE - CC, CDV	300 000	Indemnités de cession des membres du comité de gestion
- Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc ;	-identifier un site potentiel positif de la mise en place du projet	-Commune -MINDUH -MINDAF -MINEP -DDEP		- CCSE - CC, CDV, -Autorités traditionnelle s	300 000	Frais de déplacement
Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST et le VIH/SIDA, et sur le braconnage, par des affiches et réunions	-préparer les TDR - Inviter les participants ; - Tenir les rencontres	-Commune -MINSANTE -COGES	PENDANT LES TRAVAUX	- CCSE - CC, CDV	CA	Coût administratif
- Mettre des panneaux designalisation dans les chantiers ; - Respecter les règles de sécurité.	-monter les panneaux de signalisation et les placer dans les lieux indiqués	-Commune -DDTP		- CCSE -DDTP -CC, CDV	1 000 000	
- Faire en sorte que les interventions profitent à toutes les couches sociales.	-Organiser régulièrement des sensibilisations	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné. -DDEP		- CCSE - CC, CDV		
Organiser régulièrement desréunions d'information et	-Etablir un plan des rencontres	-Commune		- CCSE	2 00 000	

Mesures environnementales	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Période	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
desensibilisation - Retenir un site qui permette à la majorité de profiter des effets du projet	d'information et de sensibilisation	-Maître d'œuvre sélectionné. -DDEP				
- Remettre en état les zones d'emprunt, en respectant les pentes du terrain naturel - Reboiser les zones affectées ; - Engazonner les zones affectées	-mettre en place un comité de surveillance -recruter le personnel pour reboiser -acheter les plantes pour reboiser	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné.		- CCSE	CA	Coût administratif
- Utiliser les engins adaptés et changer régulièrement les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées	-Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) -Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt	-Commune -Maître d'œuvre		- CCSE -CC, CDV -DDEP	2 000 000	
- Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanents	-sensibiliser les travailleurs -acheter du matériel de protection aux travailleurs	-Commune -Maître d'œuvre.		- CCSE -CC, CDV -DDEP	1 500 000	
- Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m du cours d'eau) - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt	Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou pierres maçonnées	-Commune -Maître d'œuvre -DDEP		- CCSE -CC, CDV -DDEP	1 500 000	
- Reboiser les alentours de l'ouvrage	-sensibiliser les riverains	-Commune -Maître d'œuvre -COGES		- CCSE	500 000	
- Informer les personnes touchées; - Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR	- Inviter les participants ; - Tenir la rencontre -programmer l'activité proprement dite	-Commune -CC, CDV -Autorités traditionnelles -sectoriel technique impliqué. -MINATD -MINAS -Forces de l'ordre.		- CCSE -MINATD -MINAS	2 500 000	Réaliser une évaluation ex-ante en rapport avec les personnes affectées
MICROPROJETS HYDRAULIQUES						
- Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ; - Formation du comité de gestion au dosage à l'eau de javel dans les puits ; - Gestion des risques d'envasement et maintenance des ouvrages.	-Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix -Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site	-Commune -CC, CDV -Autorités traditionnelles -DDEP	AVANT LE PROJET	- Comité communal de suivi -sectoriels impliqués	CA	Coût administratif

Mesures environnementales	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Période	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
- Mise en place des sous-comités de vigilance, nettoyage et cartonnage des alentours des ouvrages ; - construction des clôtures autour de l'ouvrage ; - Prendre en compte les priorités des minorités ; - Solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives.	- Informer les personnes touchées ; - Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens - Compenser les affectés touchés conformément aux dispositions du PDIR - organiser une rencontre de mise en place du sous comité	- Commune - CC, CDV - Autorités traditionnelles - sectoriel technique impliqué. - MINATD - Forces de l'ordre.		- CCSE - MINATD - MINAS		
- Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site	- préparer les TDR - Inviter les participants ; - Tenir la rencontre	- Commune - CC, CDV - Autorités traditionnelles - DDEP		- Comité communal de suivi - sectoriels impliqués	CA	Coût administratif
- Informer les personnes touchées ; - Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR	- Inviter les participants ; - Tenir la rencontre - programmer l'activité proprement dite	- Commune - CC, CDV - Autorités traditionnelles - sectoriel technique impliqué. - MINATD - MINAS - Forces de l'ordre.		- CCSE - MINATD - MINAS	2 500 000	Réaliser une évaluation ex-ante en rapport avec les personnes affectées
- mettre en place un comité de gestion du projet incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien	- Inviter les participants ; - Tenir la rencontre - élire le bureau - installer le comité dans ses fonctions	- Commune - CC, CDV - Autorités traditionnelles - DDEP		- CCSE - CC, CDV	300 000	Indemnités de cession des membres du comité de gestion
- Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de fraysère, flancs de montagnes, etc ;	- identifier un site potentiel positif de la mise en place du projet	- Commune - MINDUH - MINDAF - MINEP - DDEP		- CCSE - CC, CDV, - Autorités traditionnelles	300 000	Frais de déplacement
- Mettre les panneaux de signalisation en place ; - observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.) - Sécuriser le site	- monter les panneaux de signalisation et les placer dans les lieux indiqués	- Commune - DDTP		- CCSE - DDTP - CC, CDV	1 000 000	
- Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (maintenir une distance d'au moins 300m)	- sensibiliser les populations sur l'usage des produits phytosanitaires au bord de l'ouvrage	- Commune - Maître d'œuvre sélectionné.		- CCSE - COGES	2 00 000	

Mesures environnementales	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Période	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
mètres) - Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau	-organiser des rencontres d'information des populations riveraines -sensibiliser les populations sur le bienfondé de l'utilisation des latrines propres	-DDEP				
- Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées	-Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) -Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt	-Commune -Maître d'œuvre		- CCSE -CC, CDV -DDEP	2 000 000	
- Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent	-sensibiliser les travailleurs -acheter du matériel de protection aux travailleurs	-Commune -Maître d'œuvre.		- CCSE -CC, CDV -DDEP	1 500 000	
- Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser	-sensibiliser les riverains	-Commune -Maître d'œuvre -COGES		- CCSE	500 000	
- Mettre les panneaux de signalisation du chantier; - observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.) - Sécuriser le site	-monter les panneaux de signalisation et les placer dans les lieux indiqués	-Commune -DDTP		- CCSE -DDTP -CC, CDV	1 000 000	
- Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt	-sensibiliser les populations pour le nettoyage -organiser et programmer les séances de propreté	-Commune -Maître d'œuvre -DDEP		- CCSE -CC, CDV -DDEP	1 500 000	
- Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé	-Identifier le site de passage du réseau simplifié -sensibiliser les populations du site choisi pour la mise en place du réseau	-Commune -Maître d'œuvre -DDEP		- CCSE -CC, CDV -DDEP	1 500 000	
- Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou pierres maçonnées	-organiser un appel de fonds auprès des populations	-Commune -Maître d'œuvre -DDEP		- CCSE -CC, CDV -DDEP	1 500 000	
- Procéder régulièrement au traitement physico-chimique de l'eau	-sensibiliser les populations sur le traitement physico-chimique de l'eau -mettre en place un comité de suivi de cette activité	-Commune -Maître d'œuvre		- CCSE -CC, CDV	2 000 000	
MICROPROJET STRUCTURANT						

Mesures environnementales	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Période	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
- Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site	- préparer les TDR - Inviter les participants ; - Tenir la rencontre	- Commune - CC, CDV - Autorités traditionnelles - DDEP		- Comité communal de suivi - sectoriels impliqués	CA	Coût administratif
- Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST et le VIH, et sur le braconnage, par des affiches et réunions - Poser des affiches pour la prévention	- préparer les TDR - Inviter les participants ; - Tenir les rencontres	- Commune - MINSANTE - COGES	PENDANT LES TRAVAUX	- CCSE - CC, CDV	CA	Coût administratif
- Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO ;	- initier un cahier de charge entre l'entreprise et les populations riveraines	- Commune - CC, CDV - Autorités traditionnelles - DDEP		- Comité communal de suivi	CA	Coût administratif
- Informer les personnes touchées ; - Préparer éventuellement un PAR ; - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR	- Inviter les participants ; - Tenir la rencontre - programmer l'activité proprement dite	- Commune - CC, CDV - Autorités traditionnelles - sectoriel technique impliqué. - MINATD - MINAS - Forces de l'ordre.		- CCSE - MINATD - MINAS	2 500 000	Réaliser une évaluation ex-ante en rapport avec les personnes affectées
- Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site - Mettre en place un comité de gestion du projet et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien, y compris le coût d'abonnement	- préparer les TDR - Inviter les participants ; - Tenir la rencontre	- Commune - CC, CDV - Autorités traditionnelles - DDEP	AVANT LE PROJET	- Comité communal de suivi - sectoriels impliqués	CA	Coût administratif
- Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser les zones des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanents	- sensibiliser les travailleurs - acheter du matériel de protection aux travailleurs	- Commune - Maître d'œuvre.		- CCSE - CC, CDV - DDEP	1 500 000	

Mesures environnementales	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Période	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
- Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) - Mettre en dépôt la partie biodégradable dans les anciennes zones d'emprunt - Eviter de déposer les terres de mauvaise tenue dans les cours d'eau (à au moins 100m des cours d'eau) - Utiliser les déchets biodégradables pour en faire de l'engrais organique	- sensibiliser les populations pour le nettoyage - organiser et programmer les séances de propreté	- Commune - Maître d'œuvre - DDEP		- CCSE - CC, CDV - DDEP	1 500 000	
- Prévoir si nécessaire un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation	- Identifier le site de passage du réseau simplifié - sensibiliser les populations du site choisi pour la mise en place du réseau	- Commune - Maître d'œuvre - DDEP		- CCSE - CC, CDV - DDEP	1 500 000	
MICROPROJETS DES RESSOURCES NATURELLES						
- Sensibiliser les populations riveraines pour l'assainissement du milieu - Toujours se prévenir et se protéger contre les maladies hydriques - Eviter de se baigner avec cette eau	- organiser des rencontres d'information pour la protection de l'environnement	- Commune - COGES - MINSANTE		- CC, CDV - COGES	1 500 000	
- Fabriquer des pirogues pour la pratique des activités de la pêche	- Regrouper les pêcheurs en association ou en GIC - organiser une quête - initier une demande de financement auprès des structures d'accompagnement	- Commune - MINEPIA		- CC, CDV - COGES	3 000 000	
- Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site - Evaluer le nombre de personnes à déplacer et leurs biens - Indemniser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR	- préparer les TDR - Inviter les participants ; - Tenir la rencontre	- Commune - CC, CDV - Autorités traditionnelles - DDEP		- Comité communal de suivi - sectoriels impliqués	CA	Coût administratif

Mesures environnementales	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Période	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
- mettre en place un comité de gestion du projet et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien	- Inviter les participants ; - Tenir la rencontre -élire le bureau -installer le comité dans ses fonctions	-Commune -CC, CDV -Autorités traditionnelles -DDEP		- CCSE - CC, CDV	300 000	Indemnités de cession des membres du comité de gestion
- Eviter de créer la carrière dans une zone de pêche et dans les lieux de lessive	-Organiser des rencontres d'information et de sensibilisation des populations du village -Identifier les lieux de peche et les zones léssiveuses	-Commune -CC, CDV -Autorités traditionnelles -DDEP		- CCSE - CC, CDV	3 000 000	Indemnités de cession des membres du comité de gestion
- Prévoir des espaces au bord du fleuve pour la circulation des pêcheurs à la ligne	-sensibiliser les pêcheurs sur la nécessité de créer un espace de peche au bord du fleuve	-Commune -CC, CDV -Autorités traditionnelles -DDEP	AVANT LE PROJET	- Comité communal de suivi -sectoriels impliqués	CA	Coût administratif
- Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de fraysère, etc ; - Reboiser les alentours de l'ouvrage	-identifier un site potentiel positif de la mise en place du projet	-Commune -MINDUH -MINDAF -MINEP -DDEP		- CCSE - CC, CDV, -Autorités traditionnelles	300 000	Frais de déplacement
- Prévoir si nécessaire un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation - Mettre en place des bonnes pratiques de gestion durable des terres ;	-Identifier le site de passage du réseau simplifié -sensibiliser les populations du site choisi pour la mise en place du réseau	-Commune -Maître d'œuvre -DDEP		- CCSE -CC, CDV -DDEP	1 500 000	



VI. MECANISME DE SUIVI EALUATION

VI.1. COMPOSITION ET ATTRIBUTIONS DU COMITE DE SUIVI-EVALUATION DU PCD

VI.1.1. COMPOSITION DU COMITE DE SUIVI-EVALUATION

Le comité est composé de 10 (dix) personnes dont :

- Unprésident
- Unrapporteur
- 08 membres.

TABEAU 28: COMPOSITION DU COMITE DE SUIVI EVALUATION ET DE MISE EN ŒUVRE DU PCD

N°	DESIGNATION	FONCTION
01	M.BILE Isaac	Président
02	Mme NJOH Madeleine Noelle	Rapporteur
03	M. OTTI KOULE	Membre
04	Mme KONGUE ESSO	Membre
05	S.M EKANGA NJOH	Membre
06	S.M. KOTTO MBONGO	Membre
07	M. MPOH Marcel	Membre
08	M. WOUDOU BEMA	Membre
09	Mme ESSABE LADITE DOBE	Membre
10	M. NDAME Pierre	Membre
11	Les38 Présidents des CC des différents villages siégeant chacun lorsqu'il est concerné	
12	A ce groupe il doit être mis sur pied une plate forme pour le control citoyen ou la société civile sera représentée par 02 membres	

Source : désignation consensuelle au cours de l'atelier de planification communal

PHOTO 5 : MEMBRES DU COMITE DE SUIVI **PHOTO 6 : INSTALLATION DE L'EQUIPE DE SUIVI**



: C

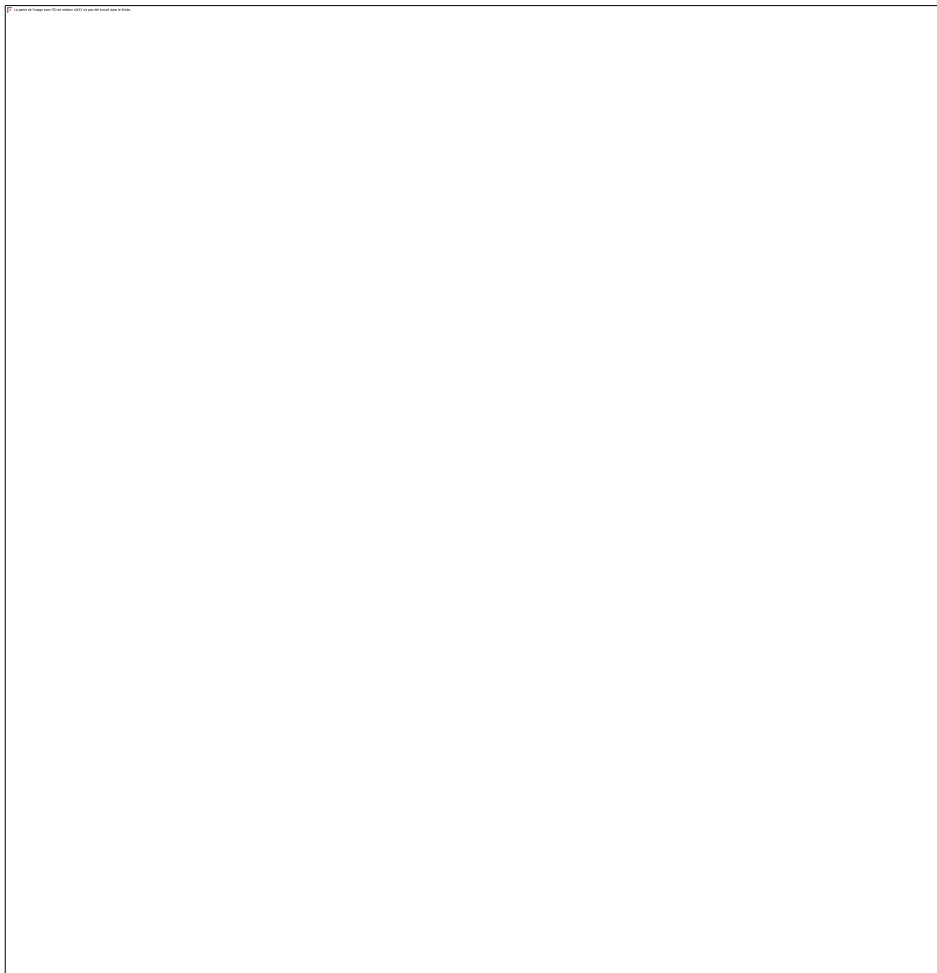


VI.1.2. ATTRIBUTIONS DES MEMBRES DU COMITE DE SUIVI-EVALUATION

L'Arrêté Municipal portant désignation des membres ci-dessus cités précise les attributions du Comité de Suivi évaluation du PCD de la Commune de Dibombari et de chacun des membres. Toutefois, ledit Comité agit sous l'autorité du Maire et lui rend

compte de l'exécution de la mission qui lui est assignée. Ce Comité ne saurait en aucun cas se substituer aux organes institutionnels mis en place par les pouvoirs publics dans le cadre du contrôle et/ou du suivi des projets.

§



VI.1.3. NOMS ET ATTRIBUTS DES MEMBRES DU CCSE DU PCD (RESULTATS DE LA CONSTITUTION DU CCSE)

Le Président du CCSE, anime le Comité et coordonne ses activités. A ce titre, il :

- convoque et préside les réunions du CCSE et les assemblées générales de la Commune;

- signe, conjointement avec les partenaires au développement identifiés, les contrats de prestations de services;
 - procède à l'ordonnancement des dépenses;
 - signe les documents administratifs, tels que les convocations et invitations aux réunions, les correspondances de toute nature adressées à des tiers, les P-V de réunions ;
 - est le cosignataire sur le compte de la Commune auprès des établissements financiers ;
- Il est assisté dans ses fonctions par le Vice président, à qui il peut déléguer une partie de ses attributions à l'exception de l'ordonnancement des dépenses.

L'Agent Communal de Développement : En tant que technicien de l'aspect développement au sein de la Commune, assure le Secrétariat Permanent du Comité.

A

ce titre il :

- prépare pour soumettre à la signature du Président les convocations, invitations et toutes autres correspondances;
- rédige les procès verbaux et les comptes rendus des réunions et assemblées générales de la communauté ;
- conserve les archives de la communauté.

Les autres membres du comité sont choisis au sein des groupes sociaux ci-après.

Les associations des Communautés à la base : Etant devenu des acteurs au développement au niveau local, leur participation au CCSE permet de prendre en compte

des besoins de la base qu'ils représentent.

Les chefs traditionnels : Garant de l'autorité traditionnelle au niveau local, il a un rôle consultatif au sein du Comité.

Le Conseil Municipal : Généralement, une Commune est divisée en secteur. Les Conseillers Municipaux étant originaires de l'un ou de l'autre secteur de la Commune, ils

ont

un double rôle. En effet, le rôle d'un Conseiller est de prendre les préoccupations de la base

afin de les présenter aux sessions du Conseil, puis de tenir informer les populations de son

secteur au courant des décisions du Conseil. Ils sont donc les yeux de la Commune répandus à travers les villages, tout comme ils le sont pour les populations de leurs secteurs

respectifs.

Les services déconcentrés (sectoriels). Lors des sessions du CCSE, leur rôle consiste en

un apport d'expertise. En effet, appartenant tous à un domaine particulier dans lequel la Commune devra agir pour mettre en œuvre son PCD. Ces sectoriels apporteront entre autres : leurs conseils avisés dans les projets à réaliser, aideront au montage des projets, etc.

Dans le cadre de la réalisation de son mandat, le comité peut faire appel à des Personnalités

ressources en fonction de leurs compétences.

VI.2. INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION (PAR RAPPORT AU PIA)

Tableau des indicateurs

Indicateurs de suivi et d'évaluation du PIA

SECTEUR	ACTIVITES	INDICATEURS DE SUIVI-	INDICATEURS D'EVALUATION
Eau et Energie	Construction et mise en fonction d'équipements de réseau pour alimenter la zone BEKOKO-BABENGA-BWADIBO	Le réseau d'alimentation de la zone BEKOKO-BABENGA-BWADIBO construit et en fonction rapport exécutif assorti des délais et des coûts	rapport et PV de validation) + PV de réception rapport final
	Réfection des équipements de captage d'eau de DIPO'O	des équipements de captage d'eau de DIPO'O refaits rapport exécutif assorti des délais et des coûts	rapport et PV de validation) + PV de réception rapport final
	Eclairage de l'échangeur de BEKOKO	l'échangeur de BEKOKO éclairé	rapport et PV de validation)

SECTEUR	ACTIVITES	INDICATEURS DE SUIVI-	INDICATEURS D'EVALUATION
		- rapport exécutif assorti des délais et des coûts	+ PV de réception - rapport final
	Eclairage public solaire	L'éclairage public solaire de Dibombari aménagé	rapport et PV de validation) + PV de réception
	Densification de l'éclairage public et réseau d'eau dans les villages	l'éclairage public et réseau d'eau densifiés dans les villages - rapport exécutif assorti des délais et des coûts	- rapport final
	Création et mise en place d'une agence de l'eau et de l'énergie	une agence de l'eau et de l'énergie crée et mise en place - rapport exécutif assorti des délais et des coûts -journal des revues	(PVde réception et rapport du le comité degestion)
SANTÉ PUBLIQUE	Construction d'un forage avec PMH au CSI de YABEA	un forage avec PMH construit au CSI de YABEA - rapport exécutif assorti des délais et des coûts -journal des revues	(PVde réception et rapport du le comité degestion)
	Equiperment des formations sanitaires de la commune (Hôpital de district et CSI) en matériels et médicaments	les formations sanitaires de la commune (Hôpital de district et CSI) équipées en matériels et médicaments - rapport exécutif assorti des délais et des coûts -journal des revues	(PVde réception et rapport du le comité degestion)
	Appui au centre de santé de la commune de DIBOMBARI	Les centres de santé de la commune de DIBOMBARI appuyés en médicaments - rapport exécutif assorti des délais et des coûts	(PVde réception et rapport du le comité degestion)
AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL INDUSTRIES, MINES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES PETITE ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SCIALE ET ARTISANAT TOURISME ET LOISIRS	Réalisation d'unités de production en partenariat public-public dans les domaines des carrières, de la pisciculture, de l'agriculture, de l'élevage, de l'artisanat, du résidentiel, du tourisme et de l'industrie	-Les unités de production en partenariat public-public dans les domaines des carrières, de la pisciculture, de l'agriculture, de l'élevage, de l'artisanat, du résidentiel, du tourisme et de l'industrie réalisées - rapport exécutif assorti des délais et des coûts -journal des revues	-(PVde réception et rapport du le comité degestion -- rapport final
DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	Construction des cités municipales	des cités municipales construites - rapport exécutif assorti des délais et des coûts -journal des revues	-(PVde réception et rapport du le comité degestion -- rapport final
	Aménagement hôtel de ville et dépendances (mobiliier, IT/technologie de l'information, eau et énergie de secours, protection électrique)	Un hôtel de ville et dépendances (mobiliier, IT/technologie de l'information, eau et énergie de secours, protection électrique) aménagé - rapport exécutif assorti des délais et des coûts -journal des revues	-(PVde réception et rapport du le comité degestion -- rapport final
	Clôture et aménagement esplanade de l'hôtel de ville	La Clôture et l'aménagement de l'esplanade de l'hôtel de ville	-(PVde réception et rapport du le comité degestion

SECTEUR	ACTIVITES	INDICATEURS DE SUIVI-	INDICATEURS D'EVALUATION
		construit - rapport exécutif assorti des délais et des coûts -journal des revues	-- rapport final
	Construction de la tribune des manifestations officielles	la tribune des manifestations officielles construite - rapport exécutif assorti des délais et des coûts -journal des revues	-(PVde réception et rapport du le comité de gestion -- rapport final
	Elaboration du Plan d'Occupation des Sols (POS) de la commune de DIBOMBARI	Un Plan d'Occupation des Sols (POS) de la commune de DIBOMBARI élaboré - rapport exécutif assorti des délais et des coûts -journal des revues	-(PVde réception et rapport du le comité de gestion -- rapport final
EDUCATION DE BASE	Construction d'une école publique bilingue à cycle complet à YATO	- rapport exécutif assorti des délais et des coûts -journal des revues	une école publique bilingue à cycle complet construite à YATO -(PVde réception et rapport du le comité de gestion -- rapport final
	Construction d'une école publique bilingue à cycle complet à BOADIBO	- rapport exécutif assorti des délais et des coûts -journal des revues	une école publique bilingue à cycle complet construite à BOADIBO -(PVde réception et rapport du le comité de gestion -- rapport final d'évaluation
ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	Equiper d'un atelier en kit de petit matériel didactique ACA au CETIC DE DIBOMBARI	- rapport exécutif assorti des délais et des coûts -journal des revues	un atelier en kit de petit matériel didactique ACA équipé au CETIC DE DIBOMBARI -(PVde réception et rapport du le comité de gestion -- rapport final
	Construction et équipement de deux salles de classe et un laboratoire au lycée bilingue de BEKOKO	- rapport exécutif assorti des délais et des coûts -journal des revues	deux salles de classe et un laboratoire construit et équipés au lycée bilingue de BEKOKO -(PVde réception et rapport du le comité de gestion -- rapport final
	Soutien aux établissements d'enseignement secondaire	- rapport exécutif assorti des délais et des coûts -journal des revues	Les établissements d'enseignement secondaire bénéficient d'un soutien effectif -(PVde réception et rapport du le comité de gestion -- rapport final
AFFAIRES SOCIALES	Appuis en appareillages aux populations vulnérables de la commune de DIBOMBARI	- rapport exécutif assorti des délais et des coûts -journal des revues	populations vulnérables de la commune de DIBOMBARI disposent d'un appareillage
COMMUNICATION	Réalisation d'une radio communale	- rapport exécutif assorti des délais et des coûts -journal des revues	une radio communale fonctionnelle -(PVde réception et rapport du le comité de gestion -- rapport final
TOURISME	Construction d'un centre d'accueil et de loisirs	- rapport exécutif assorti des délais et des coûts -journal des revues	un centre d'accueil et de loisirs construit et fonctionnel -(PVde réception et rapport du le comité de gestion

SECTEUR	ACTIVITES	INDICATEURS DE SUIVI-	INDICATEURS D'EVALUATION
			-- rapport final
SPORT	Soutien aux organisations sportives	Fréquence de réunions	Les organisations sportives bénéficient d'un soutien -(PV de réception et rapport du comité de gestion) -- rapport final
EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	Création et construction d'un centre multifonctionnel à BOMONO MBENGUE 1	- rapport exécutif assorti des délais et des coûts -journal des revues	un centre multifonctionnel construit et fonctionnel à BOMONO MBENGUE 1 -(PV de réception et rapport du comité de gestion) -- rapport final
ART ET CULTURE POSTE ET TELECOMMUNICATION	Construction d'une bibliothèque et cyber centre communal	- rapport exécutif assorti des délais et des coûts -journal des revues	une bibliothèque et cyber centre communal construite
TRAVAUX PUBLICS	Réhabilitation des routes communales de la commune de DIBOMBARI	- rapport exécutif assorti des délais et des coûts -journal des revues	des routes communales de la commune de DIBOMBARI
	Construction des infrastructures : routes, ponts, bacs, électricité, réseaux d'eau, etc.	- rapport exécutif assorti des délais et des coûts -journal des revues	Construction routes, ponts, bacs, électricité, réseaux d'eau, etc.

VI.3. DISPOSITIFS, OUTILS ET FREQUENCES DU REPORTING

Niveau	Responsabilités	Outils	Acteurs	Périodicité du reporting	Contenu du Rapport
Villages	-collecte des données -programmation des séances de concertation et de sensibilisation -suivi de l'exécution des activités locales -évaluation des impacts socioéconomiques et socio environnementaux	-cartographie village -fiches de suivi du processus de planification -tableau de suivi des actions planifiées -calendrier des réunions -tableau de perception du bien être	-Comité de Concertation (CC) -Agent Communal de Développement (ACD) -OAL	Trimestriel	Rend compte des activités programmées
				Semestriel	Présente et rend compte de l'exécution des activités et des informations issues des 02 trimestres correspondants
				Annuel	Bilan des activités annuelles
Communal	-collecte des données -programmation des séances de concertation et de sensibilisation -suivi de l'exécution des activités locales -évaluation des impacts socioéconomiques et socio environnementaux	cartographie village -fiches de suivi du processus de planification -tableau de suivi des actions planifiées -calendrier des réunions -tableau de perception du bien être	-Maire -reste de l'Exécutif -ACD -Comité de suivi du PCD -OAL et prestataires impliqués dans la mise en œuvre du PCD -Conseil	Trimestriel	Rend compte des activités programmées
				Semestriel	Présente et rend compte de l'exécution des activités et des informations issues des 02 trimestres correspondants
				Annuel	Bilan des activités annuelles

			Municipal		
--	--	--	-----------	--	--

Source : CIETADEL

VI.4. MECANISME DE PREPARATION DU PIA ET DE REVISION DU PCD

Préparation du PIA

Cas d'une programmation triennale (CDMT)

Quelques critères pour la sélection des projets à inclure dans la première année du programme

- Critères d'urgence :
 - les urgences qui nécessitent une action impérative ;
- Critères de continuité :
 - l'achèvement des projets en cours dans la zone de planification ;
- Critères d'autonomie :
 - les projets qui peuvent se réaliser sans appui financier extérieur ;
- Critères de participation :
 - les projets dont la participation des populations locales est assurée ;
- Critères de complexité :
 - les projets dont les réalisations soutiennent celles des autres à venir ;
 - les projets ou microprojets qui seront exécutés tout le long de la durée du plan ;
 - les projets qui nécessitent des études préalables.

Quelques critères pour la sélection des projets à inclure dans la deuxième année du programme

- Critères de continuité :
 - les projets en cours de réalisation ;
 - les projets dont les études sont réalisées ;
- Critères de complexité :
 - les projets qui aideront à pérenniser et à améliorer les acquis de la première année : projets productifs ou projets à effet d'entraînement

(exemple de la construction d'un centre de santé en première année et l'équipement de ce centre de santé en deuxième année) ;

- les projets à haute intensité de capital (humain, matériel, financier, etc.).

Quelques critères pour la sélection des projets à inclure dans la troisième année du programme

– Critères d'urgence :

- les projets qui sont considérés comme prioritaires au niveau de la zone de planification ou par l'autorité nationale ;

– Critères de continuité :

- les projets qui consolident et améliorent les réalisations des deux premières années du plan ;

– Critères de complexité :

Les projets qui nécessitent des appuis techniques de haut niveau.

Révision du PCD

Pendant sa mise en œuvre, le PCD devrait être évalué au moins deux fois avant son terme.

Une évaluation à mi - parcours et une autre au terme du deuxième CDMT. Ces diverses

évaluations permettront de vérifier si le Plan a été bien mis en œuvre et quels ont été ses impacts sur la qualité de vie des populations ; quel a été le niveau d'implication des bénéficiaires dans sa mise en œuvre et quels ont été les problèmes rencontrés. Ces diverses évaluation seront faites par ou sous la supervision du Comité Communal de Suivi-Evaluation. Pour cela, il doit élaborer un bon plan de suivi et évaluation.

La révision du PCD se fera après une évaluation des activités déjà réalisées. Les critères utilisé lors des évaluations seront : la cohérence, l'efficacité, l'efficience, la viabilité, la fiabilité, la pérennité etc. Les évaluations permettront ainsi de déterminer les acquis à consolider, les orientations à modifier et les moyens à mettre en œuvre.

Cette révision devra être réalisée par un Organisme d'Appui Local recruté selon les procédures en vigueur (appel à manifestation d'intérêt, appel d'offres restreint).



VII. PLAN DE COMMUNICATION

VII.1. STRATEGIE ET ESQUISSE DE PLAN DE COMMUNICATION

La stratégie du plan de communication se décline dans le tableau ci-après :

TABEAU 29 : PLAN DE COMMUNICATION

Ojectifs	Canal	Cible	Activités	Indicateurs	Coûts
-Mobiliser l'opinion autour des activités visées par le PCD ; - Impliquer tous les acteurs à la mise en œuvre desdites activités ; - Susciter l'adhésion des populations bénéficiaires.	- Média (radio, Journal -Volet hors média (mission de prospection, gestion des relations de l'institution communale)	-politiques -élites -élus -diaspora -bayeur de fonds	Mobilisation l'opinion autour des activités de PCD	Le nombre de personnes et d'acteurs mobilisés autours des activités du PCD	200 000
			Susciter l'adhésion des populations bénéficiaires au projet	Plus de 70 % de la population de la commune adhère au projet	300 000
			Promotion des projets ciblés par voie d'internet	Le nombre de personnes captivées par les projets par voie internet	CA
			Promotion des projets ciblés par voie de la radio communautaire, DU MUKENG ou d'autre média public ou privé	L'adhésion et l'information des citoyens sur les projets de la commune	2 000 000 /an
			Organisation des tables rondes en vue de la recherche des partenaires pour le financement des projets	Le nombre de partenariat signé à la suite des tables rondes	1 000 000 /an

➤ Objectifs

Le plan de communication sur la mise en œuvre du PCD de la Commune de Dibombari vise les objectifs ci-après :

- Mobiliser l'opinion autour des activités visées par le PCD ;
- Impliquer tous les acteurs à la mise en œuvre desdites activités ;
- Susciter l'adhésion des populations bénéficiaires.

➤ **Presentation des volets du plan de communication**

Le plan de communication comporte un volet média et un volet hors-média.

- **Volet média du plan de communication**

Il s'agira d'assurer par voie de médias, la mise en œuvre d'un plan de communication dont l'un des aspects porterait sur la publicité des activités du PCD qui constitue un véritable instrument de promotion des projets ciblés ; cette publicité pourrait se faire entre autres par voie de la radio communautaire, d'internet et/ou moyennant la revue de la Commune (MUKENG). Egalement les médias publics et privés à large spectre de diffusion seront utilisés

PHOTO 8 : STUDIO DE LA RADIO COMMUNAUTAIRE



Les missions de prospections devraient être envisagées auprès de tous les partenaires techniques et financiers, réels et potentiels, pour susciter leur appui effectif à la mise en œuvre des activités programmées. Ces acteurs sont :

- politiques (élus locaux) ;
 - techniciens (spécialistes et autres) ;
 - institutionnels (représentants de l'État, partenaires techniques et financiers) ;
 - ou prestataires de services (opérateurs privés locaux) ;
 - les populations afin d'assurer leur participation.
- **la gestion des relations de l'Institution communale**

Dans ce cadre, la communication consistera :

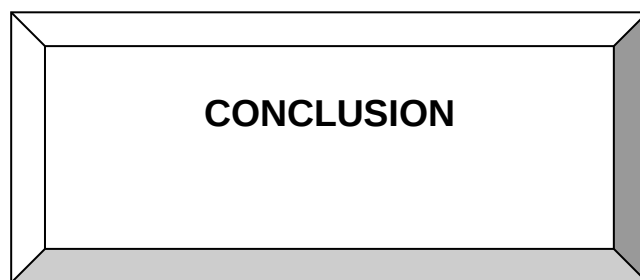
- à organiser des table-rondes avec des partenaires tels que les bailleurs de fonds, les projets de développement, les ONG, les opérateurs économiques, les ambassades, les agences nationales et internationales de développement, les migrants, la diaspora, les associations, etc. sur la mobilisation des ressources et les appuis-conseil ;
- et à élargir à tous ces partenaires, le débat contradictoire sur la vie de la Commune ; cet aspect est largement pris en compte dans la programmation des activités.

➤ **Programmation des activités de communication**

TABEAU 30: ACTIVITES DU PLAN DE COMMUNICATION.

Activités	Cibles	Responsables	périodes	couts
Mobiliser l'opinion autour des activités de PCD	-populations	Mairie	Janvier -juin	200 000
Susciter l'adhésion des populations bénéficiaires au projet	- populations	Mairie	Janvier -juin	300 000
Promotion des projets ciblés par voie d'internet	-politiques -élites -élus -diaspora -bateur de fonds	Mairie	Janvier à décembre de chaque année	CA
Promotion des projets ciblés par voie de la radio communautaire, DU MUKENG ou d'autre média public ou privé	-politiques -élites -élus -diaspora -bateur de fonds	Mairie	Janvier à décembre de chaque année	2 000 000/an
Organisation des tables rondes en vue de la recherche des partenaires pour le financement des projets	-politiques -élites -élus -diaspora -bateur de fonds	Mairie	Avant la réalisation du PIA chaque année	1 000 000/an
TOTAL				3 500 000

Sources : Atelier de planification

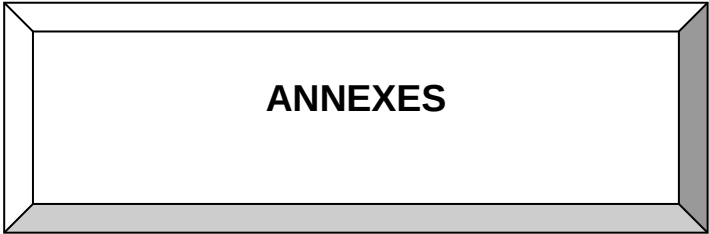


En définitive, le processus de planification enclenché dans la Commune de Dibombari depuis 2017, s'est déroulé conformément aux principes et dispositions prévus par le PNDP de même que les lois sur la décentralisation.

Le diagnostic qui a été fait en prélude à la planification a permis de ressortir les faiblesses de la commune mais aussi son énorme potentiel. Au rang de ces faiblesses, on note principalement la difficulté d'accès aux services sociaux de base, à savoir, l'électricité, la santé, l'éducation. L'analyse de ces problèmes a permis d'identifier les causes pertinentes et les axes stratégiques sur lesquelles la Commune veut et peut agir pendant les prochaines années. Les activités de planification qui ont suivi ont permis à la Commune d'élaborer un PCD qui prévoit plusieurs activités principales et microprojets. Une planification triennale a été élaborée de manière consensuelle à la suite de laquelle une planification annuelle a été effectuée compte tenu des ressources financières disponibles pour la première année.

A l'issue de ce processus et après une concertation élargie, un Comité Communal de Suivi-Evaluation de la mise en œuvre du PCD a été mis en place pour assurer le pilotage du PCD. Aussi, face à ce cadre d'organisation, l'attention et l'espoir de toutes les forces vives de la commune reposent désormais sur le PCD et les responsables de sa mise en œuvre.

Seulement, l'engagement et l'appropriation du processus de développement par les différents acteurs, enclenché dans cette commune est d'une importance capitale. D'où le plan de communication qui a été mis en œuvre pour faciliter la mise en œuvre de ce document et assurer le développement de la commune de Dibombari, nous recommandons. Par ce plan de communication, l'exécutif communal voudrait attirer le maximum de financement afin d'améliorer le taux de réalisation du PCD.



ANNEXES

- Arrêté de mise en place du Comité de pilotage (COPIL)
- Arrêté constatant la composition du Comité de suivi
- Délibération municipale approuvant le PCD
- Arrêté préfectoral rendant exécutoire le PCD
